

86375

Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15140 - 7 F

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

National-libéralisme à l'américaine

Le laisser-faire n'est plus de saison à Washington. L'administration républicaine du président Bush laisse la main aux seules entreprises américaines de conquérir de nouveaux marchés à l'exportation. L'équipe démocrate du président Clinton ne se contente pas de cette attitude passive, mais va, au contraire, les appuyer de tout le poids qui est le sien pour développer leurs ventes à l'étranger et grignoter des parts de marchés. La présentation, mercredi 29 septembre, par le Maelon Blanco, d'une stratégie nationale à l'exportation confirme ce changement de cap qui s'inspire visiblement des idées chères à Robert Reich, l'un des maîtres à penser du président Clinton.

Mettant à profit la fin de la guerre froide, l'administration américaine a décidé de lever l'essentiel des entraves à l'exportation de matériel informatique, notamment en faveur des anciens pays du « bloc » soviétique. Une libéralisation des ventes en matière de télécommunications devrait suivre une fois réformé le COCOM, une institution créée en 1951 par l'OTAN pour réglementer les exportations de produits susceptibles d'être utilisés à des fins militaires.

Autre illustration du tournant pris par Washington, l'administration américaine a décidé de lever l'essentiel des entraves financières très avantageuses aux pays en développement à l'acquisition de produits « made in USA ». Or, exception faite des aides humanitaires, les Etats-Unis s'étaient toujours refusés jusqu'ici à de telles pratiques qu'ils ne manquent pas de dénoncer chez leurs concurrents, en particulier le Japon.

L'administration américaine attend beaucoup de ce retour en force de l'Etat en faveur des entreprises privées. De 628 milliards de dollars l'an passé, les exportations américaines de biens et services passeront à 1 000 milliards par an à la fin de la décennie, a promis le président Clinton. En escomptant que quelques 8 millions d'emplois nouveaux seront ainsi créés.

Il ne fait guère de doute qu'en cherchant à dopar les exportations américaines, l'équipe au pouvoir, faute d'avoir réussi à faire voter par le Congrès son plan de relance de l'économie, tente de raffermir une rapace jugée trop molle outre-Atlantique. Le procédé est de bon sens. Les autres pays industrialisés risquent d'en faire les frais en termes d'exportation. Quant aux pays en développement, il n'est pas acquis qu'ils aient beaucoup à gagner à la mise en place d'aides liées.

A Washington, où se tenait l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, les pays industrialisés n'ont pu se mettre d'accord pour renouveler la Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR), la plus efficace des mécanismes d'aide au développement des pays les plus démunis, qui vient à échéance le 30 novembre. Or, même s'ils ne sont pas les seuls, les Etats-Unis partent une grande part de responsabilité dans cet échec. L'argent qu'ils réclament à octroyer, via la Banque mondiale, aux pays les plus pauvres, ils se disent prêts à en faire profiter les entreprises américaines pour les aider à accroître leurs exportations, en vertu de leur nouvelle politique nationale-libérale.

Lire nos informations page 17

M0147 - 1001 0 - 7.00 F



Survenu dans la province occidentale du Maharashtra

Le séisme en Inde aurait fait plusieurs milliers de victimes

Un violent séisme (6,4 sur l'échelle de Richter) a secoué le centre-ouest de l'Inde durant la nuit du 29 au 30 septembre. Jeudi, en fin de matinée, les sauveteurs avaient dégagé plus de six cents cadavres dans la seule ville de Khillari, une localité de l'Etat du Maharashtra qui compte 20 000 habitants.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Il était 4 heures du matin, heure indienne, lorsque deux violentes secousses d'une magnitude de 6,4 degrés sur l'échelle de Richter ont ébranlé la province occidentale du Maharashtra. Ce séisme, que les autorités décrivent comme le plus grand tremblement de terre depuis 1934, a plus particulièrement touché les districts d'Osmabad et de Latur, situés à 700 kilomètres à l'est de Bombay, capitale de la province. De source policière, le bilan s'élevait à environ 4 000 morts en milieu de journée.

Le porte-parole du gouvernement du Maharashtra estime que

70 % de Khillari (20 000 habitants) ont été complètement rasés et que la localité n'est plus qu'un amas de ruines. Dans ces petites villes de province, les maisons sont anciennes et construites en briques ou en pierres, à la différence des campagnes où, en général, on utilise de la terre battue. Khillari a déjà été secouée plusieurs fois au cours des dernières années. En 1992, plusieurs immeubles s'étaient effondrés sans faire de victimes.

Toujours selon le porte-parole, d'autres villes ou localités de la région ont été détruites ou sérieusement endommagées, et leurs habitants ont été surpris en plein sommeil. Mais il faudra encore attendre de longues heures avant de se faire une idée plus précise

de l'ampleur de la catastrophe. L'onde de choc a été ressentie dans de nombreuses régions du sud de l'Inde, jusqu'à Madras sur la côte orientale du pays.

A Bombay, des habitants ont fui certains immeubles de la grande cité où des secousses de plus faible ampleur ont provoqué un vent de panique dans certains quartiers. Aucun dégât ni victime n'ont été signalés.

En janvier 1934, un séisme avait tué 10 700 personnes dans l'est du pays. Le dernier séisme grave survenu en Inde s'était produit au pied de l'Himalaya en 1991. On avait alors dénombré 1 150 morts.

BRUNO PHILIP

Lire nos informations page 12

L'offensive des séparatistes en Géorgie

M. Chevardnadze dénonce la « trahison » de Moscou

Les forces séparatistes contrôlent presque tout le territoire de la République autonome d'Abkhazie après la chute, jeudi 30 septembre, de la ville d'Otchamchira, à une cinquantaine de kilomètres de Soukhoumi, tombée lundi. A Tbilissi, le président géorgien, Edouard Chevardnadze, a dénoncé dans un entretien au « Monde » la « trahison » de Moscou et affirmé que la Géorgie n'adhérerait pas à la Communauté des Etats indépendants.

TBILISSI

de notre envoyé spécial

« Non, je n'ai jamais eu peur, c'est peut-être anormal mais je ne connais pas ce sentiment. » Apparemment Edouard Chevardnadze semble peu marqué par les douze jours qu'il vient de passer dans Soukhoumi, la capitale de l'Abkhazie assiégée par les autonomistes depuis plus d'un an et qui est tombée lundi 27 septembre. Habitude de l'ancien apparatchik de cacher ses sentiments ou vraie pudeur ? Toujours est-il que rien de ce qu'il vient de vivre ne transparait sur son visage.

Le regard est toujours aussi lourd et énigmatique, les cheveux aussi blancs, le costume

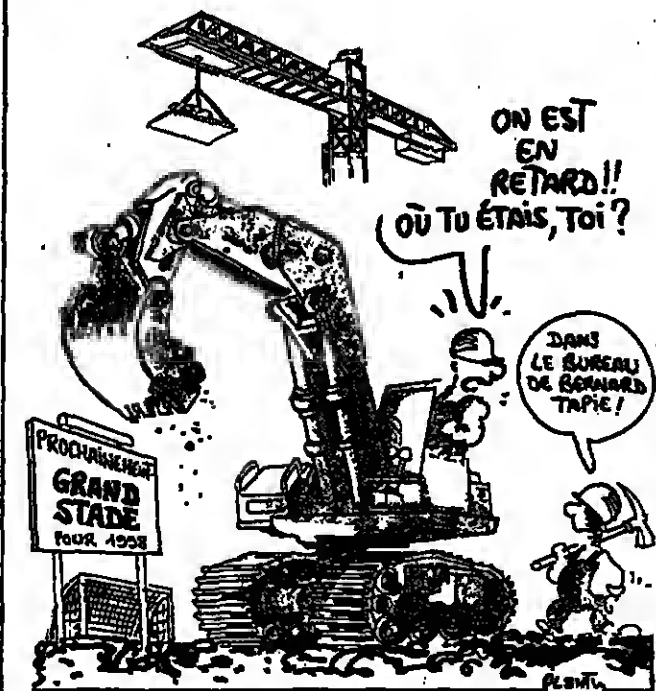
aussi soigné que lorsque, ministre des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev, il passait pour le coqueluche des chancelleries occidentales.

« Pour moi, explique-t-il pourtant de sa voix sourde, comme pour tout Géorgien, Soukhoumi était un symbole très important. C'est pourquoi, il y a encore cinq mois, j'ai dit que si la ville tombait, ce qui me semblait impossible à l'époque, cela pourrait déclencher la désintégration de la Géorgie. Vous pouvez alors vous imaginer ce que j'ai vécu et ce que j'ai souffert dans cette ville. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 3

Le Grand Stade à Saint-Denis ?



Lire nos informations pages 10 et 11

Georges Marchais sac à terre

Le secrétaire général du Parti communiste s'en va

Son heure, dans la vie politique française, était passée depuis longtemps

par Patrick Jarreau

Secrétaire général du PCF, en titre depuis vingt et un ans, ce fait depuis vingt-trois ans, Georges Marchais part vaicou par l'âge. A soixante-trois ans, après avoir subi une opération de la hanche dont il lui faudra un certain temps pour se remettre, il passe la main, sans successeur désigné officiellement à la tête d'un parti dont il aura cooduit l'inevitable déclin, mais où il n'aura jamais été mis sérieusement en difficulté. Aucune opposition interne n'est parvenue à prendre suffisamment conscience pour définir une autre orientation que celle, en ligne brisée, que le secrétaire général a su faire prévaloir de congrès en congrès.

Cette parfaite adhésion d'un homme à son parti, dans lequel le seul choix laissé aux contesta-

taires était de se taire ou de s'éloigner, incite à penser qu'il n'y avait pas d'autre destin possible pour le communisme français. Pris dans l'écheveau indémêlable de ses contradictions, de ses fidélités, de ses aveuglements volontaires, de ses blocages idéologiques, le PCF pouvait-il résister au vieillissement sociologique qui le menaçait dès la fin des années 60 ?

Georges Marchais l'a cru, puisque, porté à la tête du parti après que Waldeck Rochet fut tombé irrémédiablement malade en 1969 (le successeur de Maurice Thorez devait mourir en 1983), il avait tenté de le moderniser et de le rajeunir. Cependant, quatre ans après la chute du mur de Berlin, l'époque où le communisme était le pilier principal de la gauche française, avec sa base syndicale, la CGT, et les nombreux intellectuels dont le mar-

xisme était la référence principale, paraît incroyablement lointain.

Que reste-t-il des débats sur le degré de distance entre le PC français et son « grand frère » soviétique, de l'évaluation minutieuse des signes d'une rupture du cordon ombilical, de l'analyse de la coexistence des communistes français à la démocratie, dans leur programme et dans la vie de leur parti, de l'intérêt pour l'apparition d'un « eurocommunisme », naissant les Espagnols, les Italiens et les Français dans la recherche d'une voie originale, ni stalinienne ni sociale-démocrate ? Le secrétaire général qui quitte la scène aujourd'hui est séparé depuis longtemps de son propre passé de dirigeant politique.

Lire la suite page 9

et nos informations pages 8 et 9

ERIK ORSENNA

Grand Amour

Editions du Seuil

POINT DE VUE : GATT et culture

Laisser respirer nos âmes !

par Jacques Toubon

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Accord général sur le commerce et les droits de douane (GATT) ne portait que sur l'échange des marchandises et donc excluait la culture.

Les Etats-Unis demandent, dans la négociation actuelle, que les échanges culturels soient considérés comme les autres services (services financiers, télécommunications) et soient désormais régis par les principes du GATT, notamment la clause de la nation la plus favorisée et la non-discrimination.

Nous voulons convaincre nos partenaires, la Commission et plus tard les négociateurs américains,

que seule une clause d'exception culturelle, qui exclut les œuvres audiovisuelles de l'application des principes du GATT, peut sauver l'indépendance et l'existence du cinéma et de l'audiovisuel européens.

Ces données ont été largement reprises par la presse, mais la position française a été parfois présentée de façon caricaturale : à en croire certains, le débat actuel sur l'exception culturelle des œuvres audiovisuelles serait un débat typiquement français, dépourvu de tout enjeu économique réel, révélateur des angoisses identitaires d'une société française en mal de projet. L'exagère à peine.

Lire la suite page 2

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Algérie, 2,80 DM ; Asie, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 460 PTE ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

هنا من النجف

DÉBATS

GATT

La France fait fausse route

par Philippe de Villiers

Le mémorandum sur la politique commerciale de la France vient d'être adopté le 13 septembre dernier. Ses partenaires, restés encore à l'écart des enjeux, ont le problème de l'agriculture comme pour tous les autres «volets» de l'Uruguay Round, ce n'est déjà plus d'améliorer telle ou telle procédure particulière de défense commerciale, c'est de remettre en cause dans ses fondements mêmes la philosophie des négociations actuelles du GATT, qui tend à élargir le champ d'application des règles du libre-échange à l'ensemble du monde.

Au fond, il arrive aux négociateurs du GATT ce qui est arrivé à ceux de Maastricht : accrochés à une idée fixe, devenue pour eux un véritable dogme, ils n'ont pas vu que le monde avait changé. Depuis le lancement du cycle de l'Uruguay Round à Punta del Este en 1986, il n'est pas seulement survenu la chute du mur de Berlin et la réintégration des économies communistes dans la sphère du commerce mondial, mais, bien plus profondément, l'accélération de la globalisation des échanges, qui — phénomène inédit dans l'histoire de la planète — met en contact immédiat et permanent des nations aux lois, aux mœurs et aux niveaux de vie complètement divergents. Il s'ensuit alors ce qu'on avait mal perçu jusqu'ici : les pays qui exigent le moins en matière de protection sociale, d'environnement, d'hygiène, de sécurité, ou même tout simplement de respect humain, déstabilisent profondément ceux qui, par le travail accumulé des générations, se sont dotés d'un réseau de normes élevées, mais aussi fragiles.

Repenser le jeu du libre-échange

Cette situation nouvelle nous appelle inéluctablement à repenser le jeu du libre-échange.

Certes, lorsque nous disons que le mémorandum du 13 septembre (comme celui du 13 mai, relatif au GATT) n'atteint pas la hauteur des enjeux, nous ne perdons pas de vue que le gouvernement français doit manœuvrer serré, de sorte que la tactique peut parfois imposer à ses écrits officiels des limites de circonstance. Pourtant, il nous semble que l'on ne peut pas éternellement baisser.

Dans ces conditions, la franchise nous impose de dire que les orientations principales des deux mémorandums français sont dépassées. En effet, à les en croire :

1) L'essentiel des distorsions remontées dans le commerce international proviendrait de pratiques «déloyales», qui «fausseraient» la concurrence.

Ces pratiques sont fréquentes, et l'Europe a trop souvent fait preuve à leur égard d'une insondable naïveté. Le Japon les a même dirigées en système par la fermeture de son marché domestique, permettant à ses entreprises d'y établir une base arrière inébranlable. Cette méthode, comme le dumping, les piratages de brevets, ou les contrefaçons, mérite de notre part l'application de sanctions appropriées, sans crainte des représailles.

Pourtant, même si toutes les pratiques «déloyales» se trouvaient subitement corrigées par un coup de baguette magique, resterait non résolu un immense problème, le problème nouveau, le problème fondamental,

donc aucun des deux mémorandums ne traite vraiment : le désavantage des nations qui, dans une économie ouverte, adoptent des normes élevées. Dans le libre-échange planétaire intégral, par exemple, toujours le pays qui pratique l'austérité disposera d'un «plus» concurrentiel sur celui qui s'impose une politique boursière (mais coûteuse) d'aide aux handicapés. Comment devons-nous répondre à ce défi ? Voilà la grande question de l'heure. Question urgente pour l'emploi et la protection sociale. Question vitale pour notre équilibre territorial.

2) Pour favoriser la croissance et l'emploi, il faudrait inciter partout (y compris en Europe) à des baisses de tarifs douaniers.

C'était l'idée centrale des premiers «ronds» du GATT, qui s'était révélée bénéfique, entre pays aux structures comparables. Mais dans le contexte actuel d'élargissement mondial, ne s'avère-t-elle pas neutre ? Qu'impor-tant on continue !

Libéral à l'intérieur mais protégé à l'extérieur

C'est ainsi que le mémorandum du 13 mai, sous le titre «Promouvoir l'emploi», maintient la ligne directrice antérieure : malgré l'instabilité monétaire et les disparités de concurrence, affirme-t-il, «la libéralisation des échanges doit cependant pouvoir offrir... des perspectives d'emplois durables». Tout au plus condamne-t-il les «excessives des distorsions», susceptibles d'engendrer des perturbations. Mais l'objectif reste inchangé. Il s'agit seulement d'aménager les transitions sur la période la plus brève possible.

Le rapport que l'OCDE vient de publier sur les conséquences de l'Uruguay Round (1) est encore moins nuancé : dès la première page, il annonce triomphalement qu'une telle réforme «accroît le revenu mondial d'environ 213 milliards de dollars par an» (en 2002), en oubliant de préciser que ce chiffre apparentement élevé représenterait en réalité seulement 0,6 % du PIB mondial.

Mais le rapport oublie aussi autre chose : ce gain, assez mince et lointain, n'est nullement pondéré par le risque d'un chômage chronique élevé dans les pays européens. Et pour cause : selon la version dogmatique de la théorie libre-échangiste, ce chômage n'existe pas !

3) La «défense commerciale» consisterait pour l'essentiel en des mesures anti-dumping et anti-subsidies, mais n'inclurait nullement la possibilité de «droits compensateurs» aux frontières de la Communauté.

Tout au plus le mémorandum du 13 septembre envisage-t-il qu'en cas de «dumping» il soit fixé un tarif douanier «à un niveau égal à la marge de dumping ou de subvention». Mais pourquoi imposer cette pénalité à un pays qui cause les prix, et non à celui qui aboutit au même résultat en faisant travailler les enfants, ou en polluant la planète par son laxisme en matière d'environnement ? Tout cela n'est pas très rationnel.

En vérité, l'idée gagne tous les jours du terrain que la contrepartie d'une économie ouverte, et sans doute même la condition de sa pérennité, c'est la perception à l'extérieur de «droits compensateurs» honnêtement fixés, qui joueraient le rôle d'écluses entre des pays soumis à des normes très divergentes pour la protection

sociale, la santé publique ou l'environnement. Il est d'ailleurs paradoxal qu'au moment même où cette idée progresse dans le public et chez les économistes, la Commission de Bruxelles ait osé signer Blair House, qui prévoit le démantèlement de ces droits dans le seul secteur communautaire où ils existent déjà, l'agriculture.

Que faut-il alors ?

1) D'abord refuser le GATT, qui est fondé sur des principes dépassés, puis reconnaître que, dans l'avenir, le commerce international devra s'organiser par zones de préférences régionales, seul moyen de respecter le libre choix par chaque peuple de son mode de vie, de maintenir l'emploi dans les pays développés, de préserver enfin à terme les chances d'un libre-échange élargi.

2) Promouvoir la règle générale de la préférence communautaire, non seulement pour les secteurs agricole et culturel (seuls cités à ce titre dans les mémorandums gouvernementaux), mais aussi pour tous les autres, et d'abord les télécommunications, l'énergie, la défense.

En conséquence, les décisions qui dérogeraient à cette préférence (un accord commercial en faveur d'un tiers, par exemple) devraient être prises à l'unanimité du Conseil. Sinon, la préférence est un vain mot, et la solidarité européenne aussi.

3) Donner la Communauté de moyens de défense réels, à savoir :

— des droits compensateurs, d'abord et en urgence pour les coûts sociaux ; dans ce but, il faut rétablir la notion de «tarif extérieur commun» que le traité de Maastricht a fait disparaître ;

— une procédure de décision rapide lorsqu'il faut prendre des mesures de sauvegarde ou de rétorsion. Cette procédure devra impérativement permettre de contourner les lenteurs éternelles ou la mauvaise volonté de la Commission, toujours prompte à excuser les excès des pays tiers, lorsqu'ils se parent des plumes du libre-échangisme.

4) Enfin, ne proposer la création d'une organisation mondiale du commerce qu'accompagnée d'une charte reconnaissant clairement la légitimité des préférences régionales. C'est vraiment une idée folle et suicidaire et nous posons nos mots — que de rédemption, comme le mémorandum du 13 septembre, une organisation mondiale chargée d'appliquer tels quels les principes actuels du GATT. On voudrait détruire l'Europe qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Comme l'on montre les sondages réalisés à l'occasion de l'anniversaire du référendum de Maastricht, les Français, aujourd'hui, choisissent massivement la voie d'une Europe des peuples, libérale à l'intérieur, mais protégée à l'extérieur, contre les préférences multinationales. Seules les rémanences mastrichtiennes dans les sphères gouvernementales empêchent encore cette tendance de s'exprimer officiellement. Il le faut pourtant. Et ce sera la mission de la France que d'appeler toute l'Europe au renouveau.

(1) Libéralisation des échanges : conséquences pour l'économie mondiale, de Jan Golin, Oda Kaudern et Dominique Van der Mensbrugghe, OCDE, septembre 1993.

Philippe de Villiers est député UDF de la Vendée.

Laisser respirer nos âmes !

Suite de la première page

En réalité, trois faits sont évidents et motivent notre position :

1. La production européenne n'est pas l'industrie marginale ou moribonde que l'on voudrait nous faire croire, si mal en point qu'elle ne mériterait même pas l'effort d'un dernier combat.

2. C'est non seulement l'avenir de la production, mais aussi celui de tous les diffuseurs qui est en jeu.

3. La survie des producteurs et diffuseurs européens, au-delà de ses enjeux économiques considérables, revêt un intérêt culturel majeur, qui touche à la survivance même des différentes formes de l'identité européenne.

• Nous ne jurons pas «par une industrie défunte». — La vérité est que, tant aux États-Unis qu'en Europe, le poids de la production audiovisuelle proprement dite est relativement modeste, en termes d'investissement ou en termes d'emplois, si on le compare à d'autres types de services, comme les télécommunications ou les services financiers. On estime l'investissement global français dans l'audiovisuel, pour 1991, à 6,3 milliards de francs environ ; le secteur emploie 47 000 personnes. Au niveau européen, l'investissement en production est évalué à 28 milliards de francs.

Quant à la diffusion, le chiffre d'affaires global de l'audiovisuel français était, en 1991, de 45 milliards de francs.

Les entreprises audiovisuelles européennes, pour leur part, ont vu leur chiffre d'affaires atteindre, en 1991, 33,15 milliards d'euros — ce qui représente un quart du total de l'audiovisuel américain. Je précise également que quarante-cinq entreprises européennes figurent dans le classement des cent premières entreprises audiovisuelles mondiales.

Des perspectives qui donnent le vertige

Si l'on raisonne à plus long terme, la multiplication des canaux qu'entraîneront la numérisation et surtout l'intégration des services, télématique, télévision, informatique, etc., permettraient de multiplier les futures «autoroutes de la communication», ouvre des perspectives industrielles et commerciales qui donnent le vertige, et nous savons que l'arrivée de ces innovations est pour bientôt.

Le problème est le suivant : dans ce qui sera le secteur-clé des services de l'avenir, continuerons-nous à exister ?

Par rapport aux Américains, la réponse est malheureusement négative, pour des raisons démographiques et historiques. Dans aucun pays de la CEE, l'industrie audiovisuelle ne jouit d'un marché à la mesure de celui des États-Unis : la population des Douze est certes de 330 millions d'habitants, mais elle ne constitue pas un marché linguistique homogène.

Le marché audiovisuel national est donc beaucoup plus développé aux États-Unis qu'en Europe ; cette avance qui explique la dimension du marché américain a permis à de grandes entreprises du secteur, comme les studios de Hollywood,

de se structurer dès les années 30, et de s'implanter en Europe, alors que les entreprises européennes ne travaillaient que sur des marchés nationaux de petite taille. Le résultat apparaît dans le déficit de la balance des paiements européens, qui, sur le poste «audiovisuel», atteint 22 milliards de francs ; il était de 9 milliards en 1980. Le paradoxe de l'histoire est que ce sont les Américains qui entrent au protectionnisme.

Si l'ampleur croissante des importations de produits audiovisuels américains n'a pas empêché les entreprises audiovisuelles européennes de se développer, c'est grâce aux réglementations nationales favorables, dont le maintien est indispensable pour éviter l'émergence d'un déséquilibre suicidaire pour nous. Sans en faire le recensement et pour en rester à l'exemple français, on sait que l'essor de la production s'explique par le jeu d'un double mécanisme :

— une réglementation de la diffusion, comportant notamment des quotas de diffusion et des obligations de production des chaînes qui ont permis aux producteurs de programmer leur développement ;

— un système d'aide financière à travers le compte de soutien géré par le Centre national de la cinématographie du ministère de la culture.

Un combat pour l'avenir

Les disciplines commerciales prévues par le futur accord GATT-services condamneraient les règles communautaires et nationales, même si la lettre du traité donnait l'apparence de les épargner.

Nous ne pouvons, au nom du succès des négociations, sacrifier un secteur industriel majeur même s'il n'atteint pas la dimension de l'industrie américaine. Nous ne saurions décider délibérément, en acceptant de soumettre les biens culturels au GATT, que dans dix ans les films et les programmes audiovisuels américains d'origine américaine ou japonaise. Notre combat n'est pas celui du passé, mais celui de l'avenir, d'une économie qui représente une des meilleures chances pour le futur.

Les chaînes de télévision sont menacées comme les producteurs eux-mêmes. Contrairement à ce qui a été écrit, nous ne cherchons pas à barrer la route en Europe aux programmes américains. Nous en avons besoin. Mais l'aide et le soutien à la production européenne deviendront quasi impossibles si les règles du GATT incluent ce secteur, et cela implique à terme la quasi-disparition des productions nationales en Europe.

Or la production européenne remplit quelque 40 % à 50 % du temps d'antenne en Europe et offre à nos diffuseurs un avantage économique extraordinairement précieux : celui d'une garantie d'approvisionnement de la «matière première» que constitue le programme. Les coûteuses aventures de Canal + aux États-Unis s'expliquent parce que l'entreprise de diffusion la plus profitable du monde vit dans la hantise du refus de vente des films des majors américaines.

Or, avec Ted Turner, les studios américains ont changé de stratégie. Plutôt que d'inonder les chaînes européennes de paquets de programmes déjà amortis, ils tentent de vendre désormais, également à des prix de dumping (5 F par minute pour les chaînes Turner, contre 7 à 8 francs pour les autres chaînes), des chaînes «à clés en main», aux programmes exclusivement américains, qui inonderont rapidement les réseaux de câblodistribution dont la capacité devrait être multipliée par dix avec le développement du numérique.

En conséquence, les grands diffuseurs européens, qui ont fait une partie de leurs profits grâce à la distribution de produits américains, n'auront plus accès à ces programmes plus avantageux pour un groupe de la taille de Viacom-Paramount, en voie de constitution, réunissant en une seule entité intégrée les canaux du câble et les programmes de la major hollywoodienne, de vendre directement des chaînes américaines plutôt que de vendre des programmes aux chaînes européennes.

Cette révolution menace directement tous les diffuseurs européens. Pour nous en préserver, nous ne disposons que de deux armes, auxquelles nous devons renoncer si l'audiovisuel est banalisé au sein du GATT :

— La première consiste à préserver

ver et promouvoir la production européenne, qui, pour être plus ébère que les programmes américains, reste, comme l'attestent toutes les études, la préférée du public européen, et qui en outre assure la sécurité d'approvisionnement de nos diffuseurs ;

— La seconde consiste à assurer la préférence communautaire pour l'accès au câble. C'est cette préférence qui a permis au CSA et à son homologue belge d'interdire — au motif du non-respect des quotas — la reprise des chaînes Turner sur le câble, reprise qui aurait très rapidement fait exploser la réglementation communautaire et les réglementations nationales, car il serait impossible à un Etat d'imposer à ses nationaux des contraintes dont sont dispensés les étrangers.

Ayons une vision lucide du futur : si le GATT s'applique à l'audiovisuel, à court ou à moyen terme, c'est une Europe totalement ouverte qui s'offre au déferlement des chaînes et des programmes américains.

• Pas d'anti-américanisme : la survie de notre culture et le pluralisme sont en cause. — Personne au monde n'a été, n'est aussi chaleureusement favorable aux grands cinéastes américains que le public européen. Ce cinéma a fait partie désormais de notre culture, au même titre que Shakespeare ou Molière, et pour prendre un exemple plus actuel, ce n'est pas un hasard si Woody Allen sort d'abord ses films en Europe. Et nous ne réduisons pas non plus le cinéma de distraction dans lequel les Américains sont passés maîtres et qui a conquis le public : je l'ai dit, nous en avons besoin, pour nos salles comme pour nos télévisions. Mais le problème est ailleurs : il est culturel.

On me dit : la culture vit d'échanges et de croisements, et non pas d'un repli identitaire. L'enfant d'accord, et nul plus que moi ne croit à la fécondité de l'échange des cultures. Mais, pour qu'il y ait échange, il faut un minimum d'équilibre, et de réciprocité, il faut être deux.

Les écrans européens sont occupés à 74 % par les films américains. Partout en Europe, nos films éprouvent de plus en plus de difficultés à sortir dans des conditions satisfaisantes, les salles étant retenues plusieurs mois à l'avance par les «majors» de la distribution pour les grosses machines de Hollywood. Les situations d'entente comme celle de UIP, qui rassemble pour la distribution les films de trois majors, ne font qu'aggraver le phénomène. Où est l'échange ? Où est le croisement des cultures ?

Un mode de vie sous influence

Les citoyens de la CEE passent cinq milliards d'heures par an à regarder des films américains à la télévision, quand les Américains ne consacrent que 180 millions d'heures à regarder des films européens. On peut dire, en caricaturant, que les Européens sont, en matière de télévision, vingt-sept fois plus ouverts que les Américains. Où est la libre circulation des idées ?

J'ajouterais une précision encore : 92 % de la fiction étrangère diffusée sur toutes nos chaînes nationales est d'origine américaine. Quelle ouverture au reste du monde offrons-nous à nos enfants et à nous-mêmes ?

Soyons attentifs : dans ce déséquilibre, dans cette absence de diversité et de pluralisme, il y a, en germe, toutes les frustrations identitaires, génératrices, à terme, de toutes les xénophobies. Et, par le biais des images, c'est notre mode de vie en général qui est sous influence.

Quand un film donne lieu à un matriage médiatique, de l'ampleur de celui qu'on observe aujourd'hui, quand ce matriage est redoublé par la déclinasion, dans le monde entier, de plus de 1 000 produits dérivés, pour un bénéfice attendu de 1 milliard de dollars ; quand, en France, l'industrie alimentaire, l'industrie du jouet et la distribution de quartier ne voient, pour cette rentrée, leur salut que dans l'exploitation d'images sous licence de ce même film, je constate simplement qu'il y a appauvrissement du cadre de vie de chacun, et, par là même, de l'imaginaire collectif et individuel.

Nous ne voulons pas que nos âmes soient asphyxiées, nos yeux aveuglés, nos entrepores subjugués. Nous voulons respirer librement, respirer l'air qui est le nôtre, l'air qui a nourri toute la culture du monde et qui, demain, risquerait de manquer à l'humanité. Tous ensemble, des deux côtés de l'Atlantique et du Pacifique, soyons mobilisés pour cette bataille de la vie.

JACQUES TOUBON

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F

Reproduction interdite de tout article sans l'accord de l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-22-33
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0393-2077
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie
du Monde à
12, c. M. Crouzet
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG-LUXEMBR-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 968 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Je soussigné soussignée m'engage à verser les sommes indiquées ci-dessus à l'ordre de l'administration.

301 MON 01 PP Paris RP

ÉTRANGER

« Drôle de guerre » à Moscou

L'impasse paraît totale autour de la « Maison blanche » dont les occupants ont reçu un nouvel ultimatum de Boris Eltsine

MOSCOU

de notre correspondant

Sur le terrain, rien ne bouge. Autour de la « Maison blanche », le périmètre interdit a encore été étendu, le déploiement policier, déjà considérable, a été renforcé, et pour rendre le spectacle un peu plus lugubre, quatre blindés armés de mitrailleuses ont été ajoutés au dispositif dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 septembre.

Dans la soirée, sous la pluie glacée qui ne cesse de tomber depuis quarante-huit heures, des passants – les femmes surtout – ont recommencé à invectiver les policiers, tandis qu'à certains endroits, des groupes de manifestants – un millier peut-être – se trouvaient au contact des boucliers et des matraques des policiers. Il n'y a pas eu, cette fois, de heurts graves. La veille, un policier avait été tué : les officiels ont immédiatement rejeté la responsabilité sur les « voyous » inspirés par « les occupants de la Maison blanche ». Mais des sources policières indiquent qu'il s'agissait en fait d'un accident. Les cas de désobéissance sont devenus si nombreux, qu'il est difficile de connaître la vérité.

Tout le quartier est en état de siège, les habitants, qui sont souvent des personnes âgées, doivent faire des détours considérables pour atteindre leur domicile, leurs téléphones ont été coupés, les secours médicaux sont devenus aléatoires.

A l'intérieur d'une « Maison blanche » transformée en Fort Chabrol où des hommes épuisés dorment dans des couloirs obscurs, on parle toujours de résister jusqu'au bout. Le général Makachov, qui se dit en charge de la défense du bâtiment, annonce qu'il donnera l'ordre de tirer si les assaillants s'approchent de trop près (les barrières de la Maison blanche sont symboliquement en raison des intempéries et des défenses sont presque tous désarmés à l'intérieur du Parlement et d'un petit bâtiment annexé). On affirme en même temps que des « provocateurs » infiltrés au sein du Parlement ont reçu l'ordre de tirer par les fenêtres pour fournir un prétexte à l'assaut.

Le rôle du patriarche

Pour ajouter à la nervosité générale, les hauts-parleurs de la milice font alterner les appels à la reddition et l'assurance de pouvoir sortir s'ils et sauf avec des chants dits « afghans » : « nous marchons, nous marchons à l'assaut... » Pendant ce temps le conseil de sécurité réuni autour de Boris Eltsine constate avec satisfaction que la situation dans le pays est « stable », les porte-parole du président répètent qu'il

n'est pas question d'utiliser la force, et on peut même distinguer quelques signes de détente, sinon d'ouverture. Le premier ministre, M. Tchernomyrdine, est chargé de négocier avec « les représentants de l'administration pour empêcher que les événements ne prennent un tour dramatique près de la « Maison blanche », et Washington, qui après avoir applaudi des deux mains, commençant à manifester des signes de préoccupation, reçoit des assurances. Un haut responsable de l'administration américaine croit même savoir que des discussions sont en cours en vue d'un possible compromis politique. Il est aussi question d'une entrevue entre Boris Eltsine et le patriarche Alexei, qui a abrégé une visite aux États-Unis pour revenir à Moscou, a fait part de son angoisse pour le sort de la Russie et a appelé au « dialogue ». Le patriarche a également déclaré (mais cela, la télévision s'est abstenue de le dire), et qu'aucun objectif politique ne saurait justifier qu'on prive les gens qui se trouvent à la « Maison blanche » de médicaments, de nourriture et d'eau, et qu'il ne fallait pas permettre que l'épuration physique pousse les gens à des actes violents incontrôlés.

Officiellement, il n'est question ni de levée du « blocus » du Parlement, ni de quelques concessions politiques. Le vice-premier ministre Sergueï Chakhrai, qui avec plusieurs autres membres du gouverne-

ment, avait laissé paraître son désir d'arriver à un compromis, a apparemment été désavoué. Le nouvel ultimatum adressé aux occupants de la « Maison blanche » ne fait que prolonger – jusqu'au 4 octobre – le délai qui leur est imparti pour évacuer le bâtiment, avec une garantie pour eux de « sécurité personnelle », de « liberté de circulation » et d'« activité politique ». En revanche, si « Rousslan Khasbouladze et Alexandre Rousskoï » n'abandonnent pas à l'« ordre » qui leur est ainsi donné, ils seront tenus pour « personnellement responsables » des « graves conséquences » qui pourraient s'ensuivre.

Les inquiétudes des intellectuels

Rien d'autre qu'une reddition pure et simple n'est donc offert à des hommes qui prétendent incarner la « légalité » et considèrent comme leur « devoir » de résister au « coup d'État » – le général Rousskoï a proclamé à plusieurs reprises que c'était une « question d'honneur » et qu'il était prêt « à mourir ». On est donc toujours dans l'impasse. Certes les forces de part et d'autre ne sont pas comparables, et la résistance du Parlement ressemble de plus en plus à celle d'une poignée d'irréductibles, voire d'ex-

trémistes. Mais qu'elle se prolonge bien au-delà de ce qui était apparemment prévu par Boris Eltsine pousse le pouvoir sur la voie glissante d'un autoritarisme accru. Certains, y compris parmi les démocrates qui appelaient de leurs vœux la dissolution du Parlement s'inquiètent de la tournure prise par les événements. « J'approuve le décret du président, mais je trouve incompréhensible le blocus de la « Maison blanche », explique Iouri Afanassiev, un intellectuel libéral bien connu. M. Afanassiev s'étonne qu'on ne « manifeste aucune intention d'écouter les voix venues de divers horizons et qui plaident pour une solution de compromis ». L'association Mémorial, connue dans le passé pour sa défense des dissidents et des prisonniers politiques, dénonce dans un communiqué publié mercredi « les graves violations des droits de l'homme » constatées selon elle en Russie depuis la publication du décret présidentiel, ainsi que la malomnie actuelle sur les médias. Certains journalistes commencent aussi à protester contre la censure, voire à démissionner.

L'équipe présidentielle choisira-t-elle de lever le pied, au contraire d'accélérer l'évolution vers ce « point mort » que les radicaux élitistes appellent de leurs vœux depuis des mois ? Leur attitude à l'égard des dirigeants de régions qui s'opposent aux décisions prises à Moscou ser-

vira de révélateur. « L'affrontement entre le président et le Parlement est en train de tourner à l'affrontement entre le président et les régions », affirme le président du tribunal constitutionnel, M. Zorkine. Apparemment, la tactique adoptée par l'équipe présidentielle à l'égard des régions est double. D'une part, on laisse entendre, plus ou moins ouvertement, que, non seulement les chefs d'administration, mais les assemblées récalcitrantes pourraient avoir à payer le prix de leur attitude.

En même temps, on s'efforce de convaincre : des émissaires présidentiels sont envoyés un peu partout, et une série de réunions est prévue à Moscou entre représentants de l'exécutif et dirigeants régionaux. Mais, plutôt que de convoquer le nouveau « Conseil de la Fédération », dans lequel tout le pays serait représenté et où la pression risquerait d'être trop forte, on a choisi d'organiser huit réunions successives, par groupes restreints. Les pouvoirs régionaux, de plus en plus avides d'indépendance, en particulier financière, se laisseront-ils manœuvrer ? Dès à présent, les représentants de quatorze régions et territoires de Sibérie, rénois à Novossibirsk, ont menacé de constituer une « République de Sibérie » si le président ne met pas fin d'ici trois jours au blocus du Parlement de Moscou... Un ultimatum de plus.

JAN KRAUZE

Bill Clinton réaffirme son soutien à Boris Eltsine

Le président Bill Clinton a réaffirmé, mercredi 29 septembre, son soutien à Boris Eltsine, malgré le durcissement de l'attitude du président russe vis-à-vis des députés conservateurs retranchés à Moscou au sein du Parlement, estimant que M. Eltsine avait, « pour l'instant », agi « avec mesure ». La veille, pourtant, le secrétaire d'État Warren Christopher avait fait part de l'« inquiétude » des États-Unis au sujet du « respect des droits de l'homme » en Russie, à la suite du renforcement de la présence militaire autour du Parlement.

M. Clinton a réitéré, mercredi, son « appel » aux « efforts que déploie le président Eltsine afin d'organiser des élections démocratiques pour une Assemblée législative » avant de recevoir, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev. – (AFP)

Le ministre danois des affaires étrangères suggère une « réforme » du Conseil de sécurité COPENHAGUE

de notre correspondant

« Le Conseil de sécurité ne reflète pas le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui. Il doit être réformé et il faudrait que des pays comme la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et d'autres... »

« C'est ceux de la CEE par exemple. » Ces quelques phrases du ministre danois des affaires étrangères, Niels Helve Petersen, prononcées à New-York, not embarrasé Copenhague et ramené la querelle sur le traité de Maastricht qu'on croyait enterrée au Danemark.

Alors que certains dirigeants politiques s'élevaient contre cette déclaration en rappelant les dérogations obtenues dans le traité de Maastricht pour préserver l'indépendance du Danemark par rapport à une politique européenne commune, en matière de défense notamment, le premier ministre Poul Nyrup Rasmussen s'est senti obligé de rassurer Paris et Londres en précisant « que le Danemark n'a aucune proposition en gestation pour remplacer la France et la Grande-Bretagne ou sein du Conseil de sécurité ». A. S.

■ TURQUIE : les combats dans le Sud-Est anatolien. – Dix-sept personnes, dont quinze séparatistes kurdes, ont été tuées dans le Sud-Est de la Turquie, mardi 28 septembre, selon les services de sécurité turcs. Par ailleurs, la cour de sûreté de l'État d'Izmir a condamné mercredi à la peine de mort pour homicide et terrorisme un responsable du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. C'est la troisième condamnation à la peine capitale prononcée par cette cour en deux jours contre des membres du PKK. – (Reuters, AFP)

M. Chevardnadze dénonce la « trahison » de la Russie

Suite de la première page

S'il accepte, en tant que chef, d'assumer la « responsabilité absolue » de la défaite, Edouard Chevardnadze étudie, comme il sait si bien le faire, les questions plus précises, notamment sur la décision d'envoyer, en août 1992, les troupes géorgiennes pour venir à bout de la rébellion abkhaze. Pour lui, et la formule revient comme un leitmotiv, c'est d'abord la « trahison » des Russes qui explique la perte de l'Abkhazie : « J'ai signé trois accords avec la Russie, en mai, en septembre et en juillet et les trois fois les Russes ont trahi leur parole ». Edouard Chevardnadze, qui a tenté de téléphoner une fois à Boris Eltsine depuis la chute de Soukhoumi – « Mais je n'ai pas réussi à lui parler, sans doute n'avait-il pas le temps ? » – marque une longue pause avant de dire qu'à Moscou est, selon lui, particulièrement responsable de ces trahisons.

« La Géorgie n'entrera pas dans la CEI »

S'il estime que les responsables abkhazes et les « milieux réactionnaires » russes se ressemblent « comme deux gouttes d'eau » et que les seconds ont toujours soutenu les premiers, il n'en peut pas dire que Boris Eltsine « a eu raison dans cette affaire ». L'accusation se fait alors plus précise : « Quand un accord est signé entre deux États et surtout quand cet accord est rompu, le chef de l'État ne peut pas reporter sa responsabilité sur qui ce soit ».

Pour sauver Soukhoumi, M. Chevardnadze confirme qu'il aurait accepté l'entrée de la Géorgie dans la CEI. « Aujourd'hui, ajoute-t-il, après tout ce qui s'est passé et surtout après la trahison de la part de la Russie, j'estime que la Géorgie n'ira pas dans la CEI ».

L'ancien diplomate reprend le dessus quand on l'interroge sur l'attitude des Occidentaux : « Bien » que ces derniers aient pu « faire beaucoup de choses et notamment envoyer des forces de paix en Abkhazie », il le message que François Mitterrand a envoyé le lendemain de la chute de Soukhoumi n'est pas arrivé trop tard. « J'ai toujours senti, ajoute-t-il, le soutien et l'attitude favorable du peuple et du gouvernement français envers la Géorgie ».

Quoi qu'il en soit « la Géorgie s'est retrouvée toute seule ». Et le numéro un géorgien, maintenant avec un rien d'émotion, décrit une nouvelle fois la chute de Soukhoumi. « L'offensive a été menée de deux côtés. Les mercenaires russes et tchétchènes étaient en première ligne. Sur la mer, les cadavres flottaient comme des poissons empoisonnés. Aujourd'hui il y a quatre-vingt mille réfugiés dans les montagnes, des femmes, des enfants, des vieillards. Avec le froid qui va arriver, beaucoup vont périr ».

Un dialogue est-il possible avec les dirigeants abkhazes ? Ce sont des assassins, des fascistes. J'aurais de la peine à engager un dialogue avec eux. Edouard Chevardnadze, dont on se rappelle qu'il s'était fait

baptiser l'année dernière et avait à cette occasion pris le prénom de George, murmure : « Je pense que Dieu va peut-être punir ceux qui ont jeté notre pays dans cet enfer ».

« Les montagnes d'or »

« La Géorgie est à genoux », répète quelques instants plus tard Edouard Chevardnadze. Ce qu'il redoute le plus ? « Ou la guerre civile ou la désintégration du pays ». Il sait que son rival, Zviad Gamsakhouria, rassemble maintenant ses partisans en Mingrelie, sa région natale. Sans jamais nommer l'ancien président – « Ce monsieur » consent-il à dire – Edouard Chevardnadze lui lance cet appel : « Si se décide à marcher vers Tbilissi, sera un bain de sang ». Accepterait-il de le rencontrer ? « Pour l'instant, je n'y suis pas prêt. Et d'ailleurs je ne pense pas qu'il le veuille. Et puis, il a eu trop de mots orduriers pour le pouvoir légal ».

Il restera impossible de savoir de la bouche d'Edouard Chevardnadze si Zviad Gamsakhouria et ses unités ont, ou non, participé pleinement aux combats contre les Abkhazes. S'il ne pense pas que l'affrontement avec Zviad Gamsakhouria « durera longtemps », Edouard Chevardnadze était que son adversaire « un homme un peu populiste », ne mette à profit la situation catastrophique de la Géorgie pour battre campagne et proclamer « des montagnes d'or » à la population.

Il est 1 heure du matin à Tbilissi. Edouard Chevardnadze esquisse un semblant de bâillement et jette un regard furtif vers sa montre. Peut-être des signes, chez lui, d'une grande nervosité et d'une immense fatigue : « Par ma nature, par ma foi, avec mon caractère, je n'accepterai jamais de devenir un chef de guerre ». Et puis, la confession finale : « J'ai déjà beaucoup changé. D'abord au moment où j'ai changé ma mentalité, si vous voulez, communiste, et puis quand, avec Mikhaïl Gorbatchev, je me suis mis à réaliser le processus de démocratisation en Union soviétique et que nous avons lutté pour éviter les affrontements sur notre planète. C'était déjà une révolution dans ma conscience ». Resterait-il toujours en Géorgie ? « Quand j'ai consenti à rentrer en Géorgie, je savais que je marchais vers le succès. Mais c'est ma terre et je ne la quitterai plus ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

■ Une journaliste américaine tue. – Une journaliste américaine, Alexandra Tuttle, a trouvé la mort le 22 septembre, alors qu'elle se trouvait à bord d'un Tupolev-154 géorgien qui, venant de Tbilissi, a explosé à l'aéroport de Soukhoumi, atteint par un missile abkhaze, 4-000 appris de source officielle géorgienne. Alexandra Tuttle, trentet-quatre ans, vivait à Paris où elle travaillait comme journaliste indépendante, notamment pour le Wall Street Journal. – (AFP)

Patrick Grainville
Coïrère

● Michel Braudeau
Le Livre de John
Points Roman

● Michel Rio
Faux pas
Points Roman

● Jean-Luc Benoziglio
Quelqu'unbis est mort
Points Roman

● Anita Brookner
La vie, quelque part
Points Roman

● Jacques Derrida
La dissémination
Points Essais

● Woody Allen
Crimes et délits
Point-Virgule

DES SUCCÈS
PLEIN
LES POCHES

Points

EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE : en posant des conditions draconiennes à son acceptation

Le Parlement bosniaque
a, de fait, rejeté le plan de paix

Le Parlement bosniaque, majoritairement musulman, a voté, mercredi 29 septembre, à une large majorité, l'acceptation du plan de paix de Genève mais en l'assortissant de conditions telles qu'elle équivaut, de fait, à un rejet. Sur les 69 députés réunis à Sarajevo, 58 ont décidé d'exiger, en échange du « oui » de la Bosnie-Herzégovine, que les indépendantistes serbes restituent une partie des territoires qu'ils ont conquis en dix-huit mois de guerre. Sept ont voté contre et quatre pour le plan sous sa forme actuelle.

Le chef des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, avait souligné, dès mardi soir à Banja-Luka (ouest de la Bosnie), qu'« il n'y avait plus de concessions » à la partie musulmane et que « toute condition supplémentaire signifierait [à ses yeux] le rejet du plan de Genève ». Herzégovine en trois Républiques à base ethnique (serbe, musulmane et croate) au sein d'une « Union » aux liens très lâches. Et, mercredi soir, M. Karadzic est revenu à la charge : « Le plan de paix est sur la table, à prendre ou à laisser. Les conditions posées par le Parlement musulman équivalent à un rejet », a-t-il déclaré, avant de prendre part à une session du « Parlement » de la « République serbe » (unilatéralement proclamée en Bosnie). « En cas de oui [musulman], nous avons prévu la possibilité d'échanger des territoires en accord avec la partie musulmane », a encore affirmé Radovan Karadzic. « Nous devons désormais organiser notre Etat et nous ne souhaitons pas la poursuite de la guerre », a souligné le leader des Serbes de Bosnie.

De même à Genève, dans l'entourage des médiateurs internationaux, David Owen (pour la CEE) et Thorvald Stoltenberg (pour l'ONU), la position du Parlement bosniaque a été interprétée comme un rejet et a, de ce fait, été accueillie avec pessimisme.

Le Parlement s'est cependant prononcé pour la poursuite des négociations de paix et a, par ailleurs, exigé des garanties internationales pour l'application du plan et le respect des nouvelles frontières, après le partage de la Bosnie en trois Républiques. Mais, alors que le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, s'est déclaré persuadé, mercredi, que l'Alliance atlantique ferait appliquer le plan de paix, le commandant des forces serbes bosniaques, le général Ratko Mladic, a lancé une mise en garde contre une telle opération. « Que les troupes de l'OTAN restent dans les pays membres de cette organisation », a déclaré le général Mladic, chef de l'agence serbe bosniaque SRNA, à l'issue d'un entretien, à Banja-Luka, avec le commandant de la Force de protection des Nations unies pour la Bosnie (FOR-

PRONU), le général belge Francis Briquemont. « Les territoires serbes seront défendus par l'armée serbe », a-t-il encore affirmé, soulignant que les forces de l'OTAN « ne seront pas les bienvenues ».

Violents
combats

Les ambassadeurs des seize pays membres de l'OTAN ont donné leur approbation en termes généraux, mercredi, aux plans opérationnels préliminaires préparés par les militaires de l'OTAN pour une mise en application du plan de paix, a annoncé un porte-parole de l'OTAN. Ces plans, qui seront transmis à l'ONU, prévoient plusieurs hypothèses pour les effectifs nécessaires à l'opération. Le chiffre le plus souvent cité est l'envoi de 50 000 hommes, dont la moitié d'Américains, selon des sources diplomatiques proches de l'OTAN.

Pour leur part, des députés musulmans ont expliqué qu'en soumettant à des conditions extrêmes une éventuelle acceptation du plan de paix pour la Bosnie, le Parlement bosniaque voulait jouer sur le temps. « Le temps travaille pour nous », a déclaré Mohamed Filipovic, un dirigeant de l'opposition, selon lequel les séparatistes serbes pourraient bien accepter de nouvelles négociations sous la pression

de Belgrade, dont la priorité est la levée des sanctions internationales.

Cependant, quatre ou cinq obus de mortier se sont abattus mercredi après-midi sur le centre de Sarajevo, quelques minutes après le vote du Parlement. Selon des sources hospitalières, un homme, une femme et un garçon de huit ans ont été blessés. En outre, deux personnes ont été tuées et six blessées en tentant de franchir la ligne de front sur l'aéroport de Sarajevo, dans la nuit de mardi à mercredi, a rapporté un porte-parole de la FORPRONU, le lieutenant-colonel Bill Aikman.

Enfin, Radio-Sarajevo, citée par l'agence Tanjug de Belgrade, a fait état de nouveaux succès militaires musulmans sur les forces croates en Bosnie centrale. L'armée bosniaque aurait, ainsi, pris mercredi le contrôle de plusieurs points stratégiques autour de la ville de Goranji-Vakuf. Toujours selon la radio, de violents combats pour le contrôle de cette ville continuent d'opposer dans la journée les unités musulmanes loyales au président Alija Izetbegovic et celles du HVO (forces croates de Bosnie). La radio croate a, par ailleurs, parlé de combats entre Croates et Musulmans près de Vitez, également en Bosnie centrale. — (AFP)

Un peuple pris à la gorge

par Yves Heller

Gagner du temps ; ne dire ni « oui », ni « non », mais « peut-être » : par une acceptation purement formelle du plan de paix posé à Genève pour mettre fin au conflit en Bosnie-Herzégovine, assortie de conditions d'ores et déjà rejetées par les Serbes, les Musulmans bosniaques jouent visiblement sur deux tableaux.

D'une part, ils évitent de se présenter en obstacle insurmontable à la paix face à une communauté internationale qui n'a pas ménagé ses pressions sur le président Alija Izetbegovic pour, qu'enfin, il accepte un projet de partage de la République qui va à l'encontre de ce qu'il a toujours défendu.

Façon, d'autre part, à leurs deux ennemis — serbe et croate —, les Musulmans tentent d'extorquer le maximum de concessions en tablant, à la fois, sur leurs forces et la lassitude de l'adversaire. D'un côté, si le chef des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, ne se lasse pas de répéter que le temps des concessions territoriales est passé, son « gérant », le président serbe Slobodan Milosevic, est maintenant pressé d'en finir pour obtenir la levée des sanctions internationales qui frappent durement son pays. Or, M. Milosevic a toujours su, quand il le voulait réellement, imposer ses vues à ses « alliés » et les ramener à la raison.

Parallèlement, les forces musulmanes ne cessent, depuis le printemps, de gagner du terrain sur les Croates, grignotant petit à petit des zones que le précédent plan de paix — dit Vance-Owen — attribuait à ces derniers. Le projet le plus récent — dit Owen-Stoltenberg — a tenu compte de l'évolution de la situation militaire, mais les Musulmans n'ont pas relâché leur pression, et, mercredi 29 septembre encore, le jour même où le Parlement bosniaque s'est réuni, Radio-Sarajevo annonçait de nouveaux succès militaires sur les forces croates en Bosnie centrale.

Le calcul des Musulmans, victimes d'un « nettoyage ethnique » d'une sauvagerie inouïe et qui ont perdu de très importantes territoires en Bosnie orientale, conquise par les Serbes avec toute la brutalité que l'on sait, est celui d'un peuple pris à la gorge. Certains de ses dirigeants pensent ne plus rien avoir à perdre mais, peut-être, encore beaucoup à gagner. C'est, toutefois, un calcul à hauts risques. D'autant que les Croates, qui se trouvent actuellement dans une mauvaise passe militaire et diplomatique, pourraient, eux aussi, décider un jour qu'ils ont trop perdu et sa lancer, à leur tour, dans la politique du pire.

ALLEMAGNE : Une secrétaire des services d'Helmut Kohl arrêtée pour espionnage. — Une secrétaire des services du chancelier Helmut Kohl ainsi que son mari, soupçonnés d'avoir espionné pour le compte de la RDA jusqu'à la chute du communisme, ont été interpellés mercredi 29 septembre, a annoncé jeudi le Parquet fédéral. Selon le quotidien Bild Zeitung, la secrétaire était employée aux « archives secrètes » de la chancellerie et avait de fait accès à toute la correspondance du chancelier Helmut Kohl avec des chefs d'Etat étrangers. — (AFP)

Face gare Saint-Lazare
15, place du Havre
43.87.34.84.

Tous les vêtements des hommes forts et hommes grands

Rafal

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO
Le monde SANS VISA

WALTRAUD BARYLI

GRANDE-BRETAGNE : à l'issue du congrès de Brighton

John Smith est parvenu à limiter l'influence
des syndicats au sein du Labour

Après avoir mis en jeu son autorité, John Smith a emporté de justesse, mercredi 29 septembre, lors du congrès de Brighton, la bataille visant à réduire l'influence syndicale au sein du Labour. Le chef du Parti travailliste renforce ainsi sa position personnelle, mais le message adressé à l'opinion est loin d'être clair.

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

Ce fut une journée théâtrale, fertile en intrigues, en coïncidences, menées voilées et marches obligées. Mais au bout du compte, le chef du Parti travailliste a gagné. D'abord — et c'était là l'essentiel — la bataille médiatique : à l'issue de cette épreuve de force présentée de façon caricaturale (« John Smith contre les syndicats »), le verdict pouvait se lire sur le visage rayonnant du chef du Labour et la mine déconfite de John Edmonds et Bill Morris, les deux « patrons » des syndicats GMB et TGWU, hostiles à une réforme censée introduire plus de démocratie dans le fonctionnement interne du Parti travailliste. Aussi, même si cette victoire fut acquise à une faible majorité — 47,5 % des voix contre 44,3 % — et si ses conséquences sont encore incertaines, son mérite est de persuader une partie de l'opinion que le Parti travailliste a enfin rompu l'allégeance archaïque qui le liait au mouvement syndical.

C'est aller un peu vite en besogne. La réforme défendue par M. Smith et les « modernisateurs » du Labour visait à imposer le système « un homme, une voix » lors des votes destinés à désigner les candidats aux élections parlementaires. Elle mettait fin à ce « vote en bloc » qui assurait aux syndicats une influence déterminante (de l'ordre de 70 % des suffrages) dans le Parti. D'ici là, les militants syndicaux devaient être membres à part entière du Labour pour prendre

part aux décisions internes, et leur vote sera individuel. Les « barons » du mouvement syndical, qui ont jamais voulu reconnaître qu'ils se battaient pour conserver leur pouvoir de « kingmaker » (faiseur de rois), ne pourront plus, en principe, disposer des voix de leurs millions de mandants.

Dans la pratique, les choses ne sont pas si simples. Lors du congrès, par exemple, les syndicats continuent de représenter quelque 70 % des suffrages, et leur influence restera prépondérante dans la désignation du leader du parti. Le Labour, formation créée par les syndicats et dont il est dépendant pour sa survie financière, n'est pas prêt de rompre une alliance aussi vitale. Pour gagner, John Smith a dû solennellement réaffirmer la solidité de ce lien historique : « Je m'engage totalement, non seulement à maintenir, mais à renforcer les liens étroits entre notre parti et les syndicats (...). », a-t-il souligné, ajoutant que la réforme proposée constituait « une chance pour les syndicalistes de prendre part, comme jamais auparavant, à toutes les décisions et les campagnes électorales du Labour ».

Traditionalistes
et modernisateurs

Ce message s'adressait aux congressistes et n'était évidemment pas destiné aux Britanniques appartenant aux classes moyennes, que le Labour s'efforce de courir. M. Smith doit aussi son succès à quelques hommes. Son prédécesseur d'abord, Neil Kinnock, qui a multiplié les efforts pour rallier les hésitants. John Prescott, ensuite, le responsable des transports au sein du « cabinet fantôme » et l'un des chefs de file des traditionalistes, c'est-à-dire l'aile gauche du parti. « L'homme qui est notre leader », a souligné M. Prescott, a posé sa tête sur le billot. En rappelant ainsi que John Smith avait mis en jeu son autorité, et sans doute aussi son maintien à la tête du Labour, John Prescott a joué un rôle déterminant.

Alors que le Parti conservateur est divisé et John Major gravement affaibli, le parti travailliste se pouvait prendre le risque d'ouvrir une crise grave dans son propre camp. John Prescott devint ainsi l'homme d'un « agreement » entre traditionalistes et « modernisateurs », ce qui ne peut que favoriser les projets de M. Smith. C'est donc avec une autorité personnelle renforcée et à la tête d'un parti légèrement « modernisé » dans son mode de fonctionnement que le chef du Labour peut entamer cette jodisposable conquête du « marais » électoral inconnu par les classes moyennes du sud de l'Angleterre. Mais quel discours de M. Smith celles-ci retiendront-elles ?

Mardi, à l'occasion de sa principale intervention devant les travaillistes, le chef du Labour a repris des thèmes qu'il avait développés deux semaines plus tôt, devant le congrès du TUC (Trade Union Congress, la confédération syndicale — le « monde » du 11 septembre). Des thèmes et des idées chers aux militants (extension des droits des travailleurs, salaire minimum, plein emploi), mais agissant plutôt comme repoussoir auprès d'un électoral modéré. Pour vaincre la bataille électorale d'un homme, une voix. M. Smith était probablement obligé d'en passer par là, quitte à prendre momentanément quelque distance avec les « modernisateurs », qui sont ses principaux partisans, comme Tony Blair.

Aujourd'hui, tout peut rentrer dans l'ordre : tout en continuant à se faire le champion de la justice sociale, John Smith va pouvoir concentrer ses attaques contre le gouvernement « minable, mou et dissimulé » de John Major, dénoncer « les valeurs conservatrices qui planent sur le 10, Downing Street », en attendant, assure le chef du Labour, la chute du premier ministre.

LAURENT ZECCHINI

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

La retraite du général Powell

Colin Powell a officiellement quitté son poste de chef d'état-major interarmes jeudi 30 septembre à minuit, au terme d'un mandat renouvelé par George Bush. Depuis plusieurs mois déjà, la « machine à rumeurs » prête à cet homme de cinquante-six ans un grand avenir politique. Certains voient même en lui un nouvel Eisenhower, le général de la seconde guerre mondiale devenu président.

Le magazine US News and World Report a publié un sondage, à la mi-septembre, d'où il ressort que 66 % des Américains pensent que ce héros de la guerre du Vietnam et de l'opération « Tempête du désert » dans le Golfe s'est bien acquitté de ses tâches. Et si une élection présidentielle opposait demain le président Clinton à Colin Powell, ce dernier bénéficierait de 42 % des votes, contre 38 % pour l'actuel locataire de la Maison Blanche. Invité à commenter ces chiffres, Powell resta modeste : « Je suis relativement à l'abri du tohu-bohu de la vie politique. Et les gens qui m'approuvent maintenant pourraient ne plus être d'accord si j'étais amené à prendre position sur des sujets de politique intérieure. »

Il n'en demeure pas moins que le général, fier de ce qu'on n'a

jamais pu savoir quelles étaient ses allégeances politiques, a été couronné par chacun des deux grands partis, démocrate et républicain, pour figurer sur le ticket présidentiel, l'en passé. Ce n'est pas un hasard. Toujours très à l'aise devant les caméras, il donne l'image d'un homme efficace, compétent et posé — le contraire d'un va-t-en-guerre, qui sait toutefois se battre pour que les États-Unis restent « les leaders du monde libre », militairement surtout. Il avait défendu une politique de sanctions contre l'Irak devant un George Bush prenant une solution militaire. Sous Clinton, il s'est longtemps montré très réticent à l'idée d'une intervention militaire américaine en Bosnie.

Un modèle
de réussite

« L'utilisation de la force, a-t-il toujours défendu, est une décision politique et non militaire. » Opposé à l'actuel président dans l'affaire des homosexuels dans l'armée, il n'en a pas moins été élu pour le choix de son successeur : le général John Shalikashvili, commandant en chef de l'OTAN, et fils d'immigrants, lui aussi.

La seule cause civile pour laquelle Colin Powell — né de parents américains, élevé dans le Bronx à New York et devenu le premier Noir à occuper le plus haut poste de la hiérarchie militaire américaine — n'a pas ménagé sa peine est celle de l'intégration raciale. Vu comme un modèle de réussite, il a dit et répété dans les écoles : « Ce n'est pas parce que vous faites partie d'une minorité, que vous ne devez pas elle é contre-courant : hissez-vous à la crête de la vague. Faites comme moi, ayez confiance en vous-mêmes ! ». D'aucuns le verraient bien prendre le problème de la criminalité aux États-Unis à bras-le-corps.

Mardi encore, Colin Powell refusait de dire si oui ou non il envisageait de se lancer un jour en politique. Une tâche plus immédiate et lucrative l'attend : la rédaction de ses mémoires, pour lesquelles il a signé un contrat évalué à 6 millions de dollars, soit un million de plus que ce qu'a gagné le général Schwarzkopf pour les siennes. On saura peut-être, à la fin, s'il est, comme certains l'affirment, un simple « centriste pragmatique », libre d'égayer chaque camp.

MARTINE JACOT

AUTRICHE : devant la cour d'assises de Vienne

Un néonazi est condamné
à dix ans de prison

VIENNE

de notre correspondant

La cour d'assises de Vienne a condamné, mercredi 29 septembre, le néonazi autrichien Gottfried Kuessel, trente-cinq ans, à dix ans de prison. Il a été reconnu coupable d'avoir fondé le mouvement néonazi VAPÖ, dont l'objectif était de remplacer la démocratie autrichienne par un régime totalitaire. L'avocat de Kuessel a décidé de faire appel.

Gottfried Kuessel, figure de proue des milieux néo-nazis, autrichiens et allemands, s'était prononcé à l'occasion d'entretiens avec des chaînes de télévision étrangères, notamment aux États-Unis, pour le rétablissement du Parti national-socialiste (NSDAP) et s'était défini comme « un national-socialiste dans l'esprit de 1933 ».

Pour lui, Adolf Hitler « était une des plus grandes personnalités du vingtième siècle ». Les jurés ont pu voir agir le leader néonazi sur des bandes vidéo à l'occasion de ses apparitions en public, entouré de drapeaux à la croix gammée, en bottes et uniforme, ce qui les a

visiblement impressionnés. Kuessel avait été à plusieurs reprises condamné dans les années 80 pour port d'armes illégales et pour sa participation aux activités des militants de la VAPÖ. Il avait été arrêté en janvier 1992, et son procès a été à plusieurs reprises suspendu pour permettre au tribunal de se procurer des preuves supplémentaires.

Ce verdict est le plus sévère jamais prononcé dans un procès néonazi en Autriche. En juillet dernier, deux autres membres de la VAPÖ ont été condamnés, l'un à quatre ans, l'autre à dix-huit mois de prison. Le procureur avait justifié la sévérité du verdict en soulignant « que les activités de l'extrême droite ont été sous-estimées jusqu'à présent ». En 1992, la législation interdisant la propagande et les activités néonazies en Autriche a été modifiée et les peines de prison prévues réduites. Des peines trop lourdes, allant jusqu'à la prison à perpétuité, avaient fait hériter, dans le passé, les jurés à reconnaître coupables des adeptes, souvent assez jeunes, de l'idéologie nazie.

WALTRAUD BARYLI

Le Monde
éditions

Social
Par ici la sortie !

Alain Lebaube

EN VENTE EN LIBRAIRIE

محمان النحل

DIPLOMATIE

Lors du débat à l'ONU sur le maintien de la paix

Alain Juppé s'en prend aux « donneurs de leçons »

NEW-YORK (Nations unies)

de nos envoyés spéciaux

Sur les écrans de télévision du palais de l'ONU, les images alternent étonnamment : celles d'une série de guerres particulièrement meurtrières - Azerbaïdjan, Géorgie, Bosnie, Angola, Afghanistan, etc. - et celles des délégués à la 48^e session de l'Assemblée générale qui, tous, s'attachent à définir de nouveaux moyens pour assurer le maintien de la paix.

Le président américain Bill Clinton et Andreï Kozirev, le ministre russe des affaires étrangères, sont tombés d'accord sur la nécessité de doter l'ONU, au moins, d'une sorte de secrétariat militaire permanent. Ce serait un PC sans troupes, mais disposant de moyens de communication le mettant en contact avec les forces de « casques bleus » déployées ici et là pour éteindre les incendies de l'épée-guerre froide.

Fort bien, ont répondu les Européens, mais Alain Juppé, pour la France, et Douglas Hurd, pour la Grande-Bretagne, ont insisté sur l'importance de l'action préventive. L'exemple récent d'une mission de médiation réussie au Congo belge, notamment, à l'Algérien Mohamed Sahnoun - montre que certains foyers peuvent être éteints à temps pour peu que la communauté internationale dispose d'un corps de négociateurs professionnels

offrant à tout moment leurs bons offices.

« Si important que puisse être le maintien de la paix, la diplomatie préventive vaut toujours mieux », a observé, mardi, M. Hurd. « La France et le Royaume-Uni sont disposés à soumettre au secrétariat général des propositions en vue de constituer une liste de personnalités susceptibles d'intervenir sans délai à sa demande », a ajouté mercredi M. Juppé.

La France va plus loin que MM. Clinton et Kozirev, sur la question du renforcement des moyens militaires de l'ONU. Ni l'Américain ni le Russe ne se sont engagés à mettre en permanence des soldats à la disposition du secrétaire général. Alain Juppé a réitéré la proposition qu'avait faite François Mitterrand de « mettre à tout moment dans un délai de quarante-huit heures un contingent de mille hommes à la disposition du secrétaire général ».

Au passage, M. Juppé a lancé un coup de patte à certains : « Les efforts de la France dans les opérations de maintien de la paix l'autorisent à dire à ceux qui, ici ou là, prodiguent des conseils ou des leçons qu'ils seraient mieux avisés d'écouter, quand ils le peuvent, d'engager leurs hommes sur le terrain. Sans doute alors, au contact des réalités, comprendraient-ils mieux qu'en la paix négociée

et le chaos, il n'y a rien. » Les Américains, parmi d'autres peut-être, étaient visés.

D'un autre côté, M. Juppé a stigmatisé aussi ceux qui ne versent pas leurs contributions financières à l'ONU. Comme les arriérés des États-Unis se montent à près de 1 milliard de dollars (dont 400 millions devraient être rapidement payés), la cible principale était, là encore, clairement désignée.

Enfin, le ministre français a insisté sur le contrôle politique des opérations de maintien de la paix, qui ne sauraient être guidées par des considérations exclusivement militaires, et il a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à « ne pas se dessaisir » de ce contrôle. C'était une allusion au débat en cours sur le rôle de l'OTAN dans une opération qui viserait à faire respecter en Bosnie un règlement accepté par les belligérants.

La « responsabilité particulière » de la Russie

La façon dont la Russie propose de contribuer au maintien de la paix, exposée par M. Kozirev, en a laissé plus d'un perplexe. A l'instar des frontières de l'ex-Union soviétique, a-t-il dit, seule la Russie « et aucun autre groupe de nations », est habilitée à intervenir pour tenter d'apaiser les conflits nés d'un péril « aussi dangereux que la menace

nucléaire d'hier » : la résurgence de « nationalismes agressifs ».

Il a parlé d'une « responsabilité particulière » qui incomberait à Moscou, mais il n'a pas demandé pas moins que la communauté internationale contribue au financement de cette mission, avec la création d'un fonds spécial qui serait mis à la disposition de la Russie. Il a estimé qu'il serait déplacé, « tant les problèmes sont graves et tragiques », de soupçonner que cette proposition puisse masquer « quelque intention néo-impériale de la Russie ».

Interrogé sur la proposition Kozirev, M. Juppé a observé qu'elle revenait à « demander le beurre et l'argent du beurre » et qu'il lui paraissait difficile de revendiquer ainsi une « totale autonomie d'action » tout en sollicitant un financement extérieur. Cité par le Washington Post, un responsable américain disait que les États-Unis voyaient d'un mauvais œil cette « doctrine Monroe à la russe » - ladite doctrine tirant son nom du président James Monroe, qui, au début du dix-neuvième siècle, énonça que les puissances européennes n'avaient pas leur mot à dire dans les affaires du continent américain.

Klaus Kinkel, le chef de la diplomatie allemande, a rappelé que son pays brigait un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. « L'Allemagne est prête à assumer

les responsabilités » qui vont avec cette charge, a-t-il affirmé, « notre engagement au service du maintien de la paix et le soutien du peuple allemand ». Également candidat, le Japon s'est fait plus discret, cependant que les membres du Conseil se sont, dans l'ensemble, tous déclarés prêts à envisager son élargissement à condition qu'il n'entraîne pas sa paralysie.

AFSANÉ BASSIR POUR ET ALAIN FRACHON

La Chine lance aux Nations unies un appel à la « destruction complète de toutes les armes nucléaires ».

Intervenant à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, mercredi 29 septembre, le ministre chinois des affaires étrangères a critiqué les États-Unis, accusés de « conduite hégémonique » et de s'autoproclamer « gendarme du monde ». Qian Qichen a ajouté que, « maintenant que les armes bactériologiques et chimiques ont été interdites, nous estimons qu'il est grand temps de mettre au calendrier une interdiction totale et la destruction complète des armes nucléaires ». Répondant aux accusations américaines selon lesquelles Pékin prépare un essai nucléaire souterrain, M. Qian a affirmé que « la Chine s'est toujours imposée une grande retenue en matière d'essais nucléaires ». (AFP, Reuters)

L'aide aux pays africains

M. Mitterrand souligne le lien entre développement et démocratisation

Lors d'une communication du ministre de la coopération, Michel Rousset, sur les principes qui doivent guider la France dans son aide aux pays africains, le président François Mitterrand a attiré « solennellement l'attention du conseil des ministres sur l'Afrique », estimant que « la situation des pays francophones était relativement moins mauvaise que celle des autres pays du continent », a déclaré son porte-parole, Jean Mustielet.

M. Mitterrand a relevé que « des progrès ont été enregistrés depuis quelques années dans le sens du soutien à la démocratie ». Mais il a « fortement souligné que sans développement et sans amélioration du sort des populations les progrès démocratiques risquent d'être remis en cause ».

Reactions françaises aux déclarations de M^{rs} Mitterrand sur l'Argentine. — Louise Moreau (UDF) et Claude-Gérard Marcus (RPR), qui ont récemment conduit une délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale en Argentine, se disent « étonnés » des propos de M^{rs} Danielle Mitterrand, qui a évoqué sa crainte que l'Argentine ne retourne « à ses vieux démons », à l'issue d'une visite privée dans ce pays (le Monde du 29 septembre). Ceux-ci ont « constaté l'existence d'une vie politique démocratique intense et d'une totale liberté de la presse » en Argentine, où, ajoutent-ils,

Bertrand Dufourcq a été nommé secrétaire général du Quai d'Orsay

Bertrand Dufourcq a été nommé mercredi 29 septembre, au conseil des ministres, secrétaire général du Quai d'Orsay, en remplacement de Serge Boidevaix, atteint par la limite d'âge. Ce remplacement au grade le plus élevé de l'administration intervient au moment où se met en place la réforme présentée début septembre par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, qui entraîne elle aussi une série de mutations.

Deux postes de secrétaires généraux adjoints vont être créés. On s'attend que soient annoncées prochainement la nomination d'Alain Dejannet (pour les affaires politiques et stratégiques) et celle de Claude Martin (pour les affaires économiques et européennes). Ces nouveaux postes de secrétaires généraux adjoints entraînent une série de changements parmi lesquels la disparition de trois « directions » : celle des affaires politiques qu'occupait M. Dejannet, celle des affaires européennes dont le titulaire, M. Blanchet, a été nommé, mercredi, directeur d'Asie, et celle des affaires économiques occupée par Pierre de

Boisieu, dont on ignore encore la prochaine affectation. David Levitte, jusqu'à directeur d'Asie, a été nommé récemment directeur général des relations scientifiques, culturelles et techniques.

Bertrand Dufourcq, étant apparu en mai 1992 comme le meilleur choix possible pour remplacer Serge Boidevaix à l'ambassade de France à Bonn, n'avait séjourné que très peu de temps à Moscou, son précédent poste. Sa nomination au secrétariat général met, pour les mêmes raisons, un terme prématuré à son séjour à Bonn. Le choix de son remplaçant en Allemagne n'a pas encore été arrêté.

(Né en 1933, ancien élève de l'École nationale d'administration, Bertrand Dufourcq a été notamment sous-directeur d'Europe (1972-1976), ambassadeur à Brazzaville (1976-1978), chargé des Nations unies et organisations internationales à l'administration centrale (1978-1979), directeur d'Europe (1979-1984), directeur du cabinet du ministre (1984), ambassadeur auprès du Saint-Siège (1985-1988), il a été ambassadeur à Moscou (1991-1992) et à Bonn depuis mai 1992.)

Le Parlement européen dans son nouvel hémicycle

Un « caprice des dieux » contesté

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

« Monsieur le président, la notice pour le vote électronique n'est pas claire. Dans le texte français on dit qu'il faut introduire la carte magnétique horizontalement, et dans le texte anglais on dit qu'il faut le faire verticalement. Cela ressemble à un sabotage, et je me demande quel membre français de l'administration en est à l'origine. »

Venant d'un député britannique, la remarque était plus empreinte d'humour que de réelle agressivité, mais elle révélait quand même le climat de relative tension existant entre les partisans de Strasbourg et ceux de Bruxelles pour la première session plénière du Parlement européen, mercredi 29 septembre, dans le nouvel hémicycle construit par la Belgique (le Monde du 11 septembre).

La gratuité des chariots à bagage

L'Allemand Egon Klepsch, en ouvrant la séance, a expliqué benoîtement : « Notre rythme de travail devra s'adapter à celui du conseil [des ministres] et de la Commission. Grâce à cette nouvelle salle nous pourrions accomplir notre tâche et être plus présents auprès de l'opinion publique. » Le président du Parlement européen justifiait ainsi les sessions « additionnelles » de Bruxelles qui s'ajoutent aux onze sessions plénières maintenues chaque année à Strasbourg, siège officiel du Parlement européen.

En principe, les eurodéputés

étaient réunis parce qu'il était urgent pour eux d'entendre le commissaire Brittan sur le GATT et de débattre sur le problème du commerce de la banane. Mais, comme à l'accoutumée, il y eut une série de questions préliminaires, de querelles de procédure et de déclarations diverses avant d'entrer dans le vif du sujet. L'un estimait que « le moment n'est pas venu d'une déclaration de notre part sur ce qui se passe à Moscou ». Un autre protestait parce qu'un collègue était entré dans l'hémicycle en fumant la pipe. Un troisième réclamait pour les élus des Douze la gratuité des chariots à bagages à l'aéroport de Bruxelles...

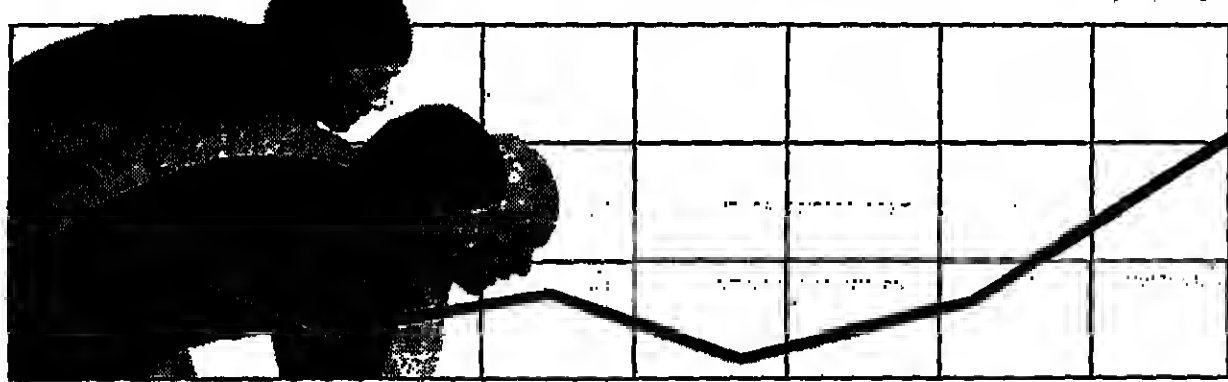
Sans chauvinisme, la presse belge surnomme le nouvel hémicycle le « caprice des dieux », par référence à sa forme ovale rappelant le célèbre fromage, et par allusion à son coût. En soi, le bâtiment est plutôt moins laid que les autres immeubles occupés par les institutions européennes ou au cours de construction. Mais, pour l'édifier, il a fallu continuer à dévaster le quartier où se trouvent la Commission et le Conseil.

La télévision publique francophone a diffusé mercredi soir une émission intitulée « Bruxelles Requiem » soulignant l'ampleur des destructions opérées au profit de réalisations sans art : les maisons dites « unifamiliales », toutes différentes et dotées d'un petit jardin, ont été rasées par rues entières pour satisfaire les bas instincts de l'autocratie an

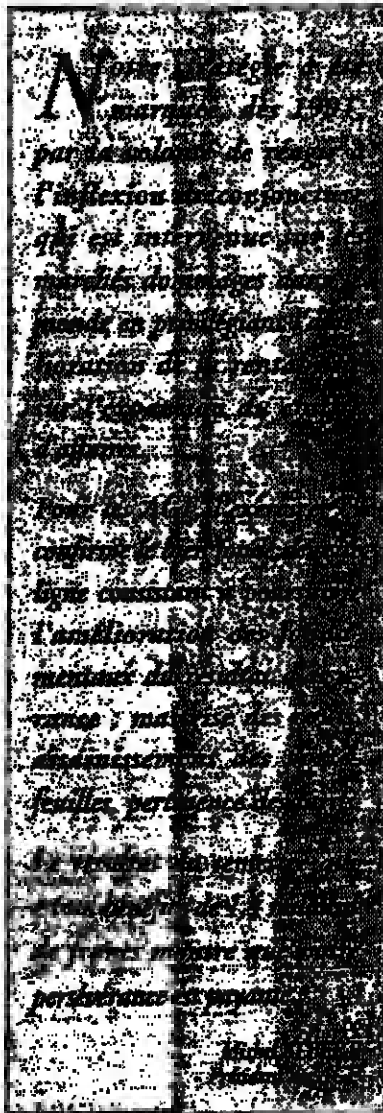
JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

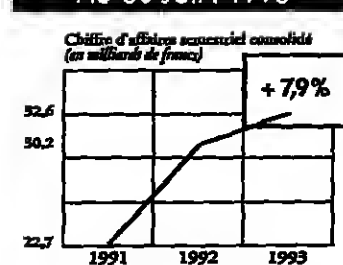
GROUPE AGF - 1^{ER} SEMESTRE 1993



1 411 MILLIONS DE FRANCS DE BÉNÉFICE NET
32,6 MILLIARDS DE FRANCS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

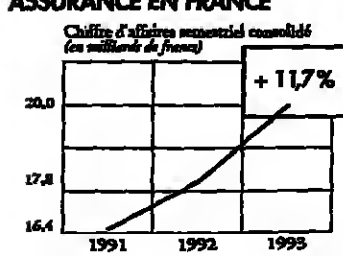


ACTIVITÉS D'ASSURANCES AU 30 JUIN 1993



Chiffre d'affaires consolidé : 32,6 MdF de cotisations.
Chiffre d'affaires à l'international : 12,6 MdF.

ASSURANCE EN FRANCE



Chiffre d'affaires : 20 MdF réalisés principalement par AGF VIE (10,3 MdF) et AGF IART (8,6 MdF).
Contribution au bénéfice semestriel : 1 183 MF.



assurances

ASSURANCE HORS DE FRANCE

Chiffre d'affaires semestriel consolidé (en millions de francs)	1992	1993
Belgique/Luxembourg	1 558	1 736
Royaume-Uni	1 505	1 596
Espagne	1 840	1 571
Autres pays	4 913	4 886
Total	9 816	9 789

Chiffre d'affaires : 9,8 MdF réalisés principalement par AGF International (hors AMB).
Variation à périmètre constant : 14,5 %.
Contribution au bénéfice semestriel : 212 MF.

REASSURANCE

Chiffre d'affaires : 2,8 MdF dont 1,5 MdF pour la SAFR.
Contribution au bénéfice semestriel : 48 MF.

ACTIVITÉS BANCAIRES, FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES

Contribution des activités bancaires et financières au bénéfice semestriel : 163 MF.
Dont : Banque du Phénix : 6 MF.
BFCE : 46 MF.
Comptoir des Entrepreneurs : 297 MF.

Contribution des activités immobilières au bénéfice semestriel : 65 MF.

HOLDINGS DU GROUPE

Contribution de la Société Centrale des AGF et des 4 holdings AGF SA, AGF International, Métropole SA et Compagnie Financière du Phénix : 393 MF.

Pour plus d'informations : 36.14 AGF.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI

Du 1^{er} au 4 Octobre

Portes Ouvertes Renault

Economisez jusqu'à 7000F

Economisez jusqu'à 7000F sur la reprise de votre ancien véhicule, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, ou 90% sur le prix des équipements en option, dans le contrat Location ou du contrat d'entretien selon les véhicules neuves, signalés dans la limite de 7000F.

Crédit 7,3% sur 12 mois

Début au TEG de 7,3% sur 42 mois, à un apport minimum de 10% sur tous les modèles de la gamme Renault VP neuves. Exemple pour un montant de 100 000F : 20 000F sont 12 mensualités de 1 733,40F. Coût du crédit : 1 932,61F. Coût total du crédit : 20 733,40F. Coût au TEG de 9,5% sur 20 mois : 20 000F sont 20 mensualités de 1 055,20F. Coût du crédit : 1 704,40F. Coût total du crédit : 21 704,40F.



24 Chio Chipie et 200 000 polos à gagner

Saisissez la chance et devenez l'heureux gagnant de l'une des 24 Chio Chipie ou l'un des 200 000 polos griffés Chipie, en jouant au Grand Jeu National gratuit de la table chez votre Concessionnaire ou Agent Renault participant.

Reprise 5000F

TTC minimum de votre véhicule pour achat d'une Supercity ou d'une Clio 900 Renault 10 essence.

Reprise 6000F

TTC minimum de votre véhicule pour achat d'une Renault 10 Diesel.



RENAULT Dans le réseau Renault

Concessionnaires et Agents participant à l'opération.

* Ces offres, non cumulables et valables du 1^{er} au 4/10/93, sont réservées aux particuliers.

** Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de 4 000 000 000 - RCS Bobigny a 702 002 221

0615 0616 RENAULT

PROCHE-ORIENT

Avant l'entrée en vigueur de l'accord entre Israël et l'OLP

Le chef des Panthères noires du Fath a été arrêté en Cisjordanie

L'OLP a protesté mercredi 29 septembre auprès d'Israël contre l'arrestation, au nord de la Cisjordanie, du chef des Panthères noires, groupe du Fath de Yasser Arafat. Pour la centrale, c'est un acte de provocation à quelques jours de l'entrée en vigueur de l'accord sur l'autogouvernement palestinien.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

En attendant la paix, la guerre continue... Quinze jours après la signature de l'accord entre Israël et l'OLP et moins d'une semaine après que les groupes palestiniens armés qui se réclament du Fath de Yasser Arafat eurent décrété un cessez-le-feu unilatéral contre les forces de l'Etat juif, l'armée, reprenant l'initiative, a lancé dans la nuit de mardi à mercredi une vaste opération, qui a abouti à l'arrestation de cinq hommes, parmi lesquels l'activiste le plus recherché de tous les territoires occupés, Ahmed Awad Kamali. Agé de trente-cinq ans, le prisonnier était le chef des Panthères noires, principal groupe armé se réclamant du Fath en Cisjordanie.

Considéré comme un héros de la lutte contre l'occupation par une bonne partie de la jeunesse palestinienne, Kamali figurait depuis cinq ans en tête des listes des personnes recherchées dressées par l'armée. Sa capture provoque énormément de remous. Ahmed Tibi, un jeune médecin arabe israélien qui a beaucoup fait pour le rapprochement entre l'Etat juif et l'OLP, et qui vient d'être nommé conseiller spécial de Yasser Arafat, a accusé Israël de « violer l'esprit des accords d'Oslo ». Contacté de Tunis par le chef de l'OLP en personne, M. Tibi a envoyé un télégramme de protestation aux affaires étrangères et téléphoné à New-York, au chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès.

Chasse à l'homme

Mardi, au cours d'une conférence de presse spécialement convoquée pour l'occasion, deux des principaux dirigeants politiques du Fath « intérieur », Sari Nusseibeh et Zyad Abou Zyad, ont vertement condamné l'opération et l'ont assimilée à une « véritable provocation ». Un universitaire brillant, M. Nusseibeh, qui dirige les comités techniques pour la mise en place de l'autogouvernement palestinien dans les territoires, a déclaré : « Le Fath a annoncé l'arrêt des opérations armées contre Israël et s'est tenu à cette nouvelle ligne de conduite - affirmation confirmée il y a quarante-huit heures à peine par Itzhak Rabin en personne. »

« Israël, a-t-il ajouté, doit faire de même et cesser le harcèlement de nos combattants. Nous exigeons que ceux qui viennent d'être arrêtés soient traités comme des prisonniers de guerre et remis aux autorités palestiniennes ». Du ministère de la défense à Tel-Aviv, un porte-parole a fait savoir qu'il n'existait « à ce jour, aucun engagement d'Israël de cesser la poursuite des terroristes recherchés, en particulier ceux qui ont les mains tachées de sang ».

En fait, aussi bien les Panthères

noires de Cisjordanie que les membres de l'organisation-sœur qui opère à Gaza sous l'appellation de Faucons du Fath ressentent, depuis quinze jours, le souffle des soldats sur leurs talons. La chasse à l'homme s'est intensifiée et tout se passe comme si les services de sécurité cherchaient à capturer le plus grand nombre de militants armés, avant le début du redéploiement général d'ici à quelques semaines. Une autre opération d'envergure, qui n'a d'ailleurs rien donné, a eu lieu il y a quarante-huit heures, avec hélicoptères et véhicules blindés, dans une institution islamique réputée proche du Hamas, en plein centre de Gaza.

Pour sa part, à la tête de sa petite horde de Panthères, Ahmed Awad Kamali serait directement responsable de la mort d'une vingtaine de Palestiniens soupçonnés de collaboration avec l'économie et d'une douzaine d'attentats armés contre des soldats israéliens, dont un avait été tué en octobre 1991. Fondée de manière plus ou moins spontanée en 1988 - quelques mois après le début de l'Intifada - dans la casbah de Naplouse, puis récupérée par le Fath, l'organisation des Panthères noires a compté, au plus fort du soulèvement anti-Israélien en 1990, jusqu'à deux cents ou trois cents jeunes hommes fortement motivés et armés.

Ces derniers mois, à la suite de la mise en œuvre du processus de négociation israélo-palestinien, l'organisation, qui était plus financée depuis des mois, était devenue groupusculaire. Prés

d'une vingtaine d'hommes, selon des sources militaires. Regroupés dans le nord de la Cisjordanie, autour de Djénine (28 000 habitants), les Panthères noirs et leur chef avaient fini, après quelque hésitation initiale, par respecter les ordres de Yasser Arafat. Un terme avait été mis aux exécutions sommaires de « collabos » présumés, lesquelles, dans l'ensemble des territoires, ont fait plus de cinq cents morts en six ans d'Intifada. Dans la région de Djénine, aucune exécution n'a eu lieu depuis le début de cette année.

Larges épaules, moustaches en croc et regard dur, Ahmed Awad Kamali avait échappé à nombre d'embuscades tendues par l'armée israélienne. Plusieurs dizaines de ses compagnons d'armes sont tombés ces derniers mois sous les balles des unités spéciales de l'armée - souvent de pures et simples « exécutions », affirment les organisations internationales de droits de l'homme - et de nombreux autres ont préféré se rendre aux autorités militaires.

Dans la nuit de mardi à mercredi, les dernières Panthères étaient donc réunies dans un hameau abandonné près de Qabatiyeh, le village natal de Kamali. Il était 1 heure du matin. Agissait probablement sur dénonciation, les soldats - « plus d'une centaine », selon des témoins - ont cerné le village et donné l'assaut. Les Panthères noirs n'ont apparemment pas riposté.

PATRICE CLAUDE

Les suites de l'attentat de Lockerbie

Les nouvelles concessions libyennes sont accueillies avec prudence

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Le ministre des affaires étrangères libyen, Omar Al-Montaser, a confirmé, mercredi 29 septembre, à New-York, des informations en provenance de Tripoli, selon lesquelles son gouvernement « ne s'oppose pas » à ce que les deux Libyens présumés coupables de l'attentat contre un Boeing de la Pan Am à Lockerbie, en décembre 1988, « comparaissent devant la justice écossaise ». C'est à présent à ces derniers de décider, a-t-il dit.

Cette annonce est intervenue à 24 heures de l'expiration de l'ultimatum lancé par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne à la Libye pour qu'elle obtienne aux exigences de l'ONU concernant l'affaire Lockerbie et un atterrissement contre un DC-10 d'UTA en 1989 au-dessus du Niger.

« Il est temps que les deux suspects de Lockerbie soient livrés à la justice. Les déclarations libyennes ne m'intéressent pas », a aussitôt commenté le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, présent à New-York pour les travaux de l'Assemblée générale des Nations unies. Les Etats-Unis ont eux aussi décidé de maintenir la pression sur Tripoli jusqu'à ce que les deux accusés soient livrés, a déclaré de son côté le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher.

Quant à son homologue français Alain Juppé, il a rappelé qu'au long des temps que les demandes du juge d'instruction Jean-Louis Brugère, chargé du dossier du DC-10 d'UTA, n'auront pas été satisfaites - et « elles ne le sont toujours pas » - le projet de résolution demandant de nouvelles sanctions contre Tripoli « reste sur la table du Conseil de sécurité ».

Après avoir reconduit, le 13 août, l'embargo sur les livraisons aériennes et les fournitures militaires, imposé à la Libye le 15 avril 1992, Washington, Londres et Paris avaient menacé Tripoli d'étendre les sanctions aux secteurs pétrolier, financier et technologique si, à la date du 1^{er} octobre, la Libye n'avait toujours pas livré à la justice américaine ou écossaise les suspects de l'attentat de Lockerbie et « coopéré » avec la justice française sur l'affaire d'UTA.

Le 11 septembre, la Libye a envoyé une longue lettre aux Occidentaux soulevant plusieurs questions sur la justice écossaise. Selon des experts à l'ONU, celle-ci présente des « avantages » séduisants pour la Libye. Hormis les verdicts de « coupable » ou « non coupable », il existe celui de « non prouvé ». Dans ce cas, les accusés seraient acquittés et un deuxième procès ne serait plus possible.

AFANÉ BASSIR POUR

A TRAVERS LE MONDE

NIGÉRIA

Echec de la première journée de contestation de l'opposition

La première journée de contestation de la campagne pour la démocratie (CD), qui regroupe une quarantaine d'organisations d'opposants afin de forcer le gouvernement intérimaire « illégitime » d'Ereest Shonekan à remettre le pouvoir à Moshod Abiola, a échoué mercredi 29 septembre. Dès le milieu de l'après-midi, la vie avait repris son cours normal dans la capitale économique du Nigeria et les grands axes de la métropole étaient à nouveau congestionnés par les embouteillages habituels.

Dans la matinée, seuls cinq cents militants avaient répondu à l'appel de la CD pour manifester contre le gouvernement intérimaire

mis en place par les militaires après le départ du général Ibrahim Babangida. La police les a dispersés par la force, et ils n'ont pu se regrouper, comme ils l'avaient annoncé, devant le siège de la résidence du gouverneur de l'Etat de Lagos, Michael Otedole. - (AFP.)

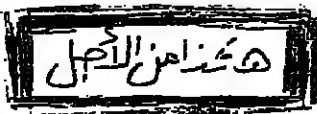
SRI-LANKA

Une bataille entre gouvernementaux et rebelles tamouls a fait 236 morts

Un affrontement entre le guérilla tamoule et l'armée sri-lankaise a fait soixante-deux morts parmi les soldats et environ cent cinquante chez les rebelles, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 septembre, selon des sources militaires de Colombo. En outre, vingt-quatre civils ont été tués lors d'un bombardement. Les Tigres libé-

teurs de l'Eelam tamoul (LTTE) ont attaqué ou mortier le garnison d'Elephant Pass, langue de terre reliant le nord de l'île de Ceylan à la péninsule de Jaffna, forteresse des insurgés. Les guérilleros ont aussi mené plusieurs violentes charges d'infanterie contre les positions gouvernementales. Des chars de l'armée ont été endommagés. L'attaque est survenue au deuxième jour d'une offensive des forces sri-lankaises dans la péninsule de Jaffna. Elephant Pass avait été, durant l'été 1991, le théâtre d'une bataille entre LTTE et gouvernementaux qui avait fait plus de 2 000 morts.

Le LTTE est entré, il y a dix ans, en lutte ouverte contre l'Etat sri-lankaise, dominé par la majorité singhalaise bouddhiste de la population, en vue de créer une entité distincte, au nord et à l'est de l'île, pour la minorité tamoule de région hindoue. - (AFP, Reuters.)



ASIE

THAILANDE : après avoir soutenu les partisans de Pol Pot

Les autorités s'accrochent aux nouvelles réalités au Cambodge

Les autorités thaïlandaises, qui ont longtemps aidé les Khmers rouges, commencent à s'ajuster à la nouvelle réalité cambodgienne : l'existence d'un Etat et d'un gouvernement nés d'un processus électoral et démocratique.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Réunis en séminaire la semaine dernière, les militaires thaïlandais, dont les vues et les intérêts prévalent souvent en ce qui concerne la politique frontalière du royaume, ont estimé que le seul interlocuteur cambodgien valable devait être désormais le nouveau régime élu et constitutionnel de Phnom-Penh.

On n'en souhaite pas moins, à Bangkok, que Norodom Sihanouk, redevenu roi le 24 septembre, et le gouvernement, dont l'un de ses fils, le prince Ranariddh, est le « premier premier ministre », trouvent un terrain d'entente avec les Khmers rouges au lieu de les combattre. On espère donc que la prochaine « table ronde » entre les dirigeants de Phnom-Penh et Khieu Samphan, chef nominal des Khmers rouges, dont Sihanouk vient d'annoncer le report d'octobre à novembre, permettra la reprise d'un dialogue aujourd'hui au point mort.

Entre-temps, selon le général Charan Kulavanijaya, chef du Conseil national de sécurité, qui s'exprimait samedi 25 septembre devant la presse, les militaires thaïlandais se sont donné une ligne de conduite. Tout Cambodgien qui franchira en armes la frontière thaïlandaise sera désarmé. A ce cas où, lors de combats entre Cambodgiens, des obus explosent en territoire thaïlandais, les forces frontalières ont reçu ordre de procéder à des tirs d'avertissement et, s'ils sont sans effet, de riposter. Enfin l'unité 838, un service de renseignements militaires chargé des liaisons avec les anciennes guérillas khmères, va être démantelée.

Les militaires ont aussi demandé à leur gouvernement d'aider les hommes d'affaires thaïlandais victimes des sanctions prises par l'ONU, notamment les compagnies forestières qui ont des contrats avec les Khmers rouges. Le général Charan a également déclaré que Bangkok demanderait à Phnom-Penh d'honorer les contrats passés avec toutes les factions cambodgiennes, y compris donc avec les Khmers rouges.

Depuis le début de l'année, les Thaïlandais ont durci leur attitude envers Pol Pot et ses partisans, selon des officiers khmers rouges qui ont déserté en août. Depuis février, Bangkok a interdit tout ravitaillement en armes

via son territoire. L'un de ces officiers a précisé que les Khmers rouges ont été contraints, au tournant de 1992-1993, de transférer dans leurs zones au Cambodge les derniers stocks qu'ils avaient en territoire thaïlandais. Depuis février, a-t-il précisé, les « rouges » manquent de munitions. Bangkok, qui s'est toujours engagé à respecter les résolutions de l'ONU sur le Cambodge, a été encore plus ferme lorsque les Khmers rouges ont annoncé qu'ils boycotteraient les élections de mai.

Les Thaïlandais ont entretenu des relations parfois difficiles avec l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge (APRONUC), dont le mandat a pris fin le 24 septembre. La dernière crise remonte à quelques semaines, lorsque des Khmers rouges ont détenu des « bérés khmers » sur la frontière entre la Thaïlande et le nord du Cambodge. La direction de l'APRONUC a été contrainte, à cette occasion, de mettre un terme à ses affirmations de complicité entre Thaïlandais et Khmers rouges. New-York estimant que le rôle régional joué par la Thaïlande était important pour l'avenir du Cambodge. Il y a eu aussi, des échanges verbaux peu amènes entre Bangkok et Phnom-Penh.

Ne pas replonger dans l'obscur tunnel

Selon le général Charan, l'APRONUC a laissé derrière elle, au Cambodge, « une zone d'obscurité ». Au cours du même séminaire, Prasong Son-siri, à la tête de la garde des frontières, a mis en garde les puissances étrangères tentées de replonger le Cambodge dans l'obscur tunnel dont il vient de sortir. « La Thaïlande, a-t-il déclaré, doit aider le Cambodge à éclairer son chemin sans s'engager dans les affaires internes de ce dernier. »

Si ces propos reflètent encore l'amertume de groupes ou autorités qui ont longtemps collaboré avec les adversaires de l'ancien régime de Phnom-Penh, notamment les Khmers rouges, ils laissent aussi penser que les dirigeants thaïlandais, militaires comme civils, se font peu à peu à l'idée que la situation évolue en faveur des nouvelles autorités cambodgiennes. Certes, les milieux d'affaires thaïlandais sont aussi très présents à Phnom-Penh et dans les zones contrôlées par le nouveau gouvernement. Il faudra cependant encore quelque temps pour dénouer les liens tissés pendant au moins douze ans (1979-1991) par des Thaïlandais, le plus souvent à l'échelon local, avec les Khmers rouges.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Mise en garde de Norodom Sihanouk aux Khmers rouges

Le roi du Cambodge a menacé, mercredi 29 septembre, les Khmers rouges d'une « opération de police » s'ils refusaient de restituer les territoires sous leur contrôle. En visite dans la ville de Kompong-Speu, Norodom Sihanouk a déclaré que « si les exigences des Khmers rouges apparaissent inacceptables au gouvernement et si tous les moyens pacifiques sont épuisés, il y aura une opération de police ». La veille, le second premier ministre, Hun Sen, avait déclaré que les hommes de Pol Pot avaient perdu toute

légitimité et que le gouvernement avait le droit de « les éliminer ». Le roi Sihanouk a souligné que les maquisards gagnaient des millions de dollars dans le commerce illégal du bois et des pierres précieuses dans les zones qu'ils contrôlent le long de la frontière thaïlandaise : « Pailin est très, très importante, non seulement parce que Pailin est la région la plus riche du Cambodge, mais surtout parce que c'est une question de principe. Des zones autonomes sont inacceptables. » (Reuters)

CHINE : une centaine d'exécutions à la veille de la fête nationale. — Une centaine de condamnés à mort ont été exécutés ces derniers jours en Chine en prélude à la fête nationale du 1^{er} octobre. Les journaux régionaux reçus à Pékin rapportent que des meurtriers, des voleurs, des voleurs, des chefs de gang ont été passés par les armes, pour la plupart après des « procès de masse » auxquels assistent des milliers de personnes. En général, les exécutions ont lieu sur-le-champ d'une balle dans la nuque. Selon des diplomates occidentaux et les organisations de défense des

droits de l'homme, plus de mille personnes sont condamnées à mort chaque année en Chine. — (Reuters)

TAÏWAN : un avion chinois détourné sur Taïwan. — Un avion de ligne chinois transportant soixante-neuf personnes a été détourné, jeudi 30 septembre, vers Taïwan et a atterri à l'aéroport international de Taipei, déclare la radio nationale de l'île. L'appareil, qui appartient à la compagnie aérienne du Sichuan, reliait la ville de Jinan (Shandong) à Canton. La police a confirmé cette information. — (Reuters, AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : rendues publiques la semaine dernière

Les négociations entre l'ANC et l'extrême droite blanche sont bloquées

Les négociations entre le Congrès national africain (ANC) et le Front du peuple africain (AVF), qui regroupe plusieurs organisations et parties d'extrême droite parvenues de la création d'un Etat blanc, n'ont pas avancé. C'est ce que laisse entendre l'AVF, qui, mercredi 29 septembre, a annoncé qu'il suspendait toutes discussions avec l'organisation de Nelson Mandela comme avec le gouvernement de Frederik De Klerk.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'ANC et l'AVF avaient provoqué un coup de théâtre, vendredi 24 septembre, en diffusant un communiqué soulignant un désir commun de surmonter leurs divergences par la discussion. « Nous sommes déterminés à travailler dans le sens de la réconciliation (...) pour briser une guerre qui ne servit de l'intérêt d'aucun des partis », affirmait alors le général Constant Viljoen et Thabo Mbeki, représentants respectifs de l'AVF et de l'ANC (Le Monde daté 26-27

septembre). Dans les colonnes du quotidien *The Star*, le général Viljoen, qui a commandé les troupes d'intervention sud-africaines en Angola, énonçait le clou : « J'ai fait la guerre, c'est pourquoi j'es-saye de l'éviter. »

Cinq jours plus tard, ces propos sensés paraissent oubliés. Pour expliquer son retournement, le général Viljoen évoque les déclarations « non équivoques » de M. Mandela et de De Klerk, qui, au cours de leur séjour à New-York, auraient refusé de reconnaître le droit des Afrikaners à l'autodétermination et à la possession d'un Etat. Dans ces conditions, la poursuite des négociations ne se justifierait plus et l'AVF se réserverait le droit d'atteindre ses objectifs par « d'autres moyens ».

Roelf Meyer, ministre du développement constitutionnel, a aussitôt exprimé sa déception, qualifiant de « vagues et infondées » les explications avancées pour justifier la rupture. Pour sa part, l'ANC a annoncé qu'il attendait d'être officiellement prévenu avant de se prononcer. Sa prudence cache cependant mal sa surprise.

Non seulement l'AVF reste évasif sur les déclarations qui auraient motivé sa décision, mais, de plus, personne n'avait remarqué que les

discours du président sud-africain et de M. Mandela contenaient des propos en contradiction avec les termes du communiqué conjoint de l'ANC et de l'AVF.

Coup de bluff?

Il faut donc chercher ailleurs les raisons de cette volte-face. Si l'on ne peut totalement exclure un coup de bluff visant à arracher de nouvelles concessions, il paraît plus probable que le général Viljoen a été contraint de reculer sous la pression des partisans du « front du refus » formé, avant que ne s'ouvrent les discussions avec l'ANC, par l'alliance de l'AVF et du parti zoulou Inkatha de Mangosuthu Buthelezi.

Le nouveau communiqué de l'AVF est signé, cette fois, non pas du seul général Viljoen, mais également de Ferdi Hartzenberg, chef du Parti conservateur (CP), formation qui fournit une bonne partie des effectifs de l'AVF et qui, surtout, demeure allié à l'Inkatha dont il partage l'intransigeance. Tout aussi révélateur est, dans le même communiqué, la dénonciation de Nelson Mandela, qui aurait utilisé les discussions en cours « pour creuser un fossé entre l'AVF et

M. Buthelezi ». Une accusation portée à l'encontre du président de l'ANC, mais qui vise, en réalité, le général Viljoen, dont les initiatives se voient brutalement censurées.

Rien n'indique cependant que ce retour en arrière sera définitif. Tout dépendra de la résistance du général Viljoen à ce qui semble être un coup de force contre ses orientations. S'il veut réagir, cet ancien chef d'état-major de l'armée pourra compter sur son prestige et ses relations au sein de l'appareil militaire. Dans le contexte actuel, il s'agit d'atouts non négligeables.

GEORGES MARION

L'OUA lève ses sanctions contre Pretoria. — L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a demandé, mercredi 29 septembre, à tous ses membres de lever leurs sanctions économiques contre Pretoria, à l'exception de celles concernant les armes et le pétrole. Dans une déclaration publiée à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères, l'OUA a estimé que suffisamment de progrès avaient été réalisés vers le démantèlement de l'apartheid pour justifier la levée des sanctions. — (AFP, Reuters)

(Publicité)

EURO RSCG AUBERT BONNET ÉLUE AGENCE LA PLUS CRÉATIVE DU "MONDE". MERCI MÉMÉ.

Merci au journal "Le Monde" et à Reebok de nous avoir permis de gagner le concours de l'agence la plus créative de l'été.

EURO RSCG AUBERT BONNET

POLITIQUE

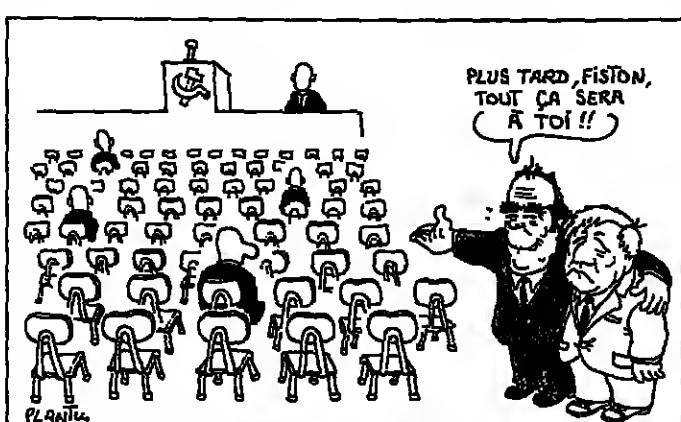
La question de la désignation du nouveau secrétaire général du PCF

La succession de Georges Marchais se prépare dans le secret

En raison de la tradition de secret qui entoure une patelle d'affaires et de l'extrême frilosité des dirigeants d'aujourd'hui lorsqu'il s'agit d'évoquer, fut-ce en privé et à titre personnel, leurs préférences pour demain, la question de la succession de Georges Marchais à la tête du Parti communiste français restera posée aussi longtemps que l'actuel secrétaire général du PCF la décidera.

En faisant part de son souhait, devant ses camarades du comité central, mercredi 29 septembre, de ne pas continuer à être le premier dirigeant du Parti communiste, Georges Marchais s'est contenté de marquer sa confiance en l'avenir, en indiquant que les réformes proposées au prochain congrès du parti, en janvier 1994, doivent « permettre une amélioration de la composition et de l'activité de notre équipe de direction ». Cependant, dès avant l'annonce que M. Marchais avait faite, le 16 juin dernier, selon laquelle sa décision, sur son propre avenir, était prise et qu'il la réservait, « le moment utile, au parti », des noms de successeurs potentiels avaient été cités, à des degrés divers. Parmi les vingt-trois membres du bureau politique s'inscrivant - et par ordre alphabétique - il s'agissait d'Alain Bocoquet, Maxime Gremetz, Robert Hue, Jean-Claude Gaysot, André Lajoinie, Gisèle Moreau, Francis Wurtz, Pierre Zarka.

Aujourd'hui, deux noms reviennent le plus souvent : ceux de M. Bocoquet et de M. Wurtz. Le premier, fils de mineur, âgé de quarante-sept ans, est député du Nord. Après une activité relativement discrète dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, il a succédé à André Lajoinie à la présidence du groupe communiste de l'Assemblée nationale après l'échec de celui-ci aux élections législatives de mars dernier, dans son département de l'Allier. Au printemps, il avait été nommé rapporteur de la commission chargée de préparer l'élection



Dessin de Plentu paru dans « le Monde » du 15 juin 1987, à l'occasion de la conférence nationale du PCF qui, réunie à Nanterre les 12 et 13 juin, avait désigné André Lajoinie comme « candidat de tous les communistes » à l'élection présidentielle de 1988.

aux organismes de direction, en vue du prochain congrès. Le second, un enseignant alsacien âgé de quarante-cinq ans, est député européen, après avoir été, de 1976 à 1982, le secrétaire particulier de M. Marchais. Responsable au sein du PCF des relations internationales, c'est M. Wurtz qui, le 12 septembre, a prononcé le traditionnel discours de la direction communiste devant le public rassemblé pour la Fête de l'Humanité (le Monde du 14 septembre).

Tous deux ne sont entrés au bureau politique du PCF qu'en 1990, lors du vingt-septième congrès. À l'exception de tout autre, ils s'étaient partagés, lors de la dernière fête du quotidien communiste, l'animation des débats sur « la rénovation », « l'avenir » et « le renouvellement » du PCF. Tous deux savent, à l'occasion, commettre de grosses bourdes, qui font rire jusqu'à leurs pairs du bureau politique : M. Bocoquet, en indiquant, le 11 septembre, le plus sérieusement du monde, qu'il y aurait actuellement cinq cent quatre-vingt-dix mille adhérents au PCF ; M. Wurtz, en déclarant, le 22 septembre, en réaction aux événements de Moscou, que « depuis des mois, il était

l'humanité, dont la progression avait paru rapide.

C'est il l'a écrit dans sa lettre aux membres du comité central, M. Marchais demeurera, après les congrès de janvier prochain, militant communiste et député du Val-de-Marne. Il continuera d'exercer ses responsabilités jusqu'en janvier prochain et n'acceptera « ni poste honorifique, ni responsabilité créée pour l'occasion » au-delà de cette échéance, ce qui signifie qu'il ne demandera pas la création d'un poste de président du parti. Il pourrait, en somme, rester, non le premier, mais l'un des dirigeants du PCF, et, à tout le moins, dire son mot à propos de sa propre succession.

Cette hypothèse a été clairement formulée, quelques heures après la publication de la lettre de M. Marchais, par deux des chefs de file des réformateurs communistes, Charles Fiterman et Guy Herminier. Pour le premier, qui fut le secrétaire particulier de M. Marchais, « on ne peut que respecter le choix personnel » fait par celui-ci, mais, à la lumière

de son expérience de dirigeant communiste, M. Fiterman a tenu à rappeler, lors d'une conférence de presse, que « la procédure de désignation du secrétaire général est contradictoire avec l'exigence démocratique ». « Cela relève, a-t-il rappelé, du domaine réservé du secrétaire général sortant, selon un système quasi monarchique. »

Aux exigences que les réformateurs avaient formulées, la veille, devant le comité central (le Monde du 30 septembre), M. Fiterman a ainsi ajouté celle-ci : la constitution d'une commission extraordinaire du comité central, pluraliste, pour procéder à toutes les auditions nécessaires et recueillir tous les avis, y compris de personnalités extérieures, afin de proposer un profil, voire un nom à la succession de M. Marchais. M. Herminier, député des Bouches-du-Rhône, qui s'est fait le porte-parole de cette proposition, peu après, au siège du PCF, s'est prononcé, pour sa part, pour une direction plus collégiale, dont la durée du mandat devrait être limitée. « Le Parti communiste n'a

connu que trois secrétaires généraux en soixante-trois ans », a-t-il fait remarquer à ce propos (1).

Devant le comité central, mercredi soir, cette proposition, quel que peu provocatrice, des réformateurs communistes a été rapidement rejetée. L'un des dirigeants minoritaires du PCF, Philippe Herzog, est même intervenu pour en souligner le caractère « prématuré », en expliquant, à la fois, qu'il faut préalablement discuter des orientations politiques, définir des critères, et qu'il ne faut pas attendre les derniers jours du mois de janvier prochain pour informer les communistes de l'identité de leur futur « patron ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) La dérive « monarchique » du secrétaire général du PCF a commencé à apparaître, selon les communistes critiques, à partir de juillet 1930, date à laquelle Maurice Thorez avait été nommé, sur la proposition de l'Internationale communiste, secrétaire unique de la Section française de l'Internationale communiste. Seuls deux secrétaires généraux ont succédé par la suite à Maurice Thorez : Waldeck Rochet, de 1964 à 1972, et M. Marchais.

« Je demeurerai, comme je l'ai toujours été, un militant »

Voici la lettre, en date du 28 septembre, que Georges Marchais a adressée aux membres du comité central du PCF, de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, où il est soigné après une opération de la hanche :

« Chers camarades, « Vous vous doutez que je regrette beaucoup de ne pas pouvoir être parmi vous. Je vais sortir de l'hôpital dans les prochains jours et l'entrevue, alors, une dédicace qui, dans un premier temps, me contraindra à limiter mes déplacements. Je reprendrai ainsi mon activité peu à peu. (...) « Je ne souhaite pas, après les vingt-huitième congrès, continuer à être le premier, dirigeant de

notre parti. Cela fait vingt ans que j'exerce cette responsabilité : et j'ai l'âge que j'ai. Inutile, donc, d'épiloguer sur les raisons qui me conduisent à cette décision : elles vont de soi.

« Je la prends avec l'aspirin libre, car j'ai la conviction que les conditions en sont créées et que la conception renouvelée du rôle des directions et des dirigeants proposés dans les projets de documents [du congrès] va permettre, si les communistes la ratifient, une amélioration de la composition et de l'activité de notre équipe de direction.

« Bien sûr, je demeurerai, comme je l'ai toujours été, un militant. Je suis décidé : c'est un mandat exigeant. Et si, en outre,

on pensa que je peux être utile au parti de telle ou telle façon, je m'efforcerai de l'être. Je précise seulement que je n'accepterai ni poste honorifique ni responsabilité créée pour l'occasion. Laissons ces pratiques au passé.

« D'ici là, j'ai l'intention, dès que j'aurai retrouvé davantage d'autonomie, ce qui ne saurait tarder, d'exercer toutes les responsabilités que vous m'avez confiées dans la période extrêmement riche qui va s'ouvrir. Votre réunion est, en effet, très importante, mais le plus important est ce qui reste à faire : ce sont les communistes qui vont décider, de A à Z, ce que va devenir leur parti (...) »

1970-1993 : le défi manqué

1970

4-8 février : Au dix-neuvième congrès du PCF, Georges Marchais est désigné comme secrétaire général adjoint, chargé de l'intérim du secrétaire général, Waldeck Rochet, malade. À l'âge de cinquante ans (il est né le 7 juin 1920 à La Flèche, dans le Calvados), membre du PCF depuis 1947, M. Marchais était secrétaire à l'organisation depuis 1961.

3 juin : Roger Garaudy, évincé du bureau politique, puis exclu du parti, et trois autres anciens dirigeants du PCF publient un appel dans lequel ils mettent en cause, allusivement, la conduite de M. Marchais pendant l'Occupation. Le mois suivant, la direction du parti reconnaît que le secrétaire général adjoint a travaillé en Allemagne de décembre 1942 à mai 1943 (la Résistance, notamment communiste, appelait à refuser le travail en Allemagne).

1972

27 juin : Le Parti communiste et le Parti socialiste, dont François Mitterrand est devenu premier secrétaire l'année précédente, signent un programme commun de gouvernement, auquel se ralliera ensuite le Mouvement des radicaux de gauche.

13-17 décembre : Au vingtième congrès du PCF, M. Marchais devient secrétaire général.

1973

4-11 mars : Les élections législatives confirment la place du PCF comme premier parti de la gauche, avec 21,34 % des voix au premier tour (contre 20,65 % aux socialistes et radicaux de gauche), mais soixante-trois députés seulement (contre cent deux socialistes et radicaux), la droite demeurant majoritaire.

Septembre : Lancement du *Défi démocratique*, livre de M. Marchais publié non par les éditions du PCF, mais chez Grasset.

1974

4 avril : Après le décès du président de la République, Georges Pompidou, le PCF propose une candidature « commune » de la gauche à l'élection présidentielle, le candidat pressenti étant M. Mitterrand. Le 5 mai, au premier tour de scrutin, celui-ci réunit 43,24 % des voix. Entre les deux tours, Moscou manifeste son désaccord avec la stratégie du PCF par une visite de l'ambassadeur soviétique en France à Valéry Giscard d'Estaing, candidat de la droite. Ce dernier l'expulse, le 19 mai, avec 50,80 % des voix.

24-27 octobre : Après une série d'élections législatives partielles marquées par un recul du PCF au profit du PS, en septembre, un congrès extraordinaire du parti, sous l'influence de Roland Leroy,

chargé des intellectuels au secrétariat du comité central, remet en question, à mots couverts, l'orientation d'union de la gauche.

1975

14 janvier : M. Marchais est hospitalisé à la suite d'un accident cardiaque.

Juillet : La direction du PCF décide de rendre public, dans un ouvrage intitulé *L'Union est un combat*, le rapport secret de M. Marchais devant le comité central, en juillet 1972, après la signature du programme commun, exprimant des réserves sur la nature et les objectifs du Parti socialiste. Dans le même temps, le PCF prend des positions de plus en plus critiques du non respect des droits de l'homme en Union soviétique et réaffirme, notamment à travers le soutien apporté aux ouvrages de l'historien Jean Elieinstein, sa condamnation du stalinisme.

1978

4-8 février : Le vingt-deuxième congrès du parti, réuni à Saint-Ouen, abandonne la référence à la « dictature du prolétariat » et confirme les distances prises vis-à-vis de l'Union soviétique, tout en substituant à l'union de la gauche l'union du peuple de France. Le secrétaire général met en place des dirigeants connus par lui, dont Charles Fiterman, qui entre au secrétariat du comité central.

29-30 juin : A la conférence des PC européens, réunie à Berlin, M. Marchais se prononce pour l'autonomie des différents partis communistes et indique que le PCF ne participera plus à de telles réunions.

1977

13 janvier : Le PCF reconnaît que ses dirigeants de l'époque avaient eu connaissance du rapport secret de Nikita Khrouchtchev, au vingtième congrès du PC soviétique, en février 1956, sur les crimes de la période stalinienne, rapport dont les communistes français n'avaient, jusqu'alors, la réalité.

2-3 mars : M. Marchais rencontre, à Madrid, Santiago Carrillo, chef du PC espagnol, et Enrico Berlinguer, chef du PC italien, deux partis qui se démarquent de l'Union soviétique et se réclament d'une conception démocratique et européenne du communisme, l'« eurocommunisme ». Le mois suivant, le PCF indique qu'il est prêt à participer à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel.

13-20 mars : Aux élections municipales, pour lesquelles la gauche présente des listes communes dans presque toutes les grandes villes, le PCF entre dans de nombreuses municipalités et conquiert la mairie de vingt-deux villes de plus de trente mille habitants.

Mai : M. Marchais demande l'ouverture de négociations pour actualiser le programme commun de gouvernement. Le PCF se rallie, parallèlement, à la défense nucléaire, qu'il rejette jusqu'alors.

22 septembre : Alors que les délégations du PS et du PCF, conduites, respectivement, par Pierre Bérégovoy et Charles Fiterman (François Loncle dirigeait celle du MRG), étaient parvenues, au début de l'été, à un pré-accord sur le programme, M. Marchais a déclenché, au sujet de la force de frappe, une polémique qui aboutit à la rupture de l'union de la gauche, au terme d'une réunion au sommet des trois partis.

1978

12-19 mars : Les élections législatives sont un échec pour la gauche, qui a conclu un simple accord de désistement entre les deux tours. Avec 20,55 % des voix au premier tour, le PCF est désormais devancé par le PS (24,69 % des voix avec le MRG). La rupture de l'union de la gauche et l'échec électoral provoquent une érosion au sein du PCF, dont la direction refuse d'ouvrir la discussion dans la presse du parti.

1979

9-13 mai : Le vingt-troisième congrès du PCF, réuni à Saint-Ouen, confirme l'analyse selon laquelle le PS porte seul la responsabilité de la rupture et de la défaite de la gauche. Il consacre la formule du « bilan globalement positif » du socialisme dans les pays de l'Est.

10 juin : M. Marchais conduit, aux élections européennes, la liste du PCF, qui recueille 20,52 % des voix, ce qu'il considère comme un succès, la liste du PS en obtenant 23,53 %.

1980

11 janvier : En direct de Moscou, sur TF1, M. Marchais, qui vient de rencontrer Leonid Brejnev, chef du parti et de l'Etat, justifie l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, le mois précédent.

Mars : L'Express relance la polémique sur l'attitude de M. Marchais pendant la guerre en publiant un document administratif allemand, tendant à prouver que le secrétaire général, travailleur volontaire, séjournerait encore en Allemagne en 1944.

1981

26 avril : Candidat du PCF au premier tour de l'élection présidentielle, M. Marchais obtient 15,34 % des suffrages exprimés, soit une perte d'un quart des voix obtenues aux élections européennes de 1979. Le comité central, réuni deux jours plus tard, appelle officiellement à voter au

second tour pour M. Mitterrand, qui est élu le 10 mai. Aux élections législatives des mois des 14 et 21 juin, le PCF, avec 16,17 % des voix au premier tour, obtient quarante-quatre sièges au second, soit moitié moins qu'en 1978.

23 juin : Quatre communistes entrent dans le gouvernement de Pierre Mauroy, qui compte quarante-quatre membres au total.

13 septembre : Roland Leroy, membre du bureau politique, affirme que « les communistes participent au gouvernement » mais qu'ils ne sont « pas, pour autant, parti du gouvernement ».

13 décembre : M. Fiterman, ministre d'Etat, approuve la déclaration de M. Mauroy sur l'instauration de l'état de guerre en Pologne, mais le PCF et la CGT refusent de s'associer à une manifestation organisée par les socialistes.

1982

4-7 février : Le vingt-quatrième congrès est marqué par la volonté de se comporter en parti de gouvernement et par des attaques contre la presse.

16 juin : Les députés communistes expriment leur désaccord avec le blocage des salaires, qui figure dans le plan d'accompagnement de la dévaluation du franc décidé par le gouvernement.

23 juin : Le groupe communiste de l'Assemblée vote la « confiance » au premier ministre qui a engagé la responsabilité du gouvernement.

17 octobre : En visite à Pékin, M. Marchais assure que la participation du PCF au gouvernement « ne sera pas reconstruite » après les élections municipales.

1983

23 janvier : M. Marchais approuve le discours de M. Mitterrand au Bundestag, à Bonn, sur les euro-missiles.

6-13 mars : Le PCF perd seize villes de plus de trente mille habitants aux élections municipales.

6 avril : A l'Assemblée nationale, les communistes votent la « confiance » au gouvernement. M. Marchais déclare : « Je n'avalais pas facilement les couleuvres ! »

9 juin : Des divergences persistent entre le PS et le PCF sur les négociations américano-soviétiques de désarmement nucléaire. M. Fiterman déclare que « la question d'une politique de rechange ne se pose pas » et qu'il ne sortira pas du gouvernement « à propos de cette question des euro-missiles ».

12 juillet : Rencontre Andropov-Marchais à Moscou, au cours de laquelle les deux dirigeants affirment que les forces nucléaires françaises doivent prises en

comptes dans les négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

20 novembre : M. Marchais se déclare en accord « quasi total » avec la politique extérieure de M. Mitterrand, à l'exception de la question des euro-missiles.

1^{er} décembre : Déclaration commune du PS et du PCF soutenant la politique du gouvernement.

1984

18 avril : Les députés communistes vote la « confiance » au gouvernement.

26 avril : Evoquant la rupture de l'union de la gauche, M. Marchais indique que le PCF ne fera jamais « un cadavre aussi royal » à la droite.

17 juin : Le PCF obtient 11,28 % des voix aux élections européennes, et le PS, 20,76 %.

19 juillet : Après la nomination de Laurent Fabius comme premier ministre, le comité central du PCF décide, à l'unanimité, de ne pas participer au gouvernement.

1985

6-10 février : Le vingt-cinquième congrès voit l'élection des contestataires « rénovateurs » avec Pierre Juquin, membre du bureau politique.

16 mars 1986 : Aux élections législatives à la proportionnelle, le PCF recueille 9,78 % des voix et il obtient trente-cinq députés, soit autant que le Front national.

1988

24 avril : Candidat du PCF à l'élection présidentielle, André Lajoinie recueille 6,76 % des voix au premier tour ; M. Juquin, qui a été exclu du parti, en obtient 2,10 %.

5-12 juin : Le PCF atteint 7,28 % des voix au premier tour des élections législatives, et son groupe est constitué de vingt-sept députés après le second.

1989

18 juin : La liste conduite par Philippe Herzog aux élections européennes obtient 7,71 % des voix. Une liste de dissidents communistes fait un score marginal.

1989-1992

Deux nouvelles vagues de contestataires, successivement baptisés « reconstituteurs » et « refondateurs », se manifestent, sans obtenir de résultats. Elles comprennent les quatre anciens ministres communistes de la période 1981-1984.

1993

21-28 mars : Le PCF atteint le score de 9,18 % au premier tour des élections législatives et fait élire vingt-trois députés.

مكتبة القرآن

POLITIQUE

Le débat sur le projet de loi quinquennale sur l'emploi à l'Assemblée nationale

Le gouvernement souhaite obtenir le soutien « sans équivoque » de l'UDF sur son texte

et la réunion du comité central

Des responsables de la CGT expriment des réserves sur l'orientation du parti

Aussitôt après la lecture par Madeleine Vincent, membre du bureau politique, de la lettre de M. Marchais annonçant son prochain départ de la direction du Parti communiste, la commission centrale a repris, mercredi 29 septembre, le cours normal de ses travaux, en adoptant l'avant-projet de « manifeste » qui sera soumis, au début 1994, aux délégués du vingt-huitième congrès. Plusieurs responsables de la CGT ont exprimé des réserves sur ce texte.

Selon le compte-rendu de l'Humorité, l'organe central du PCF, six membres du comité central se sont abstenus, mercredi, sur le projet de « manifeste » soumis aux militants au vu du congrès du PCF, en janvier prochain. Il s'agit, notamment, de Philippe Herzig, membre du bureau politique et responsable de la section économique du comité central, Martine Bulard, rédactrice en chef de l'Humorité-Dimanche, Gérard Alazard et Alain Obadia, deux membres du bureau confédéral de la CGT. Les responsables n'ont pas participé au vote.

La veille, lors de la fin de la discussion générale sur les trois rapports présentés au comité central (le Monde du 30 septembre), M. Herzig avait relevé que « l'identité communiste reste largement fondée sur l'opposition à un capitalisme soi-disant à la façon manichéenne, ce qui peut sembler à l'exploitation d'un fonds de commerce politique ». En dépit d'un progrès significatif sur le rapport finance-emploi, le projet de programme du parti montre que nous ne sommes pas en mesure d'élaborer une politique alternative forte et cohérente », avait-il ajouté, en soulignant que « le gouvernement est confronté à des problèmes réels ».

Surtout, l'économiste du PCF, marginalisé place du Colonel-Fabien, avait pu se réjouir de voir certains de ses anciens collègues par des responsables syndicaux. Après M. Alazard, un autre diri-

geant de la CGT, M. Obadia, a déclaré en effet que, sur la question de l'emploi, les communistes ne sont « pas convaincus ». « Nous donnons le sentiment que le problème de l'emploi pourrait se résoudre par une approche volontariste, avec des mesures d'obligation ou d'interdiction qui semblent faire abstraction des problèmes de débouchés, de financement, de dumping social », a-t-il affirmé. Le discours du Parti communiste sur l'Europe et celui qui s'adresse aux ingénieurs et aux techniciens supérieurs ne sont pas davantage adaptés, a encore expliqué Alain Obadia.

Le débat, très ouvert de l'avis de plusieurs participants, a continué sur le projet de « manifeste », qui remplacera, lors du vingt-huitième congrès, l'habituelle « résolution d'orientation ». Le rapporteur de ce texte, Robert Hue, a indiqué que la commission qu'il anime avait dû siéger pendant près de sept heures pour examiner quelque deux cents amendements, dont une moitié auraient été retenus.

« Aucune trace des méthodes du passé »

Ce projet de manifeste, qui dresse un état du monde, de la France et du Parti communiste, coexiste, selon M. Hue, « un projet de société organisé autour du travail, de la nation et des valeurs sociales ». Concernant les perspectives politiques, le document coarcté, « divisé sur le plan syndical et politique, le peuple français et ses forces progressistes ne parviennent pas actuellement à faire prévaloir leur intérêt ».

Pour tenter de remédier à cette situation, « les communistes tendent à la main aux socialistes, aux écologistes, à tous ceux qui se tiennent aujourd'hui à l'écart de la politique, par déception et manque de confiance (...), à tous ceux qui ont eu peur des progrès sociaux, de la démocratie, de la justice, des progrès de l'humanité ». Il ne saurait y avoir dans cette démarche « aucune trace des méthodes du passé, ni la moindre tentative de faire revivre ce qui a échoué ».

J.-L. S.

Georges Marchais sac à terre

Suite de la première page

Les souvenirs qu'il fait revenir dans l'esprit des Français sont anciens, et ce sont ceux du personnage médiatique qu'il fut dans les années 70, plutôt que ceux d'une entreprise de rénovation du communisme dont le fil s'est perdu quelque part entre la rupture de l'Union de la gauche et l'effacement du système soviétique. L'homme du Programme commun de gouvernement, soulevé avant lui par Thorez et Waldeck Rochet, mais qui n'avait pu être conquis, avec les socialistes, en 1972, qu'après la disparition de la vieille SFIO et l'arrivée de François Mitterrand à la tête du nouveau PS, a-t-il pas proclamé lui-même que son parti s'était trompé pendant un quart de siècle en menant une politique unitaire ?

Pour les communistes français, pris à contre-pied par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, en août 1968, et, auparavant, par les événements de mai et juin, qui avaient fait surgir de nouvelles formes de contestation sociale, hors de leur contrôle, le défi à relever était considérable. Pourtant, dès l'élection présidentielle de 1969, il était apparu que les électeurs du PCF et, même, certains de ceux qui n'avaient pas l'habitude de voter pour lui, se lui tenaient pas rigueur d'avoir accepté la « normalisation » à Prague, et que le gauchisme n'était pas une option porteuse d'avenir. Les chances d'une stratégie visant à organiser l'opposition à la droite autour de lui étaient intactes pour le PCF.

Pendant cinq ans, M. Marchais s'y est employé sans relâche, payant de sa personne pour donner un nouveau visage au communisme français, jouant de son talent télévisuel - qui le rendait redoutable à une époque où les hommes politiques ne pouvaient refuser les débats face à face -, pratiquant l'ouverture idéologique avec l'aide d'intellectuels

comme Jean Ellenstein, historien de l'Union soviétique, éberchant à attirer au PCF d'autres catégories sociales que la traditionnelle classe ouvrière.

Obligé par la force que coexistait l'attachement à l'Union soviétique dans les profondeurs du parti, le secrétaire général s'efforçait, pourtant, par petits pas, d'amoindrir les cadres et militants à se convaincre que le PCF devait suivre son propre chemin et dire clairement que son projet n'avait rien à voir avec ce qui se faisait à l'Est.

La course de vitesse de la rénovation a été gagnée par les socialistes. Dès 1974, après que M. Mitterrand eut manqué de peu d'être élu président de la République, au terme d'une campagne dans laquelle les communistes s'étaient engagés massivement, il est apparu que la dynamique de la gauche profitait au PS et non au PCF. La rupture était, dès lors, programmée. Lorsqu'elle s'est produite, en 1977, elle a laissé le Parti communiste sans stratégie de rechange. M. Marchais a tenté de forcer le destin en se présentant lui-même à l'élection présidentielle de 1981, avec l'espoir que l'électorat communiste resterait fidèle à son parti plutôt que de permettre la victoire d'un PS accusé d'avoir « viré à droite ».

La démonstration du contraire a été faite, et le PCF réduit à l'état de parti d'opposition à la gauche au pouvoir, sans pouvoir peser sur la politique suivie ni retirer aucun bénéfice de sa participation au gouvernement. L'ère Marchais était virtuellement terminée. Il ne restait plus qu'un secrétaire général tenant la barre de son parti sans avoir rien d'autre à lui proposer que de réduire, d'annuler ou d'occuper, la volonté, avant de mettre lui-même sac à terre.

PATRICK JARREAU

L'insatisfaction de la majorité, et principalement de l'UDF, a été perçue, à l'Assemblée nationale, tout au long de la discussion générale du projet de loi relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, qui s'est achevée mercredi 29 septembre. Le motion de renvoi en commission, défendue au nom du PS par Sébastien Royal, a été repoussée par scrutin public personnel en fin d'après-midi.

La discussion générale sur le projet de loi sur l'emploi, présentée par Michel Giraud (RPR), ministre du travail, s'est poursuivie toute la journée du 29 septembre. Le gouvernement a déclaré l'urgence sur ce texte, réduisant ainsi le nombre de lectures devant les deux Chambres du Parlement. En revanche, le premier ministre n'a pas demandé, lors du conseil des ministres de mercredi, le droit d'engager la responsabilité du gouvernement en vertu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. La cinquantaine d'orateurs qui se sont succédés à la tribune, sous la présidence vigilante de Philippe Séguin, tantôt goguenard, tantôt agacé, n'a fait que confirmer l'état d'esprit critique qui règne dans la majorité depuis qu'elle a en connaissance de ce texte.

L'UDF, comme on s'y attendait, s'est montrée la plus offensive, par les voix de René Coussau (Ille-et-Vilaine) et de Claude Gossiaux (Paris), mais surtout de Charles Millon, président du groupe parlementaire. « Nous ennuions le grand débat de cette législature. Il ne sera pas clos dans quelques jours car, pour nous, il n'est pas question de mettre bout à bout diverses mesures d'ordre social qui viendraient améliorer la situation de l'emploi ou plutôt rétablir sa dégradation », a-t-il souligné, ajoutant : « Nous devons abandonner les chemins de l'échec et nous faire

courir pour faire preuve d'audace et d'imagination », avant de pourfendre la « protectionnisme, la dévaluation, la politique des bas salaires. Il est urgent de nous immuniser contre ces utopies dévastatrices ».

Deux constats ont fait l'unanimité d'un bout à l'autre de l'hémicycle : d'un part le chômage est un drame national pour la France, une vive douleur pour le corps social, c'est-à-dire « une maladie léthargique », selon la formule sophistiquée de Charles Millon ; d'autre part, ses causes sont avant tout structurelles, même si les causes conjoncturelles y ont aussi leur part.

Les divergences apparaissent quand il s'agit de distinguer les causes structurelles de ce chômage. La ligne de fracture passe entre ceux qui attribuent la plus grande part du mal au coût du travail, « trop élevé en France », disent-ils, et ceux qui pensent que le mal est plus profond. « Le chômage est avant tout le produit d'un changement de société », a affirmé Charles Millon. Il ne fut pas contredit en cela par les orateurs du PS, qui soulignèrent qu'avec des coûts salariaux plus élevés qu'en France, l'Allemagne, le Japon ou les États-Unis connaissent des situations moins catastrophiques en termes d'emploi.

De là naissent des conceptions différentes sur les remèdes à mettre en œuvre. Les plus libéraux prônent un allègement maximal des charges patronales et des excoérations fiscales, attirant les foudres du PC, qui peut ressortir ses accusations contre un personnel archaïque ne recherchant que la précarisation du travail et les bas salaires. Les plus « humanistes », tels Charles Millon, mais aussi Michel Hannoun et Jean-Pierre Delalande dans les rangs du RPR, préchent pour une « révolution », une « œuvre politique ». Le temps de travail est, parmi d'autres, l'un des sujets de divergences entre les députés, y compris dans la majorité. Là où Jean-Yves Charnard

(RPR, Vienne) croit à la multiplication des emplois grâce à la réduction du temps de travail avec une semaine de quatre jours, Charles Millon se déclare inébranlable et farouche partisan du concept de « temps choisi ».

Face aux critiques et aux propositions, Michel Giraud n'a cessé de répéter que « le champ est ouvert », sans que l'on sache exactement sur quoi. Pour mieux cerner les amendements acceptables, Edouard Balladur a reçu, jeudi à Matignon, les présidents des groupes parlementaires UDF et RPR, ainsi que Michel Pénicaud (RPR, Yvelines), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, et Denis Jacquet (UDF-PR, Moselle), rapporteur du projet de loi.

Grogne contre le vote personnel

Le ministre du travail, tel un amoureux transi, a cherché à obtenir l'adhésion de l'UDF. « Je sais que j'ai votre soutien », a-t-il déclaré à Charles Millon, mais j'aimerais qu'il soit sans équivoque et sans ombre. Mais pour se réconforter à la fin de cette discussion générale où il avait essuyé beaucoup de reproches, Michel Giraud s'est muni du vitriol fourni par les petites phrases de trois députés : « Au-delà du travail législatif, il y a un travail de mobilisation » (Jean Rosset, RPR, Territoire de Belfort) ; « c'est sur le terrain, et pas seulement dans la loi qu'il faut de l'imagination » (Yves Coussau, UDF, Cantal) ; « nous allons accompagner la mise en œuvre de la loi » (Jean-Paul Virapoulle, UDF, la Réunion).

La nouvelle règle de vote personnel a continué à provoquer l'ire des députés. En fin de séance l'après-midi, à l'occasion du vote par scrutin public demandé par le PS sur sa motion de renvoi en commission, les changements de pupitres et quelques « Séguin, démission » ont agité

les rangs de l'UDF. A l'occasion également des amendements dont l'examen a commencé en séance de soirée, dont la majorité sont le fruit de la majorité. Une constatation que n'a pas faite Jean-Yves Charnard puisqu'il a durement reproché à l'opposition de déposer des centaines d'amendements.

A la sonnerie qui alerta les députés sur le premier scrutin public nocturne, on les vit gagner l'hémicycle en courant, provoquant les sourires narquois, quand ce n'était pas le rire, de Philippe Séguin. Le vote alors déclenché ne donna aucun résultat. Un incident technique qui entraîna cette remarque ironique de Françoise Hostaller (UDF, Nord) : « C'est ça, les grèves de l'EDF ». Le second scrutin fut le bon, renvoyant l'amendement communiste aux oubliettes et les députés à la buvette.

Le deuxième scrutin public reproduit le même afflux précipité de députés et un rappel au règlement de Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne), protestant auprès de Philippe Séguin, qui ne laisserait pas les cinq minutes réglementaires aux parlementaires pour rejoindre leurs bancs entre l'annonce du scrutin et le vote. Il se vit verbalement réprimé par le président de l'Assemblée nationale que, « de tout temps, le temps imparti relevait de la décision du président ».

Enfin on découvrit que les députés de la majorité avaient vite trouvé comment voter plus de deux fois en bloquant simultanément deux clés. Normalement il leur suffit d'agir sur leur propre clé pour déclencher leur vote et celui de leur délégué. Les socialistes tentèrent de faire comprendre à Philippe Séguin la fraude rendue évidente par les gestes des députés et par le nombre de votants bien supérieur au double des députés présents. Mais le président ne sembla en avoir cure ce soir-là.

CLAIRE BLANDIN

L'engouement soudain pour la semaine de quatre jours

« La semaine de quatre jours, tout de suite », « les trente-deux heures de travail, maintenant » : sous ces bannières, voilà que l'on assiste, depuis moins de quinze jours, à un rassemblement aussi hétéroclite que surprenant. Comme si la frénésie s'était emparée de la classe politique et, singulièrement, d'une partie de la majorité qui, pendant la campagne électorale, ne trouvait pourtant pas de mots assez forts pour dénigrer les « fausses lunes » de la réduction du temps de travail, tardivement exhumée par Pierre Bérégovoy.

Jean-Yves Charnard (RPR) a tellement voulu être le premier à s'emparer du thème qu'il a affirmé que son amendement avait été adopté par la commission sociale de l'Assemblée nationale. Ce qui s'est ensuite révélé inexact. Aux journées parlementaires du RPR, à la Rochelle, samedi 25 septembre, Philippe Séguin a une nouvelle fois causé la surprise en se déclarant favorable à l'idée d'un partage du travail.

Puis, mardi 28 septembre, voilà que le Parti républicain se lance dans la mêlée, au moment même où s'ouvre le débat sur le projet de loi quinquennale, dont il devient manifeste qu'il voudrait en tourner la page au plus vite. Gilles de Robien en tête, un tour de France est programmé jusqu'à la fin de l'année avec Amiens pour première étape, le 8 octobre. Au cours d'une conférence de presse de présentation, Philippe Vasseur a voulu affirmer la détermination de son parti à aborder sans tarder ce « sujet tabou ou PR ». Et, avec la foi des nouveaux convertis, le député du Pas-de-Calais a assuré qu'il était « tout à fait prêt à diminuer [son] revenu si ça doit aider au chômage ».

Laurent Fabius trop timoré

C'est clair, la France o'échappera pas à un débat sur le partage et la réduction du temps de travail, improbable il y a peu encore. Toutes les conditions sont réunies, surtout si l'on y ajoute les prises de position, remarquées, de chefs d'entreprise tels qu'Antoine Riboud, président du groupe BSN (le Monde de l'Économie) du 26 septembre) et Claude Bébéar, PDG du groupe d'assurances AXA (le Monde du 29 septembre). Quelles que soient les conclusions, un choix de société se profile, dicté par l'importance du chômage. Mais

le plus étonnant provient de la manière dont ce thème, considéré comme éculé depuis la démonstration par coarctation du passage aux trente-neuf heures hebdomadaires en 1982, est revenu à la surface.

Ainsi que cela se produisait rarement dans l'histoire des mouvements sociaux d'opinion, le thème en revient à un jeune député-coséil du cabinet Arthur Andersen, Pierre Larrourou, qui, depuis le printemps, un document réalisé par un groupe d'experts en main, tirait inlassablement les sonnettes de toutes les personnalités. A force de persuasion, il obtenait

des signatures prestigieuses, le Monde se faisait l'écho de sa démarche (« Initiatives » du 8 septembre), puis lui ouvrait ses colonnes (le Monde du 29 septembre), et il atteignait enfin les couloirs du pouvoir.

Sans attendre la publication de son livre, prévue aux éditions du Seuil avec une préface de Michel Albert, la thèse de Pierre Larrourou s'est donc imposée, si ce n'est comme une évidence, du moins comme un élément de réflexion. D'abord parce qu'elle est intelligente. Et, surtout, parce qu'elle arrive à point nommé, dans un désert de propositions, alors que

toutes les solutions techniques au chômage ont épuisé leurs mérites. C'est cela, aussi, qui explique l'engouement imprévisible de M. Charnard, Séguin, de Robien et Vasseur, pas toujours sûrs d'être suivis par leurs pairs. Face à la dégradation de l'emploi, préoccupés par les tensions sociales latentes, ils cherchent une issue et veulent faire preuve d'imagination, mais plus encore redonner des raisons d'espérer. Laurent Fabius, qui avait été le premier à évoquer la semaine de quatre jours, doit regretter d'avoir été trop timide en proposant d'atteindre cet objectif en cinq ans.

ALAIN LEBEAUE

INDOCHINE

la sérénité d'Angkor, la magie de la baie de Ha Long, la spiritualité de Luang Prabang : autant de visages illustrant la richesse de ce monde indochinois.

Le Vietnam, le Cambodge et le Laos, trop longtemps inaccessibles ouvrent enfin leurs portes invitant le voyageur à découvrir un fabuleux patrimoine historique et archéologique et des paysages parmi les plus beaux du monde. La Maison de l'Indochine se propose de vous faire vivre l'aventure romanesque du voyage dans ces terres d'Asie et de vous conduire à la rencontre des peuples d'Indochine. Pour préparer votre voyage, la Maison de l'Indochine vous invite à suivre le cycle de conférences, rencontres et débats qu'elle organise dans le cadre de ses activités culturelles.

SEJOUR A SAIGON
10 JOURS / 17 NUITS / 7 400 F
Hôtel 1^{ère} catégorie

Saigon qui de tout temps a exercé une fascination étrange sur ceux qui l'ont connue renoue aujourd'hui son identité. Ville en renaissance on y fait bon flâner le long des avenues ombragées, ville en effervescence dont chaque rue est un théâtre, ville à découvrir au gré de son imagination.



BOULE INDCHINOISE

21 JOURS - 26 900 F

COCHINCHINE ANNAM TONKIN

21 JOURS - 22 000 F

LES ROIS ANGKORIENS

15 JOURS - 19 300 F

LE LAOS DU MEKONG

16 JOURS - 19 400 F

36, RUE DES BOURDONNAIS - 75001 PARIS - M^o CHATELET - TEL 40 28 43 60 - LIC MDC 175 541

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

Je désire recevoir gratuitement de la Maison de l'Indochine

☐ le Catalogue Voyages

☐ le programme des conférences

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le jugement dans l'affaire Pechiney-Triangle

Les lambris de la République

Après le jugement rendu, mercredi 29 septembre, par la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris dans le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle (le Monde du 30 septembre), trois appels avaient été déposés, jeudi 30 septembre, au fin de météorologie : celui de l'homme d'affaires libanais Samir Traboulsi, qui a été condamné à deux ans de prison avec sur-

lises (45 millions de francs) ou des personnalités mises en cause. Mele le sentiment d'inachèvement que donne l'effacement de Pechiney-Triangle s'explique aussi par les décès qui ont ponctué ce dossier. Combien de secrets définitivement scellés ? Tour à tour, Roger-Patrice Pelat, plus spécialement Max Théret, ami de la République, Roger-Patrice Pelat, et l'ami du parti socialiste, Max Théret. La question reste sans réponse. Et le corrupteur sans visage.

L'instruction judiciaire avait porté ses soupçons sur Alain Boubillat. La ministre public l'avait promu coupable et traître. La tribune lui octroya pour sa part une relaxe ampolonnée de mille griefs. Qu'importe : voilà apacituellement écartée la thèse assénée si longtemps par l'accusation. Faute de preuves, faute d'une seule preuve.

Carte décision prise en faveur du doute illustre la difficulté d'établir solidement la justice. La justice financière. Le délit d'initié rasta une idée neuve en France et le tribunal de Paris jugait du reste pour la première fois une affaire aussi éclatante, qu'il s'agisse du montant des plus-values frauduleuses ré-

sis et 25 millions de francs d'amende, celui de Patrick Grunen, trader de la Compagnie parisienne de placement, condamné à six mois de prison avec sursis et 200 000 francs d'amende, et celui de Ricardo Zavala, trader américain de la société Magnin-Cordelle, condamné à six mois de prison avec sursis et 500 000 francs d'amende.

qui les informations dont ont disposé Roger-Patrice Pelat ou Max Théret n'ont pas pu émaner de leur ami Pierre Bérégovoy, note prudemment le tribunal.

Qui donc a informé une poignée de complices du pouvoir socialiste de l'accord sacré signé entre les groupes Pechiney et Triangle en novembre 1988 ? Les juges donnent leur langue au chat. Ou plus exactement, la justice concède qu'elle n'a pas — ou qu'elle n'a plus — les moyens d'établir la vérité sur les origines d'un délit qui demeurait une affaire d'Etat. Comme s'il manquait définitivement une pièce dans ce puzzle passablement embrouillé.

Du coup, l'homme d'affaires libanais Samir Traboulsi, que son entourage avait propulsé dans les coulisses du tout-Etat et de la grande industrie, se voit-il soupçonné d'être le « Machiavel de la balle », selon la formule du ministre public. La 11^e chambre correctionnelle, sur ce point, ne dément pas l'accusation. Voilà qui nous éloigne peut-être trop rapidement des lambris de la République.

LAURENT GRELSAMER

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Après la « préférence de principe »

L'implantation du Grand Stade à des conditions

Le premier ministre, Edouard Balladur, a exprimé, mercredi 29 septembre dans un communiqué, « une préférence de principe pour le site de Saint-Denis » comme lieu d'accueil du Grand Stade de 80 000 places nécessaire à la Coupe du monde de football de 1998, à la place de Sénart (Seine-et-Marne), officiellement désigné en 1991. Le choix de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est toutefois soumis à des garanties juridiques et financières que les collectivités locales devront fournir dans un délai de quinze jours avant une décision définitive.

La quête d'un site pour le Grand Stade est de ces récits qui ne veulent pas finir. En exprimant « sa préférence de principe » pour Saint-Denis, à l'issue d'une réunion interministérielle, mercredi 29 septembre, Edouard Balladur n'a pas craint de rallonger de quinze jours les années d'indécision. La question d'un Grand Stade en France est posée depuis l'après-guerre — et les longs mois d'arbitrages autour du choix mal aimé de Sénart. Pendant ce délai, le nouveau venu, dans la position d'un étudiant entre écrit et oral, devra prouver qu'il mérite la confiance du gouvernement.

Cette mise à l'épreuve se trahit pas seulement les hésitations du premier ministre au moment de pointer du doigt Saint-Denis. Elle se trahit aussi par Michel Rocard et confirmé en 1992 par Pierre Bérégovoy, et d'écarter Marnes-la-Vallée, l'outsider de dernière minute. C'est aussi une manière habile de placer les paris de Saint-Denis au pied du mur. « Beaucoup se sont déclarés intéressés

par le projet, explique un haut fonctionnaire, sans franchir le gué et prendre d'engagement. Maintenant le gouvernement a donné sa préférence. Il attend les réponses. » Dans son communiqué, Edouard Balladur a donc envoyé la balle dans le camp des collectivités locales, dont il attend des précisions sur leur « coopération juridique et financière avec l'Etat ».

Coopération financière, parce que le projet de Saint-Denis est le plus coûteux de tous les candidats en lice. Les dépenses nécessaires sont estimées entre 2 et 3 milliards de francs, sans compter la construction du stade proprement dit. L'avenue de Sénart, ayant prouvé qu'un financement par le privé était illusoire, l'Etat ne veut pas se retrouver seul à payer un équipement dont l'amortissement reste aléatoire.

Coopération juridique, parce que le temps presse. Le dossier de Saint-Denis est le moins avancé de tous. Pour tenir les délais de livraison, toujours fixés à juin 1997, les constructeurs ne pourront plus se permettre le moindre retard. Ebaudé par les précédents de l'agrandissement de Roland-Garros ou du projet de centre de conférences internationales de Paris, l'Etat ne veut pas prendre le moindre risque juridique. Il ne s'avancera que sur un terrain débarrassé de tous pièges procéduriers.

Dans ce domaine, les regards se tournent vers la ville de Saint-Denis. Après un été de négociations plus ou moins officielles entre la municipalité (communiste) et Jacques Perillat, le chargé de mission du ministère de la jeunesse et des sports, l'accord définitif du 30 conseil municipal, lundi 27 septembre, avait donné le dernier feu vert au choix du premier ministre. Le gouvernement attend maintenant que la ville apporte des précisions supplé-

mentaires sur la structure juridique qui pourrait être mise en place, et qu'elle inscrive le Grand Stade dans les documents d'urbanisme. Si l'Etat peut modifier le prochain schéma directeur de la région d'Ile-de-France pour qu'il prévoit bien un tel équipement, Saint-Denis doit, elle, s'engager à ne pas faire obstacle au déroulement rapide des travaux par des querelles procéduriers.

Une addition très lourde

Du département et de la région, l'Etat attend surtout des engagements financiers. D'abord réservé, le conseil général de Seine-Saint-Denis a confirmé les termes de la lettre de son président, Georges Valbon (PC), adressée le 27 septembre au préfet du département. Le conseil général qui dispose d'un budget de 6 milliards de francs, se dit prêt à « venir en engagement dans le cadre de ses compétences ». Il s'agit pour lui de participer au financement d'un certain nombre de dessertes locales. Des équipements qu'il estime de toute façon nécessaires pour le développement de cette partie du département, particulièrement touchée par la désindustrialisation.

La participation financière demandée au conseil régional serait d'une autre ampleur. En raison des clés de répartition des financements, l'addition pourrait même devenir très lourde, alors que le conseil interministériel d'aménagement du territoire de 1992 a décidé, le 12 juillet, de réduire de plus d'un cinquième la participation de l'Etat au coût de plan 1994-1998. Une perte sèche d'environ 2 milliards de francs qui s'ajoute aux recettes en diminution en raison de la récession économique.

La participation de 60 % de la région au 1,2 milliard de travaux

Un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence

M. Gaudin obtient un non-lieu dans l'affaire Saincène

Au terme de l'instruction de l'affaire Saincène, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a rendu, mercredi 29 septembre, un arrêt de non-lieu en faveur de Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) et président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui avait été inculpé, le 6 août 1992, du chef d'escroquerie pour création d'un emploi fictif. Claude Bertrand, directeur du cabinet de M. Gaudin, a bénéficié de la même décision.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

J'espère bien que cela se terminera, pour moi et pour Claude Bertrand, par un non-lieu complet », avait déclaré Jean-Claude Gaudin, le jour de son inculpation par le juge gressois. Jean-Pierre Murciano, qui instruisait alors l'affaire Saincène. Treize mois plus tard, son vœu est exaucé. L'information judiciaire ouverte, initialement, le 11 octobre 1991, par le parquet de Grasse, portait sur une banale affaire de « racket fiscal » dans laquelle Fernand Saincène, vacataire au conseil régional de PACA, avait servi de rabatteur pour des fonctionnaires des impôts marseillais indécidés (1).

Recruté en 1986, cet ancien responsable d'une officine de sécurité

se disait chargé de mission au cabinet de M. Gaudin, mais jouait en réalité un rôle mal défini (d'où l'escroquerie pour « emploi fictif »). Faux commissaire principal de police, mais vrai manipulateur de renseignements : à son domicile, les gendarmes saisirent un fichier informatisé, à la fois oisif et inquiétant, composé de trente-neuf noms, dont ceux de Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, et de la plupart des dirigeants et joueurs du club. Brouilles et omertés de comptes bancaires mélangés. Il sera, de plus, reconnu porteur d'une somme de 20 000 francs, qui, expliqua-t-il, lui a été remise par Claude Bertrand pour payer un informateur susceptible de fournir des renseignements compromettants sur M. Tapie.

« Un rocambolesque feuilleton »

Candidat aux élections régionales de 1992, le député des Bouches-du-Rhône a soutenu l'occasion. Il se constitue partie civile, le 11 décembre (plainte retirée le 5 février suivant), en criant à l'« espionnage politique ». M. Gaudin, de son côté, dénonce une « machination montée par le Parti socialiste et orchestrée par M. Tapie ». Le juge Murciano croit tenir une bonne piste, d'autant qu'un complice de Saincène, Albert Bensoussan, affirmait, de son côté, qu'il a versé

200 000 francs (prélevés sur les dividendes du racket fiscal) à Claude Bertrand, pour les besoins de l'UDF. Mais le 17 avril 1993, la cour d'appel d'Aix-en-Provence dessaisit du dossier le magistrat gressois — qu'un désaccord a opposé à son parquet — et se désigne elle-même comme juridiction d'instruction.

Daos ses réquisitions définitives, le procureur général avait demandé un non-lieu total pour Jean-Claude Gaudin mais partiel, seulement, pour Claude Bertrand, l'escroquant des chefs de complicité de trafic d'influence et de corruption active, mais le tenant responsable d'escroquerie et d'infraction à la législation relative à l'information, aux fichiers et aux libertés. La chambre d'accusation en a décidé autrement, puisqu'elle a complètement balayé les accusations concernant l'emploi fictif et les fichiers. Commentaire, satisfait, de Jean-Claude Gaudin : « La cour d'appel met un terme définitif à un triste et rocambolesque feuilleton politico-médiatique. »

GUY PORTE

(1) Quatre contribuables et quatre fonctionnaires des impôts ont renvoyés devant le tribunal correctionnel (les premiers pour corruption active, les seconds pour escroquerie passive) ainsi que trois intermédiaires, dont M. Saincène, qui est accusé de corruption active, trafic d'influence et infraction à la législation sur les armes.

SÉCURITÉ

A compter du 1^{er} octobre

Le contrôle technique des véhicules sera étendu aux pneus et à l'éclairage

Le contrôle technique des véhicules est renforcé à compter du 1^{er} octobre. Après les freins, la remise en état des pneumatiques et des dispositifs d'éclairage et de signalisation devient obligatoire (le Monde du 15 juin). En cas de défaillance constatée sur un de ces points au cours d'un contrôle technique, l'automobiliste dispose d'un délai de deux mois pour effectuer les réparations. Il doit ensuite se présenter à nouveau

devant un centre de contrôle pour une visite de vérification de l'état de laqueille lui seront remis les documents qui attestent du bon état du véhicule. Au cours de l'année 1993 sont soumises au contrôle technique les voitures particulières de plus de sept ans, au plus tard le jour anniversaire de la première mise en circulation, ou avant leur revente quand elles ont plus de cinq ans.

SCIENCES

Robert Dautray est nommé haut-commissaire à l'énergie atomique

Robert Dautray, directeur scientifique du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), a été nommé haut-commissaire à l'énergie atomique par le conseil des ministres, mercredi 29 septembre. A ce titre, il a par délégation, autorité de sûreté sur les installations nucléaires civiles intéressant la défense et, en tant qu'autorité scientifique, préside le conseil scientifique du CEA. M. Dautray remplace Jean Teillac qui occupait le poste de haut-commissaire depuis octobre 1975.

Né le 1^{er} février 1928 à Paris, Robert Dautray est ingénieur des Arts et Métiers, ancien élève de Polytechnique, dont il est sorti major en 1949, et ingénieur général du corps des mines. En 1955, il est au CEA où il a effectué toute sa carrière. A la direction des piles, il étudie la stabilité et le contrôle des réacteurs nucléaires destinés aux sous-marins, puis les problèmes de circulation des gaz pour la future usine d'enrichissement de l'uranium de Pierrelatte (Drôme). Il est ensuite chargé de la conception et de la réalisation, en tant que chef de projet, du réacteur d'essais de matériaux Pégase, ainsi que du réacteur de recherche à haut flux de l'Institut Laue-Langevin de Grenoble.

Nommé directeur scientifique à la direction des applications militaires en 1967, Robert Dautray y mène des recherches sur les réactions de fusion thermonucléaire et sera étroitement associé, dès 1968, aux essais des deux premiers engins français de ce type. Il travaille aussi sur les hautes densités d'énergie et de puissance, les plasmas à haute température et la fusion par laser. A ce titre, il a dirigé le programme de réalisation et de mise au service de Phébus, le laser le plus puissant d'Europe, au Centre d'études de Limeil-Valenton (Val-de-Marne).

Depuis sa nomination, en 1991, comme directeur scientifique du CEA, M. Dautray se consacre aux recherches de base menées dans l'établissement et à l'élaboration de sa stratégie scientifique. Il est membre de l'Académie des sciences, de l'Académie européenne, de l'International Academy of Astronautics, et de nombreux conseils et comités scientifiques.

La CEE octroie 10 millions de francs aux sinistrés français et italiens. — La CEE a décidé, mercredi 29 septembre, d'attribuer deux aides d'urgence, de 800 000 francs chacune (5,2 millions de francs), aux victimes des intempéries, qui sont produites ces jours derniers dans le sud-est de la France et dans le nord-ouest de l'Italie.

SPORTS

FOOTBALL : vainqueur de l'AEK Athènes en Coupe d'Europe des clubs champions

Monaco saisit sa chance

L'Association sportive de Monaco s'est qualifiée, mercredi 29 septembre, pour le deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs champions en obtenant un match nul (1-1) sur le terrain de l'AEK Athènes. Au match aller, les Monégasques s'étaient imposés (1-0) en principalité.

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

Tous les vestiaires se ressemblent au soir des coupes d'Europe de football. Celui des vainqueurs, devant lequel journalistes, dirigeants et supporters se bousculent, résonne toujours des rires et des éclats de voix des joueurs. Lorsque la porte s'entrouvre sur celui des vaincus, ces derniers sont le plus souvent prostrés sur leur banc, en train de ressasser les occasions perdues, tête basse et regard fixé sur leurs pieds déchaussés. Mercredi, les joueurs de l'AEK Athènes, éliminés d'entrée, n'ont pas fait exception à la règle. Plus surprenant était l'atmosphère feutrée du vestiaire monégasque.

A force de se répéter que leur présence en Coupe d'Europe des clubs champions à la place de Marseille pouvait se transformer en « cadeau empoisonné », c'est d'abord avec soulagement que les Monégasques ont accueilli leur qualification pour le deuxième tour. Comme s'ils n'avaient pas encore mérité d'être là, les Monégasques ont presque disputé ce premier tour par procuration. Sans doute leur faudra-t-il attendre le deuxième tour et, plus sûrement la finale des champions (qui réunira les huit derniers qualifiés), s'ils y parviennent, pour savourer enfin leur succès sans arrière-pensée.

En arrivant à Athènes, les Monégasques savaient qu'ils n'échapperaient pas à la comparaison avec les Phocéens, qui avaient déjà éliminé l'AEK au deuxième tour de la Coupe des champions, en 1989-1990. Après s'être imposés au Stade-Vélodrome (2-0), les Marseillais avaient assuré leur qualification grâce à un match nul (1-1) au terme d'une rencontre acharnée. La difficile sortie du stade des Marseillais avait valu à l'AEK une suspension

d'un an des Coupes d'Europe. La quatrième en vingt ans.

Fondé en 1924 par l'importante communauté grecque (près de 2 500 000 personnes) classée de Turquie et de Constantinople après la victoire de Mustafa Kemal en 1922, l'AEK (Union athlétique de Constantinople) dispose toujours d'un solide soutien populaire qui transforme le stade Filadelfia en volcan les soirs de grands matches. Vainqueurs (1-0) en principalité, les Monégasques savaient qu'ils ne pouvaient pas compter sur les mêmes armes que les Marseillais pour résister à la pression colossale du public et des joueurs grecs.

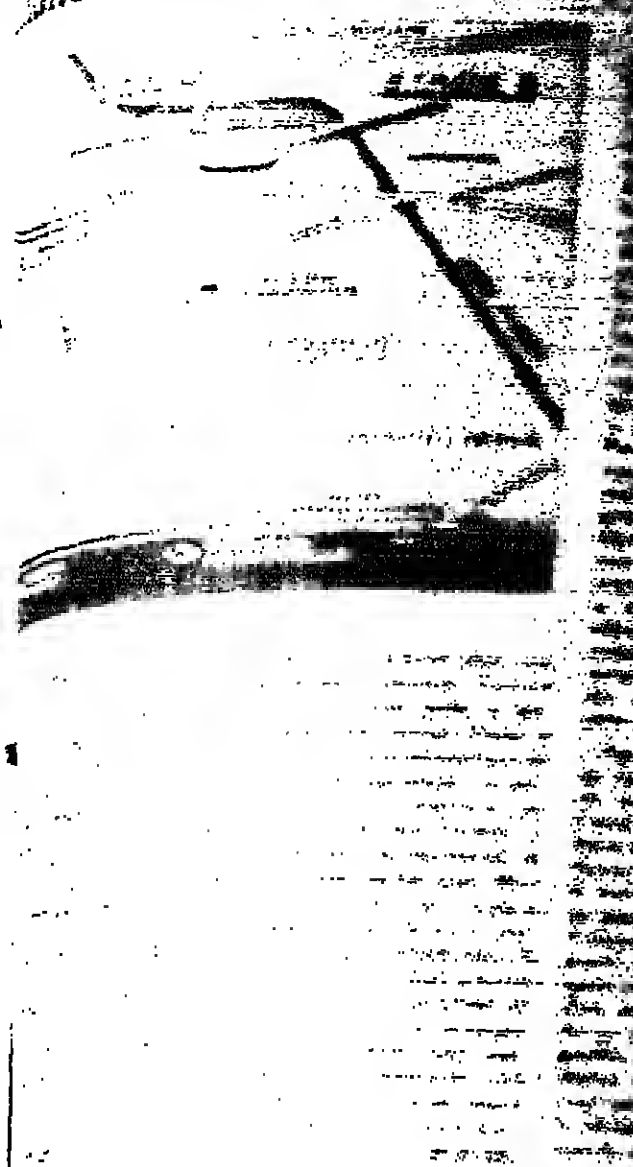
Au lieu de s'arc-bouter en défense, en espérant décrocher quelques « cootres » fulgurants, les Monégasques ont misé sur d'excellents techniciens comme Enzo Scifo, Youri Djorkaeff ou Jérôme Gnako pour maîtriser le ballon et tenter de porter le danger devant le but adverse avec le pugnace Jürgen Klinsmann et le dévoué Victor Ikpeba. Une tactique récompensée dès la cinquième minute par un but de Youri Djorkaeff inscrit dans un silence de cathédrale.

L'égalisation grecque par Zoran Sliskovic (onzième minute) n'allait rien changer au cours du jeu. Grâce à cette réussite initiale, les Monégasques s'étaient mis pratiquement hors de portée des Grecs qui auraient dû inscrire trois buts pour se qualifier. Mais ils avaient surtout fait mieux que les Marseillais en démontant d'emblée la poudrière du stade Filadelfia pour se ménager une fin de match et une sortie du stade des plus tranquilles.

GÉRARD ALBOUY

■ Auxerre éliminé de la Coupe de l'UEFA. — L'AJ Auxerre a été éliminé de la Coupe de l'UEFA, en s'inclinant sur son terrain face à Tenerife (0-1), mercredi 29 septembre. Invités de dernière minute, pour remplacer Monaco, qui avait été désigné par la Fédération française de football pour se substituer à l'Olympique de Marseille en Coupe des champions, les Auxerrois avaient fait match nul (2-2) au match aller. La saison dernière, Auxerre était parvenu en demi-finale de la Coupe de l'UEFA.

Saint-Denis reste... financières et juridiques



CAPITAL



ASSURANCE

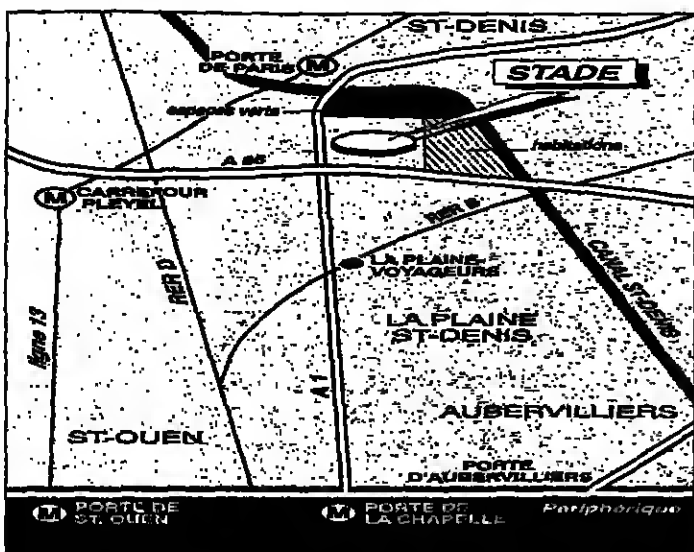
TOUT RISQUE

6

هكمان القبول

SOCIÉTÉ

exprimée par M. Balladur
à Saint-Denis reste soumise
financières et juridiques



prévus pour améliorer les routes autour du Grand Stade, ainsi qu'aux 320 millions de francs nécessaires pour améliorer sa desserte en transports en commun, dépasse de loin les 150 millions de francs qu'elle avait prévu de consacrer aux transports dans ce secteur de Seine-Saint-Denis dans le prochain contrat de plan. Etat-région. Les pouvoirs publics devraient aussi lui demander 400 millions de francs pour la construction du stade et des parkings en souterrains, en échange d'une participation au projet. Le conseil régional risque enfin d'être mis à contribution pour aider la ville nouvelle de Sénart à sortir de ses difficultés.

Ces calculs expliquent le peu d'empressement de l'exécutif régional à répondre aux demandes du

gouvernement. D'autant plus que son président, Michel Girard (RPR), n'avait jamais caché sa préférence pour un Grand Stade à Marnes-la-Vallée, qui permettait de relancer le développement du secteur IV de la ville nouvelle, en panne depuis qu'Euro Disney a décidé de surseoir au lancement de la deuxième phase de son parc. Mercredi soir, le ministre du travail a donc déclaré du bout des lèvres que, dans la décision gouvernementale, il appréciait surtout « le délai proposé pour un examen plus approfondi de la faisabilité financière et juridique d'un tel projet ». Quinze jours supplémentaires pour apporter une réponse qui pourrait peser lourd dans la décision de l'attribution définitive du Grand Stade à Saint-Denis.

A l'opposé de cet attentisme, Jacques Chirac est sorti, mercredi, de la longue boudoirie née du choix de Sénart, pour lequel il déplorait de ne pas avoir été consulté. Même s'il avait gardé une prudente neutralité entre Saint-Denis et Marnes-la-Vallée, le maire de Paris n'a jamais dissimulé sa préférence pour un site proche de la capitale. Il s'est donc réjoui que « Paris, propriétaire du terrain, ait ainsi l'occasion d'être associé à la réalisation de ce grand projet ». Dans le dossier du Grand Stade, M. Balladur semble toutefois attendre davantage des gestes concrets que des déclarations d'intention. En choisissant Saint-Denis, il donne satisfaction au maire de Paris tout en le plaçant face à ses responsabilités. Les propos enthousiastes se transformeront-ils en engagements réels ? Mercredi soir, les déclarations de Jean Tiberi auguraient mal d'un geste financier de la mairie de Paris en faveur du site de la Seine-Saint-Denis. Le premier adjoint appelait en effet que la ville comptait bien négocier « la vente des terrains du Corvillon, dans le respect des intérêts des contribuables parisiens ».

Paris tient pourtant une des clés du Grand Stade à Saint-Denis : celle de la rentabilité. Associée avec Canal Plus pour la gestion du Paris-SG, la ville pourrait plaider en faveur d'un transfert de l'équipe vers le nord de la capitale, et récupérer au passage les terrains d'un Parc des Princes devenu inutile. En bébégant pendant des années un club après avoir accueilli une compétition d'un mois, le Grand Stade éviterait de se transformer en désert et en gouffre financier. La direction de la chaîne cryptée, qui a été présentée pour entrer dans le tour de table des investisseurs privés, reste cependant muette sur cette éventualité.

Le choix sous condition

d'Edouard Balladur semble avoir été guidé par le souci de rentabilité de l'équipement. « C'est comme si le gouvernement avait à choisir entre deux voitures, résume un haut fonctionnaire proche du dossier. L'une coûte cher à l'achat mais peut faire beaucoup de kilomètres. L'autre n'est pas chère, mais elle risque de tomber en panne très vite. » Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports, justifie d'ailleurs le « surcoût relatif » de l'implantation en Seine-Saint-Denis par des objectifs de rentabilité à long terme. Elle assure que la proximité de Paris et les études d'impact menées par ses services sur ce service donneront à ce « stade écologique » autant d'atouts que Sydney pour d'éventuelles candidatures aux Championnats du monde d'athlétisme et aux Jeux olympiques.

« Les nouveaux équipements amélioreront la vie quotidienne des habitants de la région », ajoute le ministre. Certes, mais en oubliant de dire qu'à travers les collectivités locales, c'est aux contribuables d'Ile-de-France qu'on demande aujourd'hui de largement financer un équipement national. Quinze jours ne seraient sans doute pas de trop pour transformer la « préférence » du premier ministre en certitude.

CHRISTOPHE DE CHENAY
et JÉRÔME FENOGLIO

Sénart demande réparation MELUN

de notre correspondant
« Nous sommes très déçus. Nous nous sommes tellement investis dans ce dossier de Grand Stade depuis trois ans que nous sommes aujourd'hui déçus. Je considère que la décision du gouvernement est injuste et incohérente, car je suis persuadé que le site de Sénart reste le meilleur, tant du point de vue technique que financier », nous a déclaré le président du Syndicat d'agglomération nouvelle de Sénart, Jean-Jacques Fournier (PS).

Jusqu'à la dernière minute, M. Fournier a continué de croire en ses chances. Au point de garder l'espoir, même après l'annonce de la « préférence » du gouvernement Balladur pour Saint-Denis : « On constate à la lecture du communiqué du premier ministre que tous les problèmes ne sont pas réglés du côté de Saint-Denis, notamment en ce qui concerne la participation financière des collectivités locales », a-t-il dit. Pour le reste, l'estime qu'on nous a trompés en arguant du coût de l'investissement à Sénart (...). La réalisation du stade et des infrastructures coûtera beaucoup plus cher à Saint-Denis. Hormis le problème de la participation financière, Sénart répondait point par point au contenu du cahier des charges de la Coupe du monde de football. Il est par exemple impossible de construire douze mille places de parking au sol à Saint-Denis, alors que cette condition était inscrite dans le dossier de candidature de la France. C'est toute l'injustice de la décision du gouvernement : nous étions prêts à nous défendre dans un combat à la loyale, mais à partir du moment où l'on change les règles du jeu, nous ne sommes plus en mesure de nous battre. »

Passé le moment de la déception, Sénart va maintenant devoir faire ses comptes et surtout réorienter sa stratégie de développement. La plus jeune des villes nouvelles, qui ne compte que 17 000 emplois pour 85 000 habitants n'a pas sur le Grand Stade et ses infrastructures pour attirer enfin les entreprises capables de rééquilibrer une dette chronique dont le montant s'élève aujourd'hui à environ 1 milliard 400 millions de francs.

Une enveloppe à laquelle il convient d'ajouter les 50 millions de francs dépensés pour le Grand Stade, une quinzaine par l'établissement public d'aménagement de Sénart, le reste par les quatre groupements d'entreprises candidats à la consultation internationale lancée depuis 1993 : Bouygues, Eiffage, Nord-France Holzmann et GTM Entrepose.

« Si la décision du gouvernement se confirme, déclare Jean-Jacques Fournier, Sénart demandera réparation et surtout posera la question de son avenir. Les villes nouvelles sont en effet des opérations d'intérêt national. Si le premier ministre nous prive du Grand Stade, à lui de décider de l'alternative. »

ROLANO PUIG

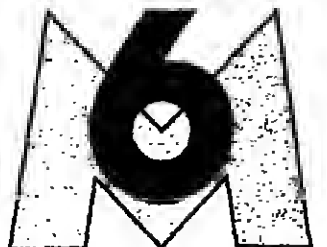
CAPITAL

L'ECONOMIE AVAIT UN NOM.
MAINTENANT ELLE A AUSSI UN VISAGE



VENDREDI 1^{er} OCTOBRE
A 23H30

ASSURANCE
TOUT
RISQUE



Catéchisme
des évêques
de France

François de Closets
TANT et
PLUS

ZOLA

Germinal

Le
LIVRE
de
POCHE

FRANÇOIS DE CLOSETS	Tant et plus
SU TONG	Epicures et Concubines
BOHNS LESSING	Le Cinquième Enfant
XXX	Catéchisme des évêques de France
GILLES VERLANT	Gainsbourg
DAPHNE WRIGHT	Les Brumes pourpres de Venise
ALAIN MINC	La Vengeance des nations
JEAN PREVOST	La Vie de Montaigne
GIUSEPPE PONTIGGIA	La Comptabilité céleste
PIERRE DEBRAY-RITZEN	La Psychanalyse, cette imposture
PIERRE DUMAS	La Sexualité masculine
JEAN FERNIOT	Je recommencerais bien
INDIER VAN CAUWELAERT	Un objet en souffrance
Classiques	
MARCEL PROUST	La Fugitive
JEAN RACINE	Atthalie
Classiques de la philosophie	
EMMANUEL KANT	Leçons sur la philosophie de la religion
EMMANUEL KANT	Fondements de la métaphysique des mœurs
Lettres gothiques	
XXX	La Chanson de Roland de Roussillon
XXX	Lancelot du Lac 3
Biblio / romans	
ISMAËL KADARE	Le Palais des rêves
YASUNARI KAWABATA	Les Servantes d'auberge
Biblio / essais	
ALAIN DUHAMEL	De Gaulle, Mitterrand
JEAN BAUDRILLARD	Cool Memories 1 et 2 (en 1 volume)
Le Livre de Poche références	
PIERRE COUBERT	Muséum
PIERRE GRIMAL	L'Empire romain inédit
Policier	
SA STEEMAN	Legitime Défense (Quatre Ombres)
Thrillers	
ROBERT DALEY	Le Piège de Bogota
Science-fiction	
PHILIPSON FARMER	Les Dieux du fleuve
Les langues modernes	
MA RICCIOLI	La Communication commerciale en anglais
G. SELBACH	Lire en...
RAY BRADBURY	The Last Circus and Interviews
XXX	American Detective Stories of today
Pratiques	
CHANTAL de SEREVILLE	Exercices aux tests d'entreprise
BERNARD MYERS	Exercices aux tests psychotechniques

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Selon une étude réalisée par le Laboratoire national de la santé

La plupart des autotests de grossesse n'étaient pas suffisamment fiables en 1989

Selon une étude publiée dans la revue internationale *Clinical Chemistry* par des médecins du Laboratoire national de la santé (LNS), la plupart des autotests de grossesse vendus en France en 1989 pour le diagnostic de la grossesse avaient une mauvaise sensibilité. Aucune mesure de retrait du marché n'avait été prise à l'époque par les pouvoirs publics. Un décret pourrait soumettre les autotests à la même réglementation que les réactifs de laboratoire destinés aux analyses de biologie médicale.

Les autotests se répartissent en deux groupes : les tests d'auto-surveillance, comme, par exemple, les tests d'autocontrôle de la glycémie utilisés par les diabétiques, et les tests d'auto-diagnostic comme les tests de grossesse ou d'ovulation. A la différence des tests d'auto-surveillance qui sont utilisés par des personnes ayant été préalablement formées à leur manipulation et à leur interprétation, les tests d'auto-diagnostic sont destinés à être utilisés par des personnes non initiées. C'est dire l'importance de leur sensibilité et de leur spécificité.

L'utilisation de ces autotests n'est régie par aucune réglementation spécifique, si ce n'est celle du visa publicitaire accordé par la direction de la pharmacie et du médicament. Ils ne sont pas soumis aux dispositions du décret du 8 septembre 1982 relatif aux réactifs de laboratoire destinés aux analyses de biologie médicale.

Le travail, réalisé en 1989 sous l'égide du Laboratoire national de la santé (LNS), a permis d'apprécier la fiabilité des tests d'auto-diagnostic de grossesse par immunodosage de l'hormone hCG — certainement les plus vendus en France — non seulement en laboratoire, mais également dans les conditions normales d'utilisation. Ces tests sont fondés sur la détection colorimétrique rapide de l'hCG dans les urines grâce à des anticorps poly ou monoclonaux.

Sur les 27 réactifs testés, 13 ont répondu parfaitement aux essais de sensibilité et 20 avaient une bonne spécificité. 10 réactifs avaient, dans cette première partie de l'étude effectuée en laboratoire, une sensibilité inférieure à 70 % et deux avaient une spécificité inférieure à 55 %. En définitive, seuls les 12 réactifs qui avaient une spécificité et une sensibilité de 100 % ont été retenus pour la deuxième partie de l'étude.

Celle-ci a consisté à faire manipuler par 638 femmes volontaires, non initiées aux techniques de laboratoire, un test de grossesse et à leur demander de se prononcer quant au résultat du test. Les résultats sont les suivants :

— 5 réactifs seulement ont obtenu un score parfait en spécificité diagnostique.

— En ce qui concerne la sensibilité diagnostique, il apparaît que deux réactifs seulement restent fiables à plus de 90 %.

Sur les 478 échantillons d'urine positifs (provenant de femmes enceintes) testés, 230 ont été par erreur interprétés comme négatifs au moyen des autotests.

Une nouvelle réglementation en préparation

En conséquence, écrivent les auteurs de l'article, « il paraît clair qu'une amélioration des performances analytiques et diagnostiques doit être recherchée pour la majeure partie des produits ». Ces tests, ajoutent-ils, « sont d'interprétation difficile pour un profane. Les explications des fiches techniques sont longues et n'apportent pas une aide suffisante vis-à-vis de la difficulté essentielle, à savoir la conviction diagnostique à partir d'un résultat perçu comme beaucoup moins clair et moins net que sur le dessin des fiches techniques ».

Ces résultats avaient été publiés, il y a trois ans, dans la *Revue française des laboratoires* (octobre 1990, n° 212), mais, à l'époque, cette publication était passée inaperçue. Comme dans l'article publié dans *Clinical Chemistry*

(vol. 39, n° 1, 1993), les résultats étaient anonymes, un code empêchant de déterminer la valeur diagnostique de chaque autotest étudié. En revanche, à la même date, un rapport « en clair », non codé, avait été affirmé-on aujourd'hui au LNS, adressé au cabinet du ministre des affaires sociales pour l'avenir de cette situation. Apparemment, aucune suite n'avait été donnée à ce rapport.

A la direction générale de la santé, on indique aujourd'hui qu'une modification du décret du 8 septembre 1982 est à l'étude de manière à y inclure les tests d'auto-diagnostic. On ajoute cependant que cette nouvelle version ne sera finalisée qu'après la remise au ministre des affaires sociales du rapport sur le Laboratoire national de la santé que l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) est en train d'achever.

Demandé en décembre 1992 par le cabinet du ministre de la santé, Bernard Kouchner, ce rapport, aux dires mêmes de M^{me} Veil, fait apparaître une situation pour le moins alarmante : « Equipements obsolètes, manque de personnel scientifique, pénurie de techniques, nécessité de remettre à niveau des activités de contrôle concernant des domaines essentiels comme celui de la biologie médicale » (1). Il devrait également formuler un certain nombre de propositions concernant la réglementation des tests rapides.

Il faut noter cependant que, depuis 1990, d'autres auto-tests de grossesse, d'un maniement plus aisé, sont apparus sur le marché. Selon les pharmaciens d'officine que nous avons interrogés, les tests les plus sensibles seraient d'une fiabilité satisfaisante permettant, chez une femme bien réglée, de poser le diagnostic de grossesse dès le premier jour de retard des règles. Pour autant, ces opinions, aussi avisées soient-elles, ne valent pas évaluation.

FRANCK NOUCHI

(1) Dans le *Quotidien du Médecin* du 3 septembre 1993.

Contesté pour ses méthodes de détection du sida

Le laboratoire d'Artois obtient sa réouverture

La 3^e section du tribunal administratif de Paris a annulé, mercredi 29 septembre, un arrêté préfectoral prononçant la fermeture du laboratoire parisien d'Artois, qui pratiquait des méthodes controversées de détection du sida.

Les magistrats ont estimé que rien ne permettait de démontrer le caractère dangereux de la méthode pratiquée par le laboratoire, qui consiste à utiliser des tests rapides de détection du sida en mélangeant les sérums de différents patients (*poolage*) au lieu de tester chaque personne individuellement.

Dans leur jugement, les magistrats indiquent que le laboratoire d'Artois a produit au dossier des documents scientifiques et médicaux « dont les résultats s'appuient sur des études réalisées depuis plusieurs années et figurent dans toutes les banques de données françaises soutenant que la méthode du « poolage » ne comporte aucun risque de faux négatifs ».

Ils ajoutent que le préfet « n'est en mesure d'opposer à ces conclusions scientifiques publiées dans des revues médicales internationales que des affirmations tirées d'études réalisées postérieurement à la procédure engagée (...) non soutenues par des expérimentations sérieuses, émanant de l'Agence nationale du médicament ou du laboratoire national de la santé, qui font état d'une perte de sensibilité et d'un risque de résultats faussement négatifs de la méthode du « poolage » des sérums ».

« Dans ces conditions et en cas de doute sérieux sur la fiabilité de la méthode du « poolage », le tribunal estime qu'il opportunité aux responsables de la santé publique qui auraient pu craindre des risques pour la santé de la population, de la suite des investigations menées par leurs services, de suspendre, voire d'interdire, la pratique du « poolage ». (...) Le tribunal ajoute qu'aucune

erreur n'a été révélée à la suite des enquêtes effectuées sur les 7 883 dépistages effectués par la méthode du « poolage » par le laboratoire d'Artois ».

Le 17 mai, le laboratoire d'Artois, 69, avenue Victor-Hugo, à Paris (16^e), avait été fermé par un arrêté préfectoral, à la demande du ministère de la santé. La préfecture de Paris avait convoqué les clients du laboratoire ayant subi un test par « poolage » à consulter leur médecin

pour juger de l'opportunité de refaire le test.

La décision prise, mercredi 29 septembre, par le tribunal administratif permet donc au laboratoire d'Artois de reprendre ses activités. Il n'est cependant pas impossible que cette décision soit à nouveau contestée, devant le Conseil d'Etat, à la demande du ministère de la santé.

F. N.

Mis en œuvre par une circulaire du ministère de la santé

Un rapport recommande un renforcement de la qualité du dépistage du virus du sida

Une récente circulaire du ministère des affaires sociales a renforcé la réglementation des tests de dépistage de l'infection par le VIH (le *Monde* du 16 septembre). Cette circulaire reprend pour l'essentiel les recommandations du rapport remis, il y a quelques jours, par le professeur François Brun-Véziolet (hôpital Claude-Bernard, Paris), au ministre de la santé.

A la suite de la décision prise en juillet dernier par M. Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, de retirer du marché neuf tests de dépistage de l'infection par le virus du sida (le *Monde* du 26 juillet), l'Agence du médicament avait désigné un groupe d'experts chargés de proposer des recommandations sur les conditions d'utilisation des tests rapides et des tests monospécifiques pour la détection des anticorps anti-VIH.

Les principales recommandations — jusqu'alors inédites de ce groupe — sont les suivantes :

1. — Le rapport recommande tout d'abord que « des mesures ministérielles soient prises en plus tôt stipulant que les tests rapides dans le cadre du dépistage des

anticorps ne peuvent être utilisés qu'en association à un test Elisa mixte (...) Les firmes devront signer clairement et au plus vite cette mesure sur les trousses elles-mêmes et dans leur notice ».

2. — Il ajoute que les firmes devaient être averties que « les tests rapides seront tous réévalués dans un ou sur des critères plus stricts que ceux actuellement utilisés ».

3. — A propos des tests monospécifiques, le rapport indique que leur utilisation dans le cadre du dépistage des anticorps anti-VIH « doit être réglementée » et que des mesures ministérielles doivent être prises « ou plus tôt stipulant que les réactifs monospécifiques VIH peuvent être utilisés lors du dépistage uniquement en association à un réactif Elisa mixte, à l'exclusion des tests rapides (même si ceux-ci sont mixtes) ».

Enfin, le rapport indique que « la surveillance de l'application des mesures ministérielles et la qualité de la réalisation de la sérologie VIH ou niveau des laboratoires d'analyse n'est actuellement pas assez stricte ».

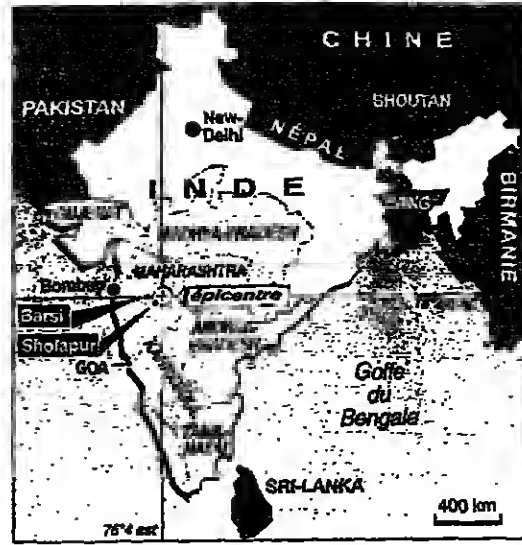
F. N.

Plusieurs milliers de morts dans un tremblement de terre en Inde

Une région pourtant sismiquement calme

Le séisme qui a dévasté la ville de Khillari (20 000 habitants), dans la province de Maharashtra, a surpris les sismologues. Selon Michel Granet, de l'Institut de physique du globe de Strasbourg, cette région « n'a pas vraiment de sismicité historique ». La zone critique en matière de tremblements de terre est plutôt située au nord du continent indien, près de l'Himalaya, où la plaque indienne entre en collision avec celle de l'Asie, soulignent les spécialistes. Mais la région à l'est de Bombay où s'est produite la secousse de la nuit du 29 au 30 septembre, « est très rigide ». En vingt ans, de 1968 à 1988, on ne retrouve dans les archives que huit secousses d'une magnitude supérieure à cinq sur l'échelle de Richter. « Cela correspond à une sismicité modérée, normale », estime Raoul Madariaga, de l'Institut de physique du globe de Paris.

Même ce séisme plus violent (6,2 à 6,4 de magnitude), dont l'épicentre est situé près de la ville de Sholepur, est modeste. Mais sa faible profondeur (entre 10 et 30 kilomètres) en a accentué les effets sur des constructions qui n'étaient nullement conçues pour résister à de telles secousses. « Un séisme analogue aurait causé tout au plus une petite panique dans des pays comme l'Italie ou la Grèce », estime un spécialiste. « En revanche, les constructions fragiles du Caire n'ont pas résisté, l'an dernier, à un tremblement de



terre de magnitude 5,6, tout à fait comparable à ceux que l'on enregistre assez régulièrement en Europe ».

Il y a une vingtaine d'années, le 11 décembre 1967, un séisme de magnitude 8,5 a secoué cette même région. L'origine en fut découverte plus tard : la secousse avait été déclenchée par la mise en eau de l'important barrage de Koyna, situé à 195 km au sud-est de Bombay. Il y eut alors 170 morts et 50 000 sans-abri.

Les autorités indiennes écartent, cette fois, tout lien avec le barrage.

Ce serait plutôt « un résidu

d'activité passée, comme dans toutes les régions sismiquement calmes », estime M. Madariaga. D'ailleurs, deux petites secousses ont déjà été observées le 25 août et le 5 septembre. Pour le professeur S.N. Chatterjee, responsable des services de sismologie indiens, « cet accroissement de la sismicité conduit à réviser toutes les théories sur cette région sismiquement calme ».

Il n'écarte pas l'hypothèse qu'il puisse y avoir « une faille encore à découvrir dans la région de Khillari-Latur ».

POLICE

Rejetant une éventuelle « municipalisation »

Deux syndicats de policiers en tenue critiquent la politique gouvernementale de sécurité

Les deux principales organisations de policiers en tenue, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, 51 % des voix aux élections, rattachée de la gauche) et l'Union des syndicats catégoriels (USC, 31 % des voix, proche de la droite), viennent de critiquer, chacune à sa façon, la politique gouvernementale de sécurité.

« L'Etat baisse la garde. Il veut transférer la police de proximité aux communes, note le « Manifeste pour la défense d'une police républicaine » que la FASP vient de lancer pour s'opposer aux projets qu'elle prête à la majorité gouvernementale. La police nationale, détournée de ses missions fondamentales, ne peut plus assurer la sécurité à laquelle aspirent légitimement des citoyens dans un Etat de droit. On veut la bruler aux pouvoirs politiques locaux ».

Les inquiétudes de la FASP ont

été vivées lors du récent entretien qu'ont eu ses responsables avec Patrick Balkany, le député (RPR) des Hauts-de-Seine chargé par le premier ministre, depuis l'été, de préparer un rapport sur les polices municipales.

« Les policiers d'Etat s'inquiètent de voir le gouvernement favoriser une police de la répression et du maintien de l'ordre, qui serait confiée aux policiers d'Etat et les rendrait impuissants », s'est indigné Daniel Lavoux, le secrétaire général de la FASP. Nous refusons de transférer aux polices municipales les missions de proximité qui doivent toujours être assurées par la police républicaine ».

En écho, l'USC a elle aussi rejeté l'idée d'une « police municipale venant contrebalancer la police d'Etat ». Bien que proche de la droite, cette organisation ne cache en effet pas sa déception et

demande à M. Pasqua d'être « à la hauteur de sa réputation » et de « remettre de l'ordre dans la police ».

Derrière la grogne visant une éventuelle « municipalisation » de la police se cachent en effet des critiques plus larges. Alors que « la police est malade », la FASP regrette ainsi que le ministre s'en soit tenu à l'adoption d'un imposant arsenal législatif (contrôles d'identité, lutte contre l'immigration) sans mettre en œuvre des réformes dans l'institution policière. Aussi la FASP veut-elle, au travers de son « Manifeste », mener campagne pour une réorganisation de la police nationale, pour un « grand débat sur la sécurité intérieure », et pour une police républicaine « garante des libertés et respectueuse des droits de l'homme ».

E. In.

DÉFENSE

En visite à Ankara

M. Léotard veut vendre 20 hélicoptères Cougar à la Turquie

Le ministre de la défense, François Léotard, se rend, jeudi 30 septembre et vendredi 1^{er} octobre, en Turquie pour tenter de relancer une coopération en matière d'armement qui manque le pas. A cette occasion, M. Léotard sera reçu par le chef de l'Etat, le ministre de la défense et le chef d'état-major des armées turques. Il s'agit notamment de débloquer les entretiens sur un marché d'hélicoptères — la vente d'une vingtaine de Cougar, la version modernisée et allongée du Super-Puma —

pour quelque 1 milliard de francs. Inquiets de ce qui se passe à leurs frontières, depuis l'éclatement de l'ex-URSS et de l'ex-Yougoslavie, les Turcs ont lancé un vaste plan décennal d'équipement militaire qui dépasse l'équivalent de 50 milliards de francs.

Avec la Grèce, la Turquie est aujourd'hui parmi les plus gros importateurs d'armement, en provenance des Etats-Unis, de l'Allemagne ou des Pays-Bas, selon une étude de source britannique.

Depuis plusieurs mois maintenant, avec la France, les discussions portent sur la fourniture — compensée à 100 % par un crédit de la COFACE et par des échanges de biens ou de services — de vingt hélicoptères Cougar qui peuvent servir au transport de troupes ou de logistique et qui sont conçus par le groupe franco-allemand Eurocopter.

Ce contrat aurait pu être signé à la mi-septembre. Les Turcs en ont différé la conclusion. A la fin de l'année dernière, Ankara a décidé d'acheter aux Etats-Unis quatre vingt-quinze hélicoptères Black Hawk, produits par Sikorsky, pour les besoins de la gendarmerie locale. Quarante-cinq de ces « machoires » sont directement vendues par les Américains. Les cinquante autres doivent être construites sous licence

en Turquie. Mais, à ce jour, cette partie-là de la commande n'a pas été confirmée.

Le Cougar a les faveurs de l'armée turque, qui l'a placé en tête de ses préférences. Par rapport au Black Hawk, le Cougar transporte dix hommes de plus. Ses performances sont jugées meilleures par temps chaud et en altitude par l'armée turque.



هنا نحن الامم

(Publicité)



**Si nous poussons la technologie si loin
c'est pour que les hommes puissent consacrer
plus de temps aux hommes.**



Jamais nous n'irons assez loin pour répondre
aux attentes de nos voyageurs en matière de service.
Sur la ligne B du RER, cet effort se traduira concrètement
par la présence supplémentaire de 20 personnes
entièrement dévouées à l'information, la sécurité et la
lutte contre la fraude. **On n'en fera jamais assez
pour vous donner l'esprit libre.**

l'esprit libre



RATP

CULTURE

CINÉMA

LES FRUITS DU PARADIS, de Helma Sanders-Brahms

Sans le mur, l'espoir

Un film d'amour et d'Histoire dans l'Allemagne réunifiée

« Un pommier par citoyen » : dans l'Allemagne de l'Est de 1972, le slogan avait un sens, mais aujourd'hui, les arbres arrachés tendent leurs racines vers le ciel. Les fruits du paradis, de Helma Sanders-Brahms, raconte l'histoire d'une femme qui a cru aux slogans comme elle a cru à son mariage, qui a accordé sa confiance à un amant, a rêvé d'une liberté et se retrouve au milieu des champs dévastés, sur une terre exsangue.

C'est un film qui parle d'amour et d'Histoire. Heinz, le mari de Lena, est jeune et beau, Sienke, leur voisin, le maître politique local, la désire et le lui dit. Lorsqu'elle va danser avec Sienke à la fête du parti, Heinz s'enivre. Accordéon, saucisses, bière et adultère. « Le socialisme a transformé les hommes en saucisses et ils se soignent pour oublier », lance le mari bafoûté à la face des citoyens réunis. Amour et politique. Sienke le fait arrêter et emprisonner pour anticommunisme. Lena sera à lui. Amour et pouvoir. Sienke est brutal et laid. Oui, une femme peut désirer un tel homme. Helma Sanders-Brahms le montre, comme elle montre que traverser la rue déserte d'un village peut bouleverser une vie. Parce que la place d'une

caméra, une lumière sur un mur, le pas d'une actrice disent plus que les mots.

Pour y avoir parfois succombé, la réalisatrice de *Allemagne, mère blafarde* sait le risque de la démonstration, surtout lorsque l'enjeu du film est la mise en perspective d'un destin individuel et de l'Histoire. Elle croit, ici, suffisamment à son cinéma pour faire de la chute du mur de Berlin, signe du basculement de l'Histoire, un événement essentiel de la vie de Lena. Comme le personnage, le spectateur n'en est surpris que quelques images volées à la télévision, mais, à cet instant, Lena entrevoit enfin cette liberté dont elle a tant rêvé. A ces plans d'une liesse à laquelle elle ne prend pas part, succède une longue marche dans les rues de l'Ouest, le long de vitrines qui débordent de marchandises trop belles et trop chères pour elle. Lena découvre alors qu'une fois de plus l'Histoire s'est moquée d'elle.

La lucidité de la réalisatrice, son refus de céder à la facilité n'empêchent pas les *Fruits du paradis* d'être un film d'espoir, qui affirme sa foi en la vie, mais aussi en la force du cinéma. Helma Sanders-Brahms fait, en effet, la preuve qu'elle est parvenue à une maîtrise qui ne laisse pas forcément deviner ses travaux précédents, offrant au talent de ses interprètes de s'épanouir pleinement.

o Clint Eastwood président. - Le jury du 47^e Festival de Cannes, qui se déroulera du 12 au 23 mai 1994 sera présidé par Clint Eastwood. A l'affiche actuellement dans *La ligne de mire*, il vient d'achever, au Texas, le tournage de *A Perfect World*, film qu'il a réalisé et interprète aux côtés de Kevin Costner, et qui sortira dans le monde entier le 15 décembre. Clint Eastwood a été trois fois en compétition à Cannes. En 1985 avec *Pale Rider*, en 1988 avec *Bird* (un Prix d'interprétation pour Forest Whitaker), et en 1990 avec *Chasseur blanc, cœur noir*.

PASCAL MERIGEAU



Johanna Schall (Lena) et Thomas Bülchel (Heinz)

Le démarrage de «Germinal»

Très fort démarrage de *Germinal*, mercredi 29 septembre. Le film de Claude Berri a réuni 23 962 spectateurs à Paris et en région parisienne, dans une grande combinaison de quarante-sept salles, mais avec seulement trois séances par jour.

Le phénomène est encore plus net en province, puisque le chiffre total d'entrées en France a dépassé les 110 000 le premier jour d'exploitation. Le chiffre multiplicateur Paris-province est habituellement jugé excellent lorsqu'il est de 3. Il frôle ici le 4.

Bien entendu, les deux départements du Nord sont descendus au classement dans la mine de Zole et Berri : plus de 12 000 spectateurs dès mercredi. Le film pourrait atteindre le million d'entrées en France dès la première semaine.

MUSIQUES

LE VAISSEAU FANTÔME à l'Opéra-Bastille

Glacial

Un Vaisseau sans flamme mis en scène par Werner Herzog

Petit, tout petit, le bateau de Daland vient s'échouer dans un parterre de glace synthétique. « Capitaine », le pilote s'égosille, pourquoi ? Son interlocuteur est à deux pas. Les violons se donnent un mal de chien à simuler la tempête par force gammes et trémolos, les cuivres les couvrent, la fosse les noie. Le vaisseau fantôme du Hollandais errant n'est pas un bateau mais un iceberg, grosse chose blanchâtre qui, au dénouement, se dégonfle comme une meringue. Senta, entre-temps, aura fait le grand saut dans les flots. Mais il n'y a pas de flots. Rien que cette crème pâtissière qu'elle escalade héroïquement. C'est qu'il fait froid dans l'hermine où l'entraîne le Hollandais ! Le désespoir du pape se traduit alors par un geste confondant d'humanité : il lui tend une petite laine. Rideau.

Oui, rideau sur ce *Vaisseau glacial*, aussi pauvre en significations qu'enfant dans ses proportions. Les merins dansant la bourrée, les jeunes filles filant de la toile cirée... Le premier grand drame wagnérien, avec tout ce qu'il comporte de nostalgies et de conventions, n'avait tout de même pas mérité cela. La mise en scène (quelle mise en scène ?) est signée Werner Herzog. Les décors sont censés avoir été inspirés à Maurizio Bello par les tableaux de Caspar David Friedrich. Du modèle à la réalisation, on peut parler de dépendance.

Dérive enfin du côté de la conception musicale. Myung-whun Chung dirige consciencieusement. C'est terrible. Tant de circonspection, de mesure titillonne provoquant à la longue une torture pour tout le monde. Pour les chœurs qui, n'ayant pas toujours la justesse ni la précision rythmique, n'ont même pas l'air. Pour les solistes, surtout, qui tirent sur les tempos trop lents et qui, contraints à distiller leurs répliques, perdent le fil et le style. Certains rôles - le Daland d'Aage Haugland, l'Erik de Peter Straka - multiplient ainsi curieusement les réminiscences mozartiennes. Etali-ce vraiment l'effet escompté ?

On a déjà expliqué (*le Monde* du 2 septembre) comment Robert Rodriguez, jeune réalisateur américain-mexicain, avait loué son corps à la science pour - avec les 7 000 dollars du loyer - tourner un film, un vrai, qui lui a valu d'être accueilli en héros à Hollywood où il a trouvé agent, producteur et distributeur.

On comprend bien l'enthousiasme des professionnels. Voilà un jeune homme qui a tout compris de la prise de vue et du montage. Qui est capable de transformer la course de deux hommes dans le grand-rue d'une petite ville du Mexique en poursuite impitoyable. Qui, avec deux litres d'hémoglobine, fait croire à une rééducation mécatrice du massacre de la Saint-Valentin. S'il est capable de faire aussi bien avec 7 000 dollars, que fera-t-il avec un petit budget hollywoodien, 7 millions par exemple ?

C'est le genre de question qu'on a tout le loisir de se poser en regardant *El Mariachi*. Tout en étant sa virtuosité, Robert Rodriguez montre aussi qu'il sait ennuyer et égayer en un très court laps de temps. Dans les nombreux articles consacrés au film, on a cru lire le résumé du scénario : un mariachi (musicien populaire) vêtu de noir arrive dans une petite ville armé d'un étui de guitare. Dans le même temps, un truand vêtu de noir, qui dissimule son arsenal dans un étui de guitare, arrive dans la même ville, d'où une série de quiproquos sanglants. En fait, il s'agit d'un scénario tout entier. En répétant plusieurs fois la même scène, en y apportant d'infimes variations (le mariachi se cache dans un bar, puis il se cache dans un camion ; il échappe à ses poursuivants, qui le ratent, un moment), Robert Rodriguez fait durer son plaisir, celui du mouvement frénétique.

Manque un élément qui a pour-

tant beaucoup fait pour le cinéma par le passé : l'humanité. Les personnages sont à peine esquissés, sur le modèle des archétypes télévisuels : chef de gang en costume clair, tenancier au grand cœur, bandit meco moustachu. Le mariachi lui-même, qu'il chante ou qu'il tire, est un ectoplasme dont on ne devine rien. Ce désert dramatique est à peine égayé de quelques touches d'humour noir.

Robert Rodriguez avait réalisé *El Mariachi* comme le premier épisode d'une série consacrée aux aventures d'un musicien devenu tueur, ce qui explique d'ailleurs une bonne part des insuffisances du film. Hollywood en a décidé autrement : ce sera le premier film d'un potache virtuose devenu réalisateur professionnel.

THOMAS SOTINEL

PETITS TRAVAUX TRANQUILLES

de Stéphanie de Maresil

Le film commence par tresser trois brins d'air du temps : Béatrice, obéissante, se lance dans les écoutes téléphoniques artisanales sur les instances d'une amie, courtière en matières premières, qui voudrait bien savoir ce que trame la concurrence. Mais ces travaux, s'ils sont petits, n'ont rien de tranquilles. La barboteuse amateur se prend au jeu, délaissant mari et fille pour mieux pénétrer la vie de ceux qu'elle espionne. La comédie légère vire alors au film de mœurs catastrophe, la course folle d'une femme de trente ans qui voudrait renverser le cours du temps, s'arracher à sa famille, à sa maison.

Stéphanie de Maresil a fait peser tout le poids de ses ambitions sur les épaules de son actrice, Philippine Leroy-Beaulieu. Touchante, irrésistiblement maladroite, cette dernière donne corps à *Petits Travaux tranquilles*, secondée de très loin par une distribution parade qui n'arrive pas à se hisser à sa hauteur. Souvent le film vire au supplice de Tantale, à force de rater une idée séduisante, de se contenter de solutions banales. Pourtant, on peut en retirer une émotion plus singulière que de films bien mieux faits, mais moins désirés.

T. S.

o Première mondiale du «Monte-Cristo» de 1928. - Les Archives cinématographiques nationales tchèques viennent de présenter, en première mondiale, une version restaurée du film *Monte-Cristo* (1928), d'Henri Fescourt, auteur de nombreux cinémas à succès de l'époque du muet. Le film dans lequel jouent Lil Dagobert (Merdécès) et Jean Angelo (Edmond Dantès) dure près de trois heures trente. Il avait été présenté en France pour la première fois - avec un succès public et critique - le 27 mai 1929 et vendu dans de nombreux pays. C'est ainsi que la version restaurée en 1989 a été réalisée à l'aide de deux copies tchèques et d'une version russe du Gosfilmofond.

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sur le mercredi 29 septembre figure page 16. Seul dans notre édition Rhône-Alpes.

DANSE

LES PAUPIÈRES REBELLES au Théâtre de la Ville

Corps épuisés

En cette époque de crise et de chômage, Jean Gaudin a eu l'idée d'adapter pour le danseur le roman de Horace Mc Coy, *On achève bien les chevaux*. L'histoire d'hommes et de femmes qui, au moment de la grande dépression de 1929 aux Etats-Unis, participaient, au risque de leur vie, aux marathons de danse dans l'espoir de décrocher le gros lot. En 1969, le metteur en scène Sydney Pollack en fit une adaptation pour le cinéma, où triomphait Jane Fonda.

Mais rien de plus difficile, paradoxalement, pour des danseurs que d'interpréter des rôles de danseurs. Et Jean Gaudin a choisi délibérément la caricature, le gros trait, pour camper ses trois couples. Un style et un traitement qui se révèlent vite monotones.

Ainsi, tout devient prévisible dans la chorégraphie et son déroulement. Trop de pantomime. Trop de désir de faire rire. Il faut avoir l'humour féroce d'un Coluche pour amuser avec la misère du monde. L'ensemble instrumental Ars Nova se donne un mal fou pour avoir l'air de mener le jeu de ce bel pitoyable. L'épuisement du corps, la répétition auraient dû inspirer une gestuelle qui suscite l'émotion. L'occasion est manquée.

DOMINIQUE FRÉTARD

o Autre programme de Jean Gaudin : *Escalote*, les 1 et 2 octobre, 20 h 30. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 75004. Places de 90 F. à 140 F. Tél : 42-74-22-77.

Rozon et Coullier présentent



AU PALAIS DES CONGRÈS
DU 28 OCTOBRE AU 21 NOVEMBRE

EUROPE 1

2 France

LOCATION
PALAIS DES CONGRÈS - FNAC - VIRGIN MEGASTORE - AGENCES - GALERIES LAFAYETTE
PAR TEL. 40 68 00 05 ET MINITEL 3615 PALAIS

wea

ROZON

D

هكنا من الأكل

CULTURE

ARTS

PAUL GUILLAUME à l'Orangerie des Tuileries à Paris

Le marchand flamboyant

Une exposition et deux livres célèbrent Paul Guillaume, galeriste à la mode dans l'entre-deux-guerres

S'il fallait tenter une allégorie des vertus et des vices du marchand de tableaux, Ambroise Vollard y incarnerait assurément l'avarice et la prudence, Daniel-Henry Kahnweiler l'audace et l'obstination. Les Rosenberg, ce serait l'adresse et le cynisme. Quant à Paul Guillaume, leur contemporain et leur rival tout au long des années 20, ce serait l'ardeur et le sens de la publicité, l'ardeur poussée jusqu'à la frénésie, le sens de la publicité onctueuse jusqu'à la mégalomanie.

Une exposition, fort modeste, et deux livres, fort polis, lui rendent hommage. Si discrets et élogieux soient-ils, si pudique et ennemi des scandales soit la biographie qu'ils esquissent, ils ne peuvent méconnaître leur héros en modèle de modestie et de subtilité. Paul Guillaume fut, dans l'après-guerre et ses extravagances, un businessman de l'art et l'un de ceux qui comprit le mieux que la réclame et le spectacle favorisaient le com-

merce. Qu'il ait, par ailleurs, contribué à la découverte de l'art africain et défendu des peintres de qualité, sans doute. Mais ces mérites sont un peu gâchés par les bénéfices qu'il en tira.

Ainsi des « nègres », dont la sculpture lui fut révélée et expliquée par Apollinaire. En 1912, à vingt et un ans, Paul Guillaume eut l'esprit de rechercher et d'obtenir l'amitié du poète. Il l'aidera, semble-t-il, dans sa recherche des « fétiches » - pour user du vocabulaire de l'époque - et en fut généreusement récompensé par les rencontres de Picasso, de Chirico et Picabia. Dès ces années, Guillaume rassembla donc une collection remarquable, dont on ne saurait douter qu'il l'aima véritablement. Il organisa des expositions, réussit à des ventes, publia des albums de photographes - toutes activités irréprochables. Mais il fut aussi, en 1919, le metteur en scène d'une fête nègre à grand spectacle au Théâtre des Champs-Élysées.

Van Dongen et Dunoyer de Segonzac signaient les décors et les tatouages, Honneger la musique, Cendrars le livret. La représentation rassembla les gens à la mode et fut de bonne réclame pour l'exposition d'art africain et océanien que Guillaume présentait par ailleurs.

Collectionneur et courtier

Le même système, alliance confuse de curiosité et de cynisme commercial, a régenté son activité de marchand de tableaux. A ses débuts, dans le Paris de 1916, Guillaume sut profiter de l'exil forcé de Kahnweiler et de l'amitié d'Apollinaire et de Cocteau. Il montra donc des tableaux de Matisse, de Picasso et de Derain, le meilleur des choix. Un an plus tard, il n'en écrivait pas moins à son correspondant new-yorkais ces quelques lignes étranges : « Je viens de louer une galerie avenue d'Antin et je veux maintenant ne m'occuper que d'œuvres qui se vendent vite et bien. On perd son temps à aller contre son époque. »

Il ne perdit pas de temps. Directeur de galerie, il révéla Modigliani, Utrillo et Soumireu à des amateurs enchanterés de découvrir des tableaux à la fois modernes et faciles. Courtier, il négocia admirablement des Picasso et des Matisse historiques et fournit au docteur Barnes les quantités phénoménales de Renoir dont ce dernier croyait avoir besoin. Collectionneur, il accumula pour lui œuvres africaines de grande qualité et toiles de Cézanne, de Matisse, de Picasso et de Derain - preuve si besoin était que l'homme ne manquait ni de jugement ni d'habileté. Il devint donc formidablement riche et célèbre, autant aux États-Unis qu'en France.

L'exposition de l'Orangerie ne donne qu'une très faible idée de son succès. Quelques sculptures fâchées placées trop haut, quelques tableaux de qualité très inégale, et des numéros de la revue les *Arts à Paris* que Guillaume finança, le tout dans une pénombre ultra-crépulesculaire - c'est trop peu pour évoquer deux décennies d'expositions et de vie artistique. Il y a plus néanmoins : les conditions d'accrochage des

collections permanentes de l'Orangerie, que l'État repart de la vogue du marchand - qui n'était pas moins flamboyant que lui. Cette excellente personne n'offrit des Cézanne, des Matisse, des Renoir, des Roussseau, des Picasso, une salle entière de Matisse et deux salles de Derain, de quoi faire le bonheur de n'importe quel musée de n'importe quelle capitale.

Or cette galerie de premier ordre souffrit d'un éclairage blafard et mal réglé, sous des verrières qui ignorent la serpillerie et le seuil d'eau, cela en plein centre de Paris et dans le bâtiment qui abrite les *Nymphéas* de Claude Monet. Il n'y avait pas meilleur moyen de célébrer Paul Guillaume et, plus encore, les peintres qu'il sut aimer que de rénover et améliorer l'Orangerie. Ce serait même la moindre des courtoisies.

PHILIPPE DAGEN

« Les arts à Paris chez Paul Guillaume, 1918-1935 », Musée de l'Orangerie, place de la Concorde 75001 Paris; tél. : 42-97-48-16. Jusqu'au 3 janvier. Outre le catalogue (90 pages, 120 F), deux ouvrages paraissent simultanément : une biographie de Colette Giraudeau, *Paul Guillaume et les peintres du vingtième siècle* (152 pages, 398 F), et une anthologie fort intéressante, *Les écrits de Paul Guillaume* (152 pages, 120 F), tous deux publiés par la Bibliothèque des arts.

LE THEATRE DE LA VILLE présente

A PARTIR DU 8 OCT. MAR. MER. VEN. SAM. 20^h30

LA VOLIERE DROMESKO

Vertiges nouvelle esquisse

AU PARC DE LA VILLETTE

Métro Porte de la Villette

LOCATION THEATRE DE LA VILLE 2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

THÉÂTRE

LE CARDINAL D'ESPAGNE au Théâtre de la Madeleine

Un pays sans tendresse

L'illusion du pouvoir sous le soleil de Montherlant

« Le pouvoir est-il une illusion ? Oui, si on le considère dans la durée. Non, si on le considère dans l'immédiat », écrit Montherlant, en 1935, dans *Service inutile*. Et il évoque, un peu plus loin, « le courage, par quoi on entreprend, et l'intelligence, pour mépriser ce qu'on entreprend ». Vingt ans plus tard, Montherlant reprend, au théâtre, dans le *Cardinal d'Espagne*, les méditations de *Service inutile* sur le thème : « Nos actes ont-ils un sens ou n'en ont-ils aucun ? » C'est une femme, la reine de Castille, Jeanne, mère du futur Charles Quint, qui est le porte-parole de Montherlant dans cette pièce : elle se dresse contre l'archevêque de Tolède, primate des Espagnes, le Grand Inquisiteur Francisco Cisneros. Qui pose, lui, le second propos de cette œuvre : le conflit entre deux passions : celle du pouvoir, celle de la vie mystique.

La Reine Jeanne du *Cardinal d'Espagne* est l'un des plus forts caractères du théâtre de Montherlant. Elle n'a pas la foi, tout comme Montherlant. Elle fixe tout droit le « feu du néant », comme Montherlant, jusqu'à basculer, par moments, dans la folie. L'inquisiteur Cisneros, l'année de l'action, juste avant l'arrivée du jeune Charles Quint, a quatre-vingt-deux ans, ce qui permet à l'auteur d'aborder un des aspects de la vieillesse : faut-il agir jusqu'au bout ? C'est aussi la question du pouvoir civil exercé par la religion. Et Montherlant entrecroise ces propos de fond avec une chose qui lui tenait personnellement à cœur : « L'alliance d'affection et d'animosité d'un être à l'égard d'un autre », mission attribuée au petit-neveu de Cisneros.

Enfin, c'est l'Espagne, Terre de prédilection des pensées de Montherlant (mais c'est l'Algérie qu'il aime). S'il s'agit de « siège du pouvoir », regardons Montherlant opposer l'Espagne à la France. Le palais espagnol : « Pas même une façade, mais un mur, un mur aride, un désert de brique jaune et rouge, dévoré par le soleil, et de très loin en très loin, sur cette nudité, une porte, ou bien une oasis de fer, et de nouveau, tout à l'entour, le mur, le vaste néant brûlé. » Et voici Versailles : « Le palais du bourgeois gentilhomme. Il y a la pompe, il n'y a pas la sévérité. Il n'y a même pas le sérieux. »

Le *Cardinal d'Espagne* est une pièce forte, simple, superbe, quoi que Montherlant ait dit : « J'aurais dû écrire le Cardinal à quatre-vingt-deux ans, l'âge de mon héros. » Mais il approchait déjà d'un détachement résolu, et d'un doute plutôt que d'une inquiétude, que figurait pour lui le mot de Jules César : « *Phuix mourir une fois que trembler toujours !* »

Le théâtre de Montherlant n'est pas assez joué. Raymond Gérome a raison de mettre en scène, clairement, le *Cardinal d'Espagne*. Simone Valère est d'un art achevé en Reine Jeanne. Jean Desailly est un Grand Inquisiteur d'une belle finesse de conscience : il indique, en demi-teinte, ce que Montherlant appelle « une pointe de sensualité de la solitude ». Disons tout de même que son Primate des Espagnes manque un peu de dureté, de machanceté : « *L'Espagnol n'est pas et n'a jamais été un tendre* », a dit Montherlant, qui ajoutait, car il souriait aussi : « *Il n'y a pas de lacs en Espagne*. »

MICHEL COURNOT

Théâtre de la Madeleine, 19, rue de Surène 75008 Paris. Métro Madeleine. Ou mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche 15 h 30. Tél. 42-65-07-09. De 80 F à 240 F.

□ Première sélection en vue du prix Interallié. - Le jury de l'Interallié vient de rendre publique sa première sélection en vue du prix qui doit être attribué le 23 novembre. Cette liste comprend treize titres : *Mon ami Pierrot*, de Michel Braudeau (Seuil); *Les Corps célestes*, de Nicolas Bréhal (Gallimard); *Mémoires de Melle*, de Michel Chailou (Seuil); *Le Dernier Amour d'Aramis*, de Jean-Pierre Dufréigne (Grasset); *Bel canoë*, de Jérôme Dumoulin (Gallimard); *L'Œil du silence*, de Marc Lambron (Gallimard); *Le Rocher de Tantalos*, d'Amin Maalouf (Grasset); *La Flamée*, de Pierre Moustiers (Albin Michel); *Comme hier*, d'Eric Neuhoff (Albin Michel); *Vu de l'extérieur*, de Katherine Pancol (Seuil); *Les jours ne s'en vont pas longtemps*, d'Angelo Rinaldi (Grasset); *Mes dix mille plus belles années*, de Jean Schmitt (Grasset); *La Chinoise du Pacific Railway*, de Liliane Schlier (Grasset). Une prochaine sélection doit être communiquée le 20 octobre.

CORRESPONDANCE

La polémique sur l'autoroute Angers-Tours

A la suite de la publication de l'article de Frédéric Edelmann concernant le tracé de l'autoroute joignant Angers à Tours (*Le Monde* du 31 août 1993), Jacques Bourval, responsable du collectif SOS-Val de Loire, une des deux associations locales (1) qui s'opposent au tracé prévu, estime que leur « bataille » n'est pas perdue : « Nous avons reçu une quantité incroyable de lettres et de coups de téléphone criant au scandale. Cela confirme l'importance que les Français donnent à leur patrimoine culturel et touristique (...). Aussi le miracle devient possible si chaque adepte, pour la protection du patrimoine, nous apporte des dizaines de signatures à la lettre que nous adresserons à M. Balladur. » L'association SOS-Val de Loire précise : « La tranche d'autoroute de

17 kilomètres entre Langeais et Saint-Patrice viendra en dernière phase des travaux (selon Cofiroute), c'est-à-dire en 1996. Il reste suffisamment de temps pour procéder à une seconde déclaration d'utilité publique localisée sur cette dernière phase, ce qui permettrait de revenir à la solution au nord de Langeais, fortement préconisée par l'ancienne commission, ainsi que par le Conseil d'Etat en 1990. Il serait ainsi possible de commencer dès 1994 les premières phases de travaux comme prévu. »

(1) Les deux associations en lutte contre le tracé de cette autoroute sont : SOS-Val de Loire, Châteaufort, 37130 Langeais, tél. : (02) 47-96-85-75, et Loire vivante Touraine, Maison de la Loire, 60, quai Albert-Baillet, 37270 Montlouis, tél. : (02) 47-63-29-89.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260

Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. *Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

LUNDI 4 OCTOBRE
S. 1 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.
S. 7 - Environ 8 000 costumes de théâtre. - M^{re} ROGEON.
S. 16 - Tabatières chinoises. - M^{re} JUTHEAU-de WITT.

MARDI 5 OCTOBRE
S. 8 - Porcelaines Chine et Japon XVIII^e et XIX^e. Faïences de Rubelles, lithographies, pots à tabac. - M^{re} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.

MERCREDI 6 OCTOBRE
S. 5 - 14 h 15 Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.

VENDREDI 8 OCTOBRE
S. 2 - Bijoux anciens. Orfèvrerie. - M^{re} BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.
S. 3 - Monnaies françaises en or. - M^{re} RENAUD.
S. 15 - Bds. Meubles. - M^{re} BONDU.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Ambuise (75002), 42-60-87-87.
JUTHEAU-de WITT, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-93.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

12, rue Favart 75002 PARIS Tél. : (1) 42-61-80-07 Fax : (1) 42-61-39-37

Vente dirigée par M^{re} Jacques TAJAN
A BIARRITZ - HOTEL DU PALAIS
1, avenue Impériatrice, 64300 BIARRITZ
Tél. : 59-22-28-05 - Fax : 59-22-28-44
(durant l'exposition et les ventes)

SAMEDI 9 OCTOBRE à 18 heures
DIMANCHE 10 OCTOBRE à 11 heures et 15 heures

COLLECTIONS DE MESSIEURS G... et H...
(Vente après décès de M. G...)

En présence de M^{re} Caroyol, comm. pris. à Biarritz.
TRÈS IMPORTANT ENSEMBLE DE MEUBLES - OBJETS D'ART
TABLEAUX ANCIENS ET MODERNES, SCULPTURES
CÉRAMIQUE - ARGENTERIE ET DIVERS
principalement des XVIII^e et XIX^e.

Experts : MM. R. Déchaud, Th. Stetten, E. de Sévin,
O. Le Faut, R. de l'Espée, G. Lefebvre, L. Arcaha.
Expo. Pub. à Biarritz, Hôtel du Palais, 1, avenue Impériatrice :
jeudi 7-10 14 h 21 h, vend. 8-10 11 h/20 h, samedi 9-10 9 h/12 h.

Ecoutez voir

Théâtre de Paris

BELMONDO

dans une comédie de
Georges Feydeau
Adaptation de
Jean Poiret
Mise en scène de
Bernard Murat

Tailleur pour Dames

LOCATION FNAC, VIRGIN, AGENCES ET PAR TÉL 48 74 25 37

Ecoutez voir

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Octobre - décembre 1993

Dimanches 11 heures 30

Musique de chambre

3 octobre **Lynn Harrell**, violoncelle
Michel Béroff, piano
Beethoven, Brahms

10 octobre **Quatuor Sine Nomine**
François Kerdouff, piano
Furtwängler

24 octobre **Les Arts Florissants**
David Simpson, direction
Boccherini

14 novembre **Arto Noras**, violoncelle
Catherine Collard, piano
Beethoven, Schumann, Brahms

21 novembre **Trio Fontenay**
en résidence au Châtelet
Dvorak, Schubert

28 novembre **Solistes de l'InterContemporain**
Debussy, Stravinsky

5 et 12 décembre **Abdel Rahman El Bacha**, piano
Beethoven

Tarif unique : 80 F
Entrée gratuite pour les enfants
de moins de douze ans

Location 40 28 28 40
Minitel 3615 Châtelet

BILLET

Entente forcée sur l'or noir

« Quel qu'il arrive, l'OPEP est obligée de parvenir à un accord. En cas d'échec de la réunion de Genève, les pays membres de ce cartel seront contraints de se réunir avant la fin de l'année, car il en va de leur crédibilité et surtout de leurs revenus... En somme, ils sont obligés de s'entendre. » Cette analyse d'un expert pétrolier reflète l'ambiance dans laquelle se sont déroulées les discussions depuis le 25 septembre. Pour tenter d'enrayer la chute des cours du baril tombés à leur plus bas niveau depuis trois ans, en partie à cause d'une surproduction d'or noir, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a mis cinq jours pour concilier les positions de ses membres. Mercredi 29 dans la soirée, onze des douze membres signaient un accord. L'Arabie saoudite ne le ratifiant pas car ses exportations sont toujours sous embargo. Tous les intérêts ont été pesés au trébuchet, de telle sorte que chaque délégation a pu exprimer son approbation. Pour y parvenir, le plafond de production de brut a été défini pour six mois et non pas pour un trimestre comme convenu initialement. La limite maximale d'extraction imposée à partir du 1^{er} octobre sera de 24,5 millions de barils/jour, légèrement en dessous de la production actuelle de l'OPEP, estimée à 24,7 millions de barils/jour, et surtout inférieure à la demande future, ce qui devrait permettre de relever les prix. Parallèlement, afin de respecter cette nouvelle norme, chaque pays a fait un effort pour permettre à la production du Koweït d'être réintégrée et réduite. Cet émirat avait refusé d'appliquer les normes arrêtées pour le troisième trimestre. L'Irak, qui voulait un relèvement de son quota, s'est engagé à réduire immédiatement son extraction. Ces accords ont été facilités par la décision du principal producteur, l'Arabie saoudite, de geler son quota de production à 8 millions de barils/jour. Derrière les nombreuses déclarations satisfaites des différents protagonistes, transparaît le soulagement d'avoir évité une nouvelle crise qui aurait accéléré la glissade du baril sous les 16 dollars. Il s'agit du meilleur accord auquel l'OPEP pouvait parvenir, affirme le Dr Subroto, secrétaire général de l'organisation. « Il existe une réelle volonté de respecter les quotas fixés », révèle de son côté Jean Ping, président de l'OPEP, tandis qu'Alfredo Parra, ministre vénézuélien de l'énergie, voit dans ce texte « peut-être l'accord le plus réaliste de la longue histoire de la fixation des quotas de l'OPEP ». Reste à connaître l'appréciation du marché. Mercredi soir, les cours du brut sont remontés tant à Londres qu'à New-York entre 17 et 18 dollars le baril. Simple effet d'annonce ou mouvement de fond ? Il est trop tôt pour le dire. L'objectif de l'OPEP reste de la faire revenir aux alentours des 21 dollars.

DOMINIQUE GALLOIS

Le Zaïre devrait se doter d'une nouvelle monnaie. - Confrontées à une situation monétaire désastreuse qui aggrave la paralysie économique du pays les autorités zaïroises ont décidé, selon la presse locale, de se doter d'une nouvelle monnaie. La plus importante coupure en circulation ayant une valeur faciale de 1 million de zaïres, le cours du change actuel (7 millions de zaïres pour 1 dollar) oblige les milieux d'affaires à réunir de véritables valises de billets pour régler les moindres transactions commerciales. Aussi la réforme monétaire à l'étude prévoit-elle de créer un zaïre « lourd » qui vaudrait 3 millions de zaïres anciens.

Désaccord entre pays industriels à l'assemblée annuelle du FMI

Comment renouveler l'aide aux pays pauvres

Après trois journées dominées par les discussions sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), sur l'emploi et le sort des nouveaux paritaires de la communauté financière internationale (la Banque mondiale et les territoires occupés), l'assemblée

annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale s'est achevée, jeudi 30 octobre à Washington, sans que les pays membres ne soient parvenus à organiser le financement de l'un des mécanismes utilisés avec beaucoup d'efficacité par le FMI

pour l'aide aux pays les plus pauvres, la facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR). La direction du FMI a été chargée de mobiliser les fonds nécessaires avant le 30 novembre, date à laquelle cette procédure arrive à échéance si elle n'est pas renouvelée.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Il y avait cette semaine à Washington, pour le FMI, un problème urgent à régler : celui du renouvellement de l'un des mécanismes à sa disposition pour aider les pays à faible revenu (72 pays de ses 178 actionnaires peuvent théoriquement en bénéficier), la facilité

d'ajustement structurel renforcé (FASR). Créé en décembre 1987 et reconduit depuis un an déjà, cet outil, complément de la facilité d'ajustement structurel (FAS), vient en effet à échéance le 30 novembre prochain. Avec cet outil, le FMI peut accorder des prêts à long terme (jusqu'à dix ans) et à taux d'intérêt très faibles (0,5 %) aux pays pauvres en difficulté de paiement, à condi-

tion que ces pays s'engagent dans des programmes de trois ans d'ajustement économique. Malgré le succès reconnu de cet instrument, les participants à la réunion de Washington ne sont pas parvenus à un accord sur le financement du mécanisme qui doit lui succéder. Michel Camdessus, directeur général du FMI, a encore deux mois pour trouver les fonds nécessaires.

L'assemblée générale s'est certes déclarée presque unanimement satisfaite de cette facilité. Au sein du comité intermédiaire, « je n'ai entendu que des compliments, parfois emphatiques », a noté M. Camdessus. Utilisée par 29 pays à la mi-septembre, cette facilité s'est révélée jusqu'à présent particulièrement efficace. Une étude récente réalisée sur 19 pays ayant bénéficié de prêts dans le cadre de la FASR avait montré comment ces pays avaient réussi à surmonter leurs difficultés de paiement tout en accélérant leur croissance et en réformant leur économie. Le G 7 (le groupe des sept grands pays industrialisés) comme le comité intermédiaire (le conseil d'administration du FMI) ont donc convenu, dès avril 1993, qu'il fallait un successeur à cette FASR et que le mieux était de la reconduire. Un problème subsiste cependant et il n'est pas le moindre : celui de son financement. Confrontés à leur propre crise et à des situations budgétaires difficiles, les pays industriels n'ont pas réussi à surmonter leurs désaccords.

Avant déjà réduit ses ambitions sur le montant total des prêts qui pourraient être accordés dans le cadre de cette deuxième FASR de 6 à 5 milliards de dollars de tirage spécial (environ 40 milliards de francs), la direction du FMI a aussi

proposé de financer sur ses propres ressources une partie des bonifications d'intérêt nécessaires. Le FMI pourrait apporter 600 millions de dollars de tirage spécial (DTS) sur les 2,1 milliards envisagés. Après avoir souligné l'importance capitale de cette initiative pour les pays les plus pauvres, surtout en Afrique, Michel Camdessus a lancé, mardi 28 septembre depuis la tribune de l'assemblée générale « à tous un appel en faveur d'une participation aussi large que possible au financement de ce nouveau mécanisme ». Affichant un certain optimisme, le directeur général sait qu'il va lui falloir maintenant accroître la pression.

« Comme nous tous, les organisations internationales doivent faire plus avec moins », lui a répondu le secrétaire américain au Trésor, Lloyd Bentsen, dans son discours devant l'assemblée générale, mercredi 29 septembre. Le ministre allemand des finances, Théo Waigel, avait été tout aussi évasif, les difficultés budgétaires de son pays ne lui permettant que des « marges d'action très limitées » dans ce domaine.

Une solidarité Sud-Sud

C'est cependant le chancelier de l'échiquier britannique, Kenneth Clarke, qui a été le plus brutal. Le Royaume-Uni, qui avait été, lors de la FASR 1, le principal donateur pour ce qui concerne les bonifications d'intérêt, n'a pas l'intention de participer au financement de la FASR 2. M. Clarke a suggéré que le FMI vende une partie de son stock d'or, une proposition déjà faite par son prédécesseur et peu susceptible d'être acceptée.

M. Camdessus sait cependant

qu'il peut compter sur deux grands pays, le Japon et la France. Tokyo, déjà premier prêteur dans la FASR 1, a confirmé son intention de participer à la FASR 2 dans les mêmes proportions. Edmond Alphandéry, ministre français de l'économie, a lui aussi indiqué que Paris envisageait d'apporter 5 milliards de francs de prêts et comptait aussi alimenter les bonifications d'intérêt. Rappelant que 25 pays avaient participé au financement de la FASR 1, le directeur général du FMI a aussi indiqué que ce cercle de pays donateurs serait sans doute élargi pour la FASR 2. Plusieurs pays en développement lui auraient fait connaître leur intention de contribuer à ce financement, une forme de « solidarité Sud-Sud » qui plaît à M. Camdessus.

Après avoir bouclé le nouveau tour de table pour la FASR 2, M. Camdessus pourra repartir au combat pour le renforcement des moyens du FMI qu'il souhaite depuis plusieurs mois déjà. Sur ce dossier, aucun progrès n'a, semble-t-il, été enregistré lors de l'assemblée générale de cette année. « Un soutien suffisant ne s'est pas encore dégagé en faveur d'une nouvelle allocation de DTS », a-t-il fait remarquer mardi, tout en ajoutant : « Mais je suis heureux de constater que le comité intermédiaire ait reconnu la nécessité de continuer à étudier la question, pour faire face en particulier à la situation des 38 nouveaux pays membres qui n'ont pas pu bénéficier des précédentes allocations ». A l'étude donc. Jusqu'à l'année prochaine peut-être. Le FMI et la Banque se réuniront alors en assemblée générale à Madrid.

ERIK IZRAELEWICZ

D'ici à la fin de la décennie

Les Etats-Unis veulent accroître de deux tiers leurs exportations

Le président Clinton a présenté, mercredi 29 septembre à la Maison Blanche, les grandes lignes d'une « stratégie nationale à l'exportation » dont l'objectif est de faire passer les exportations américaines de biens et de services de 628 milliards de dollars (3 516 milliards de francs) en 1992 à 1 000 milliards par an à la fin de la décennie. Pour y parvenir et créer les 6 millions d'emplois qui en dépendent, l'administration démocratique prévoit de revoir les restrictions sur les exportations de technologies de pointe. Héritées de l'époque de la guerre froide, elles vont être grandement assouplies.

Selon le président Clinton, les modifications envisagées « élimineront ou réduiront grandement les contrôles » sur les exportations de 70 % des ordinateurs, soit l'équivalent de 35 milliards de dollars. Après discussion avec ses partenaires occidentaux membres du COCOM, un organisme de surveillance des exportations à usage mili-

taire créé en 1951 par les pays membres de l'OTAN, l'administration américaine prévoit d'assouplir encore davantage les exportations de matériels de haute technologie (informatique et télécommunications).

Toujours avec le même objectif, Washington a décidé de mettre en place, via l'Export Import Bank (l'équivalent de la Coface française), un fonds doté de 150 millions de dollars pour les « aides liées ». Il s'agit de fournir des subventions ou des prêts à bas taux d'intérêt aux pays tiers, sous réserve qu'ils acquièrent des produits américains. Jusqu'ici, les Etats-Unis s'étaient toujours opposés à ce type d'aide. Ils justifient leur revirement par la nécessité de lutter contre les pratiques de pays concurrents, le Japon en tête. Troisième volet du plan, l'amélioration de la coordination des agences fédérales américaines spécialisées dans l'aide à l'exportation.

Bruxelles avalise la restructuration de l'acier espagnol

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Après de longues tractations, la Commission européenne vient de donner son feu vert au plan de restructuration de la sidérurgie espagnole, qui devra être approuvé, à l'unanimité, par les ministres de l'industrie des Douze, le 18 novembre à Bruxelles. Deux autres Etats membres, l'Italie et l'Allemagne, prévoient l'octroi d'aides pour assainir leur sidérurgie et doivent eux aussi obtenir l'aval des autorités communautaires.

La résolution des cas allemand et espagnol emmène la mise en place du plan de restructuration de la sidérurgie communautaire. Visant une réduction de la production d'environ 30 millions de tonnes d'acier et d'un peu moins de 20 millions de tonnes de produits laminés, il prévoit des fermetures d'unités de production souscrites par les sidérurgistes de la Communauté. Par ailleurs, les industriels qui n'auront pas à réduire leur capacité de production doivent prendre en charge une partie des coûts de fermeture supportés par leurs confrères via un mécanisme de compensations financières. Dès lors, les sidérurgistes ne veulent pas s'engager sans avoir la certitude que leurs efforts ne seront pas compromis par le maintien de laminoirs non rentables ou par la création de nouvelles installations financées sur aides publiques.

L'aide fournie par les autorités espagnoles à la CSI (Corporación de la Siderurgia Integral) atteindra 2,817 milliards d'euros (18 milliards de francs). Les réductions de capacité porteront sur 2,32 millions de tonnes, et le laminoir à chaud d'Astis, au Pays basque, devra être fermé au plus tard le 30 juin 1995. Cependant, le plan espagnol prévoit la création d'une mini-acierie électrique à Sestao, d'une capacité d'environ 1 million de tonnes, ce qui ramène les réductions nettes de capacité à 1,3 million de tonnes. La Commission, qui jugeait ce montant insuffisant, a finalement accepté le plan sur la foi de garanties de Madrid. Les autorités espagnoles se sont engagées à ce que le finance-

ment de Sestao soit supporté majoritairement par le secteur privé.

Comment réagira le conseil des ministres ? Les autres Etats membres auraient préféré que Sestao ne soit pas construit. Pour tout le monde, l'important est désormais de « boucler » le dossier au plus vite. « Il y a un an qu'on attend le programme de restructuration et que tout le monde perd de l'argent », constate-on du côté français. Mieux vaut des disciplines peut-être imparfaites que le sauto-qui-peut !

PHILIPPE LEMAITRE

INDUSTRIE

Utilisant son pouvoir de sanction

La COB met à l'amende l'ancien président des Ciments français

La Commission des opérations de Bourse (COB) a infligé une amende de 400 000 francs à l'ancien président des Ciments français, Pierre Conso. Cette décision s'appuie sur le règlement boursier relatif à l'obligation d'information du public. M. Conso avait réalisé un certain nombre d'opérations hors bilan illégales, découvertes l'hiver dernier (le Monde daté 11-12 octobre), faisant prendre à Ciments français une série de participations, portées par différentes banques pour le compte de son groupe, sans en référer à son conseil d'administration. Pour solder ces différentes participations, Ciments français avait dû accepter de perdre beaucoup d'argent. La Commission a tenu compte du fait que Pierre Conso n'avait pas tiré un profit personnel des irrégularités commises. Pierre Conso a fait appel de la décision.

Le groupe Ciments français, que dirige aujourd'hui Yves-René Nanot, ancien PDG de Total France, avait été vendu en printemps 1992 par Paribas à Italcementi, numéro un italien du même secteur, qui ignorait l'existence de telles opérations.

If you're doing business abroad, use a map.

The Economist

Every Friday

TRADUCTION : si vous faites des affaires à l'étranger, utilisez un guide, « THE ECONOMIST », chaque vendredi.

ÉCONOMIE

Les négociations salariales dans la fonction publique s'ouvrent sous le signe de la modération

Les fonctionnaires ont été épargnés par la rigueur

André Rossinot, ministre de la fonction publique, devait engager, jeudi 30 septembre, les négociations salariales dans la fonction publique en recevant les représentants des sept fédérations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FEN, FGA et FO). Alors que les fonctionnaires ont été jusqu'à présent relativement épargnés par la rigueur, ces négociations s'ouvrent sous le signe de la modération.

Le rideau se lève une nouvelle fois, jeudi 30 septembre, sur la scène des discussions salariales dans la fonction publique. Si les négociateurs gouvernementaux et syndicaux sont rompus à cet exercice, ils n'en sont pas moins embarrassés. Certes, depuis 1983 et l'application par le gouvernement de la désindexation des salaires sur les prix, la marge de négociation est devenue très étroite, surtout au cours des dernières années de base inflation. Cette année, pour la première fois depuis 1975, les négociateurs sont confrontés à la récession, alors même que l'inflation est à son plus bas niveau (2,2 % en glissement annuel en août) et qu'on assiste à une explosion des suppressions d'emplois dans les secteurs privés et même publics.

La crise actuelle contribue à rejeter au second plan les traditionnelles empoignades sur le maintien du pouvoir d'achat tant du point de vue des syndicats (CGT et FO exceptées) que de celui du gouvernement. Ainsi, avant même que ne s'engage la discussion, certains syndicats réformistes reconnaissent

en privé qu'ils « s'autocensurent » dans leurs revendications tandis que, de son côté, le gouvernement pensait déjà à la pédagogie qu'il devra déployer en cas d'accord, pour expliquer que les fonctionnaires ne sont, selon l'expression d'André Rossinot, ministre de la fonction publique, « ni des boucs émissaires, ni des nantis ».

Car, en dépit du gel des augmentations générales décrété au printemps par Edouard Balladur — une mesure qui touche maintenant certaines entreprises publiques (SNCF) et privées (Michelin) — les fonctionnaires ont été, pour l'heure, relativement épargnés par les sacrifices imposés aux salariés. Leur régime de retraite spécifique n'a ainsi pas été réformé. M. Rossinot avait précisé aux syndicats que le gouvernement n'avait pas « pour le moment » l'intention de le faire. La contribution de solidarité-ébouage versée par les fonctionnaires n'a pas été modifiée depuis sa création en 1983, restant fixée à 1 % de leur rémunération nette. Enfin, le gouvernement a finalement renoncé à son projet de diminution de 1,5 % en 1994 des effectifs de l'administration de l'Etat.

Dans l'intérêt de la relance

La négociation salariale, telle qu'elle est aujourd'hui conçue dans la fonction publique, ne permet pas néanmoins d'ouvrir un vrai débat sur la part que doivent prendre les agents de l'Etat à une équitable répartition des sacrifices. Comme le relevait en 1988 Jean Guilhaumon dans un rapport remis au gouvernement Rocard, les rémunérations des fonctionnaires, même si

elles mobilisent 40 % des dépenses de l'Etat (582 milliards de francs en 1993), ne constituent pas le seul élément d'appréciation du rôle de l'administration dans la production nationale. Préconisant l'établissement d'un lien entre l'évolution du produit intérieur brut (PIB) et les rémunérations des fonctionnaires, le rapport Guilhaumon estimait aussi que devaient être prises en compte dans la négociation l'évolution quantitative et qualitative des effectifs de l'Etat ainsi que la valeur et l'efficacité du service public rendu. Autant de paramètres qui, à la différence des pratiques appliquées jusqu'à présent dans les négociations, en Allemagne par exemple, sont exclus de la discussion salariale proprement dite.

Reste que s'il s'avère de plus en plus indispensable, un tel débat, qui conduirait à remettre en cause les bases du dialogue salarial, ne peut vraiment s'engager qu'à froid. C'est pourquoi, même si le cœur n'y est pas, le gouvernement et les syndicats devraient, cette fois encore, renouer le fil de leurs discussions traditionnelles. D'autant que politiquement, la conclusion d'un accord salarial en bonne et due forme présente, malgré tout, des avantages pour les deux parties. Du point de vue du gouvernement, la signature d'un accord lui offrirait d'abord la garantie d'une certaine paix sociale dans la fonction publique, à la veille de plusieurs échéances électorales, dont l'élection présidentielle de 1995. « Le gouvernement ne peut pas être sur tous les fronts sociaux à la fois », fait ainsi observer Jean-Pierre Gualazzi, secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF). De plus, un accord salarial permettrait, plaident les syndicats, de relancer, grâce aux fonctionnaires et moyennant un coût modéré, une consommation fortement déprimée. Compte tenu de leur garantie d'emploi, ces derniers devraient en effet, poursuivent-ils, être moins intéressés à la constitution d'une épargne de précaution que leurs homologues du secteur privé bantés par l'idée de se retrouver au chômage.

De leur côté, les cinq syndicats des plus réformistes (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FEN et FGA) sont aussi désireux d'aboutir à un accord. D'abord, parce qu'en cas d'échec, une mobilisation des fonctionnaires sur la question salariale

Une faible marge de manœuvre

Reste que si le gouvernement et plusieurs syndicats ont intérêt à aboutir, encore faut-il trouver un terrain d'entente acceptable. Or, compte tenu de la maîtrise de l'inflation et de la poursuite de l'application des protocoles Jospin et Durand, les marges de manœuvre sur 1994 sont déjà très étroites. D'autant plus que les syndicats les amènent encore en réclamant que 1993 ne soit pas une année « blanche ».

Si la négociation d'un accord 1994-1995, souhaitée par le gouvernement, dégage quelques souplesses en matière de calendrier des revalorisations, elle oblige en contrepartie les deux parties à raisonner pour la première fois en dehors de toute prévision économique chiffrée. Une acrobatie qui, selon certains syndicats, tend à montrer que « les mécanismes salariaux traditionnels sont arrivés au bout de leur logique ». Paradoxalement, la récession permettrait-elle d'aborder avec plus de sérénité un sujet qui, trois ans plus tôt et en pleine croissance, avait suscité un long conflit salarial? Ou, entre-temps, les esprits auraient-ils commencé à mûrir?

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Signé par deux caisses nationales et deux syndicats de médecins

Un protocole d'accord a été conclu sur la maîtrise des dépenses de santé

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et la Mutualité sociale agricole (MSA) ont signé, mercredi 29 septembre, un protocole d'accord sur la maîtrise des dépenses de santé avec la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et le Syndicat des médecins libéraux (SML). Celui-ci se fixe comme objectif une croissance de 3,4 % des dépenses de la médecine de ville en 1994, ce qui satisfait le gouvernement. Toutefois, les pouvoirs publics entendent surveiller de très près les résultats effectifs de cet accord qui doit encore être confirmé par les instances de la CSMF et du SML.

La dernière séance de négociation, réunissant en comité restreint les président des caisses d'assurance-maladie et des syndicats de médecins, aura finalement permis de déboucher sur un compromis d'ensemble. Elaboré mercredi 29 septembre en fin de soirée, celui-ci a reçu l'aval des deux principales caisses (la CNAMTS, regroupant les non-salariés et le pas ratié) et de deux syndicats sur quatre. Les syndicats signataires, parmi lesquels la CSMF — principale organisation de médecins — soumettront le 17 octobre le protocole d'accord à leurs instances afin de le transformer en une convention médicale en bonne et due forme.

Vingt-quatre heures avant l'expiration du délai fixé par Simone Veil, ministre des affaires sociales, l'aboutissement de ces négociations, fidèles à la tradition, auront été déterminés, garantissant théoriquement un volume de 10,7 milliards de francs d'économies. Les deux points qui restaient en suspens après la séance-marathon de mardi ont été réglés.

Les caisses nationales n'ont pas modifié leur position sur la définition d'un objectif prévisionnel chiffré de réduction des dépenses, qui sera fixé à 3,4 % en 1994, alors que les remboursements liés au secteur libéral (la « médecine de ville ») progressent ces derniers temps à un rythme deux fois supérieur. En échange, une augmentation de 5 francs des honoraires interviendra au 1^{er} juillet 1994 : la

consultation du généraliste sera portée à 105 francs et celle du spécialiste à 145 francs. Ce donnant-donnant signifie clairement que les praticiens devront réduire le volume de leurs actes afin que la revalorisation de la tarification ne se traduise pas par un dérapage des remboursements.

La future convention médicale prolonge pour quatre années supplémentaires les restrictions d'accès au secteur à honoraires libres (seuls les anciens chefs de clinique ou chefs de clinique pour ont permis de réduire de 28 % en 1989 à 25,7 % en 1992 la proportion de médecins y appartenant (18,8 % des généralistes, 33,7 % des spécialistes).

« Un secteur optionnel »

Toutefois, sera créé dans les six prochains mois un « secteur optionnel », permettant à certains praticiens de dépasser les honoraires conventionnels, dont les contours seront définis par le négociation. Les signataires du protocole ont également confirmé leur accord sur la mise en place d'un dossier médical, d'un codage des actes et de « références médicales opposables » (le Monde du 30 septembre).

Alors que Jean-Claude Maillet, président (Force ouvrière) de la CNAMTS, estime que le compromis est « équilibré » et que Claude Maffioli, président de la CSMF, se félicite que la future convention « allie la logique médicale à la logique économique », le syndicat MG-France a affirmé que « l'essentiel de l'effort de maîtrise des dépenses sera imposé aux médecins généralistes par le biais des références médicales ». Pour leur part, la CNAMTS et la Fédération des médecins de France (FMF) ont également refusé de souscrire au protocole d'accord.

Si une ratification officielle intervient, il ne fait guère de doute que M. Veil acceptera d'inscrire la nouvelle convention médicale. Satisfait de l'aboutissement des négociations, même si la revalorisation de 5 francs des honoraires interviendra avant qu'il soit possible de vérifier si les engagements figurant dans le texte auront été respectés, le gouvernement paraît néanmoins déterminé à placer les signataires sous haute surveillance. Dans l'éventualité où les économies attendues ne se concrétiseraient pas, il sera contraint d'intervenir d'une façon ou d'une autre. Après la réforme des retraites — dont l'impact financier sera très limité en 1994 — et avant l'adoption d'une loi-cadre sur la famille, l'assurance-maladie est en effet le seul domaine de la Sécurité sociale où les pouvoirs publics disposent d'une réelle marge de manœuvre financière.

JEAN-MICHEL NORMAND

Afin de mettre en commun leurs réflexions sur la « transformation sociale »

Chercheurs et syndicalistes créent une fondation

Plusieurs syndicalistes appartenant aux « modernistes » de la CGT, à la minorité de la CFDT ainsi qu'à la Fédération syndicale unitaire (FSU, issue d'une scission de la FEN) et au « groupe des Dix », qui regroupe des organisations autonomes, ont constitué, en liaison avec des chercheurs, une fondation baptisée Recherches, société et syndicalisme (RESSY).

Parmi les fondateurs de RESSY, qui affirment avoir « en commun la volonté de la transformation sociale », figurent notamment Jean-Dominique Simonpoli (Fédération CGT des organismes financiers), Gérard Gougeon (Syndicat national unité des impôts), Michel Pernot (Fédération des transports et de l'équipement CFDT) et Pierre Toussend (FSU). Par ailleurs, trente-deux chercheurs — dont les sociologues Guy Groux, Danièle Linhart, les politologues René Mouriaux et Jean-Marie Pernot et l'historien Jacques Kerguel — participent à cette fondation qui organisera rencontres, journées d'études et groupes de réflexion.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Des répercussions sur dix millions de personnes

Près de dix millions de personnes sont, de près ou de loin, concernées par la politique salariale menée par l'Etat dans la fonction publique. Parmi elles, 8,5 millions — 4,6 millions d'agents en activité et 3,8 millions de retraités (1) — sont directement intéressés par les revalorisations générales de traitement décidées, que celles-ci soient négociées avec les syndicats ou octroyées, faute d'accord, par le gouvernement. Il s'agit d'abord des 2,5 millions d'agents de l'administration de l'Etat recensés au 31 décembre 1991, qui se répartissent entre 1,7 million d'agents civils titulaires et non titulaires, 300 000 militaires et 520 000 agents d'établissements publics (composant les 430 000 fonctionnaires de La Poste et de France Télécom). L'ouverture de discussions salariales concerne de la même façon la quasi-totalité des personnels de la fonction publique territoriale (1,2 million de personnes), les agents de la fonction publique hospitalière, à l'exception des médecins, (693 000 fonctionnaires) ainsi que les 125 000 professeurs de l'enseignement privé sous contrat.

Parallèlement, la revalorisation du niveau de traitement des fonctionnaires en activité se répercute sur celui des pensions versées à 3,8 millions de bénéficiaires : 1,6 million de retraités de la fonction publique d'Etat et leurs ayants cause, 700 000 anciens combattants et victimes de guerre, 1,1 million d'agents non titulaires bénéficiaires des pensions du régime complémentaire de retraite et 430 000 fonctionnaires retraités des collectivités locales.

Indirectement, la politique salariale conduite par le gouvernement dans la fonction publique influe aussi sur l'évolution des rémunérations des 900 000 salariés des entreprises publiques, le cadre des négociations salariales menées dans ces entreprises étant en effet fixé par le premier ministre. Ainsi, une semaine après avoir décrété le gel des augmentations générales dans la fonction publique pour 1993, Edouard Balladur durcissait-il le cadre salarial du secteur public.

V. D.

(Publicité)

SÉJOURS INTERNATIONAUX LINGUISTIQUES ET CULTURELS S.I.L.C.

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Déclarée n° 16 65 70
Siège : 32, rempart de l'Est
16022 ANGOULEME CEDEX

AVIS DE CONVOCATION

Les membres de l'Association sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour le 31 octobre 1993 à 10 h 30, à la Cité des Congrès de Nantes, 5, rue Valmy, 44000 Nantes, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur la marche de la société et sur les comptes de l'exercice clos le 31-08-93 ;
- Rapport d'activité ;
- Rapport moral et d'orientation ;
- Rapport spécial du commissaire aux comptes ;
- Approbation des comptes et conventions ;
- Quitus aux administrateurs ;
- Affectation des excédents.

Un membre ne peut se faire représenter que par un autre membre qui ne peut détenir qu'un seul pouvoir. Des formules de procuration peuvent être demandées au siège. Le vote par correspondance est interdit.

Avec une légère augmentation de 0,1 % en août

Le chômage ne désarme pas

Avec 3 218 800 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, le chômage a légèrement augmenté de 0,1 % en août (soit + 4 000), selon les chiffres publiés, mercredi 29 septembre, par le ministère du travail. Selon les critères du BIT (Bureau international du travail), le taux de chômage par rapport à la population active reste fixé à 11,7 %.

En revanche, la hausse observée en données brutes continue d'être considérable. Après les 106 000 chômeurs de plus enregistrés en juillet, 91 100 supplémentaires ont été comptabilisés en août (+ 2,9 %), qui portent le nombre total à un nouveau record historique de 3 200 400.

Ce qui, dans un communiqué, le ministère du travail appelle une « pause » ne doit cependant pas nourrir des illusions. Le rythme de l'aggravation demeure élevé (+ 10,6 % en un an, soit 307 300 de plus). L'activité du marché du travail et de l'ANPE se ralentit à cette période de l'année. Mais, surtout, pour la première fois depuis 1984, les

trois mois d'été — juin, juillet et août — se terminent sans qu'une baisse mensuelle ne soit constatée.

Toutes les données éloquentes confirment la gravité de la situation. En un an, le volume mensuel des arrivées nouvelles à l'ANPE progresse de 0,3 % sous l'effet, principalement, des licenciements économiques (+ 22,1 %) et des premières entrées des jeunes (+ 11,9 %). Plus préoccupant, toujours par rapport à l'an passé, le nombre des sorties chute de 16,7 %, les reprises d'un emploi diminuant (- 8,7 %), ainsi que les inscriptions à un stage (- 7,8 %).

Les hommes plus touchés que les femmes

Dans toutes les tranches d'âge, les hommes sont plus touchés que les femmes et la proportion de jeunes sans emploi s'accroît. Si l'ancienneté moyenne au chômage (357 jours) diminue de 12 jours sur août 1992, il faut se rappeler que, entre-temps, est intervenue l'opération « 900 000 chômeurs

de longue durée » lancée par Pierre Bérégovoy. D'ailleurs, il y a désormais un million de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (+ 1,5 % en un mois, + 9,4 % en un an), dont une part croissante de moins de 25 ans.

Ralentie pendant les vacances estivales, l'activité économique pèse lourdement sur ces résultats. Certes, le rythme des suppressions d'emploi a fléchi pendant ce mois, mais les offres enregistrées en août (96 500) ont parallèlement baissé de 4 % par rapport à l'an passé. Alors que 48 % d'entre elles étaient des contrats à durée déterminée en août 1992, la proportion est maintenant de 60 %. Quant au volume des journées de chômage partiel, il explose. Evalué à 2,8 millions, il augmente de 18,8 % en un mois et de 204,5 % en un an. Au vu de l'avalanche de plans sociaux qui se déchaine depuis le début de septembre, le pire reste devant nous.

ALAIN LEBEAUME

SÉJOURS INTERNATIONAUX LINGUISTIQUES ET CULTURELS S.I.L.C.

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 — Déclarée n° 16 65 70
Siège : 32, rempart de l'Est, 16022 ANGOULEME CEDEX

AVIS DE CONVOCATION

Les membres de l'Association sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 31 octobre 1993 à 12 heures, à la Cité des congrès de Nantes, 5, rue Valmy, 44000 Nantes, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du conseil d'administration ;
- Mise en harmonie des statuts ;
- Adoption des modifications statutaires ;
- Pouvoirs à donner.

Un membre ne peut se faire représenter que par un autre membre qui ne peut détenir qu'un seul pouvoir. Des formules de procuration peuvent être demandées au siège. Le vote par correspondance est interdit.

STAGELANGAISUSA

Dans une grande université de Californie ou de Floride.
Départs possibles tous les 2 mois.
année (8 mois) : 50.000 F env.
semestre (4 mois) : 28.000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS
(1) 45 50 25 25

هكمان النفل

ÉCONOMIE

Profession : GO

Gilbert Trigano a pris sa retraite du Club Méditerranée

Le conseil d'administration du Club Méditerranée, réuni mercredi 29 septembre, a accepté à l'unanimité la démission de Gilbert Trigano, soixante-trois ans, du poste de président-directeur général, et son remplacement par son fils Serge, quarante-sept ans. Gilbert Trigano a été nommé président d'honneur du Club.

Gilbert - tout le monde l'appelle Gilbert - n'avait sauvé le Club Méditerranée, il l'a conduit au succès et à une notoriété mondiale exceptionnelle pour une société française, mais il n'a pas créé le Club Méditerranée, contrairement à ce que l'on croit. Né en 1920, à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) dans une famille de commerçants originaires d'Algérie, il interromp ses études après le brevet, faute de moyens financiers. Il se passionne pour le théâtre et joue avec Jean Carmet et Jean-Marc Thibault.

La guerre arrête ses rêves artistiques. Toute la famille Trigano se réfugie à Mazères (Ariège) pour fuir les rafles antisémites. C'est là que, à partir de 1942, Gilbert entre dans la Résistance avec son frère André, qui deviendra député UDF de l'Ariège en 1993. Il en sort responsable des Jeunes patriotes, l'un des organismes du Parti communiste. A la Libération, il est reporter à l'Humanité et à l'Avant-Garde. Les censures de ses articles l'éloignent du statut de militant. Il retourne dans l'entreprise familiale de bûches et tentes qui, sous sa houlette, s'oriente vers la confection de tentes pour le camping.

Dans l'atelier de l'avenue Jean-Jaurès, à Paris, il reçoit, un jour de l'automne 1949, la visite d'un étonnant colosse belge, diamantaire et fou de water-polo, Gérard Blitz. Celui-ci s'est mis en tête d'offrir le bonheur à tous les gens malades de la ville, et il cèbre des tentes pour les planter sur les rives de la Méditerranée. Au menu : la mer et le soleil, le sport et la famille.

Gilbert accepte de louer des tentes tirées du surplus américain à l'association Le Club Méditerranée, fondée le 27 avril 1950 par Blitz. 2 300 personnes se laissent tenter au cours du premier été par le village de toile installé aux Baléares, à Alcudia, où ils mangent mal, mais s'amuse comme des fous, dans une atmosphère de liberté et de camaraderie inconnue jusqu'alors. Mi-abbaye de Thélème, mi-terre promise pour citoyens recrutés de stress et de travail, le Club croît et embellit... en accumulant les déficits.

C'est cette situation branlante qui permet à Trigano de quitter insensiblement le statut de fournisseur pour devenir directeur financier de la société commerciale Club Méditerranée, qu'il fonde avec Blitz en 1953 et qui se substitue à l'association du même nom. Cette transformation et un prêt bienvenu sauvent une première fois de la déconfiture l'aventure qui a atteint le chiffre de 10 000 adhérents au printemps 1955. Les vacances sont appelées Gentils Membres par Blitz parce qu'ils supportent avec gentillesse les faiblesses de l'organisation.

Les vaches grasses

Trigano et Blitz, éblouis par le succès et par le désir de sauver l'humanité de ses onze millions sans vacances, confinent recettes et investissements. Ils se retrouvent à nouveau, en 1960 (45 000 GM et dix villages), au bord du dépôt de bilan. Le baron Edmond de Rothschild entre pour 35 % dans une nouvelle société Club Méditerranée et assure l'échéance au printemps 1961. Les années 60 consacrent la réussite du Club : les tentes qui ont vite remplacé les tentes obéissent à la place aux hébergements en dur, la libération sexuelle confère une fructueuse et sulfu-

reuse réputation : les bénéfices apparaissent (4,2 millions de francs en 1967).

En 1969, Gérard Blitz abandonne le Club pour se consacrer au bouddhisme zen et à l'enseignement du yoga. Gilbert Trigano, déjà PDG depuis le 31 octobre 1963, reste seul maître à bord. En 1970, il absorbe l'unique concurrent français, le Club européen du tourisme. En 1972, c'est au tour de l'Italien Valtur de rejoindre le Club. Le temps des vaches grasses et d'un monopole absolu est arrivé. 1975 : 432 700 GM, et 40 millions de francs de bénéfices; 1978 : 515 000 GM et 71,9 millions de bénéfices, etc.

La décennie 80 est moins somptueuse, malgré des chiffres en progression (1985 : 393 300 GM et 266,6 millions de bénéfices). Le produit, qui avait anticipé de façon étonnante sur les manèges de la vinté de Gilbert, qui possède moins de 1 % des actions du Club, d'imposer son fils Serge comme directeur, provoque de vifs conflits internes. Soucieux de trouver des partenaires dans la distribution des voyages et dans le transport aérien, le patron du Club tente en vain de se rapprocher des Wagons-Lits en 1986, d'Air France en 1988, de Nouvelles Frontières en 1989. Il fait peur.

De gauche, mais...

En 1990 et 1991, il absorbe le transporteur Minerva et son concurrent le Club Aquarius, avec sa filiale charter Air Liberté. Mais la guerre du Golfe, l'arrivée de la récession économique et la chute du trafic aérien font, pour la première fois depuis plus de vingt ans, reculer les chiffres de clientèle au cours de l'exercice 1990-1991 (1 119 200 GM) et provoquent un déficit de 17,3 millions de francs. Un nouveau déficit possible d'une trentaine de millions pour l'exercice clos en octobre prochain amène à se poser des questions sur le positionnement de la centaine de villages en activité, au moment où leur clientèle exige toujours plus de luxe et de confort, mais n'est plus prête à les payer.

La catastrophe aérienne dont sont victimes les GM partis pour le Sénégal, au début de l'été 1992, dans un avion affrété par Air Sénégal (30 morts et 26 blessés), persuade Gilbert qu'il n'a plus la

baraka et qu'il est temps pour lui de passer la main à son fils, Serge, directeur général depuis 1987.

D'une rapidité de calcul exceptionnelle, incapable d'immobilité (nu de vacances), angoissé perpétuellement, Gilbert Trigano a su marier la part du rêve méditerranéen de Gérard Blitz aux nécessités du compte d'exploitation. Passionné de poésie et toujours à gauche, au point d'être nommé par Laurent Fabius, Intraqu'il était premier ministre, délégué aux nouvelles formations, et d'être chargé par François Mitterrand d'organiser l'Exposition universelle de 1989 qu'il déconseilla de faire, le patron du Club a toujours veillé à ce que les coûts salariaux de son personnel, les GO (gentils organisateurs), demeurent au niveau du SMIC, son rêve étant le salaire à la performance. L'ancien communiste qu'il est entretient d'étonnantes relations d'amitié avec le roi du Maroc. Communicateur hors pair, au point de dire à chaque journaliste ce que celui-ci souhaite entendre, il utilise ses talents de comédien pour négocier remarquablement des baux immobiliers ou des devis de chantier.

Gilbert a un peu façonné le visage de la France de cette fin de siècle. Il a, dès 1972, introduit des cours d'informatique parmi les activités offertes dans les villages du Club. Il a appris les vacances à des millions de GM. Il n'a brisé les classes sociales par le tourisme, le collier-bar (pas d'argent dans les villages) et le maillot de bain, au point que le directeur et l'employé peuvent se côtoyer sans gêne. Mais son rêve a toujours été de permettre à chacun de réaliser, pendant le temps du loisir, les potentialités qu'il recèle en plus profond de sa personnalité.

Si Gilbert devait dire le métier qu'il préfère entre tous, ce serait GO. Ou plutôt chef de village, cet être doué d'ubiquité, qui semble ne jamais dormir, qui parle trois ou quatre langues, qui sait compter, nager, danser, flirter, qui organise des jeux et qui met en scène, qui est tout à tous, qui est éternellement bronzé, accueillant et pardessus tout gentil. Le saltimbanque des rigoles est devenu un vrai professionnel du bonheur. Grâce à Gilbert.

ALAIN FAUJAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EFIM

(Ente Partecipazioni e Finanziamento Industria Manifatturiera)

Vente des participations détenues dans Construzioni Ferroviarie S.p.A., AVIS S.p.A. et Breda Fucine Meridionali S.p.A. et du secteur ferroviaire de Reggiane OMI.

L'EFIM, Ente Partecipazioni e Finanziamento Industria Manifatturiera, détient 99,93 % du capital de Aviofer S.p.A., qui à son tour détient :

99,975 % du capital de Breda Costruzioni Ferroviarie S.p.A., le solde résiduel (0,025 %) appartenant à Finanziaria E. Breda S.p.A. ; 99,975 % du capital de AVIS S.p.A., le solde résiduel (0,025 %) appartenant à Finanziaria E. Breda S.p.A. ;

81,21 % du capital de Cometa S.p.A., le solde résiduel (18,79 %) étant détenu en partie par Breda Costruzioni Ferroviarie S.p.A. (10 %) et en partie par Finanziaria E. Breda S.p.A. (8,79 %) ;

31,835 % du capital de Finanziaria E. Breda S.p.A., qui détient 99,996 % du capital de Breda Fucine Meridionali S.p.A., le solde résiduel (0,004 %) appartenant à S.I.G.M.A. S.p.A. (Groupe EFIM) ; et 99,935 % du capital de Effimiparti S.p.A. qui à son tour possède 100 % du capital de Reggiane OMI S.p.A.

Le Commissaire Liquidateur de EFIM, agissant en vertu de l'article 4 paragraphe 1 du décret législatif n° 487/1992 converti en loi n° 33/93 et selon le paragraphe 2.2 du programme de liquidation approuvé par le décret interministériel n° 94527/9 du 21 janvier 1993, a l'intention de procéder à la vente des participations indirectement détenues par EFIM dans Breda Costruzioni Ferroviarie S.p.A., AVIS S.p.A., Cometa S.p.A. et Breda Fucine Meridionali S.p.A. et du secteur ferroviaire de Reggiane OMI (le secteur « Comparti Mezzi e Sistemi di Trasporto ») ; à cette fin le Commissaire Liquidateur, considérant l'arbitrage du prof. Natalino Irti, déposé en date du 26 février 1993, par lequel sont reconnues la validité et l'efficacité de l'accord de préemption stipulé le 12 mars 1992 en faveur de Finmeccanica, accord qui opère à partir de conditions en cas de vente à un tiers, mais sans que ces interfèrent dans l'indépendance du Commissaire Liquidateur dans ses décisions en matière de vente et de modalités, invite les parties intéressées à l'achat du secteur « Comparti Mezzi e Sistemi di Trasporto » à requérir, à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 9.10.1993, l'invitation pour participer à la vente du secteur susmentionné selon les modalités qui leur seront communiquées ultérieurement, à :

MEDIOBANCA S.p.A.
Via Filodrammatici, 8 - 20121 Milano - Italie
Dr. Maurizio Rattini
Dr. Vittorio Curat

et, en copie, pour connaissance, au Commissaire Liquidateur de EFIM, Via XXIV Maggio, 43/45 - 00187 Roma - Italie

Le Commissaire Liquidateur se réserve le droit d'exclure de la vente les participations indirectement détenues par EFIM dans AVIS, Cometa et Breda Fucine Meridionali.

Les intermédiaires et les fiduciaires sont explicitement exclus de la procédure de la vente. La vente sera effectuée dans les situations de fait et de droit dans lesquelles se trouvent les participants concernés.

Cette invitation est conçue pas une offre publique aux termes de l'article 1336 du Code Civil, et a pour but d'obtenir l'invitation à offrir l'acquisition de la part d'un seul acheteur et donc ne peut être considérée comme un appel à l'épargne publique au sens de l'article 1118 de la loi n° 216 de 1974.

Rome, 1^{er} octobre 1993

Prof. Avv. Alberto Predieri
Commissaire Liquidateur

COMMUNICATION

Un débat sur la chaîne culturelle franco-allemande

ARTE, utopie télévisuelle

« ARTE et l'utopie télévisuelle » : tel est le thème du débat qui réunit à Paris, du 29 septembre au 1^{er} octobre, une cinquantaine d'intellectuels, à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la chaîne culturelle franco-allemande : celui de sa première année de diffusion hertzienne en France et de sa seconde année de présence sur le câble allemand.

Les responsables de la chaîne culturelle franco-allemande ARTE voulaient profiter de la célébration du double anniversaire de leur chaîne pour dresser un premier bilan. Le Goethe Institut, le centre culturel allemand de Paris, qui organise ce colloque en association avec la Süddeutsche Zeitung et le Monde, a donc convié quarante-sept personnalités des deux pays à participer, du mercredi 29 septembre au vendredi 1^{er} octobre, à un « débat critique numéroté de la télévision », baptisé « ARTE et l'utopie télévisuelle », officiellement inauguré par l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en France, Jürgen Sudhoff.

Les participants au colloque ont été invités à se prononcer sur la tentative, menée grâce à ARTE, « de faire de la télévision l'égal intellectuel et esthétique des réalisations les plus prestigieuses des médias artistiques classiques » (cinéma, théâtre, etc.). En prologue, le Goethe Institut avait choisi de confronter des intellectuels français et allemands dont la télévision ne constitue pas le champ de préoccupation principale, pour aborder successivement les rapports entre la média télévision, la société, la technique et la culture.

C'est le philosophe et écrivain Alain Finkielkraut qui a ouvert le feu en affichant son scepticisme à l'égard de la télévision en général et d'ARTE en particulier, testée « trop loin du but recherché ». La télévision, selon lui, substitue « l'image au réel, la trace au vécu ». L'essayiste s'est également inquiété de l'émergence d'une télévision mondiale, illustrée par le personnage de Sylvester des « Guignols de l'Info » sur Canal Plus, qui abolirait « les intervalles entre les hommes » et imposerait « l'humanisme électronique ».

L'image qui apporte à domicile les souffrances des populations, « c'est l'image qui nous sépare du réel », affirme Alain Finkielkraut. Et il est « chimérique », pour lui, de confier à la télévision le soin de « réparer partiellement les maux faits au monde ». « Voilà le sens du mot utopie », ajoute-t-il.

L'écrivain français avait pour interlocuteur le spécialiste allemand, Dietmar Kamper. Tous deux se sont opposés sur l'une des déviations de la télévision : le zapping, qui rend, selon Alain Finkielkraut, « le téléspectateur tyrannique et insatiable » et l'incite à adopter une attitude entre « l'infantile et la sénile ». M. Kamper y décèle quant à lui une « réponse agressive contre l'agressivité de l'image unifiée », par « l'expression des multiples personnes existant dans la société », chacun exprimant sa différence et s'appropriant l'image.

« Elevée au rang d'art »

Dans un deuxième débat, Paul Virilio, professeur à l'Ecole spéciale d'architecture de Paris (ESA), et Friedrich Kittler, professeur à l'université de Bochum, se sont davantage intéressés à ARTE, représentant pour le premier « un modèle d'échange des diversités de chacun », tandis que le second l'élevait « au rang d'art », en raison de son travail « exemplaire, au ras-de-sol ». Pour tous les deux, ARTE est un ballon d'oxygène face à ce que Paul Virilio a décrit comme « la constitution probable d'un empire qui asservirait nos sociétés aux technologies cybernétiques qui n'auraient plus rien en commun avec les activités traditionnelles de la presse ou de l'édition, mais plutôt avec les pratiques de mise en conditionnement des systèmes totalitaires ».

Le problème contemporain, ont poursuivi MM. Virilio et Kittler, c'est la « positivité des techniques imperméabilisées » qui masque les effets négatifs, « les catastrophes » entraînées par chaque technologie nouvelle. Enfin, l'aspect culturel a été évoqué pour rappeler la nécessité du maintien du « verrou de l'exception culturelle européenne » et du refus de faire de la télévision « un simple instrument de distraction au service du profit ».

CHRISTEL MONNARD

Alain Carignon rappelle à Sir Leon Brittan la position de la France sur l'« exception culturelle ». - Alain Carignon, ministre de la communication, a réagi, mercredi 29 septembre, aux déclarations de la veille, sur Europe 1, de Sir Leon Brittan, membre de la Commission européenne et négociateur du GATT, en estimant que personne n'était autorisé à parler de « spécificité culturelle » au sujet de l'audiovisuel lors des discussions sur le GATT. « Aucun mandat n'a été donné à quiconque de négocier un quelconque accord susceptible de remettre en cause l'exception culturelle », a déclaré M. Carignon. « Elle est la seule garantie juridique de la sauvegarde des mécanismes de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique », a ajouté un communiqué du ministre de la communication.

Progression de 30 % des abonnés au câble à Paris en un an. - Le nombre des abonnés au câble en France s'est accru de 1,26 % en juillet et août, par rapport au mois de juin, pour atteindre 1,18 millions de foyers (sur cinq millions de prises possibles). Cette hausse moyenne de 1,26 % est surtout due à une forte progression des abonnements collectifs. Pour sa part, le nombre des abonnés au réseau câblé parisien, Paris TV Câble (filiale de la Lyonnaise Communication) s'est accru de 30 % pour atteindre aujourd'hui 132 000 abonnés. La société estime que sa perte annuelle sera réduite de moitié en 1993. Elle se félicite de la bonne progression du Visipass, le système de contrôle d'accès qui équipe maintenant 25 % des abonnés et leur donne accès aux chaînes optionnelles de cinéma. La filiale de Lyonnaise Communication insiste toutefois sur des pouvoirs publics sur la nécessité de préserver un système de contrôle d'accès ouvert, commun à tous les opérateurs du câble qui seul permet d'accéder au marché pour les éditeurs de programmes et « une vraie liberté de choix pour les consommateurs ».

L'entretien devient Entrevue. - Le mensuel créé par Thierry Ardisson en juin 1992 sous le titre Interview s'appelle dorénavant Entrevue. Cette modification fait suite à la décision prise en juin par le juge des référés de Paris d'interdire l'utilisation de la marque Interview, après la plainte

déposée par la société éditrice du magazine américain du même nom fondée par Andy Warhol (le Monde du 3 septembre).

Le prix Mûbbs pour les produits multimédias. - Dans le cadre des 10^{es} Rencontres de l'audiovisuel scientifique (le Monde des 15-16 août), à la tour Eiffel du 1^{er} au 12 octobre, le deuxième prix Mûbbs, décerné par la Commission européenne, récompensera un produit « multimédia » (CD-ROM, ou CDI). Pour l'association (l'AFIM) qui organise ce prix, c'est l'occasion de mieux faire connaître les productions et les enjeux de ces médias interactifs. Deux journées sont organisées salle Gustave-Eiffel, Tour Eiffel, 1^{re} et 2^e octobre, avec notamment une soirée consacrée aux « multimédias » sur la Chine (le 1^{er} octobre) et un atelier (le 2^e à 15 heures) sur les initiatives de la presse dans le multimédia, dont le Monde sur CD-ROM présenté par Michel Tatu.

► Renseignements au 47-23-79-30.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 4 mai 1993, le Tribunal de Pontivy, sur plainte de l'AFP, a condamné M. Cristian VAREPOPOULOS, demeurant 36, avenue Frédéric-Joliot-Curie à Garges-les-Gonesse 95000, et en tant que civilement responsable, l'AGENCE FRANÇAISE DE PRESSE devenue AGENCE LIBÉRALE DE PRESSE (ALIP), pour contrefaçon des marques noires « AGENCE FRANCE PRESSE » et « AFP » dont l'AFP est titulaire.

Le Tribunal a retenu que le fait de proposer dans des mailing aux consommateurs de devenir, moyennant finances, « correspondant de presse » de l'AGENCE FRANÇAISE DE PRESSE, ne pouvait fonctionner que par et grâce à la confusion volontairement créée dans leurs esprits, avec l'AFP. Il a condamné le prévenu à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis, et solidement avec l'AGENCE FRANÇAISE DE PRESSE (ALIP), à verser à l'AFP 10 000 F de dommages et intérêts et 5 000 F au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale. Il a ordonné la publication par extrait du jugement et la destruction, de l'ensemble des documents contrefaisants dénommés.

Pour extrait : Dominique MENARD DUBARRY, LEVEQUE, LE DOUARIN & VEIL.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CANAL+ D'INFORMATIONS

RÉSULTATS EN PROGRESSION

Le Conseil d'Administration réuni le 21 septembre sous la présidence d'André ROUSSELET a arrêté les comptes du premier semestre 1993, qui font apparaître une évolution satisfaisante des divers secteurs d'activité du Groupe.

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1993	1 ^{er} semestre 1992	% variation
Chiffre d'affaires			
- Abonnements	3477	3142	+10,7%
- Publicité et parrainage	267	223	+19,7%
- Autres biens et services vendus	539	523	+ 3,1%
Total	4283	3888	+10,2%
Résultat d'exploitation	864	866	- 0,2%
Résultat financier	31	86	-64,0%
Résultat exceptionnel net d'impôt	160	(120)	N.S.
Part des sociétés mises en équivalence	(106)	(158)	- 32,9%
Résultat net part du Groupe	676	507	+33,3%

Ainsi que le chiffre d'affaires continue à progresser, le résultat d'exploitation reste stable du fait du lancement de CanalSatellite qui, pour son premier semestre complet d'activité, enregistre une perte d'exploitation de 104,4 millions conforme aux prévisions. Il faut rappeler que l'ouverture du capital de cette société à hauteur de 20 % au cours du premier semestre a déchargé un profit de dilution exceptionnel de 140 millions de francs qui couvra l'impact des pertes de ce projet pour l'exercice 1993. Lors du premier semestre de l'année précédente, les difficultés de la société de production Carolea avaient entraîné, au contraire, des charges exceptionnelles importantes.

Les résultats des sociétés mises en équivalence sont également en amélioration, grâce aux chaînes à péage européennes qui entrent maintenant dans la phase bénéficiaire, alors que les investissements consentis pour les chaînes thématiques se maintiennent à un niveau élevé.

Malgré la crise économique qui touche les différents pays européens, les perspectives de recrutement d'abonnés tant en France qu'à l'étranger devraient rester conformes aux estimations faites pour 1993. Les prévisions de résultat tablent toujours sur un bénéfice net consolidé part du Groupe de l'ordre de 12 milliard, en progression d'environ 10 % par rapport à 1992, pour un chiffre d'affaires consolidé de 8,8 milliards.

Ce niveau de résultats permettra à la Société de poursuivre ses efforts dans le domaine des programmes et de la production pour répondre aux défis de la concurrence internationale et pour maintenir son avance technologique.

Minitel Actionnaires : 3615 CPLUS - Rubrique "Bourse en direct".

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

VIE DES ENTREPRISES

Hausse du dollar et effets du plan de restructuration

Les résultats de la CGM commencent à s'améliorer

Le président de la Compagnie générale maritime (CGM), Eric Giuly, a fait état, mardi 28 septembre, d'une sensible amélioration des comptes du groupe public au cours des derniers mois. Les pertes attendues pour l'année 1993 ne seraient plus que de 437 millions, au lieu de 689 en 1992. Trois facteurs expliquent ce début de redressement : le retrait de la compagnie des lignes d'Amérique du Nord, la sensible remontée du cours du dollar en 1993 et les effets du plan drastique de restructuration engagé depuis un peu plus d'un an.

Les plus-values dégagées par les cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme stratégiques pour le transport par navires porte-conteneurs (par exemple le patrimoine immobilier), sont en majeure partie compensées par le

Concurrence dans les radiocommunications
La Compagnie générale des eaux autorisée à créer un service de téléphone sans fil

La Compagnie générale des eaux a obtenu l'autorisation de tester dans « une commune de la région parisienne » un nouveau service de téléphone sans fil pour piston, qui pourrait être un jour concurrent du téléphone Bi-Box récemment lancé à Strasbourg et Paris par France Télécom.

Le ministre de l'Industrie et des postes et télécommunications, Gérard Longuet, a annoncé mercredi 29 septembre l'octroi de cette autorisation lors d'une réception au Syndicat des industries des télécommunications (SIT). L'expérimentation de ce nouveau service par la Compagnie générale des eaux, qui contrôle la société de radiotéléphone SFR, pourrait débiter début 1994. Il permettra de téléphoner et de recevoir des appels avec un téléphone de poche à condition de se trouver à proximité d'une « borne » reliée au réseau public. La norme technique DECT - différente de la norme adoptée par France Télécom pour Bi-Box - et le réseau s'appuiera sur les infrastructures du réseau câblé.

Par ailleurs, M. Longuet a annoncé qu'il avait décidé d'assouplir les conditions d'exploitation des deux réseaux de radiotéléphone numérique GSM, qui n'auront plus obligatoirement à utiliser les liaisons spécialisées de France Télécom pour acheminer les communications. A la place, la SFR, voire même France Télécom, pourront installer des liaisons par faisceaux hertziens, fibre optique ou câble, ce qui devrait contribuer à une nouvelle baisse des prix.

M. Longuet a indiqué que les trois sociétés qui s'étaient déclarées candidates à l'exploitation d'un nouveau service de radiomessagerie européen - France Télécom Mobiles, la Cofira (groupe Compagnie générale des eaux) et Bouygues - ont obtenu une licence.

coût des plans sociaux, aussi bien pour le personnel sédentaire que pour les navigants. La CGM exploite dix-neuf navires sous pavillon français (enregistrés aux Kerguelen) mais, avec les filiales du groupe, la flotte compte trente-quatre bateaux.

Enfin, Eric Giuly a annoncé la signature d'un accord de partenariat avec le groupe britannique Inchcape, ce dernier assurant à compter de novembre la représentation des lignes de la CGM dans les grands ports de Scandinavie.

Quant au rapprochement avec SDV (groupe Bolloré), il continue à faire l'objet de conversations régulières entre les deux présidents et d'accords techniques au cas par cas, mais rien ne laisse penser que la vente de la CGM à Bolloré puisse être annoncée dans un avenir proche. D'autant que le groupe diversifié du patron breton est engagé lui-même avec ses actionnaires dans une délicate opération de restructuration de son capital. Vincent Bolloré doit à la fois faire face au déficit de sa branche maritime (les lignes d'Afrique bérérées de Delmas Vieilleux sont dans une situation très préoccupante) et à un endettement considérable.

F. Gr.

Alors que le PDG du constructeur automobile espagnol a démissionné

Plus de 8 000 emplois sont menacés chez SEAT

MADRID
de notre correspondant

Le président de SEAT (Société espagnole d'automobiles de tourisme), Juan Antonio Diaz Alvarez, a présenté mercredi 29 septembre sa démission à Ferdinand Pisch, président de Volkswagen, détenteur de 99 % des actions de SEAT, qui l'a acceptée. Ce départ intervient seulement vingt-quatre heures après le rejet par la firme allemande du plan de redressement présenté par le patron de SEAT parce que considéré comme « beaucoup trop mou ». Volkswagen paraît vouloir fermer les usines de la zone franche située à la périphérie de Barcelone et licencier 8 000 à 9 000 personnes sur les 11 000 employés, alors que Juan Antonio Diaz Alvarez avait proposé un plan de reconversion de ces chaînes de montage d'outils étaient sorties les premières SEAT en 1951. Tout un symbole !

Cette démission aggrave la crise au sein du groupe automobile espagnol, dont les pertes pourraient se monter à 100 milliards de pesetas (4,3 milliards de francs) à la fin de cette année (le Monde du 16 septembre). Lors du conseil d'administration de SEAT, le 14 septembre, Volkswagen a décidé de reprendre pour 120 milliards de pesetas (5,2 milliards de francs) l'usine de Pampelune et la société financière

Fisat. La firme de Wolfsburg ne semble pas préparée à faire d'autres sacrifices en raison d'une situation financière délicate et veut réduire considérablement le personnel de SEAT, soit 23 000 personnes au total.

Les colères investissements de l'usine hypermoderne de Martorell à Barcelone (244 milliards de pesetas, soit 10,5 milliards de francs), la chute de 23 % des ventes sur le marché national, un stock de 85 000 voitures et la dévaluation de la peseta par rapport au deutschemark (28 %) ont placé le constructeur espagnol dans une situation très difficile. L'échec du projet de réalisation d'un véhicule utilitaire avec Suzuki dans l'usine de la zone franche et un niveau de production inférieur aux prévisions auraient décidé Volkswagen à tirer un trait sur le bateau amiral de SEAT.

Ferdinand Pisch doit recevoir la semaine prochaine les représentants des syndicats espagnols, qui ont annoncé qu'ils étaient décidés à se battre pour « maintenir l'activité productive » coûte que coûte. Juan Antonio Diaz Alvarez n'a fait aucun commentaire. Après neuf années à la tête de SEAT, il laisse la place à Peter Walzer, vice-président technique, dans l'attente de la nomination d'un nouveau président.

MICHEL BOLE-RICHARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PRIVATISATION

■ Suspension de la cotation des certificats d'investissement BNP - La Société des Bourses françaises a annoncé, jeudi 30 septembre dans la matinée, la suspension de la cotation des certificats d'investissement BNP. Cette suspension devrait être le prélude à l'annonce par la Commission de privatisation de son évaluation du prix minimum d'une action BNP. Une fois l'évaluation rendue publique, le ministre de l'économie aura alors à fixer son prix de vente, avant de lancer l'offre publique. Depuis plusieurs jours, la rumeur à la Bourse de Paris indique la date du 5 octobre pour le début de l'opération (le Monde du 12 septembre). Tout reste pourtant suspendu à la santé du marché boursier en net regain de forme depuis quelques jours.

RACHAT

■ FNAC : Altus et CIP relèvent leur offre - Le Conseil des Bourses de valeur (CBV) a donné son feu vert, mercredi 29 septembre, à la dernière phase du rachat de la FNAC par Altus et la CIP (Compagnie immobilière Phénix). Les deux entreprises - qui détiennent 50,01 % de la FNAC - vont augmenter le prix qu'elles proposent, dans le cadre d'une opération de maintien des cours, pour les titres en circulation : il s'établira à 2 969 francs pour les actions et de 941 francs pour les bons de souscription. Ces achats seront opérés pour 50 % par Altus et 50 % par CIP. Les deux repreneurs ont conclu un pacte d'actionnaires, prévoyant notamment un droit de préemption de sept ans et demi. En outre, dans un avis financier, Altus et CIP précisent que, sollicités par des tiers, ils « n'ont ni donné suite ni accordé aucun droit à un tiers sur la FNAC, tant en ce qui concerne le capital que la gestion, étant précisé qu'aucune opération de ce type n'est, actuellement, ni en

cours de négociation, ni envisagée à l'horizon des douze prochains mois ». Toutefois, précise le texte, ils se réservent le droit d'étudier dès 1994 les opportunités (notamment ouverture du capital à un tiers ou alliance commerciale privilégiée) qui s'offriront à eux.

CAPITAL

■ Rhône-Poulenc envisage de renforcer sa participation dans l'Institut Mérieux - Les cotations de l'Institut Mérieux ont été suspendues, jeudi 30 septembre à la Bourse, Rhône-Poulenc ayant annoncé avoir engagé des discussions en vue d'une augmentation de sa participation. Actuellement, le groupe biotech privé contrôle 51 % de l'Institut Mérieux, les autres actionnaires étant la famille Mérieux (16 %), la famille Dassault (14 %), l'Institut Pasteur (4 %), le reste (15 %) étant dispersé dans le public. Ce renforcement de la participation de Rhône-Poulenc, qui pourrait porter sur la totalité des 49 % du capital restant, devrait permettre au groupe de mieux intégrer cette firme dans son pôle santé et de faire jouer des synergies.

■ La SNECMA bénéficie d'une recapitalisation de 759 millions de francs - Le constructeur de moteurs d'avions SNECMA, qui a perdu 351 millions de francs au premier semestre 1993, va procéder à une augmentation de capital de 759 millions de francs, dont 750 souscrits par l'Etat, son principal actionnaire, qui détient 97,11 % du capital. Mais le groupe américain United Technologies (UTC), qui contrôle Pratt et Whitney, motoriste rival de la SNECMA, et qui détient 1,73 % du capital de cette dernière, a décidé de suivre l'augmentation de capital.

CRISE

■ Saint-Gobain Emballage : 407 suppressions d'emplois en 1994 et 1995 - Saint-Gobain Emballage a annoncé, mercredi 29 septembre à Paris, 407 suppressions d'emplois en 1994 et 1995, dans les six usines du groupe. La direction justifie ce nouveau plan social par la « nécessité d'adapter les moyens de production à une demande en baisse » et par « une forte concurrence étrangère, exacerbée par les dévaluations des monnaies » italienne, espagnole et portugaise. La direction déclare « vouloir éviter autant que possible les licenciements », par reclassements internes, passages à temps partiel et, dans certains cas, cessations anticipées d'activité. Selon le comité central d'entreprise (CCE), « c'est la première fois qu'un chiffre aussi important de suppressions d'emplois est annoncé ». Producteur de « verre creux », Saint-Gobain Emballage emploie 3 000 personnes et a un chiffre d'affaires de 3,25 milliards de francs.

MANAGEMENT

■ La direction de GO-Voyages démissionne - Les deux principaux dirigeants de GO-Voyages, filiale à 100 % du groupe GMA (Généraliste mutuelle des fonctionnaires), Georges Huber et Serge Fabre, respectivement PDG et directeur général, ont démissionné mercredi 29 septembre. René Frey a été élu au poste de président directeur général. En juin, la GMA avait annoncé son intention de confier au groupe Air France la gestion de GO-Voyages. Aux termes de cet accord, GO-Voyages est devenue filiale de Jet Tours. Spécialiste des billets à prix réduit, GO-Voyages a enregistré pour l'exercice clos le 31 octobre 1992, un chiffre d'affaires de 378 millions de francs.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescaquer, gérant directeur de la publication Bruno Freppart directeur de la rédaction

directeur de la gestion Manuel Lubat secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Farnaud Bertrand La Gendrie Jacques-François Simon

Daniel Vernet (des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Bourque (1983-1985) Jacques Perret (1985-1987) André Maurin (1987-1989) André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUBOURG, 15

Tél. : (1) 40-85-25-26

Télécopieur : (1) 40-85-25-28

ADMINISTRATION : 1, PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : 40-85-30-10

LE MONDE DES CARRIÈRES

GIE de protection juridique recherche JURISTE

spécialisé en droit social et droit du travail - bonne conn. en droit administratif apprécié. Pour CDD ou pour CDDI, photo et CV à l'adresse : 6, rue Saint-Pierre 75008 PARIS

DEMANDES D'EMPLOI

J.H. 26 ans, dév. O.M. bac + 2, parlant et écrivain français (niveau un en anglais), 3 ans d'expérience commerciale dans entreprises localisées en milieu photo, vidéo, accepterait tous horaires nécessaires. Excell. présentation Tél. : 43-04-42-41 - 43-04-02

automobiles

Proche CHAMPS-ÉLYSÉES

R. Washington, BOX 20 m²

Tél. : 45-08-41-00

boxes - parking

Tél. : 45-08-41-00

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 30 septembre ↑ Soutenue

La note était tout juste soutenue jeudi 30 septembre à la Bourse de Paris dans un marché calme qui se prépare à la première privatisation du gouvernement. Surtout, celle de la BNP, dont la cotation du certificat d'investissement a été suspendue dès l'ouverture.

En hausse de 0,08 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,11 %. Aux alentours de 12 h 45, les valeurs françaises s'appréciaient de 0,08 % à 1 228,40 points.

Après la phase de consolidation qui s'est poursuivie pendant trois semaines environ, le marché présente à nouveau des attraits pour les gros investisseurs, qu'ils soient français ou étrangers, notent les gestionnaires.

Quelques résultats semestriels meilleurs que prévu (Solel Roesig, Immatel par exemple) incitent certains analystes

à penser que des frémissements sont perceptibles dans l'économie française.

Les gestionnaires se plaignent de la « complexité » des opérations pour la mise en vente des actions BNP qui, selon eux, devrait commencer le 5 octobre. La cotation du CAC a été suspendue jeudi. La veille ce titre BNP valait 277 francs à la suite d'un repli de 2 %. En un mois, l'action BNP a cédé 4,15 % mais effiche un gain de 32 % depuis la clôture de l'année.

Parmi les titres en hausse sensible, on relève SAT + 4,2 % ; BF Aquitaine gagnait 2,2 % dans un marché de 311 000 titres.

A l'inverse, Bati Equipement cédait 5,4 % pour 11 000 titres échangés et le Compagnis bancaire 2,8 % pour 12 000 titres.

NEW-YORK, 29 septembre = Calme

Wall Street a terminé quasiment inchangé pour la deuxième journée consécutive mercredi, les intervenants affectant des opérations de mise à jour avant le fin du trimestre et restant prudents avant la publication des résultats financiers de sociétés à partir de la semaine prochaine. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la séance à 3 589,30 points, en hausse de 0,28 point. Les opérations de mise à jour ont soutenu l'activité et quelques 280 millions de titres ont été échangés. Les valeurs en hausse ont toutefois été légèrement inférieures aux titres en baisse : 591 contre 1 000, alors que 826 actions sont restées inchangées.

Les valeurs boursières avaient bien réagi durant la semaine à une progression plus forte qu'attendue (+ 3,9 %) du produit intérieur brut (PIB) du deuxième trimestre. Mais les investisseurs ont profité du reste de la journée pour mettre à jour leurs portefeuilles avant la fin du trimestre, ont observé des analystes. Ces derniers ont également relevé une certaine prudence des détenteurs de capitaux avant la publication des résultats financiers des entreprises au troisième trimestre.

Les pétroliers ont été le principal moteur de Wall Street, grâce à une forte hausse des prix du brut. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence, est ramené à 5,99 % contre 6,04 % mardi soir.

VALEURS	Cours du 29 sept.	Cours du 28 sept.
Alcatel	87 7/8	86 3/4
AT&T	59 1/2	59 1/4
Bell	39	38 7/8
Chrysler	37 1/4	37 1/8
De l'Or	46 7/8	47 1/8
Exxon	58 3/4	58 7/8
General Motors	34	33 1/2
Ford	55 1/4	55 1/4
General Electric	55 7/8	55 3/8
General Motors	45 3/4	45 3/8
IBM	44 3/8	44 1/4
Intel	45 3/4	45 1/8
ITT	83 3/4	84
Motorola	80 1/8	81 1/2
Pepsi	59 1/2	59 1/4
Schlumberger	54	53 3/8
Texas	58 1/2	57 1/2
Union Carbide	144 5/8	144 1/8
Union Carbide	19 1/4	19 3/8
United Tech.	55	55
Westinghouse	33 1/8	33 1/8
Xerox Corp.	73 5/8	72 3/8

LONDRES, 29 septembre ↓ Repli

Les valeurs ont reculé, mercredi 29 septembre, au Stock Exchange après trois séances consécutives de hausse, affectées par plusieurs augmentations de capital et par la manque de succès de la dernière adjudication de fonds d'Etat. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 8,2 points, soit - 0,2 %, à 3 030,1 points. Environ 508,4 millions de titres ont été échangés contre 598,1 millions la veille.

De côté des valeurs, les alimentaires, les groupes de tabac, les magazines ainsi que les groupes de presse ont été affectés par le discours prononcé mardi soir par le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, à Washington, dans lequel il a fait allusion à une possible hausse des impôts indirects. En revanche, les banques, les groupes de télécommunications et les compagnies d'électricité ont affiché des gains sensibles. Scottish and Newcastle a balayé de

VALEURS	Cours du 29 sept.	Cours du 28 sept.
Allied Lyons	5,72	5,71
B.P.	3,13	3,17
B.T.A.	3,71	3,74
Carly	4,32	4,3
De Beers	12,28	12,26
Diageo	40,20	40,22
E.U.S.	40,50	40,50
L.I.C.	7,21	7,14
Long	16,33	16,35
RTZ	7,02	6,95
Shell	6,84	6,85
Unilever	10,70	10,67

TOKYO, 30 septembre ↑ Reprise

La Bourse de Tokyo a fini en très légère hausse, jeudi 30 septembre, grâce aux achats des investisseurs institutionnels soutenus d'améliorer leur bilan en ce jour d'arrêt des comptes du semestre fiscal. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a terminé en hausse à 28 300 points, à 20 105,71 points, soit une progression de 0,14 %. Environ 250 millions de titres ont été échangés contre 300 millions la veille.

Les boursiers pensent que l'indice Nikkei continuera à évoluer dans une

large marge étroite car le marché craint que les nombreuses entreprises à échéance des contrats à terme ne déclenchent des dégonflements massifs.

VALEURS	Cours du 29 sept.	Cours du 30 sept.
Aigiron	1 280	1 280
Alcatel	1 440	1 440
Carly	1 440	1 440
De Beers	1 440	1 440
Diageo	1 440	1 440
E.U.S.	1 440	1 440
L.I.C.	1 440	1 440
Long	1 440	1 440
RTZ	1 440	1 440
Shell	1 440	1 440
Unilever	1 440	1 440

CHANGES

Dollar : 5,6540 F ↑

Jeudi 30 septembre, en milieu de journée, le dollar s'échangeait en forte hausse sur le marché des changes parisiens à 5,6540 F contre 5,6350 F la veille au soir, alors que le deutschemark reculait à 3,4883 F dans un marché calme sans véritable direction en raison de l'incertitude qui plane sur la situation en Russie.

FRANCOFORT 29 sept. 30 sept.
Dollar (en DM) 1,6140 1,6175
TOKYO 29 sept. 30 sept.
Dollar (en yen) 163,23 163,10

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (30 sept.) 7 1/16-7 3/16 %
New-York (29 sept.) 3 5/16 %

BOURSES

28 sept. 29 sept.
SBF, base 100 : 31-12-81
Indice général CAC 584,40 586,04
SBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40... 2 119,97 2 126,80

NEW-YORK (indice Dow Jones)

28 sept. 29 sept.
Industriel 3 566,02 3 566,30
Londres (indice Financial Times)

28 sept. 29 sept.
100 valeurs 3 836,90 3 838,18
20 valeurs 2 325,50 2 323,60
Midi 178,49 180,50
Fonds d'Etat 101,87 101,86

FRANCOFORT
28 sept. 29 sept.
Dax 1 913,61 1 907,69
TOKYO
28 sept. 29 sept.
Nikkei Dow Jones 20 077,41 20 105,71
Indice général 1 617,36 1 626,25

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,6420	5,6480	5,6640	5,7005
Yen (100)	5,5645	5,5701	5,4276	5,4949
Scs	6,5711	6,5386	6,0215	6,6309
Deutschemark	3,4880	3,4895	3,4925	3,4396
Franc suisse	3,9844	3,9894	4,0088	4,0159
Libra sterling (100)	5,5745	5,5745	5,5544	5,5588
Libra sterling	8,5194	8,5163	8,5450	8,5554
Peseta (100)	4,3213	4,3270	4,2865	4,2965

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3	3 1/8	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	2 7/16	2 9/16	2 7/16	2 9/16	2 7/16	2 9/16
Scs	7 11/16	7 13/16	7 9/16	7 11/16	7 1/4	7 3/8
Deutschemark	6 3/4	6 7/8	6 5/8	6 3/4	6 5/16	6 7/16
Franc suisse	4 11/16	4 13/16	4 5/8	4 3/4	4 3/8	4 1/2
Libra sterling (100)	8 9/16	8 13/16	8 11/16	8 15/16	8 9/16	8 13/16
Libra sterling	10 1/8	10 1/2	10 1/4	10 3/8	9 7/16	9 15/16
Peseta (100)	10 1/8	10 1/2	10 1/4	10 3/8	9 7/16	9 15/16
Franc français	7	7 1/4	6 15/16	7 1/8	6 11/16	6 7/8

Ces courants indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

Le Monde

L'IMMOBILIER

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DDMICATIONS
et tous services 43-55-17-50

appartements

achats
Recherche 2 à 4 p. PARIS prêt.
B. 5-7, 14-15, 16-17, 18-19, 20-21
FAIE COMPT chez nous
48-74-48-07 même le soir.

terrains

A vendre : 4 km de Provins (77)
Terrain à bâtir, surface 558 m².
Tél. : 60-67-85-88.

locations non meublées offres

Région parisienne

• CHAMPS-SUR-MARNE - MARNE-LA-VALLÉE
Maison 4 pièces
Loyer charges comprises : 4 800 F.

• AGGLOMÉRATION DE MEAUX :
Appartement 3 pièces
Loyer : 3 500 F

Appartement 4 pièces
Loyer : 4 000 F

OPAC DE MEAUX : 60-23-37-38.

maisons individuelles

A vendre à Cantigny (Coran),
de part à part, maison
5 min. plage, R. de ch., séjour
avec coin

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 30 SEPTEMBRE

Liquidation : 22 octobre
Taux de report : 7.25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0.18 % (2130.73)

COMPANIES	VALUES	Cross priced	Dollar cost	% +-	COMPANIES	VALUES	Cross priced	Dollar cost	% +-	COMPANIES	VALUES	Cross priced	Dollar cost	% +-	COMPANIES	VALUES	Cross priced	Dollar cost	% +-
5900	ENF-SOP 25	5900	5900		250	Deutsche Electric 1	360	362	-1.50	360	Miner Winkler 1	362	360	+0.44	360	Sole Badger 1	360	378	-2.25
1000	B.N.P. (P.)	1000	1000	-1.50	360	Deutsche Electric 2	360	360	-1.50	360	Deutsche Electric 3	360	360	-1.50	360	Sole Badger 2	360	378	-2.25
1008	Dynamene (P.)	1008	1008	+0.07	360	Dynamene 1	510	510		360	Deutsche Electric 4	360	360	-1.50	360	Sole Badger 3	360	378	-2.25
1016	Thomson S.A. (P.)	1016	1016		360	Dynamene 2	510	510		360	Deutsche Electric 5	360	360	-1.50	360	Sole Badger 4	360	378	-2.25
1024	Thomson S.A. (P.)	1024	1024		360	Dynamene 3	510	510		360	Deutsche Electric 6	360	360	-1.50	360	Sole Badger 5	360	378	-2.25
1032	Thomson S.A. (P.)	1032	1032		360	Dynamene 4	510	510		360	Deutsche Electric 7	360	360	-1.50	360	Sole Badger 6	360	378	-2.25
1040	Aliparis 1	1040	1040		360	Dynamene 5	510	510		360	Deutsche Electric 8	360	360	-1.50	360	Sole Badger 7	360	378	-2.25
1048	Aliparis 2	1048	1048		360	Dynamene 6	510	510		360	Deutsche Electric 9	360	360	-1.50	360	Sole Badger 8	360	378	-2.25
1056	Aliparis 3	1056	1056		360	Dynamene 7	510	510		360	Deutsche Electric 10	360	360	-1.50	360	Sole Badger 9	360	378	-2.25
1064	Aliparis 4	1064	1064		360	Dynamene 8	510	510		360	Deutsche Electric 11	360	360	-1.50	360	Sole Badger 10	360	378	-2.25
1072	Aliparis 5	1072	1072		360	Dynamene 9	510	510		360	Deutsche Electric 12	360	360	-1.50	360	Sole Badger 11	360	378	-2.25
1080	Aliparis 6	1080	1080		360	Dynamene 10	510	510		360	Deutsche Electric 13	360	360	-1.50	360	Sole Badger 12	360	378	-2.25
1088	Aliparis 7	1088	1088		360	Dynamene 11	510	510		360	Deutsche Electric 14	360	360	-1.50	360	Sole Badger 13	360	378	-2.25
1096	Aliparis 8	1096	1096		360	Dynamene 12	510	510		360	Deutsche Electric 15	360	360	-1.50	360	Sole Badger 14	360	378	-2.25
1104	Aliparis 9	1104	1104		360	Dynamene 13	510	510		360	Deutsche Electric 16	360	360	-1.50	360	Sole Badger 15	360	378	-2.25
1112	Aliparis 10	1112	1112		360	Dynamene 14	510	510		360	Deutsche Electric 17	360	360	-1.50	360	Sole Badger 16	360	378	-2.25
1120	Aliparis 11	1120	1120		360	Dynamene 15	510	510		360	Deutsche Electric 18	360	360	-1.50	360	Sole Badger 17	360	378	-2.25
1128	Aliparis 12	1128	1128		360	Dynamene 16	510	510		360	Deutsche Electric 19	360	360	-1.50	360	Sole Badger 18	360	378	-2.25
1136	Aliparis 13	1136	1136		360	Dynamene 17	510	510		360	Deutsche Electric 20	360	360	-1.50	360	Sole Badger 19	360	378	-2.25
1144	Aliparis 14	1144	1144		360	Dynamene 18	510	510		360	Deutsche Electric 21	360	360	-1.50	360	Sole Badger 20	360	378	-2.25
1152	Aliparis 15	1152	1152		360	Dynamene 19	510	510		360	Deutsche Electric 22	360	360	-1.50	360	Sole Badger 21	360	378	-2.25
1160	Aliparis 16	1160	1160		360	Dynamene 20	510	510		360	Deutsche Electric 23	360	360	-1.50	360	Sole Badger 22	360	378	-2.25
1168	Aliparis 17	1168	1168		360	Dynamene 21	510	510		360	Deutsche Electric 24	360	360	-1.50	360	Sole Badger 23	360	378	-2.25
1176	Aliparis 18	1176	1176		360	Dynamene 22	510	510		360	Deutsche Electric 25	360	360	-1.50	360	Sole Badger 24	360	378	-2.25
1184	Aliparis 19	1184	1184		360	Dynamene 23	510	510		360	Deutsche Electric 26	360	360	-1.50	360	Sole Badger 25	360	378	-2.25
1192	Aliparis 20	1192	1192		360	Dynamene 24	510	510		360	Deutsche Electric 27	360	360	-1.50	360	Sole Badger 26	360	378	-2.25
1200	Aliparis 21	1200	1200		360	Dynamene 25	510	510		360	Deutsche Electric 28	360	360	-1.50	360	Sole Badger 27	360	378	-2.25
1208	Aliparis 22	1208	1208		360	Dynamene 26	510	510		360	Deutsche Electric 29	360	360	-1.50	360	Sole Badger 28	360	378	-2.25
1216	Aliparis 23	1216	1216		360	Dynamene 27	510	510		360	Deutsche Electric 30	360	360	-1.50	360	Sole Badger 29	360	378	-2.25
1224	Aliparis 24	1224	1224		360	Dynamene 28	510	510		360	Deutsche Electric 31	360	360	-1.50	360	Sole Badger 30	360	378	-2.25
1232	Aliparis 25	1232	1232		360	Dynamene 29	510	510		360	Deutsche Electric 32	360	360	-1.50	360	Sole Badger 31	360	378	-2.25
1240	Aliparis 26	1240	1240		360	Dynamene 30	510	510		360	Deutsche Electric 33	360	360	-1.50	360	Sole Badger 32	360	378	-2.25
1248	Aliparis 27	1248	1248		360	Dynamene 31	510	510		360	Deutsche Electric 34	360	360	-1.50	360	Sole Badger 33	360	378	-2.25
1256	Aliparis 28	1256	1256		360	Dynamene 32	510	510		360	Deutsche Electric 35	360	360	-1.50	360	Sole Badger 34	360	378	-2.25
1264	Aliparis 29	1264	1264		360	Dynamene 33	510	510		360	Deutsche Electric 36	360	360	-1.50	360	Sole Badger 35	360	378	-2.25
1272	Aliparis 30	1272	1272		360	Dynamene 34	510	510		360	Deutsche Electric 37	360	360	-1.50	360	Sole Badger 36	360	378	-2.25
1280	Aliparis 31	1280	1280		360	Dynamene 35	510	510		360	Deutsche Electric 38	360	360	-1.50	360	Sole Badger 37	360	378	-2.25
1288	Aliparis 32	1288	1288		360	Dynamene 36	510	510		360	Deutsche Electric 39	360	360	-1.50	360	Sole Badger 38	360	378	-2.25
1296	Aliparis 33	1296	1296		360	Dynamene 37	510	510		360	Deutsche Electric 40	360	360	-1.50	360	Sole Badger 39	360	378	-2.25
1304	Aliparis 34	1304	1304		360	Dynamene 38	510	510		360	Deutsche Electric 41	360	360	-1.50	360	Sole Badger 40	360	378	-2.25
1312	Aliparis 35	1312	1312		360	Dynamene 39	510	510		360	Deutsche Electric 42	360	360	-1.50	360	Sole Badger 41	360	378	-2.25
1320	Aliparis 36	1320	1320		360	Dynamene 40	510	510		360	Deutsche Electric 43	360	360	-1.50	360	Sole Badger 42	360	378	-2.25
1328	Aliparis 37	1328	1328		360	Dynamene 41	510	510		360	Deutsche Electric 44	360	360	-1.50	360	Sole Badger 43	360	378	-2.25
1336	Aliparis 38	1336	1336		360	Dynamene 42	510	510		360	Deutsche Electric 45	360	360	-1.50	360	Sole Badger 44	360	378	-2.25
1344	Aliparis 39	1344	1344		360	Dynamene 43	510	510		360	Deutsche Electric 46	360	360	-1.50	360	Sole Badger 45	360	378	-2.25
1352	Aliparis 40	1352	1352		360	Dynamene 44	510	510		360	Deutsche Electric 47	360	360	-1.50	360	Sole Badger 46	360	378	-2.25
1360	Aliparis 41	1360	1360		360	Dynamene 45	510	510		360	Deutsche Electric 48	360	360	-1.50	360	Sole Badger 47	360	378	-2.25
1368	Aliparis 42	1368	1368		360	Dynamene 46	510	510		360	Deutsche Electric 49	360	360	-1.50	360	Sole Badger 48	360	378	-2.25
1376	Aliparis 43	1376	1376		360	Dynamene 47	510	510		360	Deutsche Electric 50	360	360	-1.50	360	Sole Badger 49	360	378	-2.25
1384	Aliparis 44	1384	1384		360	Dynamene 48	510	510		360	Deutsche Electric 51	360	360	-1.50	360	Sole Badger 50	360	378	-2.25
1392	Aliparis 45	1392	1392		360	Dynamene 49	510	510		360	Deutsche Electric 52	360	360	-1.50	360	Sole Badger 51	360	378	-2.25
1400	Aliparis 46	1400	1400		360	Dynamene 50	510	510		360	Deutsche Electric 53	360	360	-1.50	360	Sole Badger 52	360	378	-2.25
1408	Aliparis 47	1408	1408		360	Dynamene 51	510	510		360	Deutsche Electric 54	360	360	-1.50	360	Sole Badger 53	360	378	-2.25
1416	Aliparis 48	1416	1416		360	Dynamene 52	510	510		360	Deutsche Electric 55	360	360	-1.50	360	Sole Badger 54	360	378	-2.25
1424	Aliparis 49	1424	1424		360	Dynamene 53	510	510		360	Deutsche Electric 56	360	360	-1.50	360	Sole Badger 55	360	378	-2.25
1432	Aliparis 50	1432	1432		360	Dynamene 54	510	510		360	Deutsche Electric 57	360	360	-1.50	360	Sole Badger 56	360	378	-2.25
1440	Aliparis 51	1440	1440		360	Dynamene 55	510	510		360	Deutsche Electric 58	360	360	-1.50	360	Sole Badger 57	360	378	-2.25
1448	Aliparis 52	1448	1448		360	Dynamene 56	510	510		360	Deutsche Electric 59	360	360	-1.50	360	Sole Badger 58	360	378	-2.25
1456	Aliparis 53	1456	1456		360	Dynamene 57	510	510		360	Deutsche Electric 60	360	360	-1.50	360	Sole Badger 59	360	378	-2.25
1464	Aliparis 54	1464	1464		360	Dynamene 58	510	510		360	Deutsche Electric 61	360	360	-1.50	360	Sole Badger 60	360	378	-2.25
1472	Aliparis 55	1472	1472		360	Dynamene 59	510	510		360	Deutsche Electric 62	360	360	-1.50	360	Sole Badger 61	360	378	-2.25
1480	Aliparis 56	1480	1480		360	Dynamene 60	510	510		360	Deutsche Electric 63	360	360	-1.50	360	Sole Badger 62	360	378	-2.25
1488	Aliparis 57	1488	1488		360	Dynamene 61	510	510		360	Deutsche Electric 64	360	360	-1.50	360	Sole Badger 63	360	378	-2.25
1496	Aliparis 58	1496	1496		360	Dynamene 62	510	510		360	Deutsche Electric 65	360	360	-1.50	360	Sole Badger 64	360	378	-2.25
1504	Aliparis 59	1504	1504		360	Dynamene 63	510	510		360	Deutsche Electric 66	360	360	-1.50	360	Sole Badger 65	360	378	-2.25
1512	Aliparis 60	1512	1512		360	Dynamene 64	510	510		360	Deutsche Electric 67	360	360	-1.50	360	Sole Badger 66	360	378	-2.25
1520	Aliparis 61	1520	1520		360	Dynamene 65	510	510		360	Deutsche Electric 68	360	360	-1.50	360	Sole Badger 67	360	378	-2.25
1528	Aliparis 62	1528	1528		360	Dynamene 66	510	510		360	Deutsche Electric 69	360	360	-1.50	360	Sole Badger 68	360	378	-2.25
1536	Aliparis 63	1536	1536		360	Dynamene 67	510	510		360	Deutsche Electric 70	360	360	-1.50	360	Sole Badger 69	360	378	-2.25
1544	Aliparis 64	1544	1544		360	Dynamene 68	510	510		360	Deutsche Electric 71	360	360	-1.50	360	Sole Badger 70	360	378	-2.25
1552	Aliparis 65	1552	1552		360	Dynamene 69	510	510		360	Deutsche Electric 72	360	360	-1.50	360	Sole Badger 71	360	378	-2.25

Comptant

VALEURS	% du mont.	% du cotejon	VALEURS	Cours prix.	Premier cours	VALEURS	Cours prix.	Premier cours	VALEURS	Cours prix.	Premier cours
Obligations			Est-Ming Paris	4126	—				Etrangers		
BOCE 95 91-92	177,95	8,157	Estuaire Belgique Cl	883	—	A.E.C. AG	538	—	Kabota Corp	35,10	—
CEPAME 95 98	189,58	2,115	Finlandia (Finlandia?)	34,19	359	Alcan Alumin.	590	510	Noranda Minne	—	—
CEPAME 95 98 CA	155,08	1,636	F.I.P.P.	172	378	Alcan Alumin.	590	510	Oranville Fin	7,60	—
CEPAME 95 98 CSE TSE	—	2,441	F.I.P.P. 2	2699	—	American Roads	189	—	Pleiser Inc.	331	354,40
CFI (CCECF) 95-98	125,38	—	Fonction (Fin)	666	659	Arbel	427	—	Reich Dy.	36	31,10
CFI 95-98 98 CA	191	5,486	Finlandia S.D.	155	336	Autosuisse Alime	110	—	Saint Germain	298	394,19
CFI 95-98 98	117,59	9,397	France S.A.	2129	2139	Banco Rep. Espanol	677	880	Rodanuco SPA	173,30	—
CFI 95-98 98 CI	101,84	9,397	France Paul-Bernard	2651	—	Barques Reg. Alger.	29400	24950	Societe SPA	346,20	348,68
CFI 95-98 98 CI	122,40	5,581	Gumier 2	651	651	Chaparral Corp.	275	275	Suisse Genes Pte	12,10	12,00
CFI 95-98 98 CA	125,38	3,948	Gumier 1	651	651	Chaparral Corp.	275	275	Suisse Genes Pte	12,10	12,00
CFI 95-98 98 CA	111,58	9,542	Gumier 2	651	651	Chaparral Corp.	275	275	Suisse Genes Pte	12,10	12,00
CMA 95 98 98 CA	—	3,874	Gumier 3	651	651	Chaparral Corp.	275	275	Suisse Genes Pte	12,10	12,00
CMA 95 98 98 CA	155,28	2,051	Gumier 4	651	651	Chaparral Corp.	275	275	Suisse Genes Pte	12,10	12,00
CMA 95 98 98 CA	111,49	4,687	Gumier 5	651	651	Chaparral Corp.	275	275	Suisse Genes Pte	12,10	12,00
EFB 95 98 98 CA	112,36	5,598	Gumier 6	651	651	Chaparral Corp.	275	275	Suisse Genes Pte	12,10	12,00
EFB 95 98 98 CA	112,36	4,100	Gumier 7	651	651	Chaparral Corp.	275	275	Suisse Genes Pte	12,10	12,00
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 2	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 3	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 4	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 5	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 6	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 7	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 8	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 9	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 10	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 11	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 12	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 13	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 14	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 15	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 16	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 17	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 18	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 19	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 20	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 21	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 22	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 23	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 24	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 25	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 26	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 27	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 28	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 29	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 30	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 31	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 32	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 33	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 34	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 35	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 36	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 37	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 38	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 39	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 40	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 41	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 42	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 43	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 44	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 45	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 46	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 47	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 48	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 49	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 50	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 51	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 52	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 53	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 54	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 55	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 56	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 57	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 58	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 59	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 60	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 61	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 62	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 63	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 64	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 65	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 66	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 67	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 68	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 69	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 70	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 71	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 72	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 73	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 74	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 75	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 76	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 77	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 78	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 79	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 80	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 81	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 82	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 83	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 84	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 85	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 86	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 87	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 88	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 89	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.	288	—
Emt 95 98 98 CA	104,20	5,278	ImmoInvest 90	475	—	Chemical Co.	338	325,00	Tenorio Inc.		

Sicav (sélection) **29 septembre**[illegible]

Hors-cote (sélection)

Age SR Lic. & Safe	104.23	159.45	Lathrop	2232.24	5209.55	Sencindler	3039.85	3039.56
Age Veterans PERS	149.23	144.40	Assn Associates	1218.67	1218.67	Sgt Assocations	2037.22	2037.22
Conference 1	1133.05	1117.30	Law Institution	3055.01	3049.36	SFH-CRM	750.70	750.70
Conference 2	1152.62	1152.62	Lawyer	1147.48	1147.48	Sgt Assoc. F & D	550.00	550.00
Conference 3	1117.57	1005.06	Law Writer	2440.32	2440.32	Sgt 5000	480.00	480.73
Capitulations	7051.45	7094.41	Libert Source Inc	653.92	650.97	S.J. Est	1002.05	1555.30
Capitology	7709.04	7828.08	Univ Portale	823.05	738.09	Shifrenance	101.27	754.52
Chaplain	1816.82	1552.33	Middlemore Inc	25.63	65.93	Shim	401.11	432.86
Chapman	1260.07	1260.07	Middlemore	1231.47	1231.47	Shim	25.00	25.00
Chapman	3068.40	3039.52	Moneron	7742.10	7742.10	Shirley	357.01	523.03
Chapman	1598.30	1598.30	Mons. J.	4017.18	4017.18	S.I.A.I.	126.70	1255.92
Chapman & Co. Inc.	752.38	752.38	Monorator	4332.94	4332.94	Singapore C.	137.00	1351.07
Chapman & Co. Inc.	111.35	1081.65	Monorator	1511.28	1511.28	Singapore D.	135.00	1351.07
Chapman & Co. Inc.	7831.80	7831.80	Monorator	3291.40	3291.40	Singapore E.	350.00	323.37
				107.16	107.16	Singapore F.	159.97	159.97
						Singapore G.	159.97	159.97
						Singapore H.	159.97	159.97
						Singapore I.	159.97	159.97
						Singapore J.	159.97	159.97
						Singapore K.	159.97	159.97
						Singapore L.	159.97	159.97
						Singapore M.	159.97	159.97
						Singapore N.	159.97	159.97
						Singapore O.	159.97	159.97
						Singapore P.	159.97	159.97
						Singapore Q.	159.97	159.97
						Singapore R.	159.97	159.97
						Singapore S.	159.97	159.97
						Singapore T.	159.97	159.97
						Singapore U.	159.97	159.97
						Singapore V.	159.97	159.97
						Singapore W.	159.97	159.97
						Singapore X.	159.97	159.97
						Singapore Y.	159.97	159.97
						Singapore Z.	159.97	159.97

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours prec.	Cours 29/09	Cours des billets	
			achat	vente
Etieta Una (1 usd)	5,8885	5,8265	5,90	6
Ecu	6,8990	6,8405		
Allemagne (100 dm)	349,2000	349,8000	338	361
Belgique (100 f)	16,2375	16,2445	16,80	
Pays-Bas (100 f)	319,3200	319,4400	320	321
Pays-Bas (100 f)	3,5945	3,5760	3,37	3,4
Danemark (100 kr.)	86,5500	86,1800	88	88
Irlande (1 mp)	8,1625	8,1305	7,75	8,3
Grèce-Brézille (1 g)	9,5738	9,5215	0,20	0
Grèce-Brézille (10 drachmes)	2,4040	2,4040	2,68	3
Suisse (100 f)	70,3000	70,3000	398	410
Suède (100 kr.)	79,7000	79,7000	75	75
Autriche (100 sch)	49,6200	49,7170	55	54
Espagne (100 pes)	4,3195	4,3150	4,05	4,3
Portugal (100 esc)	3,3850	3,3950	3,05	3,4
Portugal (1 f 5 cent)	4,2274	4,2459	4,10	4,5
Espagne (100 pes)	5,3522	5,2459	5,20	5,8

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours Paris	Cours 29/09
Or fin (balon au baril)...	64900	64400
Or fin (au gramme)...	64900	64530
Napoléon (200)...	374	374
France 5 (100)...	365	371
France Suisse (200)...	368	367
France Lirine (200)...	424	408
Souverain...	2568	2645
France 20 dollars...	1235	1250
France 10 dollars...	730	730
France 5 dollars...	730	730
France 20 pesos...	2420	2465
France 10 florins...	387	380

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

☎ 45-62-72-57

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

APEZ LE MONDE

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

☎ 45-62-72-67

ENSUEL (1)

Mardi et mercredi : montant du
dernier coupon - Jeudi et
vendredi : quotités de négociation

Matif (Marché à terme international de France)

29 septembre 1993						
NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME		
Nombre de contrats estimés : 152 178				Volume : 53 656		
Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Sept. 93	Oct. 93	
127,80	---	123,76	Dernier.....	2125	2141	
127,76	---	123,82	Précédent...	2120	2135	

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

mardi : % de variation 31/12 - Mardi date mercredi : montant du
Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi date
compensation - Vendredi date samedi : quantités de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, mercredi 29 septembre, sous la présidence de François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits :

● **Modification du code minier**
Le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail.

Le projet de loi modernise diverses dispositions du code minier, dont certaines remontent au début du XIX^e siècle. Il s'agit de faciliter la prospection et l'exploitation des substances minières tout en renforçant la protection de l'environnement en ce domaine.

(Le Monde du 30 septembre).

● **L'éventail de l'imprimerie nationale**

Le ministre du budget, porte-parole du gouvernement, a présenté un projet de loi relatif à l'imprimerie nationale. L'imprimerie nationale est aujourd'hui une direction centrale du ministère du budget, disposant du monopole de l'impression des documents administratifs.

Le projet de loi, dont la préparation a fait l'objet d'une concertation avec les représentants des personnels, adapte son statut à la nécessité de placer son activité dans un contexte concurrentiel.

1. L'imprimerie nationale est constituée en société nationale, dont le capital est entièrement détenu par l'État.

2. Pour tenir compte des directives communautaires en matière de marchés publics, le monopole de l'imprimerie nationale est restreint aux seuls documents administratifs comportant des éléments de sécurité destinés à empêcher les falsifications et les contrefaçons.

L'imprimerie nationale continuera de mettre en valeur le patrimoine culturel constitué au fil de l'histoire, dont elle est le dépositaire.

3. Les fonctionnaires et les ouvriers d'État qui exercent leur activité au sein de cette imprimerie continueront de l'exercer au sein de la nouvelle société, tout en conservant les garanties attachées à leurs statuts.

● **Les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale**

Le ministre de l'économie a présenté une communication sur le compte-rendu des assemblées annuelles du fonds monétaire inter-

national et de la banque mondiale.

1. Les travaux de ces assemblées ont principalement porté sur les mesures propres à favoriser la reprise économique, en particulier en Europe et au Japon. Si la situation économique s'est améliorée dans plusieurs régions du monde, ces progrès restent insuffisants pour donner lieu à une véritable amélioration de la situation de l'emploi.

2. Malgré les bonnes performances enregistrées dans certains pays en voie de développement, les plus pauvres d'entre eux continuent de connaître de grandes difficultés. En conséquence, il a été décidé de prolonger le dispositif de facilité d'ajustement structurel renforcé.

Le nombre des États qui, comme la France, sont favorables à une nouvelle allocation de droits de tirage s'est accru, mais demeure insuffisant.

3. Les États du groupe des sept se sont réunis à cette occasion. Ils ont imbués d'accord sur la nécessité de renforcer les politiques de retour à la croissance et de poursuivre les réformes structurelles. Ils ont réaffirmé leur soutien au processus de réforme économique engagé en Russie. (Lire page 17)

● **La coopération avec les États africains**

Le ministre de la coopération a présenté une communication sur la coopération avec les États africains.

L'action conduite par la France en faveur du développement des États de l'Afrique au sud du Sahara, des Caraïbes et de l'Océan Indien tient

une place fondamentale dans sa politique étrangère. Le continent africain traverse aujourd'hui de grandes difficultés. Pour l'aider à résoudre ces difficultés, notre action repose sur quatre principes : la confiance, la stabilité, l'obligation de résultats, la rigueur.

1. Les rapports entre la France et les États africains resteront marqués par la confiance. Du fait de ses responsabilités particulières, dictées par l'histoire et par l'amitié, notre pays entend continuer de manifester sa solidarité envers l'Afrique. La France maintient en particulier le niveau de ses aides publiques, malgré un contexte budgétaire difficile, et alors que les efforts de nombreux autres États vont en diminuant.

2. La plupart des États africains sont engagés dans la démocratisation de leurs institutions. La France leur apporte son appui dans cette voie pour les aider à construire, dans la stabilité, un nouvel État de droit.

3. Notre politique d'aide au développement se fixe une obligation de résultats. Une utilisation efficace de l'aide publique permettra d'y parvenir. La priorité sera donnée aux investissements productifs, à l'agriculture, à la santé publique et à la formation.

4. La France encourage les États d'Afrique à renouer le dialogue avec la communauté financière internationale. Il est nécessaire pour cela qu'ils maîtrisent mieux leurs finances publiques. L'efficacité des aides au développement en sera renforcée.

PHILATÉLIE

Les arts du cirque

La Poste mettra en vente générale, lundi 4 octobre, un timbre à 2,90 F. Centre national des arts du cirque - Châlons-sur-Marne. Le Centre national des arts du cirque (CNAC) a été créé en 1983 à Châlons-sur-Marne, dans les locaux d'un cirque édifié à la fin du dix-neuvième siècle. Il est divisé en trois grands secteurs : l'école supérieure des arts du cirque, qui, après deux années préparatoires à l'école du cirque de Rosny-sous-Bois, prépare en deux ans le diplôme des métiers des arts du cirque ; le centre de formation professionnelle ; le centre de documentation.

Le timbre, au format vertical 26 x 36,33 mm, est mis en pages par Louis Arquer d'après les Clowns, œuvre d'Albert Gleizes, et imprimé en héliogravure en feuilles de treize.

P. J.

► **Vente anticipée à Châlons-sur-Marne (Marne) les 2 et 3 octobre, de 10 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire, « premier jour » ouvert au Centre national des arts du cirque, 1, rue du Cirque ; le 2 octobre, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Châlons-sur-Marne RP.**

► **Souvenirs philatéliques (enveloppes, cartes 15 F + port, encart 30 F + port) : A. Girod, 3, allée Arthur-Rimbaud, 51470 Saint-Memmie (tel. : 26-65-20-27).**

La rubrique « Philatélie » paraîtra désormais dans le supplément du vendredi, daté samedi. Prochain rendez-vous, donc, dans le numéro du vendredi 8, daté 9 octobre.

En filigrane

● **Les postiers autour du monde.** — A l'occasion de la Whitbread 1993-1994, un nouvel entier postal à 5 F est mis en vente depuis le 25 septembre : il représente le maxi-yacht La Poste qui participe à la célèbre course autour du monde. Et, depuis le 27 septembre, un timbre à 2,80 F. Les postiers autour du monde, est en circulation. Il s'agit d'un retraitage au nouveau tarif lettre — une première dans le genre — du timbre émis le 8 février 1993 à 2,50 F. A noter que les supporters du maxi-yacht ont assisté au départ de la course à Southampton, le 25 septembre, à bord de trois ferries, deux au départ de Cherbourg, un au départ de Calais, avec, à bord de chacun de ces navires, un bureau de poste temporaire muni de timbres à date illustrés.

● **Ventes.** — Vente sur offre Roumet (Paris, tel. : (1) 47-70-00-56) eloturé le 5 octobre. Beau programme classique avec n° 3 Cérés sur lettre, gille rouge Beuzeville 17 janvier 1848 (prix de départ 35 000 F) ; 1 F vermillon déshé (prix de départ 60 000 F), etc., et nombreuses variétés semi-modernes et modernes.

● **Manifestation.** — Le 9 octobre, à la salle des fêtes de Bellanville (21), exposition et transept hippomobile de courriel d'Is-Tille à Bellanville (boîte mobile). Souvenirs philatéliques (15 F + port) : R. Loutaud, Amicale philatéliques dijonnaise, 4, rue Chanier, de l'hôpital, 21000 Dijon.

Les 9 et 10 octobre, à la salle Molitor à Heyange (57), « Thème Est », exposition philatéliques thématiques avec bureau de poste temporaire.

CARNET DU Monde

Naissances

Emmanuel et Elizabeth
VITAL DURAND

ont la joie d'annoncer la naissance de

Louis,

le 29 septembre 1993.

51, rue Pascal,
75013 Paris.

Mariages

S.T.A.R.

Sandrine TREINER

et

Alain RUSTENHOLZ

mèlent leurs initiales au creux de leurs

alliances, le samedi 2 octobre 1993.

73, rue Robillot,
75013 Paris.

Décès

Hubert Nyssen,
président des éditions Actes Sud,
ses associés
et ses collaborateurs,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Nina BERBEROVA,

survenue le 29 septembre 1993, dans sa

quatre-vingt-douzième année.

L'incinération a eu lieu dans une

stricte intimité.

Actes Sud,
Le Méjan,
13200 Arles.

(Le Monde du 28 et du 29 septembre,
lire page 26.)

— M. Louis Eyraud,
Les docteurs Dominique et Jean-
Paul Bécquer,
Annette et Pierre-François,
Claude et Gérard Fleury,
Tristan et Sylvain,
M. Pierre Badiou,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis EYRAUD,

docteur vétérinaire,
député honoraire
au Parlement européen,
ancien député
à l'Assemblée nationale,
ancien conseiller régional d'Alsace,
ancien conseiller général
de la Haute-Loire,
président du SICTOM-Neuro-Brioude,
premier adjoint au maire de Brioude,

chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre du Dannebrog,
compagnon de la Haute-Loire au titre de la
croix du combattant volontaire
de la Résistance,
chevalier des Palmes académiques,
chevalier du Mérite agricole,
médaille d'honneur de la jeunesse
et des sports,

survenu le 29 septembre 1993, à l'âge

de soixante et onze ans.

Les obsèques éviées auront lieu le

vendredi 1^{er} octobre, à 15 heures, au

cimetière de Brioude.

[Né le 18 mai 1922, à Lyon (Rhône), Louis
Eyraud était docteur vétérinaire. Bachelier au
S.T.O. militaire des Jeunes socialistes, il a par-
ticipé aux combats de la résistance armée. Eu-
mine de Brioude (Haute-Loire) en 1971, réélu en
1977, conseiller général en 1978, réélu en 1983,
8 avril 1984 élu député (P.S.) de la deuxième cir-
conscription de la Haute-Loire au novembre 1978.
A l'occasion d'une défection partielle, et battu au
premier tour des élections législatives de 1978,
Louis Eyraud s'est engagé au sein du conseil
départemental d'Alsace et a été élu au Parle-
ment européen de 1981 à 1989. Il avait conduit
la liste du P.S. aux élections régionales de 1992.]

— M. Roger Oibert,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
La famille,
ont la grande peine de faire part du
décès de

Roger GIBERT,
conseiller d'administration scolaire
et universitaire,

survenu à Paris, le 26 septembre 1993,
à l'âge de soixante-seize ans.

Il a fait don de ses yeux à la Banque
française des yeux et de son corps à la
faculté de médecine.

« La mort au service de la vie. »

— Grenoble.
M. et M^{me} Yves Golléty,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Alain de Boisset de
Torsiac,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Paul de Gasquet,
M^{me} Eniké Vincent,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul GOLLÉTY,
avocat honoraire à la cour d'appel,
ancien bâtonnier,

survenu dans sa quatre-vingt-dix-
ième année, le 28 septembre 1993.

Une cérémonie religieuse sera célé-
brée le vendredi 1^{er} octobre, à 10
heures, en l'église Saint-Joseph, à Gre-
noble.

M. Dominique TAVENEAU,
ingénieur en informatique,

est décédé le 24 septembre 1993, à
quarante-trois ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

39, rue d'Alsace,
83000 La Roche-sur-Yon.

— M. et M^{me} François Trémeaud
et leurs enfants,
M. et M^{me} Philippe Lhopied
et leurs enfants,
M. et M^{me} Claude Aulard,
M. et M^{me} Joseph Bellier,
M^{me} Marie-Louise Beuché,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

M. André TRÉMEAUD,
préfet et conseiller d'État honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-onzième
année, le 28 septembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le samedi 2 octobre, à 10 h 30, en
l'église de Gilly (Ain).

En Bosset, Gilly,
01220 Divonne-les-Bains,
16, boulevard du Parc,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Armand WACHTEL,
ingénieur principal CIT-Alcatel,
survenu le 26 septembre 1993, à l'âge
de quatre-vingt-six ans.

De la part de
Françoise Wachtel,
sa femme,
Danielle, Sylvie et Claude Wachtel,
ses enfants,
Gail Wachtel,
son petit-fils,
Ses proches,
Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

La famille s'excuse de ne pas rece-
voir.

158, rue de Longchamp,
75116 Paris.

Remerciements

— Très touchés par les nombreuses
marques d'affection et de sympathie
qui leur ont été témoignées à la suite
du décès, le 5 septembre 1993, de

Henri FAURÉ,

et dans l'impossibilité d'y répondre
individuellement,

M^{me} Fauré-Bezuat
Et ses enfants,
adressent leurs sincères remerciements
à tous les amis qui se sont associés à
leur chagrin.

L'ASSOCIATION FRANÇAISE
DES HÉMOPHILES

tient à exprimer sa gratitude à toutes
les personnes qui se sont associées en
pensées et en prières à la messe célé-
brée par

le cardinal Jean-Marie Lustiger,
archevêque de Paris,
entouré des
pasteurs Jean-Marc Viollet,
de l'Eglise réformée,
Friedrich Kallenmark
de l'Eglise luthérienne,
et du diacre André Cheplov
de l'Eglise orthodoxe.

À l'intention de ceux qui sont morts du
sida et de ceux qui en souffrent.

— La famille Villemonte de la
Clergerie,
remercie toutes les personnes qui ont
pris part à leur chagrin et ont témoigné
leur attachement à

Yves VILLEMONTÉ

de la CLERGERIE,

lors de sa disparition le 10 août 1993.

« Quand l'amour te fait signe,
suis-le. »

Anniversaires

— Il y a cinquante ans, à Nice, le
30 septembre 1943, le Gestapo arrêtait

Arno KLARSFELD,

trente-huit ans,

qui, en se mariant, réussissait à pré-
server la vie de son épouse et de ses
deux enfants.

Il a fait partie du convoi n° 61, du
28 octobre 1943, à destination d'Aus-
chwitz où il a été assassiné.

En rappelant son souvenir, ses
enfants expriment leur reconnaissance
d'une part aux Italiens, dont la zone
d'occupation en France fut pendant
neuf mois, de janvier à septembre
1943, une exceptionnelle terre de
refuge pour les Juifs persécutés par le
III^e Reich et par l'État français de
Vichy et, d'autre part, à la population
de Nice, à son évêque, à ses prêtres, à
ses pasteurs, à ses établissements reli-
gieux et laïcs qui, pendant l'occupation
allemande, ont aidé à la survie de vingt
mille Juifs sur vingt-trois mille.

— Pour le 13^e anniversaire du décès
du

général d'armée aérienne

Martial VALIN,

compagnon de la Libération,

ainsi que pour les

Aviateurs français libres,

une messe sera célébrée en la chapelle
de l'Ecole militaire, Paris-7, le ven-
dredi 1^{er} octobre 1993, à 18 h 30.

Avis de messes

— Une messe aura lieu à la mémoire

de

M. Paul GALLARD,

dimanche 3 octobre 1993, en l'église
d'Alcia, Paris-14^e, à 18 h 30.

De la part de
M^{me} Marie-Thérèse Gallard,
Les familles Gallard, Salvan, Natta,
Istace.

Avis

— MM. Yves Goust, Jacques Goust
et Robert Goust ont déposé, auprès du
tribunal de grande instance de Paris,
une requête aux fins de faire déclarer
l'absence de

M^{me} Marie-France GOUST,

née le 23 mai 1943, à Saint-Mandé
(Val-de-Marne), disparue le 29 novem-
bre 1974 de son domicile sis à Paris-7,
49, rue de Verneuil.

M^{me} Bedou-Caban,
avocat.

**Pompes Funèbres
Merbrerie**

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

Rectifié l'insertion parue dans le journal daté du 23 septembre 1993,
concernant la vente d'un IMMEUBLE à PARIS-16^e, le JEUDI 7 OCTOBRE 1993,
à 14 h 30, diligenté par M^{me} WEISZ, IL Y A LIEU DE LIRE
QUE L'APPARTEMENT est sis au 83, avenue Raymond-Poincaré et non au 83,
rue Raymond-Poincaré comme indiqué par erreur. La vente de cet appartement
aura lieu sur place le 4 OCTOBRE 1993, de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente après liquidation au palais de justice de PARIS
le JEUDI 14 OCTOBRE 1993, à 14 h 30, en UN LOT
UN BOX DOUBLE A PARIS-14^e
121, av. du Général-Leclerc
et 70, rue du Père-Correnin (au 3^e sous-sol)
LIBRE - Mise à prix : 100 000 F
M^{me} Yves TOURAINE, avocat à Paris-9^e, 48, rue de Cligny
Tel. : 48-74-45-85 - M^{me} P. MIZON, mandataire liquidateur à PARIS
60, bd de Sébastopol - Visites les 5 et 12 octobre 1993, de 15 h à 16 h.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de PARIS
le JEUDI 7 OCTOBRE 1993, à 14 h 30, en DEUX LOTS
Dans un ensemble immobilier à PARIS-4^e
16 à 18, rue du Cloître-Notre-Dame
1^{er} lot : au 4^e étage
UN APPARTEMENT
comprant 2 P.P., escalier C
CHAMBRE DE SERVICE
escalier D
Mise à prix : 1^{er} LOT : 1 500 000 F
2^e LOT : 400 000 F
S'adr. à la SCP COURTEAULT-LECOQ-RIBADEAU-DUMAS, avocats à
PARIS-16^e, 17, avenue de Lamballe. Tél. : 45-24-46-40 - Tous avocats près le
tribunal de gde inst. de PARIS. Sur les lieux pour visiter s'adr. à l'avocat.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de PARIS
le JEUDI 14 OCTOBRE 1993, à 14 h 30
EN DEUX LOTS
1^{er} lot : **APPARTEMENT de 140 m²**
au 4^e étage à gauche du bâtiment A, comprenant : entrée, salle à manger, salon,
2 chambres, cuisine, salle d'eau, 3 dégagements, 4 placards, w.-c. cave.
MISE A PRIX : 2 100 000 F
de 22 m², rez-de-chaussée
du bâtiment A, divisé en :
entrée, séjour, salle d'eau, w.-c., cuisine, couloir
MISE A PRIX : 264 000 F
dans un immeuble sis à
PARIS-9^e - 14, RUE DE LIÈGE
S'adresser au cabinet de M^{me} Emmanuelle MATHIEU, avocat au Barreau de
PARIS, 129, rue de Rennes, 75006 PARIS - Tél. : 45-44-03-09 - Sur place
pour visiter : JEUDI 12 OCTOBRE 1993, de 17 heures à 18 heures.

هكنا من القل

Les difficultés du vote personnel à l'Assemblée nationale

M. Séguin est critiqué par les députés RPR

Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a convié une douzaine de députés RPR, mercredi 29 septembre, à un déjeuner à l'hôtel de Lassay pour tenter d'apaiser la colère qui s'est exprimée, au sein du groupe néogauilliste, à propos des réformes du travail parlementaire et de l'instauration du vote personnel sur tous les textes. Au cours de la réunion de son bureau politique, mercredi, l'UDF s'est déclarée « favorable » au vote personnel, même si elle convient qu'il faut « en revoir les modalités ».

Philippe Séguin est, certes, président de l'Assemblée nationale, mais, pour les députés gaullistes, il est avant tout membre du RPR. Sa conception de la grandeur et de l'indépendance de la fonction républicaine lui a valu, au sein de ses compagnons, ne lui reconnaissant pas le droit de « jouer l'optimisme contre les siens ». Ils sont venus lui rappeler, mercredi 29 septembre, au cours d'un déjeuner à l'hôtel de Lassay qui a réuni une douzaine de députés RPR, dont Nicole Catala, Robert Poujade, Jean Besson, Eric Raoult, Charles Cova, René André, Jean de Boishue et Marc Le Fur. Le message était clair : la réforme des méthodes parlementaires et la revivification de l'image du député sont une bonne chose, mais à condition qu'elles ne dérangent pas trop l'emploi du temps des élus RPR. Et tel n'est pas le cas de l'instauration du vote personnel, qui les oblige à être beaucoup trop présents, à leur goût, dans l'hémicycle.

Les députés n'ont guère apprécié la méthode : « On a découvert le contenu de ces réformes au journal de 20 heures à la télévision, sans concertation et discussion préalable dans le groupe », observe l'un d'eux. La colère des députés, qui s'était manifestée, la veille, lors du premier vote sur le projet de loi quinquennale relative à l'emploi, était loin d'être apaisée mercredi.

Nombreux étaient les élus qui n'admettaient pas d'avoir été traités comme des « galapagos » par un président de l'Assemblée nationale appelant à la rescousse Boris Eltsine et la Constitution pour justifier ses réformes. « On n'a pas eu Philippe Séguin au perchoir pour qu'il devienne un Védol ou un Goguel bis, en brandissant la Constitution et en décrétant des oukases », affirmait un des participants au déjeuner.

L'incompréhension est d'autant plus grande chez les nouveaux élus que, le 29 mars dernier, réunis à l'hôtel Lutetia pour fêter leur victoire législative, ils avaient reçu, du président du RPR, Jacques Chirac, la consigne d'assurer un « service minimum » à l'Assemblée et de consacrer toute leur énergie à leur circonscription pour assurer leur réélection. « Pour les députés », remarque Eric Raoult, la renière a été vraiment dure : d'abord, il y a la question de la révolte Chirac-Balladur, ensuite le mécontentement à propos du contenu du plan emploi et maintenant le vote personnel. Ça a vraiment été la goutte d'eau, et tout le monde s'est révolté. » Plus politiques, certains

étaient fâchés de remarquer dans les couloirs du Palais-Bourbon, que « si Séguin avait voulu torpiller le projet du gouvernement, il ne s'y serait pas pris autrement ».

Surpris par la fronde des députés, Philippe Séguin n'a pas pour autant l'intention de céder. Convaincu que s'il renonce à ses réformes maintenant, il ne pourra plus rien imposer dans les deux ans à venir, le président de l'Assemblée nationale veut à tout prix réussir le test qu'est, pour lui, le projet de loi sur l'emploi. Mais ni les socialistes, ni les communistes ne semblent décidés à lui faciliter la tâche, en renonçant à demander des scrutins publics. Et le président du groupe socialiste, Martin Malvy, s'ostensiblement choisi son moment pour déposer, mercredi, une proposition de loi tendant à instituer la session unique de neuf mois. Histoire, sans doute, de faciliter encore les relations délicates entre le président de l'Assemblée nationale, très favorable à cette réforme, et le premier ministre qui, lui, ne veut pas en entendre parler.

PASCALE ROBERT-DIARO

En désaccord avec le RPR

L'UDF est hostile à un report des élections municipales

Le bureau politique de l'UDF, réuni autour de Valéry Giscard d'Estaing, s'est prononcé, mercredi 29 septembre, contre le report des élections municipales de 1995 après l'élection présidentielle, souhaité par le RPR. « Nous sommes favorables au maintien du calendrier, c'est la règle », a déclaré Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF. Le 9 juin dernier, devant le bureau politique du RPR, Alain Juppé, secrétaire général du RPR avait plaidé, au contraire, pour « la tradition républicaine », qui veut, selon lui, que les élections municipales, prévues dans ce cas en mars, aient lieu après la présidentielle, prévue en mai.

Les dirigeants de l'UDF ont entendu, par ailleurs, M. Giscard d'Estaing rendre compte de la première réunion du groupe de travail chargé de préparer le projet européen de l'UDF, dans la perspective des élections européennes de 1994, qui eurent lieu le matin même. Ce groupe de travail, présidé par le président de l'UDF, très préoccupé par la crise que traverse

l'Europe, comprend, notamment, trois députés européens - Pierre Bernard-Reymond, Jean-Louis Bourlanges, Jean-Pierre Raffarin, - deux représentants du PR - Jean-François Deniau et Philippe Vasseur, - deux du CDS - Dominique Baudis et Nicole Fontaine - et un représentant pour chaque composante de l'UDF, les Adhérents directs, les Clubs Perspectives et Réalités, le Parti radical et le Parti social-démocrate.

M. Raffarin a indiqué, à propos du projet européen, que « c'est un sujet complexe, qui nécessite un travail en profondeur ». Cette prudence s'explique aisément. Ce projet, s'il effleure des ambitions européennes trop affirmées, sera, alors, un obstacle à une liste unique réunissant l'UDF et le RPR, toujours mal à l'aise sur ce terrain. Sur l'Europe, M. Giscard d'Estaing est en phase avec le CDS, où la rivalité entre Pierre Méhaignerie et Bernard Bosson pour la présidence du parti a baissé sa température. La date du prochain congrès du CDS devrait être, en effet, définitivement fixée, au 24 avril prochain, par les instances du parti dans les prochains semaines. Au Parti républicain, en revanche, la thèse d'Edouard Balladur, pour qui le premier objectif de la majorité est de parvenir à une liste commune, même si le programme doit en pâtir, a ses adeptes.

G. P.

Les réactions après l'annonce du départ de M. Marchais

□ Edouard Balladur (RPR) : « Ça m'arrivera un jour... ». « Ça m'arrivera un jour, moi aussi », a commenté, mercredi 29 septembre, Edouard Balladur, à la sortie de la réunion du conseil des ministres, au sujet du départ de Georges Marchais.

□ Jacques Toubon (RPR) : « Un homme bien ». Jacques Toubon (RPR), ministre de la culture, s'est dit « déçu » du départ de Georges Marchais qui est, selon lui, « un homme bien ».

□ Martin Malvy (PS) : « Reprendre le débat ». Martin Malvy, président du groupe PS de l'Assemblée nationale, a déclaré que M. Marchais « restera, au-delà des événements qui ont pu se produire depuis, l'homme qui avait soulevé à

l'union de la gauche ». « J'espère, a-t-il ajouté, (...) que nous pourrions reprendre d'une manière plus permanente le débat constructif avec un grand porte-parole de la gauche qui n'aurait jamais dû connaître les déboires qui ont été les siens ».

□ Jean Glavaux (PS) : « Se rassembler ». Jean Glavaux, porte-parole du Parti socialiste, a exprimé le souhait que « ce changement d'homme corresponde à un changement d'attitude du PCF, permettant à la gauche de se rassembler plus facilement ».

□ Jean-Pierre Chevènement (Mouvement des Citoyens) : « L'union à refaire ». Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des Citoyens, a déclaré que le départ de Georges Marchais « marque la fin d'une époque ». « L'union de la gauche est derrière nous depuis longtemps », a-t-il ajouté, précisant : « Elle est à refaire ».

□ Noël Mamère (Génération Ecologie) : « Bilan globalement négatif ». Noël Mamère, vice-président de Génération Ecologie, a déclaré qu'« en vingt et un ans à la tête du Parti communiste français Georges Marchais a cautionné toute la barbarie d'un système totalitaire qui s'est effondré en novembre 1989 à Berlin ». « Si le Parti communiste a joué un rôle dans l'histoire ouvrière de notre pays, a-t-il ajouté, on peut dire que le bilan de Georges Marchais est globalement négatif ».

□ Antoine Waechter (Verts) : « Il a sans doute mieux terminé qu'il n'avait commencé ». Antoine Waechter, porte-parole des Verts, a déclaré que Georges Marchais aura « suivi l'histoire plus qu'il ne l'aura faite ». « Toutefois », a-t-il ajouté, Georges Marchais « a sans doute mieux terminé qu'il n'avait commencé, en renonçant au centralisme démocratique dans son parti ».

□ Claude Llabres (ex-PCF) : « Le seul dirigeant communiste à avoir anticipé la fin du communisme ». Claude Llabres, ancien membre du comité central, exclu du PCF en 1987, a déclaré que M. Marchais est « le seul dirigeant communiste de la planète à avoir anticipé la fin du communisme », son parti s'étant effondré avant le mur de Berlin. « Cela mérite une bonne réévaluation », a-t-il ajouté.

□ La présidence de l'université de Paris-I occupée. - Une trentaine de bacheliers ont occupé, mercredi 29 septembre, le bureau de la présidence et les locaux administratifs de la présidence de l'université de Paris-I. Certains de ces bacheliers ne sont pas encore inscrits dans une université parisienne, d'autres en revanche souhaitent poursuivre leurs études au Panthéon-Sorbonne et non dans l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel ils ont été affectés par le système de recensement-automatisé des vœux des élèves (RAVEL).

SOMMAIRE

DÉBATS

GATT : « La France fait fausse route », par Philippe de Villiers... 2

ÉTRANGER

La crise politique en Russie... 3
Grande-Bretagne : le fin du congrès du Labour à Brighton... 4
L'arrestation en Cisjordanie du chef des Panthers noirs du Path... 6
Afrique du Sud : le blocage des négociations entre l'ANC et l'extrême droite blanche... 7

POLITIQUE

La désignation du successeur de Georges Marchais à la direction du Parti communiste et la réunion du comité central... 8 et 9
La discussion sur le projet de loi relatif à l'emploi à l'Assemblée nationale... 9

SOCIÉTÉ

La « préférence de principe » pour l'implantation du Grand Stade à Saint-Denis... 10 et 11
La jugement dans l'affaire Pacheco-Tiangu... 10
La plupart des eutés de grossesse n'étaient pas suffisamment fiables en 1989... 12
La laboratoire d'Antiole obtient sa réouverture... 12
Défense : M. Léotard veut vendre 20 hélicoptères Cougar à la Turquie... 12

CULTURE

Cinéma : les Fruits du paradis, de Helma Sanders-Brahms ; El Mariachi, de Robert Rodriguez... 14
Musiques : le Veilleur fantôme, à l'Opéra-Besolles... 14
Paul Guillaume à l'Orangerie des Tuileries : le marchand flamboyant... 15

ÉCONOMIE

Le FMI et la Banque mondiale cherchent comment renouveler l'aide aux pays pauvres... 17

LE MONDE DES LIVRES

La traversée de Cook • La cuisine de l'Hôtel Lux • Histoire littéraire, par François Bort • Les dames de France • O'oures mondes, par Nicole Zand • Yves Saint Laurent : l'enfant-roi • Le feuilleton de Pierre Lepape • Moi, c'est les autres... 25 à 34

COMMUNICATION

ARTE, utopie télévisuelle ?... 19

SERVICES

Abonnements... 2
Annonces classées... 20
Carnet... 22
Expositions... 16
Loto... 10
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Mots croisés... 22
Philatélie... 22
Radio-télévision... 23

La télémaquie du Monde

3815 LEMONIE
3617 LMDOC 36-28-04-56

Ce numéro comporte un cahier

« Le Monde des livres »
folioté 25 à 34

Le numéro du « Monde »

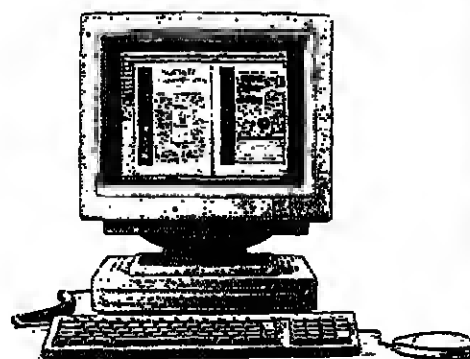
daté 30 septembre 1993
a été tiré à 479 504 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans Visa » : les Comores, îles de légendes

Aux Comores, un proverbe affirme que « la langue n'est pas d'os ». Dès lors, tout est permis à l'écriture. Des multiples convulsions de son histoire, l'imagination fertile des habitants a tiré, au cours des siècles, une geste où se mêlent le Prophète, les djinns, le roi Salomon, les sultans batailleurs et les princes amoureux. Également dans ce supplément : l'Express de Chihuahua, le Normand de Guy de Maupassant, les Jeux.

On vous l'emballa ou c'est pour économiser tout de suite?



Macintosh LC III 4/80 Mo
avec moniteur couleur Apple et logiciel Clarisworks.
7 490 Fht. 8 883 Fht.
Gratuit pendant Apple Expo : la cassette IC d'autoformation.

Pendant Apple Expo, IC se fera un plaisir d'offrir à tous les heureux bénéficiaires de cette promotion la cassette vidéo d'autoformation « Macintosh-Système 7 » d'une valeur de 390 F : c'est à se demander qui, de vous ou de votre Macintosh, va ressortir le plus emballé de chez IC.



IC BRAUNOUBURG PARIS 46 (11) 44 78 26 • IC VENDOMME PARIS 10 (1) 42 36 90 90
• IC MICRO VALLEY PARIS 15a (1) 40 48 00 00 • IC MARSEILLE 81 91 57 25 05

Normal : 1er distributeur Apple d'Europe avec 50 000 Macintosh installés en 10 ans, seul IC peut vous offrir les prix les plus bas alliés au plus haut degré de services (art graphique, gestion, maintenance). Vous devriez déjà être chez IC.

IC TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 34 78 62 38 38
• IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

هكمان النحل

DES LIVRES

La traversée de Cook

Si l'univers de l'écrivain anglais est d'une extrême noirceur, c'est qu'il veut regarder le Mal en face. Mais dans son autobiographie, il est beaucoup question de rédemption...

LE MORT A VIF

(Dead Man Upright)
de Robin Cook.
Traduit de l'anglais
par Jean-Faust Grillas.
Rivages/Thriller, 230 p., 119 F.

MÉMOIRE VIVE

(The Hidden Files)
de Robin Cook.
Traduit de l'anglais
par Jean Esch.
Rivages/Écrits noirs, 338 p., 135 F.

BOMBE SURPRISE

de Robin Cook.
Traduit de l'anglais
par Jean Esch.
Ed. Joëlle Losfeld, 181 p., 105 F.

Pour d'autres, on dirait : qu'est-ce qui les fait courir ? Pour Robin Cook (1), on a envie de risquer un jeu de mots, en pleine conscience de ce qu'il induit d'effrayant : qu'est-ce qui le fait mourir ? Car, depuis quelques années, chaque roman de cet auteur anglais marque une étape supplémentaire d'une effroyable descente aux enfers, aux tréfonds de l'âme humaine, dans ce qu'elle a de plus désespéré et, souvent, de pervers, côté bourreau, mais aussi côté victime(s).

Prenez ce *Mort à vif*, qui vient aujourd'hui à la suite de *J'étais Dora Suarez* (2), un livre si noir, si épouvantant que Cook lui-même le présentait alors comme un roman « en deuil » et dont il confie, dans son autobiographie, qu'il fut une expérience-limite et qu'il lui fallut de longs mois pour s'en remettre. Il conte, en apparence, la traque d'un psychopathe, meurtrier de nombreuses femmes, par une équipe de flics nuls par hasard sur sa piste. Traque classique, conforme aux canons du genre, où, peu à peu, se rassemblent les indices, prennent forme les soupçons, et qui aboutit, dans une scène quasi biblique, à l'arrestation du maléficateur.

L'éternelle victoire du Bien sur le Mal, mise en scène, selon le talent de l'auteur, avec plus ou moins d'efficacité ? Ce serait, avec Cook, trop simple. Car nous n'en sommes qu'aux deux tiers du roman, et un autre livre commence, fait d'un soliloque débridé, traversé de fulgurances, balbutiant, du meurtrier emprisonné s'adressant – en confiance – à celui qui l'a arrêté. Et voici qu'apparaît, dans un effort sensible de tout l'être, tendu par une formidable intranquillité, ce qui, depuis des



Robin Cook : « la loi de la rue ».

années, fonde la démarche de l'écrivain : regarder le Mal en face, sans concession à la bienveillance ou au bon goût, dans un refus forcené des conventions : « Il faut, dit-il, traiter le mal comme n'importe quel suspect : l'arrêter, le fouiller et l'interroger. » Et Cook, au risque de s'y perdre, ne cesse de l'interroger, dans l'espoir fou de lui faire rendre gorge.

Cette quête, elle vient de loin, de très loin, et c'est d'abord cela que donne à voir cette *Mémoire vive* qu'il livre aujourd'hui : la lutte acharnée, pied à pied, d'un jeune homme de l'Angleterre des années 40 et 50 pour se libérer du carcan familial et, au-delà, des valeurs de l'établissement. « Je n'étais pas né dans une famille intelligente, mais simplement riche », constate Cook, avant d'ajouter : « Je m'aperçus rapidement que, de toutes les guerres, la

guerre civile est la plus terrible, surtout quand vos ennemis sont vos propres parents ».

Car, là où le futur écrivain rêve, très jeune, littérature, poésie, beauté, vérité, le cercle familial ne lui renvoie qu'hypocrisie, mensonge, indifférence au monde. « Nouveaux riches, valeurs de parvenus : ma famille n'était rien d'autre », résume lapidairement Cook. Sa mère, Française d'origine, s'épuise à imiter les ladies de son entourage. « Tu finiras certainement en prison, puisse la justice accomplir son devoir » : ce sont les derniers mots qu'elle adressera à son fils, huit jours avant sa mort. Ou a connu amour maternel plus vive... Quant au père, une anecdote cruelle, concernant son voyage de noces, le résume : « Leur but était de visiter Paris, mais, en débarquant à Calais, mon

père regarda autour de lui et dit : « Pam, je crois que nous avons vu tout ce qu'il y avait à voir à l'étranger », sur quoi ils firent demi-tour et reprirent le premier bateau qui rentrait en Angleterre ; mon père passa le reste du temps à jouer au golf à Deal, pendant que ma mère essayait de se protéger du vent d'est. »

Parce que c'était la règle, le jeune Cook intégrera le prestigieuse public school d'Eton à l'âge de treize ans. Trois ans plus tard, il s'enfuiera, fermement résolu à ne pas devenir cet « individu complet » dont rêvait son père. Il avait choisi : il vivrait selon la « loi de la rue ». Et voilà comment naît un écrivain.

Pas n'importe quel écrivain : un « écrivain de roman noir ». Car, plus encore que le récit d'une vie, *Mémoire vive* est une réflexion profonde, acérée, souvent poignante, une croisade sur le rôle de la littérature, dont Cook entend faire rien de moins qu'une catharsis de la souffrance humaine. Enfant, il a connu la douleur de n'être pas aimé. Adolescent, il a fait de la rébellion le sens d'une vie. Adulte, il a exercé mille métiers, joué le jeu dangereux de l'illégalité – il fut, durant quelques années, l'homme de paille, en charge des transactions financières, de truands londoniens trop contents de s'offrir les services d'un rejeton de la gentry en rupture de ban, – côtoyé des épaves humaines, entre soumission et folie, brisées par la vie. Il a lu – beaucoup – et choisi ses maîtres : Sartre, Orwell, Kafka, Baudelaire, Babel... Comme eux, il s'est voulu, dès son entrée en écriture, l'« amant du désespoir », le porte-parole des humiliés, celui qui refuse de se voiler la face, d'ignorer la réalité : « Je ne peux pas me fier à un écrivain qui n'a jamais été hanté par le spectre de la mort violente faisant irruption tout à coup dans la pièce, et qui n'a jamais éprouvé de près l'irrévocabilité du désespoir. »

Bertrand Andouze
Lire la suite page 34

(1) Attention, lecteur ! Il y a Robin Cook et Robin Cook. L'auteur anglais dont il est ici question, en effet, la malchance d'avoir un parfait homonyme américain, qui signe, à intervalles réguliers, des thrillers qui se déroulent en milieu médical. Ne pas confondre... Dans le monde anglo-saxon, notre auteur signe ses ouvrages du pseudonyme de Derek Raymond.

(2) Ed. Rivages/Thriller.

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Moi, c'est les autres

En Espagne, le date de naissance à l'écriture est l'élément capital de l'identité. Les fils s'y révèlent volontiers dans le combat contre la littérature des pères. Avec Javier Marías et Un cœur si blanc, qui marque le retour en force du roman philosophique, le nouveau vague espagnol e désormais son incontestable chef de file, et l'ancienne un magnifique bouc émissaire... Mais certains auteurs peuvent brouiller les cartes. Juan Marsé est de ceux-là. Il a beau avoir dix-huit ans de plus que Marías, il n'en est pas moins, avec *Teresa l'après-midi*, pas si loin. D'ailleurs, l'écriture et puissance du verbe font basculer la livre du réalisme social au mythe.

Page 34

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Les chroniques de Berberova

Pour retrouver l'art subtil de Nina Berberova, la romancière russe, disparue le 26 septembre, à quatre-vingt-douze ans, voici un nouveau choix de tout petits textes qui sont parfois comme l'ébauche de ce qu'elle-même appelait ses « petits romans ». Complètement inédits en français, ces quelques dizaines de récits, qui immobilisent un court instant des existences bouleversées, sont drôles, émouvants, désolés ou pathétiques. Ils sont regroupés sous le titre *Où il n'est pas question d'amour*. Une formule un ne peut plus berbérovienn...

Page 26

La cuisine de l'Hôtel Lux

Entre les deux guerres, ce bâtiment moscovite « abrita » les communistes étrangers. Ce fut, pour beaucoup, leur dernière demeure...

HOTEL LUX

Les Parisiens frères au service de l'Internationale communiste
d'Arkadi Vaksberg.
Traduit du russe
par Olivier Simon.
Editions Fayard, 275 p., 120 F.

L'Hôtel Lux eut un moment de célébrité avant d'être rebaptisé « Tsentralnaia ». Il était situé dans le beau quartier de Moscou, la rue Tverskaja, bien connue à l'époque soviétique sous le nom de rue Gorki. Entre les deux guerres, les représentants des partis frères de l'Internationale y avaient leur cantine et leur lit. Ils s'y installaient avec l'enthousiasme de gens qui allaient changer le monde et la nature humaine, mais, en cet hôtel, ils durent ingurgiter une étrange et mortelle cuisine.

On connaît depuis longtemps la liste au moins approximative des pensionnaires tragiquement disparus. Quelques rescapés avaient même raconté ce qui leur était arrivé, ou évoqué le sort funeste de leurs camarades. Mais il aura fallu la chute du régime soviétique et l'ouverture partielle des archives secrètes pour avoir une vue d'ensemble du cataclysme. Il n'est pas encore donné

à tout le monde d'exploiter ce filon-là. Arkadi Vaksberg, collaborateur de la *Literaturnaja Gazeta*, qui s'est spécialisé dans l'histoire et le journalisme d'investigation, a eu ce privilège.

L'aperçu qu'il nous donne de la vie quotidienne – si on peut appeler cela une vie – du gratin du communisme mondial est saisissant. Ces militants se transformant, par conviction ou par nécessité, en auxiliaires de la plus basse police qui soit. Venu avec l'espoir de travailler tous ensemble à la révolution, ils passent le plus clair de leur temps à s'espionner les uns les autres. Cette sorte de soviet du prolétariat mondial fut en fin de compte une annexe des urgences appelées Tcheka ou KGB (1).

Même les humbles que l'un croit les plus purs, et qui, par la suite, ont prouvé leur rigueur, se sont laissés contaminer. Les archives révèlent qu'Imre Nagy, héros de la révolution hongroise de 1956, avait dû, lors de son séjour moscovite, collaborer avec la police. Il était, en effet, enregistré sous le matricule S 122. Puis il reçut le pseudonyme de « Volodia ». Il fut rayé de la nomenclature des agents secrets quand il entra dans son pays.

A quoi tenait alors la vie d'un permanent de l'Internationale ?

Parmi les Hongrois réfugiés à Moscou, se trouvait l'économiste Varga. Il sentait un peu le fagot, mais Staline l'épargna. De plus, il avait l'avantage de jouer au poker avec Beria. A ce jeu, il l'emportait sur le puissant maître de la police, mais il avait l'intelligence de se laisser souvent battre. Un jour, l'enjeu de la partie fut un point d'argent, mais la tête de Ferenc Janos, un communiste hongrois déjà condamné. Ce jour-là, l'économiste gagna au poker la survie de son compatriote.

Infamie sarabande

Vaksberg remarque que les archives du KGB renferment un nombre impressionnant de dénonciations rédigées par les communistes étrangers. Au premier rang des frénétiques, figure le Français André Marty : par la suite, il sera exclu du parti, mais pour de tout autres raisons, semble-t-il. Même le président de l'Internationale, le fameux Georges Dimitrov, prenait sa part à l'infamie sarabande. Du moins se souciait-il aussi de sauver, quand il le pouvait, quelques-uns de ses collaborateurs, surtout ses compatriotes bulgares.

Le risque couru variait selon la nationalité des fonctionnaires de l'Internationale. Les communistes vivant à Moscou sous un faux nom, parce que leur parti était illégal, payèrent le plus lourd tribut à la terreur. Faut-il rappeler l'extermination de la quasi-totalité des dirigeants polonais ou yougoslaves ? Par la suite, Staline dut, cependant, amèrement regretter d'avoir épargné un certain « Walter », sur lequel un dossier avait été constitué : il s'agissait du futur Tito... Les communistes citoyens d'une démocratie étaient quand même protégés par le régime bourgeois qu'ils se juraient de renverser. Il n'empêche que la police les avait aussi dans son collimateur.

Les camarades étrangers avaient forcément travaillé avec ces grands chefs de la révolution d'Octobre, qui, tous, à l'exception du secrétaire général, étaient devenus des « vipères lubriques ».

Bernard Féron
Lire la suite page 33

(1) Pour suivre, de Tcheka en KGB, les avatars de la police soviétique et connaître l'organisation de cet État dans l'État, signalez l'exposé, court mais clair, vivant et complet, que Nadine Marie-Schwartzberg vient de publier aux Presses universitaires de France, dans la collection « Que sais-je ? », sous le titre le KGB.

Jimmy Goldsmith Le piège

Entretiens avec Yves Messarovich sur quelques idées reçues



Et si nous avions suivi la mauvaise route ?

180 pages
99 F.

FIXOT

LE RAMEAU SUTHI.
Prosatrices françaises
entre 1364 et 1954

de Natacha Michel
et Martine de Rougemont.
Hachette, coll. « Brèves »,
292 p., 148 F.

ELLES se prénommaient Christine, Marguerite, Hélienne (tiens !), Marie, Madeleine, Marie (encore), Marie-Madeleine (mais avec un trait d'union, cette fois), Marie-Catherine, Marie-Jeanne (cela fait beaucoup de Marias), Germaine, George, Louise et Sidonie. Jolie galerie, séduisant cortège... Tous les genres de beauté, toutes les complexions et tous les âges sont représentés. Ce sont les dames de la littérature française, de 1364 à 1954. Natacha Michel et Martine de Rougemont en ont choisi treize pour leur livre de portraits. Tant pis pour les supérieures ! Il y a Christine de Pizan, Marguerite de Navarre, Hélienne de Crenne (la plus mystérieuse et la plus méconnue), Marie de Gournay (elle aussi négligée), M^{me} de Scudéry, M^{me} de Sévigné, M^{me} de La Fayette, M^{me} d'Aulnoy, M^{me} Riccoboni, M^{me} de Staël, George Sand, Louise Michel et Colette.

On imagine tout de suite une conversation dans l'appartement du Palais-Royal, entre Colette et la marquise. Elles auraient parlé de tout, de rien, des tracas de leurs époques respectives, de leurs enfants, de leurs maris, de leurs démentements, de leur littérature, de la vie parisienne et des inconvénients de la vieillesse. Quel bonheur on aurait d'entendre toutes ces choses ! Pour ma part, je regrette les absences de M^{me} de Staël-Delaunay, de M^{me} de Delfand et de M^{me} de Lespinasse, la belle Julie, mais tout le monde ne pouvait être là...

« Dames de plume » ou « femmes à la page », comme le dit Natacha Michel dans sa préface, Colette et les autres éviteront de verser dans cette « écriture féminine » qui est à ranger

parmi les « spécialités », avec les « récits d'alpinisme » ou les « ouvrages de médecine ». L'œuvre des « véritables » écrivains n'est jamais, en effet, la « copie » de leur existence ni la simple reflet de leur condition, même si l'on remarque nécessairement des « analogies » entre ce qu'ils vivent et ce qu'ils racontent. Selon Natacha Michel (et c'est joliment dit), le vie n'est, pour l'œuvre, qu'une sorte de « vestiaire » où l'on prend de quoi s'habiller, se changer ou se déguiser.

QUEL temps faisait-il sur la France, en 1364 ? C'était l'année de la naissance de Christine de Pizan, mais il se trouve qu'elle vit au monde, à Venise. Elle aime beaucoup son père, qui était astrologue, et son mari, Estienne, valet de chambre du roi. Hélas ! elle les perd tour à tour, en 1380 et en 1390. Orpheline et veuve de très bonne heure, elle versa des larmes qui n'étaient point « féminines ». Se retrouvant très « seule », elle se consacra à l'étude. Et lisant des livres, elle en écrivit. Quoi de plus naturel ? Cela permit à Christine de « gagner sa vie », comme on dit, et de soigner ses chagrins.

Elle faisait, notamment, se promener des idées ou des allégories à travers ses ouvrages. Dans la *Cité des dames*, elle s'efforça de réhabiliter les femmes et de démentir les auteurs qui les avaient dénigrées. Elle convoqua, pour cela, maintes « citoyennes illustres » : les femmes imaginaires comme les femmes réelles, les héroïnes

de la mythologie comme celles de l'Histoire... Cependant, autour de la chambre et des rêveries de Christine, c'était encore et toujours la guerre de Cent Ans. Il y eut aussi cette fameuse « querelle des Armagnacs et des Bourguignons », que, plus tard, les élèves de France découvriront d'ailleurs, entre deux parties de football dans la cour de leurs lycées... L'époque se déchirait sur fond de misère. Et les malheurs personnels de Christine, ajoutés à ceux du siècle, cela faisait beaucoup. Lorsqu'elle était fatiguée d'espérer, elle disait que son « espoir » était



Colette, vue par Bérénice Cleve.

« dolent ». Merci Mademoiselle, c'était le mot qu'il fallait. « Et toutefois », écrivait-elle, « vivre (me) convient ». Elle mourut sans doute vers la fin de l'année 1429, quelque temps avant l'arrivée de Villon.

C'est Natacha Michel qui fait le (brillant) portrait de Christine de Pizan. Martine de Rougemont s'occupe de Marie de Gournay (1566-1645). Cette demoiselle de Picardie éprouva deux passions dans son existence : les mots et Montaigne. Elle avait une voracité d'enfance à l'égard du vocabulaire. Ce fut une sorte d'autodidacte dans la solitude de sa province. Elle apprit la

grammaire « seule en son quartier », comme le dirait l'auteur des *Essais*. Elle s'opposait, par la suite, à la mode précieuse, refusant de « châtier » la langue française et de prandre les mots avec des pincettes. Car elle les aimait tous...

Il arriva que l'on ait des « coups de foudre » pour les livres, et les *Essais* produisirent cet effet sur Marie, pendant sa dix-huitième année. Elle rançonna Montaigne en 1588, à Paris, et devint sa « fille d'alliance ». Elle était « affolée » par ce « grand esprit ». Et, de son côté, il fondait sur elle de grandes espérances, affirmant que, « si l'adolescence (pouvait) donner présage, cette âme (serait) quelque jour capable des plus belles choses ».

Pendant leurs promenades, Marie racontait à Montaigne ce qu'elle écrivait. C'est pourquoi elle intitula son roman de jeunesse *Le Promenoir de Monsieur de Montaigne*. Hélas ! il mourut en 1592. « Il ne m'a duré que quatre ans », dit-elle, « non plus qu'à lui La Boétie ». Décidément, il était le champion du monde des amitiés brèves et passionnées. Marie fut la championne de l'amour filial envers les pères adoptifs et se consacra à l'édition des *Essais* avec un zèle de couventine. Elle continua d'écrire, néanmoins, et ressemble à ses méditations diverses sous un titre assez curieux : *L'Ombre de la Dameselle de Gournay*. « L'homme est l'ombre d'un songe », annonçait-elle, et son œuvre est son ombre. »

Racan, parce qu'il s'était moqué d'elle, antratanait à ses heures des réveries shakespeariennes... Quant à Hélienne de Crenne, à force de l'oublier, on a rendu son existence très douteuse. On s'est demandé longtemps quel écrivain s'était dissimulé derrière ce bizarre pseudonyme. Et qui était l'auteur véritable des *Angoisses d'amours*. On a lancé vainement des avis de recherche pour retrouver ce « fantôme ». A présent, il paraît qu'Hélienne s'appelait Marguerite Briet, qu'elle « naquit autour de 1510 » et qu'elle était abbevilleuse. C'était donc une picarde, elle aussi. Malgré tout, elle demeura une des énigmes policières de notre littérature, avec la Religieuse portugaise. Naturellement, la marquise et Colette nous sont plus familières. Quoique...

On disait de M^{me} de Sévigné que c'était « une jolie palenne », parce qu'elle préférait sa fille à Dieu. Le reproche se donnait des airs de compliment. Ou c'était peut-être l'inverse. « Jolie palenne » également, parce que la marquise avait trop le goût des choses, trop de curiosité pour le monde et trop d'appétit. Colette partagerait cette gourmandise de vivre et d'écrire, avec son style voluptueux et son « art des adjectifs ». Elles ont, en quelque sorte, réhabilité la prose. Après elles, « c'est très prosaïque » ne devrait plus être péjoratif, mais aussi élogieux que « c'est très romanesque ». « Je n'ai plus quarante ans pour détourner le front devant une rose qui se fane », écrivait Colette, résumant l'art de vieillir et répondant à M^{me} de Sévigné, qui se plaignait d'être emportée par le tourbillon des jours et la succession des années. Tout de même, quel voyage entre Christine et Sidonie !

« Signalez aussi l'essai de Camille Aulnoy, *Lire les femmes de lettres*, où l'on retrouve les prosatrices évoquées par Natacha Michel et Martine de Rougemont (Dunod, 276 p.). »

OÙ IL N'EST PAS QUESTION D'AMOUR et autres nouvelles
de Nina Berberova. Traduites du russe par Alexandra Pleinoff-Boutin.
Actes Sud, 222 p., 120 F.

MOINS de huit années... C'est le temps qu'il a fallu à Nina Berberova – et à son éditeur Hubert Nyssen – pour publier l'œuvre de toute une vie d'écrivain, pour devenir, de 1986 à sa mort, le 26 septembre, à quatre-vingt-deux ans (1), un best-seller, pour entrer dans le Petit Larousse... Pour faire, avec son premier « petit roman », *L'Accompagnatrice* (2), les meilleures entrées dans les salles de cinéma (même si le film n'a pas grand rapport avec le livre et que, par bonheur, elle ne l'aura jamais vu). Vingt titres publiés depuis la fin de 1985 d'une œuvre écrite non pas « pour le tiroir », comme faisaient les Russes de là-bas, mais publiée, depuis la fin des années 20, dans les publications des émigrés. Restée comme enfermée, emprisonnée, dans le cyrillique.

Il n'était pas enviable, à l'époque du Front populaire, de se présenter comme un « Russe blanc », à part dans les cabarets alors très à la mode (mais on disait qu'on allait « chez les Tsiganes »). Et les Français ne prêtaient pas grande attention à ces émigrés, ces princes russes fauchés, ces cosaques pleins de médailles, ou ces intellectuels qui ne pouvaient qu'être réactionnaires et qui, même quand ils parlaient le français, restaient entre eux et vivaient modestement entre le quinzième arrondissement et Billancourt. Qui, à l'époque, aurait voulu rencontrer les Boukharine, Sirine, alias Nabokov, Bilbine, Tsvetayeva ou Khodassévitch, le compagnon de Nina Berberova ?

Elle avait quitté la Russie soviétique en novembre 1921, après la mort de Blok, après l'exécution de Goumiliév, le mari d'Anna Akhmatova. Elle venait de publier, à vingt et un ans, son premier recueil de poèmes. Se doutait-elle qu'elle serait une émigrée jusqu'à sa mort ? Soixante-dix années d'exil... C'est chez Maxime Gorki, Paris et Billancourt, l'Amérique de Yale à Princeton. Plusieurs vies. « J'ai passé un peu plus de vingt ans dans un pays qui, en ce temps-là, s'appelait « la Russie », environ vingt-cinq ans dans un autre qui continue de s'appeler « la France », et, pour finir, une quarantaine d'années dans un troisième, « les États-Unis », écrivait-elle, en 1989, dans la préface à l'édition française de son autobiographie, *C'est moi qui souligne*. Une formidable traversée du siècle peuplée des gens célèbres, et moins célèbres, qu'elle a rencontrés et qu'elle portait, l'œil froid. Volontiers sarcastique, sans jamais s'apitoyer. Car elle se faisait un devoir, Nina Berberova, de ne pas se laisser avoir par ce qu'on appelle « l'âme russe », la « *rousskaïa douchka* », cette tendresse molle, chaude et insondable qui se complait à mêler le rire et les larmes. Elle n'était pas une tendre, ni une torturée. A sa façon, une « dame de fer », pour reprendre le titre qu'elle avait donné, en russe, à *l'Histoire de la baronne Boudberg*, amante adorée de l'agent britannique Bruce Lockhart, de Maxime Gorki, puis de H. G. Wells, l'auteur de *La Guerre des mondes*. Surtout, elle aimait la vie, même dans ce siècle bouleversé qui était « le seul à pouvoir [lui] convenir ».

Il y avait chez elle une évidente de vivre, une capacité exceptionnelle à s'adapter, à faire paau neuve, à vivre avec son temps, apprenant par exemple, à plus de quatre-vingt-cinq ans, à utiliser un ordinateur pour répondre au courrier de ses lecteurs ! Et elle savait raconter comme seuls les Russes savent le faire. Arrivée en 1925 à Paris, elle commença immédiatement une collaboration de quinze années avec les *Dernières nouvelles* – l'un des deux quotidiens en langue russe qui paraîtront à Paris jusqu'en



Avec Vladislav Khodassévitch, en 1924.

1940, – que dirige Pavel Miloukov, un des leaders du Parti cadet, ministre des affaires étrangères après la révolution de Février. Elle écrivait à propos de livres, de théâtre, de cinéma et, à partir de 1929, deux fois par mois jusqu'en 1940, ses *Chroniques de Billancourt* (*Biankurskie prazdniki*), les « fêtes » de Billancourt, dont deux volumes viennent de paraître. Récits qui lui inspire la pauvre vie des « Russes blancs » qui vivent à Billancourt près des usines Renault, où un ouvrier sur quatre est un ancien gradé de l'Armée blanche. Cette première génération d'émigrés qui, après des itinéraires insensés, vont tenter de s'intégrer, mais tout en fréquen-

tant les clubs et les églises russes, d'apprendre la langue mais en la rousifiant, de gagner leur vie dans les cabarets à la mode avec des chants tziganes ou en jouant le fox-trot sur l'air des *Boulitchki*. Des récits tout simples, dérisoires, drôles, émouvants, dans lesquels la jeune Nina, grâce à son œil perçant, son ironie, fait revivre tout un monde pathétique d'exilés dépayés, ruinés, ignorés. Les « immigrés » de Billancourt.

On les retrouve, ces pauvres Russes de Billancourt, mais aussi d'autres émigrés qui ont plus ou moins réussi, dans le second volume, au titre très berberovien, *Où il n'est pas question d'amour*, un nouveau choix de tout petits textes qui sont parfois comme l'ébauche de ce qu'elle appelait elle-même ses « petits romans » (*L'Accompagnatrice*, le *Roseau révoité*, *Asiachev à Paris*, le *Mal noir*, etc.), réunis en un volume relié intitulé *Récits de l'exil* : la cantatrice partie en 1917, épouse de diplomate, à qui le médecin conseille de se rendre là d'où elle est originaire (*l'Éléphant de Crimée*) ; Gaston Gastonovitch, le banquier balga qui avait vécu dix-huit ans à Pétersbourg et qui avait attendu 1921 pour fuir, se nourrissant de pain aligre et de nevet (*Ensuite, Dieu, qu'il s'était ennuyé les premiers mois dans cette Europe rassasiée et confortable où on pouvait se laver les mains à satiété et acheter un autre bouton de manchette si l'un des deux manquait !*, *Souvenir de Pétersbourg*) ; la séductrice féroce qui jouit d'une gelette et d'une santé imperturbable et qui sait congédier ses invités comme ses amants (*le Signe dur*) ; le musicien revenu après de longues négociations et dont la musique n'émeut plus son admiratrice de jadis (*Où il n'est pas question d'amour*).

QUELQUES dizaines de récits, complètement inédits en français, qui, modestement, simplement, expriment avec un vrai talent, et un œil qui sait voir, par petites touches imperceptibles, les grands et les petits drames d'existences bouleversées, coupées de leur pays peut-être pour toujours, qui se reconstruisent plus ou moins, et que l'auteur surprend, immobilise un court instant. Plus lourds de sens et de douleurs que le nombre de leurs pages. Quelque chose de vécu, notamment sur la désagrégation de son couple avec Khodassévitch, le processus qui la conduirait à s'éloigner de celui que Nabokov appelait « le plus grand poète de son temps », et qui, avant de mourir, allait écrire des mémoires au titre significatif, *Nécropole* (paru chez Actes Sud, 1991). « Je sais aujourd'hui ce que j'ignorais alors, qu'il m'est impossible, sous peine de me mutiler, de passer ma vie entière avec un seul être, de le placer pour toujours au centre du monde et de n'appartenir qu'à lui. Je ne suis pas un roc, mais un fleuve », a écrit cette femme plus puritaine qu'on pourrait croire, qui n'a jamais tout dit sur elle-même.

Après la guerre, elle élisait finir par quitter l'Europe au moment de la guerre froide, effrayée, déçue par une société qui ne choisissait pas ses ennemis, prête à pactiser avec les tyrans, comme ceux qui, croyant être, tel Sartre, « dans le sens de l'histoire », répétaient que Boukharine était un « traître », ou comme cette justice qui, elle allait le constater lors du procès Kravtchenko, laissait insulter le plaignant. En 1950, elle allait arriver en Amérique, devenir universitaire. Sans savoir que, trente-cinq ans plus tard, c'était de France que lui viendrait la célébrité.

(1) Le Monde des 28 et 29 septembre.

(2) Notons qu'il revient à M^{me} Lydia Chavitz d'avoir traduit et édité en 1982, à 300 exemplaires et à compte d'auteur, *L'Accompagnatrice*. Mais cette publication était restée inaperçue.

Portrait de l'



هكسان النفل

Portrait de l'artiste en nègre

Sur les rapports entre vérité et mensonge en littérature
Jack-Alain Léger donne un roman éclatant de vie

JACOB JACOBI
de Jack-Alain Léger.
Julliard, 350 p., 125 F.

Le nègre, au sens littéraire du mot, se porte bien cet automne. Deux romanciers s'emparent du personnage et lui composent une geste fantesque et rusée. Entre eux, toutefois, une différence existe. Nègre, Erik Orsenna l'a vraiment été, et du président de la République soi-même. On s'attend à le voir pousser les portes de l'Élysée. Il donne allègrement le change.

Le nègre de Jack-Alain Léger est, au contraire, imaginaire. De ses démolitions présentes, passées, posthumes avec son pseudo-nom, lui aussi fictif, l'auteur tire un livre d'une tout autre ambition : le roman du roman, le roman de la création, de ses sources, de ses joies, de ses affres. Il raconte une histoire, oui, où deux personnages s'affrontent et évoluent dans un singulier combat : une structure somme toute classique, mais la manière ne l'est pas.

Ses protagonistes, Jack-Alain Léger les fait apparaître, disparaître, revenir dans une multitude de scènes qui ne se suivent pas selon l'ordre logique, variées de ton - drôles et tragiques, - variées d'époque - sombres pages de notre Histoire ou événements contemporains, - variées de décor - rues de Paris, sentiers des montagnes suisses, quais, îles et places de Venise. Ou bien il plonge dans leurs œuvres respectives et différentes, dans leurs lectures, leur passion pour la musique, la peinture, la littérature. Enfin, il scrute leurs déchirements intérieurs, leurs enthousiasmes, leurs vertiges.

Nous passons ainsi de la rafle du Vel d'Hiv, superbement évoquée, à la sèche célébration d'un banal enterrement parisien d'aujourd'hui, d'un voyage en Israël à une mission humanitaire au Liban, férocièrement décrite parce qu'elle sert à lancer des voitures japonaises ; du suicide d'une mère à des jeux d'enfants entre un frère et une sœur ; des petits tracas de l'existence quotidienne causés par le téléphone, les appareils électroniques qui se détruisent, à l'expression lyrique de consciences en exaltation ou en désarroi ; des opéras de Wagner aux ciels de Tiepolo...

Ce riche et foisonnant carrousel où tournoient, pêle-mêle, tant de motifs s'ouvre sur l'image macabre d'un cadavre flottant dans une piscine. Il démarre sur une énigme : pourquoi, comment Jacob Jacobi, ce grand homme, ce champion illustre du Bien contre le Mal, ce Prix Nobel de la paix, cette sorte d'Élie Wiesel, s'est-il noyé ?



Jack-Alain Léger : un foisonnant carrousel.

Juif, appartenant à la riche bourgeoisie parisienne, il a, par miracle, échappé, adolescent, à la terrible rafle qui s'emporte sa mère et sa grand-mère. Il a vécu une incroyable odyssée qu'il cotoie bien, mais n'avait pas le talent d'écrire. Un éditeur avisé l'a remis entre les mains d'un jeune auteur de son époque. Pendant vingt ans, Léger Lazare, sous le sceau du secret, a écrit Jacob Jacobi d'une œuvre abondante : Mémoires, romans, contes, récits, pensées, où le mensonge côtoie la vérité. Il lui a prêté, notamment, une enfance et une culture juives que Jacob Jacobi ne possédait pas. Appuyé par l'action de son prétendu auteur au service des souffrances humaines, le succès de cette œuvre ne s'est jamais démenti, tandis que les trois romans publiés par Léger Lazare sont restés sans audience.

En vue d'un nouveau livre, le nègre rejoint son grand homme que tantôt il admire et tantôt il exècre, dans le villa d'Interlaken où il s'est retiré solitaire. Le fendant a coulé à flot pendant le dîner et le lendemain, à l'aube, la mort... Accident ? Arrêt cardiaque ? Suicide ? Meurtre ? Léger Lazare se croit d'abord libéré et rêve de l'œuvre posthume qu'il va pouvoir désormais fabriquer à

l'autre. Mais, bientôt, il se sent devenir suspect, voire complotable : n'est-il pas soupçonné la veille, au moment, de le tuer ?

La valse des ruminations, suspensions, angoisses, souvenirs, commences. Elle se développe sur trois cercles concentriques qui figurent symboliquement l'Enfer, le Purgatoire, le Paradis de la Divine Comédie. Des thèmes similaires mais différemment incarnés s'y reproduisent en se faisant écho : suicides, ruptures, gestations d'œuvres.

La libération de Lazare

La peur domine le premier cercle qui déroule surtout la vie de Jacob Jacobi. Dans le second, Léger Lazare occupe davantage la scène ; c'est son enfance marquée par la folie et le disparition de sa mère, sa première révolte avortée contre le maître. Tandis qu'à l'interlaken des pantins cyniques et ridicules préparent les fustigations à l'effacement du grand mort, Léger Lazare, inspiré, jette sur ses carnets des fragments poétiques où il se retrouve lui-même.

Retiré à Paris, il est incapable d'écrire le livre posthume que l'éditeur lui a commandé. Il lui remet les feuillets griffonnés dans les montagnes. Nous sommes sur

le troisième cercle, où le situation s'inverse. Ce n'est plus le nègre qui prête son talent à son patron, c'est le patron qui prête l'éclair de son nom à l'œuvre confidentielle du nègre. Il lui apporte un succès inespéré.

La vraie libération s'opère à Venise où Léger Lazare renonce à la femme qu'il avait autrefois prise au Prix Nobel de la paix et qu'il aimait. Toutes amertumes rompus, il se décide enfin à démasquer l'imposture et à écrire le livre que nous venons de lire, confession mouvementée dont Jacob Jacobi n'est plus que le titre.

Tout est chiffré, ironique, dans ce roman baroque qui se rapproche du *Siècle des ténèbres*, paru en 1989 (1). Mais il est plus maîtrisé, plus fort, plus profond. Malgré son apparent désordre, on ne s'y égare pas, tant est claire la voix qui le parle, tantôt sobre, tantôt luxuriant dans sa verve, ses alliterations, ses jeux sur les mots, ses images. Il nous apporte, à la fois, un excellent policier, une bouffonne satire de notre temps, le rappel douloureux de notre Histoire qu'entache le génocide, le portrait dédoublé d'un écrivain qui raille nos mœurs littéraires où tout n'est effet que de réputation : « Devenez d'abord célèbre, on vous publiera ensuite », disait Jean Paulhan à un débutant. Il est, enfin, une fable sur la culpabilité dont seul l'art nous délivre. Abstrait en son dessin, allégorique en sa forme, il éclate de vie et, comme la vie, nous fait constamment passer du rire aux larmes.

Jacqueline Piatier

(1) Ed. Olivier Orban.

Sabotage romanesque

LE SABOTAGE AMOUREUX
d'Amélie Nothomb.
Albin Michel, 187 p., 89 F.

Le premier roman d'Amélie Nothomb, *Hygiène de l'assassin*, fut une révélation (1). Elle réapparait, un an après seulement, avec un livre qu'on attend aussi cruel, aussi troublant, aussi réussi.

Dès le début, elle se montre provocante : « La beauté du monde, c'était moi », « J'étais tout. J'étais une interminable épopée ». La scène est à Pékin dans le quartier des ambassades, de 1972 à 1975. Amélie a entre cinq et sept ans. Elle fait la guerre aux Allemands de l'Est, une vraie guerre d'enfants, une guerre cruelle. Elle est amoureuse d'Elena, une petite fille qui lui bat froid.

Son épopée, c'est un peu l'histoire d'un modèle réduit. Mais l'épopée tourne court. Les histoires d'amour et de guerre sont entrecoupées de nombreuses considérations aussi originales que « La Chine, c'est le classique, l'inconditionnel, c'est Chanel n° 5 » ou « Décrite Elena renvoyait la Cantique des Cantiques au rang des inventaires de boucherie ».

Ce qui frappe dans *Hygiène de l'assassin*, c'est la simplicité du procédé romanesque - une série d'affrontements reposant presque uniquement sur le dialogue - et l'économie des moyens stylistiques, bien résumée à la fin du livre : « Le classicisme ne commet jamais de faute de goût ». Ce deuxième roman (2) reste classique mais les feutes de goût y sont nombreuses. Amélie Nothomb n'hésite pas à répéter, expliquer sans cesse, appuyer ses effets d'ironie, multiplier les phrases - de moins en moins - provocantes.

On retrouve, pourtant, l'ob-

session de l'enfance et le refus de l'âge adulte qui était au centre du précédent roman : « J'ai toujours eu que l'âge adulte ne comptait pas : dès la puberté, l'existence n'est plus qu'un épilogue ». Prétextes Tach, l'étonnant écrivain inventé dans *Hygiène de l'assassin*, n'aurait pas renié cette phrase. Mais il a totalement refusé l'âge adulte et, à partir de ce refus, construit une œuvre qui lui a valu le prix Nobel de littérature. Ici, Amélie Nothomb raconte une histoire d'enfance comme elle s'adressait uniquement aux adultes, pour se faire reconnaître par eux, en citant Wittgenstein, Platon ou un film de Kurosawa. Même si une sorte d'esprit d'enfance passe parfois, lors de ses longues courses à travers « la Cité des ventilateurs » (Pékin), à cheval sur son vélo.

En décrivant l'échec de son amour pour Elena, elle décrit son échec romanesque et l'essence : « L'erreur, c'est comme l'alcool : on est très vite conscient d'être allé trop loin, mais plutôt que d'avoir la sagesse de s'arrêter pour limiter les dégâts, une sorte de rage, dont l'origine est égarée à l'ivresse, oblige à continuer (...). Persister dans l'erreur ou dans l'alcool prend alors une valeur d'argument, de défi à la logique. » *Hygiène de l'assassin* était un défi très logique, le *Sabotage amoureux* est un conscient sabotage romanesque.

Alain Salles

(1) Albin Michel, 1992. Gérard Desjarre mettra en scène le roman à la maison de la culture de Bobigny, du 15 mars au 10 avril 1994.

(2) Si une telle chronologie a un sens pour quelqu'un qui déclare (dans l'événement du jeudi, du 23 au 29 septembre) écrire 3,7 romans par an, *Hygiène de l'assassin* serait son onzième et le *Sabotage amoureux* son dix-septième...

Retour d'enfance

LA PETITE CINGLÉE
de Janine Teisson.
Climats (470, chemin des Pins,
34170 Castelnau-le-Lez),
142 p., 85 F.

Durant l'été 1957, une famille française résidant au Maroc traverse l'Espagne en Chevrolet. Le père ne sort de son exaspération perpétuelle que pour glacer une grivoiserie à la mère, qui le réprime en riant, puis il se remet à invectiver Franco, les franquistes et finalement l'Espagne entière. Toute manifestation de vie à l'arrière de la voiture, occupée par une petite fille et deux garçons, est accueillie par des réprimandes et, si la vie est trop tenace, par des coups. Est-ce l'enfer ? Tout porterait à le croire.

En vérité, l'enfance est résistante et, surtout, comme le prouve ce petit livre d'une stupéfiante précision et à l'émotion parfaitement restituée, c'est un objet de mémoire privilégié. De l'éclat des chromes de la berline étincelante au chemisier trop transparent de la mère, de la gravure équivoque pendue au-dessus du lit matrimoniel dans une chambre d'hôtel aux petits Espagnols qui jouent à la corrida

dans une cour écorchée de soleil, toutes les images resurgissent, comme si elles avaient attendu sagement - ou plutôt douloureusement - la maturité d'un adulte qui leur rende enfin leur exactitude.

Le parti pris de Janine Teisson consiste à fragmenter sa mémoire et à présenter des scènes successives précédées d'un titre conceptuel ou concret (« Education », « Terre », « Jupa », « Sacrifice », « Indécence », « Furoncle », « Voix », etc.), de la définition qu'en proposent les dictionnaires.

« Tu seras cinglée ! »

Constamment accusée d'être folle, la fillette est donc « cinglée ». Aux deux sens du terme sur lequel joue l'auteur : frappée de folie et frappée jusqu'au sang. « Tais-toi parce que tu es cinglée ! Tais-toi ou tu seras cinglée ! » Cette structure originale est renforcée par le contraste spectaculaire, et souvent drôle, entre l'obscurité ébétisée des définitions et la particularité des scènes. Elle augmente insidieusement la violence du récit, mais le fait échapper aux écueils du règlement de comptes. Car, pour négativer qu'il soit, le portrait des parents n'est pas réducteur.

Certes, le lecteur retiendra les zézures qui ensanglantent les mollets des enfants et les interdits qui les paralysent : « Arrête de toujours toucher les gens, c'est dégoûtant ! Quand tu n'es pas les mains dans la bouche, il faut que tu les poses sur les autres, hein ? » Mais le point de vue de Janine Teisson est trop fin, sa psychologie trop précautionneuse pour qu'on se contente d'y lire un procès. C'est un mystère qu'elle tente de percer : celui de la solitude de l'enfance, de sa morbidité et de sa violence. Au bord de la route, quand tous sommeillent dans la chaleur de l'après-midi, un bétail s'approche en silence, surgissant de l'oliveraie, et offre un caillat rouge à la mère. « Et soudain son engoisse s'épaissit car elle comprend qu'ils sont en train de devenir un tableau, tous. »

René de Ceccatty

* Du même auteur et dans un tout autre genre, sous le nom fantasiste d'El Djane, paraît en recueil de contes orientaux et érotiques intitulé *Cher Hazzad* (Climats, 220 p., 120 F.).

NOUVEAU

Le Monde en poche
Une nouvelle collection est née

Le Monde
POCHE

YOUgoslavie
ORIGINES D'UN CONFLIT

BERNARD FERON

Le Monde
POCHE

L'IMMIGRATION

PHILIPPE BERNARD

Le Monde
POCHE

ECONOMIE ET
ENVIRONNEMENT

SYLVIE DERAIME

Disponible dans toutes
les librairies et en grandes surfaces

Le Monde
EDITIONS

MARABOUT

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

Regain français en Italie

Les auteurs de l'Hexagone trouvent un nouvel écho de l'autre côté des Alpes

Stendhal, Dumas, Proust, Sartre, Vian, Cohen, Et, parmi les vivants, Lévi-Strauss, Lyotard, Duras, Ionesco, Lacouture, Touraine, Guillon, Echenoz, Deleury, Visage. Voici une partie seulement des auteurs français dont le public italien va découvrir de nouvelles traductions à l'occasion de la rentrée éditoriale de l'automne. Toutes ces nouveautés s'ajoutent au grand nombre d'ouvrages français déjà traduits dernièrement par les éditeurs italiens, lesquels montrent l'intérêt croissant qui, après une phase de recul, semble aujourd'hui entourer la culture française.

Loin de correspondre à une véritable vague éditoriale, comme ce fut le cas par le passé pour la littérature sud-américaine, c'est néanmoins une tendance précise qui se concrétise depuis quelque temps. Les livres français retrouvent une place dans les librairies

italiennes, la presse et la critique suivent avec plus de soin la production de l'Hexagone, et les auteurs français obtiennent parfois un assez bon succès. Ce fut le cas, récemment, pour Le Clézio et d'Ormesson qui ont obtenu, respectivement, le prix Flaiano et le prix Grinzane-Cavour, mais aussi pour Duras, Pennac, Cohen ou Bruckner, qui ont su trouver de nombreux lecteurs.

Les Français reviennent donc sur la scène de la péninsule, même si certains éditeurs sont encore un peu méfiants, plus d'ailleurs à l'égard du roman que des essais. On ne peut pas dire, pourtant, que les traducteurs italiens aient oublié la France pendant les années 80 : la preuve se trouve dans *Francesistica* (Schea, 1992), la très exhaustive bibliographie des œuvres françaises et francophones éditées en Italie de 1980 à 1989, où sont répertoriées 1 100 traductions de

prose, 150 de poésie, 80 de théâtre et plus de 500 essais (de la critique littéraire à l'anthropologie, toutes catégories confondues). Cependant, dans la décennie passée — après le grand essor des années 60 et 70, quand la culture française rayonnait sur le monde intellectuel italien — la plupart de ces traductions sont passées inaperçues ou ont été vite oubliées. Le public, à quelques exceptions près, les a peu appréciées, les seuls succès des années 80 ayant été Perce et Duras.

Pour Giovanni Bogiolo — qui enseigne la littérature française à l'université d'Urbino, mais qui est aussi chroniqueur littéraire à *La Stampa* et traducteur — le manque de reconnaissance pour ce véritable travail de fond s'explique en partie par la grande mode de la littérature anglosaxonne, dominante en Italie, qui a considérablement réduit les espaces mis à disposition des

autres littératures. « Mais, dit-il, il faut aussi reconnaître que, pendant les années 80, la culture française a connu un déclin marqué et n'a pas su se renouveler suffisamment. Après la disparition des grands maîtres, il n'y a pas eu d'auteurs capables de prendre le relai, surtout dans le domaine du roman. Et aujourd'hui, Paris ne dicte plus les modes culturelles comme avant. »

« Éviter de créer une mode éphémère »

Par conséquent, face à l'actuel retour de la culture française, les professionnels se gardent de tout enthousiasme facile, surtout en période de crise et de récession. Ainsi, pense Carlo Feltrioli, éditeur emblématique par les 30 000 exemplaires vendus de *Comme un roman*, de Pennac, sa maison d'édition ayant toujours édité plusieurs auteurs français, de Duras à Bouraoui, de Roubaud à Salvayre : « Il y a plusieurs signaux positifs, constate-t-il, mais il faudra attendre encore pour voir si cette tendance se confirme et si le public italien va apprécier l'ensemble de la production française et non simplement quelques cas particuliers. De toute façon, pour cela, il faut éviter de créer une mode éphémère et envisager plutôt un travail de longue haleine. Par exemple, nous avons acheté les droits de traduction de cinq livres de Vautrin, un auteur sur lequel nous sommes prêts à investir, même si les résultats ne viennent que peu à peu. » Cette attitude reste, malheureusement, peu fréquente et nombreux sont les éditeurs qui préfèrent abandonner un auteur dont les ventes ne sont pas immédiatement satisfaisantes.

Ce n'est donc pas un hasard si les auteurs français moins connus sont souvent proposés par de petites maisons d'édition, qui profitent du fait que les traductions françaises reviennent moins cher que les traductions anglaises ou allemandes. Ainsi réussissent-ils parfois de très bons « coups », comme l'a prouvé, tout récemment, Marcos y Marcos, une petite maison d'édition de Milan, dont les nouvelles traductions de Boris Vian ont été fort appréciées par le public italien. D'ailleurs, le domaine des classiques est un secteur-clé pour permettre à la culture française de continuer à occuper une place importante dans le système de références des intellectuels italiens. A ce propos, si certains dressent la liste des quelques titres ou disponibles pour l'instant en Italie, d'autres préfèrent rappeler le nécessaire de rénover sans cesse les traductions vieillissantes, comme l'a fait le poète Giovanni Raboni avec sa nouvelle traduction de la *Recherche*, de Proust.

Raphaëlle Rérolle

Fabio Gambaro

Payer en « Joyce »



La Banque d'Irlande vient de mettre en circulation ce billet de 10 livres à l'effigie de James Joyce, mort en 1941. En France, on a attendu deux siècles pour faire figurer Voltaire sur un billet de 10 francs, aujourd'hui remplacé par une pièce ; deux siècles aussi pour montrer Montesquieu sur les billets de 200 francs. Alors, combien de temps faudra-t-il pour qu'on puisse payer en « Marcel Proust », mort en 1922 ?

« Où est le bonheur ? »

Le cinquième Forum « le Monde »-Le Mans

Conçu et présenté par notre collaborateur Roger-Pol Droit, le Forum le Monde-Le Mans, livre rencontre entre chercheurs et grand public, a rassemblé l'an dernier 1500 personnes. Le quatrième volume collectif issu de cette manifestation, intitulé *L'art est-il une connaissance ?*, vient de paraître (le Monde-Éditions, 336 p., 140 F.).

A la fin du mois d'octobre, la cinquième édition de ces trois jours de réflexion, coorganisée par le Monde, la ville du Mans et l'université du Maine, se demandera : « où est le bonheur ? ». Philosophes, psychologues, historiens, scientifiques et écrivains s'interrogeront sur les lieux et les images du bonheur — de l'Occident aux autres civilisations, des mécanismes du cerveau aux élan de l'âme, des philosophies de l'Antiquité aux utopies futures.

Participeront à ce forum : Miguel Abensour, Mohammed Arkoun, Marc Augé, Bernard Andrieu,

Lothar Baier, Norbert Bessid, Jacques Biarne, Monique Castilo, Olivier Clément, Marcel Cocche, Dominique Desanti, Anne Filon, Geneviève Fraisse, Jean-Michel Frodon, François Jullien, Julia Kristeva, Charles Malamoud, Michel Onfray, Paul Ricœur, Antonio Tabucchi, Agnès Varda, Francisco Varela, Michel Verica, Jean-Denis Vincent.

Une brochure de trente-six pages est disponible sur demande (voir ci-dessous). Elle présente le programme détaillé et l'ensemble des manifestations artistiques liées au Forum (théâtre, cinéma, concerts, expositions).

Le Mans, 28, 29 et 30 octobre. Entrée libre et gratuite, dans la limite des places disponibles. Pour toute information, s'adresser au Palais des congrès et de la culture, Cité séminaire, 72000 Le Mans. Tél. : (06) 43-24-22-44. Télécopie : (06) 43-28-33-68.

« Les Dossiers et Documents littéraires » au Salon du livre de Bordeaux

Le Monde Dossiers et Documents lance, à partir du 10 octobre, une nouvelle série les Dossiers et Documents littéraires. Réalisés à partir d'articles parus dans le Monde sur des écrivains et des thèmes littéraires, ils permettent d'aborder les cours de français d'une manière différente et d'enrichir ses connaissances. Le premier numéro comporte deux dossiers, consacrés l'un à « Montaigne, le gai tragique », l'autre aux « Pénitences du théâtre de Diderot et

Marivaux » (en vente en kiosque, le 10 octobre, 12 francs). A cette occasion, Martine Silber (le Monde Dossiers et Documents) et Josyane Savigneau (« Le Monde des livres ») seront au Salon du livre de Bordeaux, le samedi 9 octobre, de 11 heures à 12 h 30 (Espace Air Inter), pour faire découvrir cette nouvelle publication (l'entrée est gratuite pour nos lecteurs munis de ce texte ou d'un exemplaire du Monde).

Enfants : la lecture baisse

Selon un sondage, les huit-seize ans montrent moins d'appétit pour les livres qu'en 1988

La sentence est tombée du ciel des sondages, de nature à « rassurer » tous les parents sur un point ou moins : la lecture est en baisse chez les enfants, c'est-à-dire chez beaucoup d'enfants et pas seulement le leur. L'enquête qui le montre a été effectuée, en 1992, par Médiamétrie et financée par Hachette Livre, principal éditeur français d'ouvrages pour la jeunesse. Elle vient d'être rendue publique, et ses résultats sont aussi intéressants qu'alarmants. Globalement, la tranche d'âge concernée par l'étude (huit-seize ans) montre moins d'appétit pour les livres qu'en 1988, date du précédent sondage. Le constat est de nuancer en fonction des âges, des sexes et du fait que, faute d'augmenter en volume, la lecture est mieux représentée qu'autrefois dans l'ensemble des classes sociales. Reste que les éditeurs, déjà plutôt malmenés par l'air du temps, peuvent légitimement s'inquiéter quant à la formation de leurs futurs lecteurs.

Qui sont-ils, ces enfants et ces adolescents qui représentent une population près de 7 millions d'individus ? Pour le savoir, Médiamétrie a interrogé un échantillon de 4 567 personnes dans la tranche d'âge concernée. Leurs réponses montrent que les intérêts manifestés par les deux sexes sont assez alignés sur des clichés qu'on aurait crus dépassés. Allez savoir pourquoi 45 % des garçons aiment le bricolage, contre seulement 24 % des filles, et ce qui explique le penchant de ces dernières pour les

journaux intimes (26 %), guère prisés par les garçons (11 %).

Surtout, l'enquête met en évidence qu'une ligne d'horizon électronique se dessine de plus en plus nettement. 62 % des foyers disposent de plusieurs téléviseurs, 30 % de consoles de jeux et 18 % de micro-ordinateurs. La télévision devient la distraction favorite la plus citée par les garçons (79 %), immédiatement suivie par les jeux vidéo (76 %).

Les filles plus attirées

Par comparaison, la lecture fait figure de parent pauvre, surtout chez les garçons. Seuls 29 % d'entre eux disent l'aimer « beaucoup », contre 52 % des filles. Tous âges confondus, les filles sont plus attirées par cette activité que leurs camarades de l'autre sexe, les réponses positives progressant même par rapport à 1988. Les garçons âgés de quatorze à seize ans sont les champions toutes catégories de la méfiance ou de l'indifférence vis-à-vis des livres.

Un coin de ciel bleu apparaît toutefois dans le sondage : l'intérêt pour la lecture est en hausse globale chez les huit-dix ans, en raison, peut-être, d'une plus grande implication des parents dans le choix des livres. Tous sexes et âges confondus, les jeunes sont plus enthousiasmés les ouvrages « qui font rire » et « qui parlent d'aventures », leurs goûts se différenciant un peu pour le reste. De manière générale, les filles

apprécient plus les romans et les

garçons les « documents ». Le plaisir du texte est cependant souvent grignoté par la notion d'effort, voire de corvée, surtout chez les garçons. 32 % n'ont lu aucun livre « par plaisir » au cours des trois mois précédant l'enquête. Un résultat qui n'a pas de quoi surprendre, si l'on considère les attentes et les angoisses manifestées par les parents et les éducateurs. Plus encore qu'avant, la lecture est un enjeu, un baromètre dont le cadran est censé afficher l'avenir des enfants. De quoi rebouter pas mal de jeunes lecteurs...

Certains éditeurs, de leur côté, réfléchissent à la façon d'enrayer le processus. « Il faut faire en sorte que le livre soit de nature à concurrencer l'écran, sans qu'il perde de sa qualité », estime Agnès Touraine, directrice de la branche grande diffusion de Hachette Livre. C'est-à-dire trouver des sujets plus proches des préoccupations des enfants, des héros qui les séduisent, des maquettes adaptées à leurs modes de vie... et des prix accessibles. Agnès Touraine évoque aussi la publicité télévisée, dont la seule mention fait bondir de nombreux professionnels du livre. « Pourquoi le livre pour la jeunesse est-il exclu des écrans, demande-t-elle, alors que les enfants regardent en moyenne la télévision deux heures et demie par jour ? » Un vieux débat dont les enjeux sont loin d'être les mêmes pour tous les éditeurs.

Raphaëlle Rérolle

Fabio Gambaro

EN BREF

□ Jean Ballard et les *Cahiers du Sud* à l'honneur à Marseille. — Marseille consacrera, du 2 octobre au 15 novembre, un ensemble de manifestations à Jean Ballard et aux *Cahiers du Sud*, la revue littéraire d'avant-garde fondée en 1913 par Marcel Pagnol, sous le titre de *Fortunio*, et dirigée par Jean Ballard de 1921 à 1966. Des expositions illustreront les moments phares de l'odyssée des *Cahiers*, l'influence qu'exerça sur eux le poète Jean Tardieu, les rapports de la revue avec la critique cinématographique et la place de la Méditerranée dans l'œuvre de Saint-John Perse. Le programme comprendra aussi des colloques — la rencontre entre deux collaborateurs des *Cahiers*, Simone Weil et Joë Bousquet, « Les hommes de revues », « L'exil, du dix-septième siècle à nos jours », « Les entreprises et le mécénat », — et un débat sur « L'impensé de l'historiographie française : Vichy, août 42 — Algérie, octobre 61 — France, mai 68 ». Des vidéos d'art et un court-métrage consacré à Jean Ballard seront projetés. Enfin, le quatrième Salon de la Revue, consacré cette année aux « Revues du Sud », se déroulera, du 23 au 25 octobre, dans la cité phocéenne. Renseignements : Office de la culture de Marseille. Tél. : (06) 91-33-33-79.

□ Prix littéraires à Nancy. — Lors de la désormais traditionnelle manifestation « Le livre sur la place », à Nancy, la bourse Goncourt de la biographie a été décernée à Jean Bonthorel, pour *Louise de Vilmorin* (Grasset). Jacques Derogy et Jean-Marie Poulant ont reçu le prix Radio France Nancy de la communication, pour *Investigation*, passion (Fayard). Le grand prix du Comité français pour l'UNICEF a été attribué à Patrick Bernard, pour *Graines d'hommes* (éd. Anako), ex aequo avec Marie Dorigny et Sorji Chalandon, co-auteurs d'*Enfants de l'ombre* (Marval/Bit).

□ Sixième Marché de la poésie à Nantes. — La Médiathèque de Nantes organise, du 1^{er} au 3 octobre, le sixième Marché de la poésie, autour du thème « Écrire et éditer en Bretagne ». Au programme, des lectures, des spectacles et une exposition sur « Cent vingt poètes français d'aujourd'hui ». Tél. : 40-11-67-50.

□ Rectificatif. — Une erreur s'est glissée dans « Le Monde des livres » du 27 août, en tête de l'article de Pierre Kyria intitulé « Rimbaud en enfer ». Le titre du livre de Roger Munier dont il est question dans l'article n'est pas *Les Évasions d'Arthur Rimbaud*, mais *L'ardente patience d'Arthur Rimbaud*, paru aux éditions José Corti.

MICHEL BRAUDEAU



L'une des plus belles dettes d'amour d'un fils à son père.

Jacques-Pierre Amette / *Le Masque et la Plume*

Une merveille d'écriture dans tous les registres, les enfantillages, les regrets, les extravagances, les oublis, les apitoiements déguisés et les fausses colères. Jean-Louis Esnelle / *Nouvel Observateur*

Ce qui anime et ce qu'explore cette émouvante pavane pour un défunt c'est, tout au long du texte, souveraine et si rare, l'activité d'aimer. Viviane Forrester / *Le Monde*

Éditions du Seuil

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

par Roland Jaccard

Freud et Romain Rolland

De 1923 à 1936, Freud entretenait une correspondance espacée, mais dense, avec Romain Rolland. Les deux hommes ne se rencontrèrent qu'une fois, le 14 mai 1924, à Vienne, où Stefan Zweig avait pris en charge le roman français, lui présentant Arthur Schnitzler, event de l'introduction dans le saint des saints, c'est-à-dire dans le cabinet de travail de celui que Rolland nomme « le Christophe Colomb d'un nouveau continent de l'esprit ». Dans son journal, Rolland a donné une relation complète de leur entretien : « Nous parlons de la violence actuelle, et aussi de la sincérité des instincts déchaînés, du mensonge moral décrit par Freud et les romanciers russes. Le dix-neuvième siècle, époque de paix, mais ferait-il justice sur ce point peureux et menteux, ne voulant pas voir derrière le rideau. La conversation vient sur Flaubert et son épilépse. Freud le met en doute... »

Sur les relations que nouèrent Freud et Romain Rolland, on ne peut que conseiller la somme érudite d'Henri Vermorel et de Madeleine Vermorel, psychiatres et psychanalystes. Ils notent justement que c'est sur le terrain de la religion que se situe leur rencontre la plus profonde. Freud et Rolland critiquaient les dogmes et les Églises, car ils étaient dans la descendance de Spinoza qui considérait les religions comme des superstitions ; cependant, face à Rolland, « océanique », musicien et mystique, Freud proclame son athéisme, tout en trouvant à la « sensation océanique » une place dans sa métapsychologie, rendant ainsi justice à l'intuition de Rolland. En mai 1931, Freud lui écrit : « Je puis vous avouer que je n'ai presque jamais ressenti comme avec vous cette mystérieuse attraction d'un être vers un être — liée peut-être, d'une façon ou d'une autre, à la connaissance de toutes nos différences. »

► Sigmund Freud et Romain Rolland, correspondance, 1923-1936, d'Henri Vermorel et Madeleine Vermorel, PUF, coll. « Histoire de la psychanalyse », 657 p., 350 F.

Eloge du secret

« En somme, l'état mental idéal — celui dont la santé mentale dérive — est un état où l'on peut se sentir à l'aise avec ses secrets », écrit Doi Takeo, psychiatre et psychanalyste japonais, dans le précédent essai, le Jeu de l'indulgence, découvrait la singularité de l'âme japonaise.

Dans son dernier livre, *l'Endroit et l'Envers*, subtile réflexion sur l'ambivalence nichée au cœur de toutes choses, Doi Takeo fait l'éloge du secret. A partir du sublime roman de Soseki le Pauvre Cœur des hommes, et d'une nouvelle de Tanizaki, le Secret, il développe l'idée que le secret enrichit une relation et permet l'intimité. En revanche, plus deux individus se connaissent et plus leurs rapports deviennent froids et insipides.

« Une personne saine, ajoute-t-il, ne ressent pas comme douloureux d'avoir des secrets ; elle s'émerveille de leur présence et les accepte comme un don du ciel. » La tâche du psychologue consiste à permettre au patient non seulement de voir que sa pathologie est en relation avec la nature de ses secrets, mais de vivre en sécurité avec eux. Doi Takeo poursuit : d'une certaine manière, la méditation de Tanizaki sur l'ombre, tout en se réclamant de Nietzsche — « Tout esprit profond a besoin d'un masque » — et de Freud qui, le premier, a diagnostiqué que celui qui souffrait d'une maladie de l'âme avait perdu ses propres secrets.

► *l'Endroit et l'Envers*, de Doi Takeo, traduit de l'anglais par Dominique Saunders, éd. Philippe Picquier, 156 p., 110 F.

La loi de l'inconstance

Le secret obsède le narrateur de la recherche. Alors même qu'Alberine est morte, il lui faut encore découvrir ce qu'elle lui dissimulait, tout comme Swann, auparavant, traquait chez Odette les indices les plus ténus d'une trahison anticipée. En une spirale vertigineusement diabolique, la mystère, en même temps qu'il suscite l'amour, provoque la jalousie ; à la jalousie répond le mensonge ; et en développant un surcroît de jalousie, ce mensonge intensifie l'amour, note Nicolas Grimaldi dans *la Jalousie*, étude sur l'imaginaire proustien. D'une conclusion d'une précision exemplaire, cet essai vérifie la fameuse loi énoncée par Proust dans les *Plaisirs* et les *Jours* : la loi psychologique de l'inconstance, aussi impossible à rompre que les lois physiques de la pesanteur et de la mort.

Que nous ne puissions éliminer que des êtres que nous ne connaissons pas, que des « êtres de fuite », car ils réclament la promesse et l'illusion d'un monde autre, chacun en a fait l'expérience. Mais, au-delà de cette évidence, se profile cette autre vérité proustienne : « L'homme est l'être qui ne peut sortir de soi, qui ne connaît les autres qu'en soi, et, en disant le contraire, ment. » L'excellent petit livre de Grimaldi, auteur d'ouvrages sur Descartes et sur l'ontologie du temps, montre que la psychologie proustienne va bien au-delà de la psychologie.

► *La Jalousie*, étude sur l'imaginaire proustien, de Nicolas Grimaldi, Actes Sud, 68 p., 89 F.

Le chien de Boris

« Puisque je m'intéresse à l'activité dans le monde vivant, écrit Boris Cyrulnik, j'ai décidé de lire un poème de Baudelaire à mon chien. Tout le monde a remarqué qu'il me regardait avec affection en remuant la queue. Aimait-il Baudelaire ? » Boris Cyrulnik répète l'expérience en remplaçant Baudelaire par Lacan, puis par Jean-Pierre Chenguex. Le résultat fut identique : aucun signe de désaveu théorique. Il en conclut que son chien s'intéresse assez peu aux théories, pourvu qu'on lui parle.

L'exemple du chien, qui ouvre le beau livre de Boris Cyrulnik, éthologue et neuropsychiatre, sur les *Nourritures affectives*, est fascinant : on y découvre combien le pensée occidentale a modifié le comportement des chiens. Aïnel, sevrage, ils n'étaient guère, car tous les chihuahuas se taisent, quelle que soit l'espèce, alors que, civilisés, ils émettent beaucoup, participent ainsi à nos échanges verbaux. Nous avons là, note Cyrulnik, la réponse au très vieux débat philosophique sur les parts respectives de l'inné et de l'acquis : une espèce génétiquement douée pour échanger silencieusement en milieu naturel et aboyeuse en milieu civilisé.

Cyrulnik possède l'art de surprendre et d'intriguer en posant des questions simples — sur les rêves des fœtus, sur les heurts de nos rencontres, sur la violence crétine... — auxquelles il répond avec un pragmatisme nuancé, nourri d'observation tirée de la vie quotidienne. Aïnel, il décrit le chien dort, à l'hôpital, chaque type de structure mentale crée un monde sensoriel particulier et livre des indices minuscules qui permettent une reconnaissance. Les ennuis, par exemple, forment une sorte de contrainte, de même que les schizophrènes. Mais ils s'évitent, chacun jugeant le groupe opposé trop « angoissant ». On appréciera également les fortes pages finales sur la psychiatrie de l'adulte normal, avec tous les drames qu'engendre sa prétention à servir de référence à autrui.

► *Les Nourritures affectives*, de Boris Cyrulnik, éd. Odile Jacob, 244 p., 130 F.

PRÉCIS DE LINGUISTIQUE GÉNÉRALE

de Jacques Lerot.
Ed. de Minuit.
coll. « Propositions »,
446 p., 39 F.

Le désir de devenir scientifique conduit souvent fois l'étude du langage humain à la traversée ; et jusqu'au ridicule quand la prétention s'en mêle. Ce que montre, malgré les meilleures intentions, un tout récent *Précis de linguistique générale*, « émis », comme il dirait, par un professeur de Louvain. Les raisons qui mènent le père oublié — nommons-le Saussure (1) — au pire ne sont pas si obscures qu'il faille machiner un mystère de plus : elles sont filles de deux arguments, justes dans leur principe, mais pervers quand ils s'abîment dans la messerie.

Le premier argument, le plus propre à soutenir la vocation et la patience des « spécialistes », se fonde sur un constat qui serait parfaitement plaisant, n'était certaines conséquences inquiétantes pour beaucoup. Depuis Saussure ou de John Searle sont traduits en français ?

Du même coup, le linguiste était admis dans la catégorie des « spécialistes », toujours respectable comme on sait ; et se hâtait d'oublier l'autre statut, beaucoup plus avoué, que Saussure révisait de lui-même. Le Cours met alors en place le second argument, issu de l'urgence démocratique : « Il serait inadmissible que [l'étude du langage] restât l'affaire de quelques spécialistes ; en fait, tout le monde s'en occupe peu ou prou ; mais — conséquence paradoxale de l'intérêt qui s'y attache — il n'y a pas de domaine où l'on ne trouve plus d'idées absurdes, de préjugés, de mirages, de fictions. (...) La tâche du linguiste est avant tout de les dénoncer et de les dissiper le plus complètement possible. »

Or les peuples et les individus détectent leurs illusions ; et, plus particulièrement, leur croyance, protégée par l'absurdité même, « dans la supériorité de leur idiosyncrasie ». Le linguiste court le risque de passer pour un mauvais citoyen. Mais laissons les craintes à leurs craintes. La question qui hante la pratique linguistique serait plutôt : comment coïncider la rigueur scientifique et l'ardeur à dégonfler les baudouzes ?

La réponse ne va pas de soi ; et perd tout intérêt quand, à la manière du nouveau *Précis*, on néglige sans scrupules excessifs les grands textes qui fondent la linguistique générale. Tels des palatins de premier lignage, Bally, Meillet, Sapir, Jakobson passent à la trappe. Saussure et Benveniste trouvent grâce en extrême, tandis que la sémiotique disparaît sans laisser d'adresse, même à l'index.

C'est que, nous dit-on, « les progrès réalisés par la linguistique (...) ont nécessité une remise à jour fondamentale de la linguistique générale ». Rico de moins.

Quels sont alors les résultats de cette gigantesque « remise à jour » ? Les deux arguments mis en place par les pères fondateurs d'ont pas disparu ; ils perdent seulement leur force, et leur pugnacité. A commencer par le souci démocratique qui se dégrade en appel aux lecteurs. Naturellement, le *Précis* s'adresse à tous : eux, « non-linguistes » (encore ombreux), aux curieux, aux grammairiens (il doit en rester), aux étudiants débutants et « aux chercheurs qui ne peuvent se satisfaire d'une introduction sommaire à la linguistique ». Quand on foule les

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Le ventre d'Ursule

sommets, on peut oégler le détail : les « non-linguistes », les curieux et les autres ont-ils vraiment besoin de savoir que les livres et les articles de Noam Chomsky ou de John Searle sont traduits en français ?

PASSONS donc à des considérations plus sérieuses ; à l'essentiel. Comme il se doit, le *Précis* modifie d'abord la définition classique du travail linguistique : « Faire de la linguistique, c'est avoir tout utilisé un langage scientifique pour porter le langage. » A lire l'ouvrage avec l'attention qu'il mérite, on comprend très vite que le meilleur exemple de « langage scientifique » reste celui de M. de la Palice, dont Michel Pécheux (3) a montré naguère la pertinence pour la recherche de la vérité.

Le *Précis* de Jacques Lerot apporte de nouvelles preuves, d'une force peu commune. Voici quelques vérités choisies, et librement commentées. « Si un texte traite de musique, le nom note sera compris comme désignant une note de musique. » Cette

« déduire qu'il y a des nuages et que ceux-ci empêchent de voir le soleil » ?

Le lecteur avisé, s'il s'en trouve un encore, ne sera pas surpris outre mesure du mépris où l'on tient ici les trop célèbres « grammaires traditionnelles ». Elles souffrent, en effet, de défauts plus graves les uns que les autres. Et d'abord, elles sont bonnes « à tout faire ». Songez qu'elles servent indifféremment pour l'analyse, l'interprétation, la description, l'apprentissage correct de la langue, etc. » Heureusement, le *Précis* ne donne aucune référence. Sage précaution pour éviter de soumettre les ignorants, les « non-linguistes », et même certains linguistes normalement constitués, à une tentation trop forte.

Deux autres abominations devraient pourtant rassurer les justes défenseurs des « grammaires traditionnelles », ainsi nommées parce qu'elles satisfont aux exigences scientifiques des modèles. Première abomination : la grammaire traditionnelle « est conçue de façon à être consultée facilement ». Deuxième abomination plus détestable et plus ridicule encore que la précédente, étant entendu que la grammaire traditionnelle défend tout autant le bonheur de l'idiote que le droit à la paresse : les règles des grammaires traditionnelles « font largement appel à l'intelligence du lecteur auquel incombe la tâche de les interpréter et de les appliquer correctement ». Quelle misère !

DIEU soit loué, l'organoisation générale du *Précis* tente d'échapper, souvent avec succès, à toutes ces aberrations et ne répugne pas à la contradiction. Par exemple, on expose, pour le rejeter, que la phrase constitue « l'unité maximale de la grammaire traditionnelle ». Au rebours, le *Précis* tient à défendre la grammaire de texte ; « la phrase textuelle » étant le plus complexe. Dès lors, qu'est-ce qui justifie de consacrer l'ultime chapitre à la phrase et non au texte ? Cela dit, à partir du premier chapitre, intitulé « La méthode », prennent place diverses études : par exemple, « La communication », « La grammaire », « Le texte », « Le vocabulaire », « Les sons », « La structure des mots », « La phrase ». Tout n'est pas absolument mauvais ou dérangeant ; mais, dans le meilleur des cas, les analyses vivroient dans la médiocrité et l'approximation. Il arrive même que certains exemples ruinent la pertinence de distinctions sommairement exposées.

L'article définit peut s'employer, dit-on, quand, « l'ensemble référent fait partie du champ perceptuel des interlocuteurs », ce qu'illustre un exemple, « Allume la télévision », devenu si fréquent qu'il fait regretter « Boisse un peu l'obol-jour ». On mentionne, ensuite, un autre emploi de l'article défini, utile pour manifester que « l'ensemble référent fait partie du savoir partagé par les interlocuteurs au moment de l'énonciation ». Il n'est pas sûr que le dernier exemple — « Elle se frotta les yeux » — apporte une confirmation décisive. Un autre exemple de la même veine pourrait multiplier les doutes : étudiant à Louvain, Léon coiffe à ses camarades que son amie Ursule « s'est frictionné le ventre la nuit dernière ». Faut-il vraiment comprendre que, « l'ensemble référent », ici le ventre de l'adorable Ursule, fait partie des objets bien connus de tous ?

Une dernière question finit donc par s'imposer : par quel miracle un tel *Précis*, qui ridiculise la linguistique générale, a-t-il trouvé place dans une collection jusqu'ici réservée à d'excellents travaux ?

(1) Ferdinand de Saussure : *Cours de linguistique générale*, Payot.
(2) André Martinet : *Éléments de linguistique générale*, Armand Colin.
(3) Michel Pécheux : *Les Variétés de la Palice*, éd. François Maspéro, coll. « Théorie ».

Récits de Dieu

L'ÉVÉNEMENT SANS FIN
Récit et christianisme
du Moyen Âge
d'Alain Bouchard.

Les Belles Lettres,
302 p., 140 F.

Les études présentées ici par Alain Bouchard reposent sur la constatation qu'une des origines fortes du christianisme provient de ce qu'il se fonde sur un récit : celui de l'Incarnation. Préceptes, dogmes ou rites dérivent de l'interprétation sans cesse reprise de celui-ci. Dieu s'est fait homme à un moment précis de l'Histoire, pendant une période bien déterminée. Mais, « événement fugitif et capital, la venue de Dieu sur Terre doit se transformer en durée : durée du commentaire perpétuel, durée de la répétition dans la vie des saints qui imitent le premier récit ».

Pendant tout le Moyen Âge, le christianisme a proposé à l'homme la certitude de son historicité essentielle. « Je suis la Vérité et la Vie », a dit Dieu fait homme. A partir de là, l'opération de connaissance consiste à lire cette vérité, dans le récit évangélique bien sûr, mais pour le reproduire dans un temps différent, le temps présent. « La vie chrétienne enchaîne donc une série de copies, dont la vie de Jésus est l'original. » L'hagiographie (les écrits sur les saints), qui constitue un genre littéraire capital de la période médiévale,

« pour but de concilier l'original chrétien et l'adaptation au changement du temps. »

On l'expérimente avec Alain Bouchard : autour des grands légendiers chrétiens réunis par les dominicains au treizième siècle, mais aussi sur des cas plus spécifiques comme la légende de saint Eustache suivie dans la longue durée, des temps carolingiens au siècle baroque. Il montre encore que, si le récit dupliqué de l'« événement sans fin » — structuré le récit de la société médiévale pendant des siècles en lui donnant son langage et son système de croyance communs, il a aussi marqué les limites, les frontières du christianisme, face aux hérétiques, aux musulmans et aux juifs qui n'avaient pas place dans le récit et s'opposaient à lui.

Avec le Réformateur qui entend revenir à l'Écriture seule, avec les critiques rationalistes des humanistes et des Lumières, la prolifération du récit chrétien cesse. En fait, le mouvement était engagé depuis le douzième siècle et le développement de la théologie spéculative au treizième : dans les affaires de Dieu, la tendance à l'abstraction avait commencé à l'emporter sur la pratique d'une amplification narrative qui était devenue suspecte. Avec la fin des temps médiévaux, c'est vers l'homme que s'orientait la puissance créatrice du récit.

Michel Sot

JEAN ROUAUD

sera à la librairie

L'ARBRE À LETTRES

le vendredi 1^{er} octobre

à partir de 10 heures

62, rue

du Faubourg-Saint-Antoine

PARIS 12^e - Tél. 43 45 48 04

Le mensuel

PASSAGES

spécial 16 pages

la différence

de Derrida

vente en kiosque 30 F

هكمان القرآن

LE MONDE DES LIVRES

BIOGRAPHIES

L'enfant-roi

Flamboyant, féroce, capricieux, dépressif, ingénu... Depuis 1961, Yves Saint Laurent domine le monde de la haute couture. Laurence Benaïm fait le récit de cette irrésistible ascension

Notre collaboratrice Laurence Benaïm vient de publier une biographie d'Yves Saint Laurent. L'écrivain et éditeur Patrick Maurès, qui a notamment travaillé avec Christian Lacroix pour son livre *Pâle-mêle*, a lu cette biographie pour « Le Monde des livres ».

YVES SAINT LAURENT
de Laurence Benaïm.
Grasset, 480 p., 148 F.

Marcel Proust aura, sans le savoir, beaucoup fait pour la couture contemporaine : il lui aura donné son mythe d'origine. De Valentino à Christian Lacroix, nul virtuose du chiffon qui ne situe en effet l'origine de sa vocation dans l'image incandescente d'une mère partant pour le bal, dans un tourbillon de satin, un nuage de poudre, un sillage de parfum : émouvant tableau qui ne déparait pas les pages émaillées de la Recherche.

Yves Saint Laurent (qui voyage, nous dit-on, sous le pseudonyme de M. Swann) n'échappe pas à la règle, offrant même l'exemple le plus flamboyant de cet Édipe fructueux et froufrouant. Né le 1^{er} août 1936 à Oran, il aura été « l'enfant-roi » d'une maison de femmes, d'un monde à part qui n'avait pour alternative que celui de l'élegance « parisienne » et pour reine qu'une mère adorée, à l'expression mutine, à la frivolité inflexible. Nulle autre possibilité dès lors que de cultiver l'archétype de la Parisienne, de n'avoir aucun contact avec la réalité (et de ne pas savoir prendre l'air tout seul), de pouvoir faire preuve d'une indifférence féroce, s'effondrer en larmes parce qu'une robe vous déplaît et devenir l'un des couturiers de premier plan de son époque.

L'imposante somme de Laurence Benaïm démontre en même temps, avec un incroyable luxe de détails, combien cette inadaptation tombe juste, avec quelle simplicité, effrontément, elle parvient à son

but. Il suffit de reprendre le fil de cette carrière. De l'arrivée à Paris, en 1953, à l'entrée chez Dior où cinq ans plus tard, Yves Mathieu Saint Laurent devient Yves Saint Laurent du jour au lendemain. De l'ouverture de la maison de couture, en décembre 1961, au triomphe de la première collection (29 janvier 1962). De la ligne androgyne de 1966 au scandale (bien nubié aujourd'hui) du style rétro de 1971. Des collections russes à Matisse. Du triomphe d'Opium au succès de Paris et de Jazz. De la consécration par les musées en 1982 à une mythique introduction en Bourse, en 1989, au cours de laquelle l'action est souscrite deux cent soixante fois.

Le créateur et l'entrepreneur

Entre le 4 décembre 1961 – jour d'ouverture de la maison – et le 13 janvier 1993 – date d'un rachat plutôt controversé par une firme nationalisée –, voici le récit d'une ascension continue, d'une irrésistible hyperbole. C'est, bien sûr, que le couturier fantasque a su se doter d'un bras séculier, et que le succès d'Yves Saint Laurent est aussi bien celui de Pierre Bergé : union des complémentaires – le créateur et l'entrepreneur – qui devait ensuite trouver de multiples équivalents dans la chronique de la mode contemporaine.

Le moindre des mérites de Laurence Benaïm n'est pas d'ignorer l'hagiographie ni le bon ou le pire derrière lequel se retranchent risiblement des maisons de couture régies avant tout par les lois du commerce et la peur d'effrayer le chaland : elle retrace l'histoire du « premier couple homosexuel de l'histoire de la mode » et s'attache à suivre le fil d'une relation difficile entre deux personnages qui ne le sont pas moins. Elle restitue ce qui fut, et reste peut-être, l'histoire d'une passion.

Celle aussi d'une dépression. Car la condition du succès est claire. Si Chanel s'incarna dans la sécheresse, Dior dans la bonhomie, Balenciaga dans l'austérité, Saint



1957 : Saint Laurent à ses débuts chez Dior.

Laurent pourrait bien se résumer à sa détresse. « Sa jeunesse s'est arrêtée net », constate l'un de ses amis, en 1958. Sa carrière est ensuite jalonnée d'une succession régulière de crises nerveuses, d'angoisses paralysantes, de coups de folie culminant dans des passages en clinique, de somnifères et de remontrances, de drogues et d'alcoolisme, bien finis pour satisfaire au culte moderne de la fragilité, et dont le couturier paie aujourd'hui, de son propre aveu, le prix. « Dans le nom de Saint Laurent, on lira désormais dépression », résume Pierre Bergé en 1976.

Quelques années plus tard,

poursuit Benaïm, il boit deux bouteilles de whisky par jour, peint les murs, veut ressembler à un soldat, se coupe les cheveux à ras, rencontre un antiquaire qui lui livre en fourgonnette des kilos de bibelots pour une centaine de millions de centimes. On imagine déjà le film, sinon la comédie musicale, nous montrant l'amateur de lis Casablanca, de jonquilles et de roses de jardin (« Mais il déteste les soucis et les roses-jaunes », déclaraient-ils, le regard dans le vide, au caviar Kaspi, assorti de son chauffeur et de son chien (« Il y a un côté famille, nounou, pipi », poaue un protagoniste).

Et pourtant, il résiste. Ingénuement, et féroce, Saint Laurent s'est donné les moyens de se livrer au culte de la sensation la plus exquise, la plus ruineuse, la plus gratuite, sans échapper parfois, ce que l'on regrettera, au stéréotype (« Je suis une tapette esthète », résumera-t-il, philosophiquement, dans une formule de provocation tranquille dont on lui saura gré). Et certaines descriptions d'intérieurs, ou de rites de table relevant les pages de cette biographie, suffiront à illuminer les journées de bien des Essintes de province.

« A la recherche d'un monde disparu »

Saint Laurent voit dans le passage à Oran, le 6 mai 1950, de l'Ecole des femmes, de Juvet et Bérard, une autre clef de sa vocation. Sa mode s'enracine dans l'émotion de ce moment, dans le Paris mythique de Marie-Louise Bousquet, de Marie-Laure de Noailles, de Louise de Villemorin, dans l'élégance impertinente et racée de Mitzi Brizard, la muse de Dior. Dans la vision de Chanel, aussi, dont il voudrait retrouver la fluidité, la souplesse de construction. A partir de 1976, constate Laurence Benaïm, « le voici à la recherche d'un monde disparu, celui de Dior », narrateur d'un milieu qu'il avait connu et dont il ne cessera de se réapproprier la mémoire.

Bizarrement, cet aspect nostalgique, ce retour sur son propre passé, sur une élégance scayante, construite et fluide tout à la fois, est ce qui lui donne une réelle actualité, nous le rend le plus proche, à présent qu'une génération de baby-boomers enfiévrés redécouvre extatiquement les décors du demi-siècle, de Bérard à Line Vautrin.

L'unique question que laisse ouverte cette monographie, aux épisodes souvent baroques, est celle de l'« après ». La vente à Sanofi marque-t-elle une fin, la fin en tout cas d'une époque, comme le laissent présager divers indices, ou se dirige-t-on vers de nouveaux développements, l'approfondissement d'une formule commerciale ? L'héritage des années d'exéc est-il encore supportable ou Saint Laurent en est-il réduit à se survivre ? L'homme a démontré de multiples fois, dans sa carrière, sa capacité de résurrection, et la moindre page de ce livre illustre la force, la violence avec laquelle un personnage lunaire peut parvenir à ses fins. C'est qu'il n'est, de son propre aveu, le jouet que d'une seule passion : l'amour d'une femme.

Patrick Maurès

* Le 5 octobre sort en librairie un très bel album, *Les Bijoux de Chanel*, avec un texte de Patrick Maurès et 129 illustrations dont 68 en couleurs (éd. Thames & Hudson, 146 p., 450 F.).

Une énigme nommée Rocard

Entre histoire et actualité, Jean-Louis Andréani montre comment le leader du Parti socialiste a construit son « personnage » politique

Jean-Louis Andréani, longtemps journaliste au service politique du Monde – il est aujourd'hui rédacteur au service étranger –, vient de publier une biographie de Michel Rocard. Nous avons demandé à Max Gallo, écrivain et homme politique, d'en rendre compte.

LE MYSTÈRE ROCARD
de Jean-Louis Andréani.
Robert Laffont, 732 p., 169 F.

On croit tout savoir de Michel Rocard. Après quarante ans de vie publique, que pourrait-on ignorer de lui ? Il a parlé d'abondance, du Club Jean-Moulin au PSU et au PS, dans tel ministère et à Matignon. Il a annoncé son divorce. On l'a photographié au milieu de ses petits-enfants, à la barre de son volier, aux commandes de son planeur. Il a écrit de multiples articles et même une autobiographie. Sa rivalité avec François Mitterrand a été analysée sous tous les aspects, historiques ou psychanalytiques. De nombreux livres ont tenté de cerner l'« effet Rocard » ou le couple infernal première gauche-deuxième gauche, le mariage impossible de l'eau et du feu. Des dizaines de témoins, de camarades, ont livré leur avis. « Le meilleur, c'est Rocard », a dit l'un (Kouchner). « Ce n'est qu'un barreur de petit temps », a dit l'autre (Dumas).

Bref, Rocard, qu'on soit de ses amis ou de ses adversaires, qu'on appartienne à la gauche ou à la droite, fait partie du patrimoine. Le monde change de base, Lénine est redevenue Saint-Petersbourg, mais, comme il y a plus de trente ans, Rocard est combattu aujourd'hui par Jean Popereen.

Tout va bien. La vie de la gauche française est finalement un long fleuve tranquille.

Or, surprise, Jean-Louis Andréani, l'un des fins analystes de la vie politique, consacre trois ans de travail et 732 pages à ce qu'il appelle « le mystère Rocard ». On s'interroge. Où est le mystère ? Dans les contradictions d'un homme politique qui approuve Maastricht et déclare quelques semaines plus tard : « L'indépendance de la banque centrale européenne (c'est de votre côté) est un dogme qui confine à la bêtise » ? Surprenant mais commun à tant d'autres. Dans les jugements contrastés qu'on porte sur lui ? Mais qui est exposé plusieurs décennies durant aux regards de ses contemporains apparaît toujours sous les traits de M. Hyde ou du Docteur Jekyll. Quant à la capacité de Rocard à rebondir, à passer du statut de député battu à celui de président du PS, n'est-ce pas le propre de tous les professionnels de la politique, de ces obstinés indestructibles que sont les leaders ?

Et cependant, une fois entré dans le livre d'Andréani, on ne le lâche plus. En renonçant à une biographie linéaire, en prenant la vie de Rocard sous plusieurs angles, Andréani renouvelle à chaque fois notre point de vue. Ici, il s'agit de l'ambition présidentielle de Rocard, là de ses relations avec les partis, et, sur chaque thème, Andréani parcourt l'arc du temps, des premiers pas politiques à la situation présente. Le livre fourmille de détails, d'anecdotes, d'analyses. Le passé (ce PSU dont tant d'acteurs sont encore présents) redevient actualité et la chronique d'hier (Matignon), histoire. Les mises en perspective surgissent d'elles-mêmes. Andréani se veut

« sévère mais juste ». Il est à l'évidence – pécuniairement de tout biographe – fasciné par son sujet et, parfois, se laisse quelque peu emporter : ainsi quand il prévoit que Rocard, élu président, se lancerait « à l'assaut du monde » ! Mais il fournit au lecteur tant d'éléments que celui-ci est libre de ses conclusions.

« Miser sur l'opinion »

A mes yeux, la partie la plus neuve et la plus éclairante pour percer le « mystère » est celle qu'Andréani consacre à l'attitude de Rocard face à l'opinion. Dès les années 60-70, Rocard s'est convaincu qu'il lui faut « miser sur l'opinion », « construire un personnage ». Il va s'y employer systématiquement, jouant de tel ou tel secteur de l'opinion de gauche puis étendant son champ à l'opinion de tout le pays. En septembre 1990, à Joux-la-Tour, il théorise sa démarche : « L'opinion publique est le moteur de l'histoire. »

Cette intuition des années 60 lui a donné une longueur d'avance sur ses rivaux. Et cette place centrale accordée à l'opinion, point d'appui décisif d'une stratégie personnelle, est la spécificité de Rocard. Là est la constante d'un trajet par ailleurs émié et zigzagant. Certes, tous les leaders sont attentifs à l'opinion. Et tous – comme Rocard – ont un ego démesuré, la conviction d'être promis à un destin exceptionnel, et ils sont résolus et talentueux.

Mais ils ont choisi, au-delà de leur ego, un point d'appui, une clé stratégique, une option auxquels leur moi s'identifie. L'indépendance et la grandeur pour de Gaulle, l'Europe et la fin de l'exception française pour Giscard,

l'union de la gauche puis le ralliement au libéralisme pour Mitterrand, l'union des droites et le conservatisme éclairé pour Balladur. Mais Rocard ? L'opinion est son point d'appui. Il suit ses flux et ses reflux. Il s'oppose à celui qui détient l'appareil politique qu'il faut contrôler pour demeurer un personnage. Rocard joue contre. Le schéma se répète.

Ce qu'un témoin (Roland Cayrol) dit d'un épisode du PSU – « L'alliance de Rocard et des gauchistes était humainement absurde et moralement inacceptable mais politiquement logique », on pourrait le redire à propos de ce qui s'est passé au PS en 1993. La logique est la même : s'emparer d'un appareil, devenir leader, puis écouter et suivre ce que veut l'opinion. « C'est dans l'opinion que se trouve la légitimité », a affirmé Rocard en 1990. Mais le point d'appui n'est plus alors qu'un bouchon ballotté au gré des sondages. Il n'y a de stratégie que d'opinion. Et, d'une période à l'autre, les projets de Rocard se succèdent, se prolongent ou se contredisent comme autant de déclarations finalement sans grande importance. Chirac, à droite, donne la même impression contradictoire de flou et de forte présence. Car, si le mni volentaire et doué surnage, le sens, variant selon l'opinion et les circonstances, se dérobe.

Reste le moi et son insondable mystère, les dévouements, la sympathie qu'il peut susciter chez les fidèles, la fascination qu'exerce un parcours personnel exceptionnel. Mais tout cela ne fait pas un projet politique. Et la « déesse opinion », tant convoitée, un jour se détourne.

Lecture partisane du livre d'Andréani ? Lisez-le et jugez !

Max Gallo

LOUIS ALTHUSSER

Écrits sur la psychanalyse

Freud et Lacan

STOCK / IMEC

310 p.

140 F.

Althusser et Lacan... Une explosion ou un épaississement de l'énigme Althusser ?

Robert Maggiori, Libération

Ces écrits théoriques sur la psychanalyse nous apparaissent aujourd'hui, à la lumière de l'acte psychotique qui a mis fin à l'activité théorique d'Althusser, comme des écrits symptomatiques.

Michel Contat, Le Monde

STOCK / IMEC

PASSAGE
la différence de Derrida

LE MONDE DES LIVRES
FANTASTIQUE

Le cas Dick

Toute la vie de Philip K. Dick ne fut qu'un jeu.
Cette sorte de jeu qui hésite entre le rire et le cauchemar...JE SUIS VIVANT
ET VOUS ÊTES MORTS
Philip K. Dick 1928-1982
d'Emmanuel Carrère.
Le Seuil, 358 p., 130 F.

Il y a des gens qui adrent Philip K. Dick. Des gens pour qui *Ubik* ou *Le Maître du haut château* comptent parmi les romans les plus importants du XX^e siècle, et Dick parmi les explorateurs les plus héroïques de la folie. A ceux-là, il est superflu de recommander la lecture du livre d'Emmanuel Carrère, ils l'ont déjà acheté, en plusieurs exemplaires, et imposé à leurs amis les plus proches.

C'est aux autres que s'adresse cet article. Qu'ils sachent qu'il ne peut être bien être un amateur de science-fiction, n'ayant encore rien lu de ce maître du genre, et pourtant prendre un plaisir immense à la lecture de ce portrait romancé, de cette biographie méticuleuse, et cependant prétextée, qu'a écrite Carrère.

Le récit de cette vie, mal commencée, en 1928, et mal finie, en 1982, est, en effet, l'un des livres les plus étonnants et les plus drôles de cet automne. Le genre de livre qui donne le sentiment d'être intelligent. Au début, il y a un garçon gros, et essouffé, qui vit en Californie, avec sa mère. Le genre Glenn Gould. Il aime écouter de la musique, taper à la machine, se cacher dans des carnavals vides, lire *Ulysses* de James Joyce, et *Le Maître du haut château* de Michael Moorcock.

Ce qui lui fait le plus peur, c'est qu'un jour il se réveille, et se sera un des prétextes favoris pour divorcer. A dix ans, il écrit une suite des *Voyages de Gulliver*, qu'il égare, et bientôt des nouvelles inspirées d'Edgar Poe, horribles et élitiques. La *Berkeley Gazette* en publie. Le responsable de la rubrique littéraire, qui signe Tante Flo - détail qui enchante Emmanuel Carrère, « lui donne » alors des conseils qui vont avoir l'importance qu'on verra : « Écris ce que tu connais, les petits détails vrais, la vie de tous les jours ».

En vérité, il veut le détourner du fantastique. Mais ça rappelle aussi ce que disait Kafka : plus vous êtes dans le fantastique, plus il vous faut être rigoureux et précis. Ces conseils, note Emmanuel Carrère, Dick les suivra toute sa vie, « comme une poule devant un oie ».

La mort
de Jane

Les ennemis ont donc commencé peu après sa naissance. Philip avait une petite sœur jumelle, Jane, qui est morte à deux mois. Au cimetière où on l'a enterrée, on a, dès ce moment, prévu une petite place à côté d'elle pour son frère, qui, toute sa vie, va raconter l'histoire, avec diverses variantes, celle de Mark Twain en particulier, qui disait qu'il n'avait jamais su qui était mort, son frère jumeau Bill ou lui.

A quatorze ans, Philip, qui file un mauvais coton, est envoyé chez le psychiatre. Tout de suite, il admet ça, le jeu du chat et de la souris, les tests, les diagnostics, le jeu des névroses et des phobies. Puisqu'il s'agit d'avoir l'air de fonctionner normalement, Dick est, selon les jours, pour s'amuser, normalement normal, normalement anormal, ou anormalement normal. Le tap, note Carrère.

Il fait le dangereux apprentissage des hypothèses et des perspectives qu'ouvre le jeu des probabilités. Un bon exemple ce sont l'histoire du chat et de l'entrecôte. C'est une histoire qu'il racontera plus tard aux filles d'une de ses épouses, Anne. Lors d'un dîner, l'entrecôte a disparu. On accuse le chat, et on a l'idée de peser la bête. Elle fait juste cinq livres, le poids de la viande qui a disparu. C'est donc lui le coupable. Mais, dit alors quelqu'un, où est le chat ?

Années 50. Californie et macarthysme. Dick en est déjà à son second mariage. Deux agents du FBI débarquent pour lui proposer de surveiller les activités subversives de sa femme. Ils s'appellent George Smith et George Scrubbs, ça a un côté Tex Avery. Dick est



Philip K. Dick : trop malin.

ravi de les faire tourner en bourrique. Leurs questions ressemblent aux tests des psychiatres. Alors il est successivement anormalement anormal, normalement anormal, etc. L'ennui, et ce n'est pas la dernière fois, c'est que cette blague lui rappelle une phrase de Brecht qui va le hanter toute sa vie : « Il faut parce que ses ennemis ne parviennent pas à l'atteindre, mais il ne savait pas qu'ils s'exerçaient à le manquer ».

Deuxième divorce, troisième mariage. Sa nouvelle femme a de l'amblyopie pour lui. Elle veut qu'il écrive autre chose que ces romans de science-fiction qui rapportent peu d'argent et encore moins de gloire. On peut s'en servir comme d'un livre de sagesse. On peut ne pas, et c'est plutôt la tendance de notre époque.

Il se livre aussi à une autre activité, le Yi-King, une combinaison d'hexagrammes chinois très en vogue. On s'en sert pour savoir ce que l'avenir immédiat vous réserve, ou plus exactement quelles sont les conditions, les tendances cosmiques dans lesquelles on s'apprête à prendre une décision. On peut s'en servir comme d'un livre de sagesse. On peut ne pas, et c'est plutôt la tendance de notre époque.

Il s'en sert pour compliquer le jeu, pour se compliquer la vie, pour installer encore plus de règles et de questions ultimes à contourner, il s'en sert aussi pour écrire ses livres : le Yi-King sait ce qu'il doit faire et ce que doivent faire les personnages de ses romans, ça devient de plus en plus la même chose, et, étant donné l'histoire d'androïdes, d'ordinateurs et de psychotiques qu'il décrit, il n'est pas vraiment en chemin vers le Tao.

En revanche, il est en chemin vers le succès. *Le Maître du Haut Château* obtient l'une des plus hautes récompenses destinées à un auteur de science-fiction, le prix Hugo, en 1961. Il écrit les *Clans de la lune alpha*, puis le livre dont on tirera *Blade Runner*. L'explorateur de toutes les folies s'enfonce dans sa jungle, il s'élève dorénavant de drogues. Ça aussi, c'est dans le vent, en Californie, années 60.

Ce qui est saisissant, c'est la manière dont tous les événements dont il a cru se rendre le maître en riant lui reviennent en cauchemar, en boomerang. Il change de femme, il change de psychiatre, il change de musiques, il change de drogues. Les ennemis qui s'entraînent à le rater reviennent, les agents du FBI, le Yi-King, l'ordinateur central. Il écrit *Ubik*. C'est le livre de l'encerclement extérieur et intérieur, la guerre de Joe Chip contre un univers alternatif. On est en 1968, l'année où sort *2001 l'odyssée de l'espace*.

Les petits détails vrais de ses livres envahissent sa vie : le cordon de lampe manquant qui lui a fait soupçonner le simulacre universel, le sentiment persistant de présence d'un démiurge qu'il a démasqué dans le *Dieu venu du Centaure*, ces lettres qu'il reçoit d'URSS, les drogues, il est devenu très gros et il écoute maintenant des pièces pour luth de John Dowland. Il meurt en 1982. Les gens se souviennent de sa chaleur, de sa dévotion à son art, de sa loyauté. Au fond, Philip K. Dick, le trop malin, était peut-être un type naïf.

Geneviève Brisac

LE STRADIVARIUS PERDU
(The Lost Stradivarius)
de John Meade Falkner.
Traduit de l'anglais
par Michel Desforges.
Ed. Joëlle Losfeld.
160 p., 105 F.

La publication en France du *Lost Stradivarius* comble ceux qui aiment se perdre corps et âme dans une œuvre de fiction. Un siècle après sa parution, ce joyau de la littérature fantastique se déchiffre avec autant de passion. *Le Stradivarius perdu* est un roman sur le jeu de la musique, le sexe et la religion. Il explore le tréfonds du désir et nous entraîne dans les souterrains érotiques du secret, là où les fantasmes érotiques se jouent de la répartition des rôles sexuels, un dédale obscur arraché à l'inconscient.

Le passage progressif de la lumière aux ténébrs (remarquable structure en strates) et l'écriture pure de tout déchet amplifient la sensation de gouffre : l'acte de lire est ici abandon sensuel puis capitulation morbide. Et ce n'est pas une des moindres perversions de ce texte faussement mélodieux que d'imbriquer, comme la musique, la forme innocente et le fond pervers, illustrant de façon magistrale l'amoralité du ravissement esthétique.

Le jeune John Maltravers découvre un Stradivarius vieux d'un siècle. Lui est alors révélée l'histoire d'un homme assassiné pour avoir découvert un mystère interdit aux humains. Dès les premières lignes, nous savons que toutes les précautions oratoires offertes en pâture à la morale sont illusoirs. Nous sommes dans les eaux noires des maléfices, une fatalité dont personne n'est dupe et l'auteur moins que quiconque. C'est une femme qui raconte à son neveu l'histoire d'un homme qui a traversé la confession de John Maltravers (à travers le mal), l'admission réelle de la mémoire d'une descente aux parades infernales. Comme pour le Dorian Gray d'Oscar Wilde, la

raison du plaisir sera la déchéance cachée du corps. De beaux jeunes hommes se consumant dans les affres d'une maladie incommensurable. Ils refusent de vieillir parce qu'il est impossible d'incarner le rêve absolu, la frénésie de la chair ne coïncide pas avec ce qu'ils imaginaient du bonheur.

John est un prince de conte de fées. Riche, beau, raffiné, il file des jours délicats au Magdalen Hall College d'Oxford (l'histoire débute en 1841). Il joue du violon accompagné au piano par son unique ami. Lorsqu'ils interprètent la *Gaillarde* du premier mouvement (*Arcopagalia*) d'une suite de Graziani, un inconnu invisible vient les rejoindre.

Fantôme
blème

Ce qui n'est d'abord que craquement du faucon de rotin se matérialise bientôt en un fantôme blème appelé dans ce monde par les sons admirables de l'instrument. La vie de John se transforme en une errance sans issue à la recherche d'un autre jeune homme, Adrian Temple, anacorete (et double) de sa fiancée, lui-même asservi à la fascination du violon qui « chantait pour nous dans un mystérieux langage plus profond et plus terrible que toute parole humaine ».

Ce pourrait être une fable sur le danger de la musique qui nous fait oublier Dieu au bénéfice de la jouissance. Ce serait déjà un magnifique roman sur la créature humaine capable d'intercepter la toute-puissance divine. Mais *Le Stradivarius perdu* est aussi une métaphore discrète, d'un bien éloquent, de l'interdit premier. Malheur - nous dit la légende - à qui s'entend dans l'amour du semblable, miroir de soi. John, comme Adrian avant lui, est l'héritier orgueilleux de Narcisse qui n'a pas craint d'abolir l'espèce, enchaîné à son jumeau dans les ultimes voluptés d'une planète-moribondisme.

L'allusion et le double sont atteints ici des sommets. C'est tout bénéfice pour nous qui notons de

bien curieux indices, dont le plus récurrent est l'obsession incommensurable du héros qui ne peut s'empêcher de jouer la *Gaillarde* révélatrice, enfermée dans le violon. Une tentative de « double jeu » avec sa femme échoue et déclenche leur séparation ; une nuit d'orage, il épuise la signification délétère de la suite de Graziani face au portrait retrouvé du fantôme ; adolescent, il avait pourtant pu en jouir innocemment avec son compagnon... Le péché d'Onan est décliné en sourdine. Le romancier décrit dans le même mouvement la nudité, le feu sous les cendres et le bois « rouge » du violon alors que le jeune homme s'est déshabillé après « avoir fermé la lourde porte extérieure », et que l'archet ressuscite un son paradisiaque parce que le musicien « avait acquis une plus grande liberté du poignet ».

John quitte femme et enfant, et suit la trace de l'autre fugueur maudit. A un siècle de distance, deux couples d'hommes réfugiés à Naples accèdent aux fastes des mœurs dissolues : Adrian et Jocelyn. John et le tendre Raffaele. C'est un univers masculin qui est associé à « la rumeur de rires interdits », dans un temps où l'homosexualité n'avait pas de nom mais où (étrange écho à travers les siècles) une malédiction punissait ces hommes trop beaux englués dans le goût immodéré d'eux-mêmes et de l'art décadent.

John Meade Falkner (1858-1932) fut un éminent homme d'affaires. Spécialiste de paléographie et de bibliophilie, il fut aussi un remarquable écrivain. Il publia peu d'ouvrages : le plus connu est *Moonyflee*, dont Fritz Lang tira, en 1955, un chef-d'œuvre du cinéma d'aventures, *Les Contrebattants de Moonyflee*. *Le Stradivarius perdu* (1893) a le même pouvoir envoiement que la musique, dont il traite la troublante emprise sur les sens. C'est voyage au pays des morts rend obscènes et dérisoires les aventures du plein jour.

Hugo Marsan

SCIENCE-FICTION

Un western galactique

THROY
de Jack Vance.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par E. C. L. Melsternmann.
Plon, 278 p., 128 F.UNE FORME DE GUERRE
de John M. Banks.
Traduit de l'anglais
par Hélène Collon.
Robert Laffont, coll. « Ailleurs
et demain » 478 p., 149 F.SANTIAGO
de Mike Resnick.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Luc Corissin.
Denôl, coll. « Présence du futur »,
deux tomes, 272 et 246 p.,
60 F. le volume.

LES auteurs de science-fiction ont toujours manifesté une certaine inclination pour les cycles romanesques, comme en témoignent, en cette rentrée, tant *Throy*, de Jack Vance, qu'*Une forme de guerre*, de John M. Banks.

Le premier de ces ouvrages appartient aux *Chroniques de Codwall*, qui est le nom d'une planète érigée dès sa découverte

en conservatoire de la Nature, mais dont l'équilibre écologique, ethnologique et politique s'est, au bout de quelques siècles, sérieusement dégradé. Le cycle de Codwall est loin des space-opéras flamboyants - Tschai, la saga des princes-démons, ou la trilogie de Durane - qui ont fait la réputation de Vance. C'est une geste picaresque et extravagante qui met en scène une kyrielle de personnages saugrenus, animés de sentiments retors et obsessionnels. Et si l'auteur lance ses héros dans des quêtes et enquêtes, elles ont un tour tarabiscoté et souvent inattendu qui ne peut que ravir l'amateur de bizarre. *Throy* n'échappe pas à la règle qui exalte les péripéties curieuses, les intrigues machiavéliques et les rencontres cocasses tout en poursuivant jusqu'à son terme ultime l'histoire de revanches sociales et de vengeance personnelle qui traverse, avec fureur, tout le cycle.

Le second de ces ouvrages est le premier roman du cycle de la Culture, cette civilisation galactique, hégémonique et utopique que Gérard Klein nous a fait déjà découvrir avec deux autres remarquables livres de John M. Banks : *l'Usage des armes* et *l'Homme des jeux*. Une forme de guerre décrit un gigantesque conflit interplanétaire qui oppose une race extraterrestre belliqueuse et expansionniste, les Idriens, à la cosmopolite et tolérante Culture ; mais elle le décrit d'une façon très particulière : en retraçant l'odyssée cabotante d'un mercenaire métamorphe qui s'est mis par conviction au service des Idriens et que les péripéties de son parcours - naufrage, engagement au sein d'une équipe un peu ringarde de corsaires de l'espace, etc. - ne détournent pas de sa mission. Mais son chemin croise constamment celui d'une envoyée de la section Circonstances spé-

ciales de la Culture, pour laquelle il ne peut se déprendre d'une certaine sympathie ; et dans les tunnels labyrinthiques du monde de Schar où l'ont conduit ses ordres, il comprendra la vanité de son combat et l'erreur de son choix. En prenant pour témoin d'une aventure collective cette aventure individuelle contée avec fièvre, souffle et beaucoup de talent, John M. Banks a complètement transcendé le space-opéra et composé une page mémorable de l'histoire du futur.

MAIS la révélation de cette rentrée est, sans conteste, le merveilleux *Santiago*, de Mike Resnick, un auteur américain dont l'importance, nouvelle après nouvelle, roman après roman, ne cesse de s'affirmer. Au premier degré, *Santiago* peut se lire comme un western : il met en scène, en effet, un chasseur de primes, Sebastian Cato, qui, sur la frontière - cette zone mouvante qui marque l'avancée panspermique de l'humanité dans la galaxie - est à la recherche d'un bandit insaisissable. Au second degré, comme une sorte de poème épique à plusieurs voix, à l'imitation de celui dont les strophes rythment le récit, comme la célébration d'une fin

de personnages pittoresques, plus grands que nature, aux destins hors du commun... Au troisième degré enfin, comme un rétroscopage sur l'engagement - Sebastian est un ancien révolutionnaire déçu, - sur la démocratie et les contre-pouvoirs. Sur la face des mythes aussi... Le miracle est que ces différents niveaux se fondent harmonieusement en un texte robotique, qui se dévère à la façon d'un roman d'aventures.

AU Fleuve noir, on renoue avec une tradition maison un peu oubliée : une nouvelle collection, « Aognissens », au pluriel, vient prodire le relais d'une ancienne, au singulier. Juliette Raabe, qui la dirige, entend y éditer des romans d'action courts « ancrés dans le monde moderne et puisant leurs thèmes aux confins du fait divers criminel ou insolite et du fantastique ». Les trois premiers romans publiés explorent des voies différentes. *Southern*, de Sylvie Picard, a recours, de façon trap brouillonne, aux moindres d'apocalypse. *Cauchemars d'acier*, de Jean-Pierre Andrevon, après un début quelconque, décrit d'hallucinoate façon la montée de la névrose dans l'esprit d'un homme. Quant à *Rap Killer*, de Fred Chereau, le meilleur du lot, il conjugue, sur le mode du thriller banlieusard, tag et rap, jeu de piste énigmatique et manipulation de masse. Tous trois répondent parfaitement, à leur manière, au mot d'ordre de la collection - « Quand la vie quotidienne sombre dans le vertige » - et procurent les frissons que leur label annonce. Il ne nous reste plus qu'à s'habituer à la directrice de collection de trouver son Marc Agapi...

Jacques Baudou

ELISABETH
ROUDINESCO
sera à la librairie
L'ARBRE A LETTRES
le jeudi 30 septembre
à partir de 19 heures 30
2, rue Edouard-Quenu
(face à l'église St-Médard, rue Montfaucon)
PARIS 5 - Tél. 43 31 74 08

Le Monde
ÉDITIONS
Social
Par ici la sortie !
Alain Lebaube
EN VENTE EN LIBRAIRIE

هنا من القليل

Rendez-vous avec
l'auteur:
"REPERES"
le 3 octobre à 18h
sur France 3

Pierre Lepape



(1) Tous deux chez Rivages.

Bertrand Andusse

★ Toujours de Robin Cook, signalons également la réédition en poche de *Vices privés, vertus publiques*, précédemment paru aux éditions du Terrain vague (Rivages Noir 239 n. 48 F.).